La France en quête

Réconcilier une nation divisée

SOUS EMBARGO

Destin Commun
More in Common France

La France en quête

Réconcilier une nation divisée

François-Xavier DEMOURES (dir.)
Lucie MONGES
Maider PIOLA
Anaïz PARFAIT
Mathieu LEFEVRE

SOUS EMBARGO

Destin Commun
More in Common France

À PROPOS DE DESTIN COMMUN

Destin Commun est un laboratoire d'idées et d'action qui a pour ambition de bâtir une société plus soudée, dont les membres sont convaincus que ce qu'ils partagent est plus important que ce qui les divise. Nous travaillons sur des initiatives de court terme et sur des changements de société à plus long terme, en partenariat avec un large éventail d'acteurs issus de la société civile, des corps intermédiaires, du monde de l'entreprise, des médias pour redonner au commun le goût de l'évidence. Destin Commun est une association de loi 1901. Elle est membre du réseau international More in Common, présent également en Allemagne, aux Etats-Unis et au Royaume-Uni.

www.destincommun.fr
21-23, rue Jean-Jacques Rousseau – 75001 Paris
contact@destincommun.fr

AUTEURS

François-Xavier DEMOURES (dir.)
Lucie MONGES
Maider PIOLA
Anaïz PARFAIT
Mathieu LEFEVRE

REMERCIEMENTS

Ce rapport a pu voir le jour grâce à un partenariat étroit avec Kantar.
Au cours de leur travail d'enquête, d'analyse et de rédaction, les auteurs ont bénéficié de nombreux conseils, apports, relectures et commentaires éminemment précieux des équipes de More in Common en Allemagne, au Royaume-Uni et aux États-Unis, de Kantar ainsi que de chercheurs, de membres d'organisations de la société civile et de fondations philanthropiques. Ils tiennent en particulier à remercier :
Annmarie Benedict, Ylhem Benhammouda, Sabine Bentejac, Guillaume Bernard, Cécile Chalancon, Naureen Collings, Charlotte Danino, Charlotte Daviau, Tim Dixon, Hakim El Karoui, Catherine Fieschi, Pierre-Yves Frelaux, Jérémie Gagné, Renaud Gassin, Guénaëlle Gault, Karine Gavand, François Gemenne, Gauri van Gulik Stephen Hawkins, Miriam Juan-Torres, Benjamin Jullien, Laura Krause, Bruno Latour, Magdalena Majkowska-Tomkin, Gregory Maniatis, Peter Matjašič, Eugène-Henri Moré, Chloé Napoléoni, Jeremy Perelman, Maria Teresa Rojas, Stéphane Resche, Catherine Sueur, Vincent Tiberj, Martin Tisne, Najat Vallaud-Belkacem, Kitty von Bertele, Nicolas Vanbremeersch, Marie Yared, Daniel Yudkin, et l'équipe de Kantar : Guillaume Caline, Cécile Lacroix-Lanoë et Emmanuel Rivière.
Les choix d'interprétation n'engagent que les auteurs.

Conception et réalisation graphique : Hélène Koetschet
© Destin Commun 2020

SOUS EMBARGO

Avant propos

Ausculter nos fractures sociales, culturelles ou territoriales est devenu un sport national.

Elles n'ont jamais paru aussi fortes que ces dernières années. Le paysage politique est morcelé. Les plateaux de télévision ne sont plus que des rings. Les réseaux sociaux, des champs de bataille. Et la rue, éruptive, est désormais le théâtre d'affrontements réguliers. On aime à dire que les Français sont ingouvernables. Aujourd'hui, on ajoute volontiers qu'ils sont irréconciliables. Tout porte à croire que nous sommes devenus hostiles - ou au mieux indifférents - les uns aux autres.

Et pourtant, une écrasante majorité d'entre nous est convaincue qu'il faut se serrer les coudes et affronter les problèmes ensemble. C'est ce que nous ont dit plus de 6000 Français dans une enquête de grande ampleur que nous avons menée tout au long de l'année 2019.

Nos points de désaccords ne manquent pas. Mais plus de trois Français sur cinq sont convaincus qu'ils sont surmontables et que nous pouvons avancer ensemble.

Nos points de désaccords ne sont pas voués à se changer en détestations : la France dont rêvent nos concitoyens est d'abord une France où l'on s'écoute et où l'on se respecte les uns les autres.

Les centaines de conversations que nous avons eues à travers la France racontent un pays qui tâtonne, mais dont les habitant n'ont pas renoncé à former une communauté de destin, c'est-à-dire à écrire l'avenir ensemble. Au-delà des récits qui décrivent un monde qui se défait et devient illisible, par-delà l'incantation à « vivre ensemble », ce rapport propose un chemin pour redonner au commun le goût de l'évidence et se projeter dans l'avenir.

Derrière les enjeux qui divisent, il met en lumière les systèmes de valeurs des Français, ces dispositions psychologiques qui influencent durablement nos opinions. Les connaître et les comprendre est un préalable pour que les liens civiques et sociaux se renouent.

Derrière les affrontements qui dominent la conversation nationale, notamment sur le terrain de l'identité, il rend visible les ambivalences d'une majorité de Français : les opinions ne sont pas toujours aussi constituées qu'elles en ont l'air.

Derrière les points de divergence, il met en avant les points de convergence : un attachement profond à l'État qui protège et redistribue, la conviction que la protection de l'environnement peut nous rassembler par-delà nos divisions, cette fatigue à l'égard d'un débat public de plus en plus agressif, cette inquiétude majoritairement partagée face au climat d'hostilité croissant à l'égard des musulmans.

Mais il invite également à agir vite pour que ce qui nous unit soit plus important que ce qui nous sépare : parce que les forces qui nous divisent sont puissantes et que nous sommes peut-être plus vulnérables que d'autres aux récits qui nous dressent les uns contre les autres, parce que près de quatre Français sur dix se vivent comme des oubliés de la conversation nationale et s'en retirent, par colère ou par indifférence, nous avons profondément besoin de renouer le fil du dialogue.

Contrer la fragmentation de la société n'a rien d'une évidence. Mais ce n'est pas un défi insurmontable. En apportant cette contribution modeste au débat, Destin Commun espère aider, informer et soutenir celles et ceux qui s'engagent dans cette voie.

SOUS EMBARGO

Synthèse

Ce rapport expose les enseignements d'une vaste enquête sur l'État de la vie démocratique en France. Par-delà les signes tangibles de fragmentation de l'opinion publique, il fait émerger trois France qui avancent en parallèle les unes des autres. Il relève les signes d'une polarisation croissante de la société sur les questions d'identité. Il montre que cette fragmentation ne relève pas uniquement des divergences d'opinion mais s'ancre dans nos systèmes de croyance et de valeurs. Mais il donne aussi de fortes raisons d'espérer : malgré ces fractures, 83 % des Français sont convaincus que nous pouvons faire face aux problèmes ensemble. 61 % considèrent que nos divisions sont surmontables. Des enjeux, comme la protection de l'environnement, sont susceptibles de nous unir par-delà nos divisions. Cette étude raconte l'histoire d'une France en quête, qui aspire à se vivre à nouveau comme communauté de destin.

SOUS EMBARGO

La France en quête : chiffres clés

83 %
des Français sont convaincus qu'on doit se serrer les coudes et faire face aux problèmes ensemble.

61 %
considèrent que nos divisions sont surmontables.

68 %
des Français pensent que l'environnement est un enjeu qui peut nous réunir par-delà nos divisions

et **78 %**
pensent souvent à ces questions.

89 %
des Français trouvent que le débat public devient de plus en plus agressif.

Six familles
de Français émergent de notre étude.
Les **Militants désabusés** (12 %), les **Stabilisateurs** (19 %), les **Libéraux optimistes** (11 %), les **Attentistes** (16 %), les **Laissés pour compte** (22 %) et les **Identitaires** (20 %).

Les **Libéraux optimistes** et les **Stabilisateurs** sont
64 %
à penser que la démocratie fonctionne bien, contre 31 % pour les autres.

46 %
des **Attentistes** et
33 %
des **Laissés pour compte** n'ont aucun engagement local ou partisan.

73 %
Des Français pensent que le travail et l'effort sont les éléments déterminants dans la réussite des gens contre 27 % qui considèrent la chance et les circonstances comme expliquant la trajectoire de chacun.

43 %
des Français pensent que l'identité de la France se réinvente sans cesse.

Mais ce chiffre est de
21 %
chez les **Laissés pour compte**
et **17 %**
chez les **Identitaires,**
qui pensent majoritairement (79 % et 83 %) que l'identité de notre pays est en train de disparaître.

59 %
des Français considèrent que la France ne doit pas s'excuser de son histoire pour avancer ensemble.

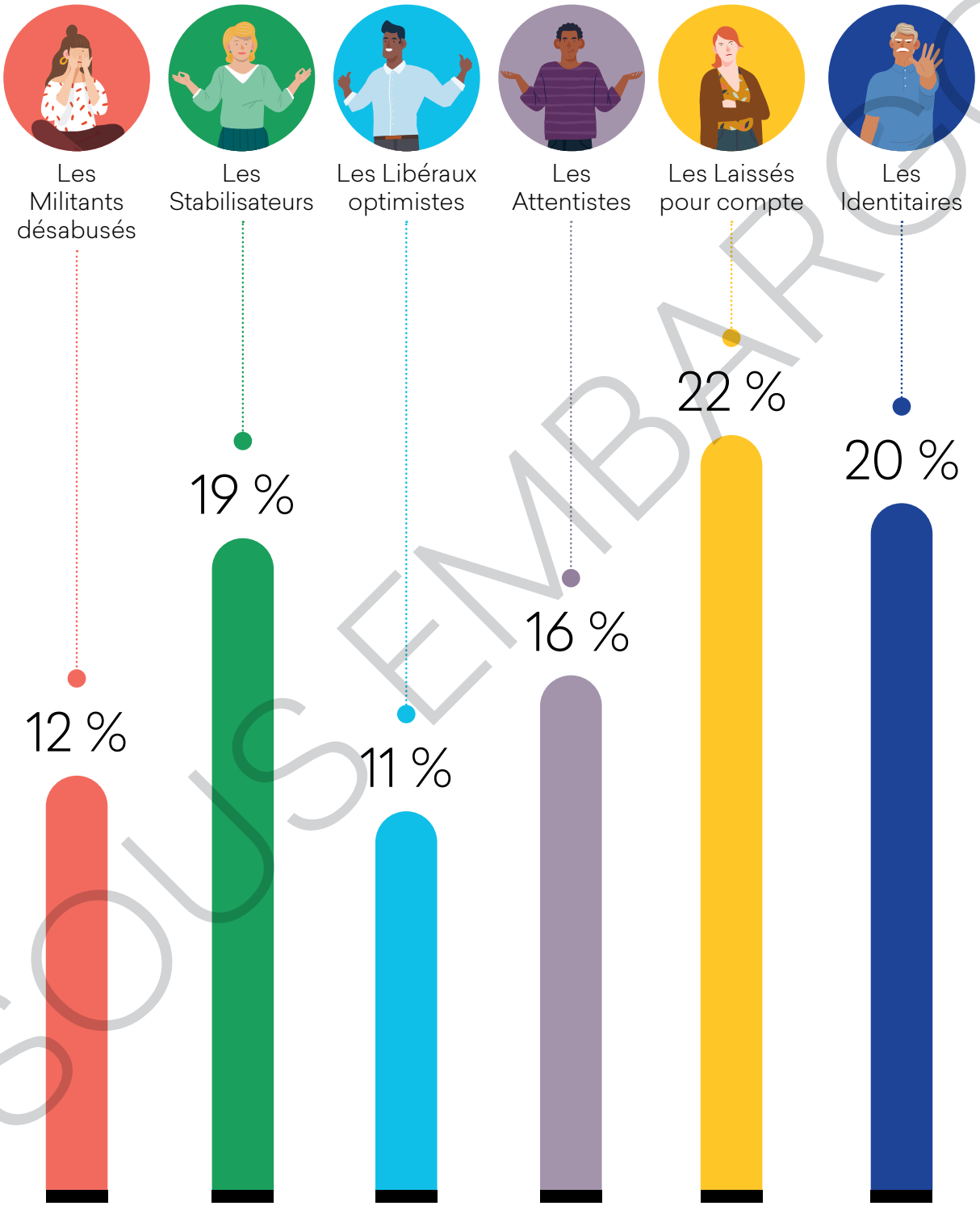
41 %
Pensent, au contraire, que pour mieux vivre ensemble, on doit reconnaître les pages sombres de notre histoire, et notamment la colonisation.

Les **Militants désabusés** sont souvent isolés des autres groupes sur de nombreux sujets. Plus ouverts sur l'Europe et le monde, ils ne sont que
37 %
à considérer comme important le fait d'être français contre 76 % en moyenne par exemple.

62 %
des Français s'inquiètent d'un climat d'hostilité croissant à l'égard des musulmans en France. Ce chiffre dépasse 50 % pour tous les groupes.

SOUS EMBARGO

FIGURE 0.1. SIX FAMILLES DE FRANÇAIS
Elles se distinguent selon leurs convictions profondes et leur niveau d'engagement



SOUS EMBARGO

Pour Destin Commun, ce rapport a une vocation stratégique.
Laboratoire d'idées et d'actions né en 2017, notre organisation veut contribuer à bâtir une société plus soudée, dont les membres sont convaincus que ce qu'ils partagent est plus important que ce qui les divise. Nous pensons en effet que la France aura d'autant plus de chances de relever les défis du temps présent qu'il sera mis fin au cercle vicieux de la fragmentation dans lequel elle est engagée. Nous cherchons à comprendre les mécanismes qui nous éloignent les uns des autres pour mieux les dépasser et redonner au commun le goût de l'évidence. **Cette étude n'est donc pas un aboutissement : elle est un point de départ pour expérimenter**, avec des partenaires, des projets à même de nous rassembler. Cette contribution au débat s'appuie sur une enquête quantitative inédite, menée avec Kantar sur un échantillon représentatif, sur une vaste série d'entretiens qualitatifs et des dizaines de conversations avec une multitude d'organisations et d'individus partout en France. Son originalité tient à sa méthode : **elle montre dans quels systèmes de croyances s'ancrent ces opinions qui nous séparent les uns des autres**. Ces systèmes de croyances, ou « convictions profondes » informent la façon dont les individus interprètent le monde autour d'eux. Six dimensions de ces croyances, issues de la recherche en psychologie sociale, sont en particulier étudiées dans ce rapport :

_ Les appartenances de groupe
_ La perception de la menace
_ L'optimisme et le pessimisme
_ Le mode de parentalité et la personnalité autoritaire
_ Les fondements moraux
_ L'agentivité et la responsabilité

Sept enseignements se dégagent de notre enquête.

1. Premier enseignement

Six familles de Français ont été identifiées par analyse typologique, uniquement à partir des réponses des participants à une série de questions portant sur leurs convictions profondes et leur degré d'engagement social et civique. **Aucune caractéristique socio-démographique, y compris l'auto-positionnement politique, n'a été utilisée pour réaliser la segmentation**. Sur une grande diversité d'enjeux, l'appartenance à ces familles s'avère particulièrement prédictive de leurs opinions.

Les Militants désabusés (12 %)
_ Diplômés, cosmopolites, sensibles aux inégalités, pessimistes, laïcs.

Les Stabilisateurs (19 %)
_ Modérés, installés, engagés, rationnels, compassionnels, ambivalents.

Les Libéraux optimistes (11 %)
_ Plus jeunes, individualistes, pragmatiques, confiants, libéraux.

Les Attentistes (16 %)
_ Plus jeunes, détachés, individualistes, incertains, désengagés.

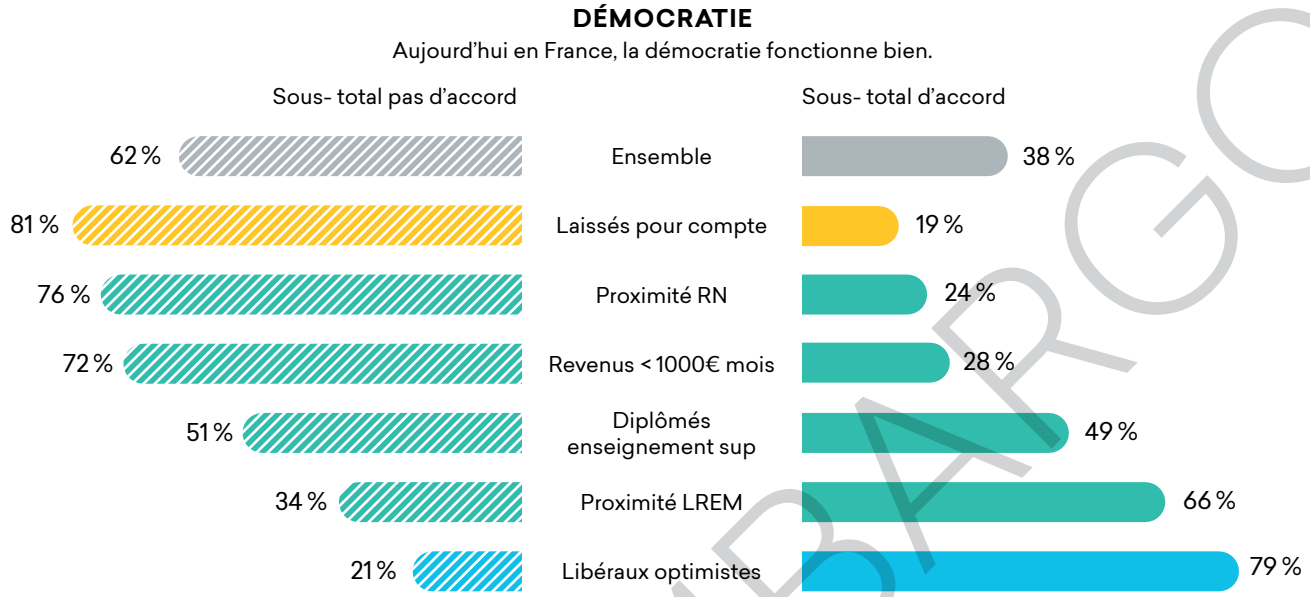
Les Laissés pour compte (22 %)
_ En colère, défiants, se sentent abandonnés et peu respectés, désengagés.

Les Identitaires (20 %)
_ Plus âgés, conservateurs, déclinistes, nativistes, intransigeants.

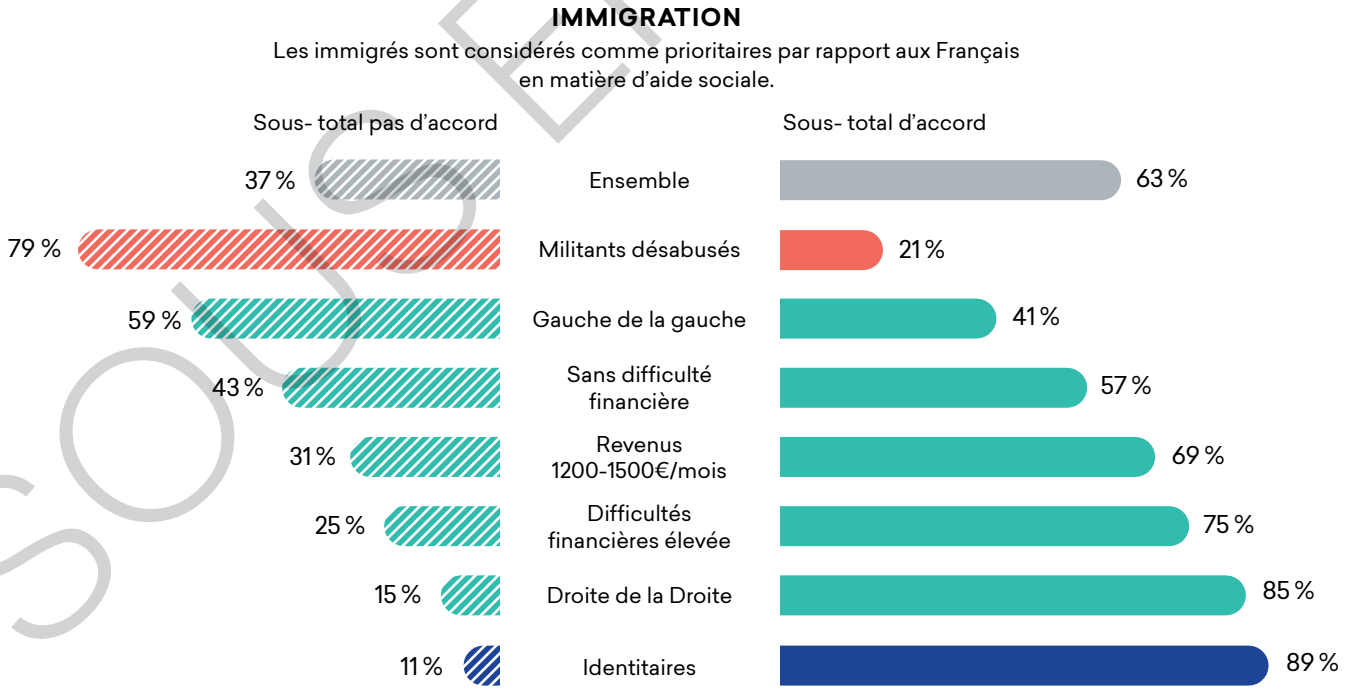
SOUS EMBARGO

FIGURE 0.2. **CONVICTIONS PROFONDES ET CARACTÉRISTIQUES SOCIO-DÉMOGRAPHIQUES**

Lire la société via l'appartenance à ces six familles apporte un éclairage complémentaire sur les opinions des Français, qui s'avère souvent plus prédictif que leurs caractéristiques socio-démographiques



Êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec l'affirmation suivante ? Aujourd'hui en France, la démocratie fonctionne bien.
Source : Destin Commun (2019)

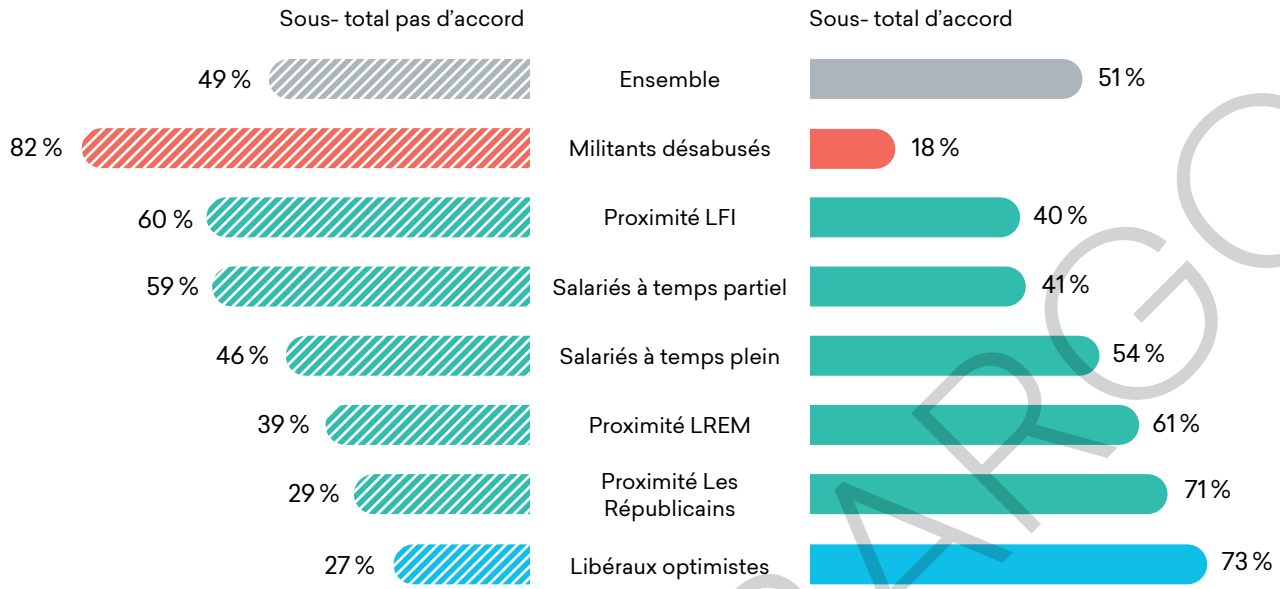


Êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec l'affirmation suivante ?
Les immigrés sont considérés comme prioritaires par rapport aux Français en matière d'aide sociale.
Source : Destin Commun (2019)

SOUS EMBARGO

TRAVAIL

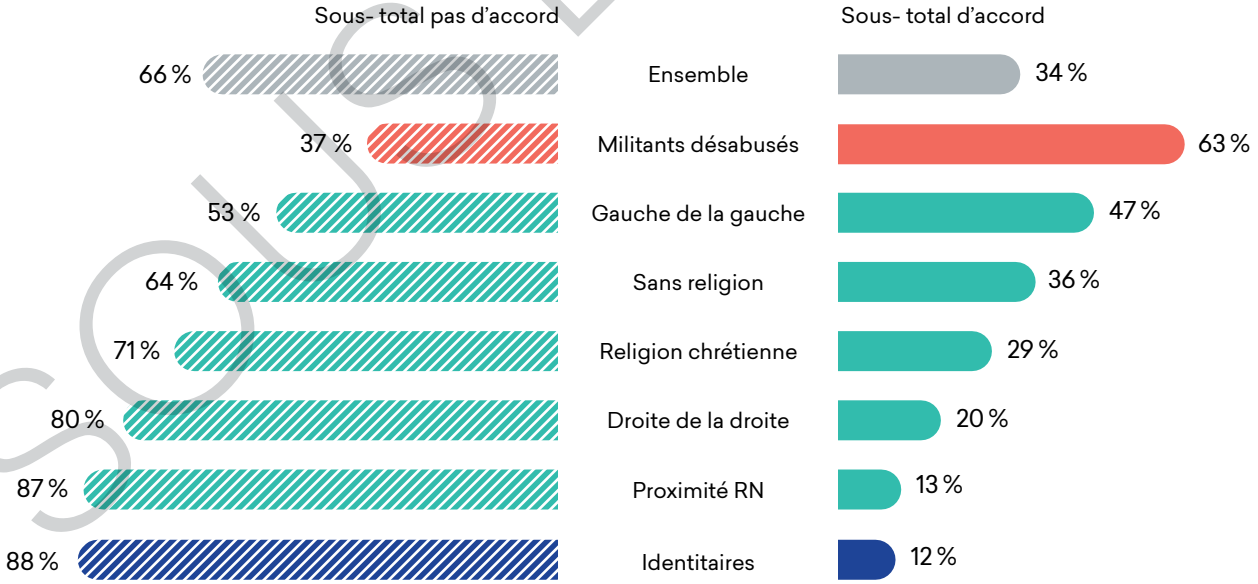
Les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment.



Êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec l'affirmation suivante ? Les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment.
Source : Destin Commun (2019)

ISLAM

Je ne verrais aucun inconvénient à ce qu'une mosquée soit construite à proximité de chez moi.

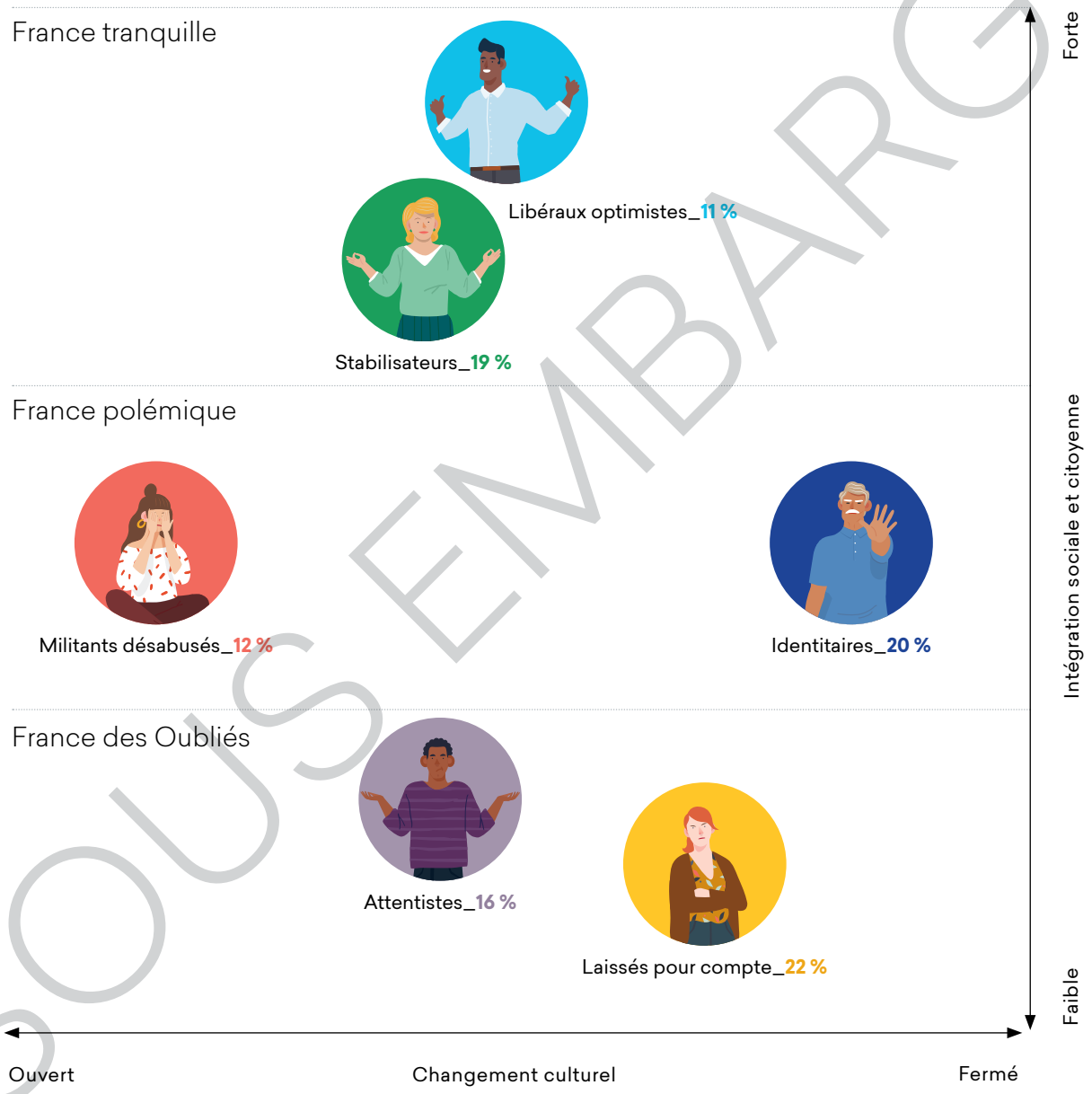


Êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec l'affirmation suivante ?
Je ne verrais aucun inconvénient à ce qu'une mosquée soit construite à proximité de chez moi.
Source : Destin Commun (2019)

SOUS EMBARGO

FIGURE 0.3. **TROIS FRANCE**

Trois France vivent en parallèle, selon leur degré d'intégration sociale et citoyenne et leur perception du changement culturel



SOUS EMBARGO

2. Deuxième enseignement

Trois France se distinguent selon la relation qu'elles entretiennent avec le commun..

_ **La France tranquille**, des Stabilisateurs et des Libéraux optimistes (30 %)
_ **La France polémique**, des Militants désabusés et les Identitaires (32 %)
_ **La France des Oubliés**, des Laissés pour compte et des Attentistes (38 %)

La France tranquille des Libéraux optimistes et des Stabilisateurs est plutôt satisfaite du modèle de société dans lequel nous vivons, soit parce qu'elle croit en ses potentialités, soit parce qu'elle est engagée pour en corriger les déséquilibres.

Au sein de **la France polémique** s'affrontent deux « certaines idées de la France », diamétralement opposées l'une à l'autre. Les Militants désabusés et les Identitaires qui la composent ont les systèmes de valeurs les plus cohérents et les visions du monde les plus tranchées. Leurs opinions, parfois très éloignées de la moyenne des Français, sont particulièrement visibles dans le débat public.

La France des Oubliés est beaucoup moins identifiable. C'est pourtant la plus importante en nombre : à eux deux, Attentistes et Laissés pour compte constituent 38 % de la population. Ils se distinguent des autres groupes par leur désengagement, leur désaffiliation partisane et leur retrait du débat public. Ce sont les moins impliqués au plan social comme au plan citoyen.

3. Troisième enseignement

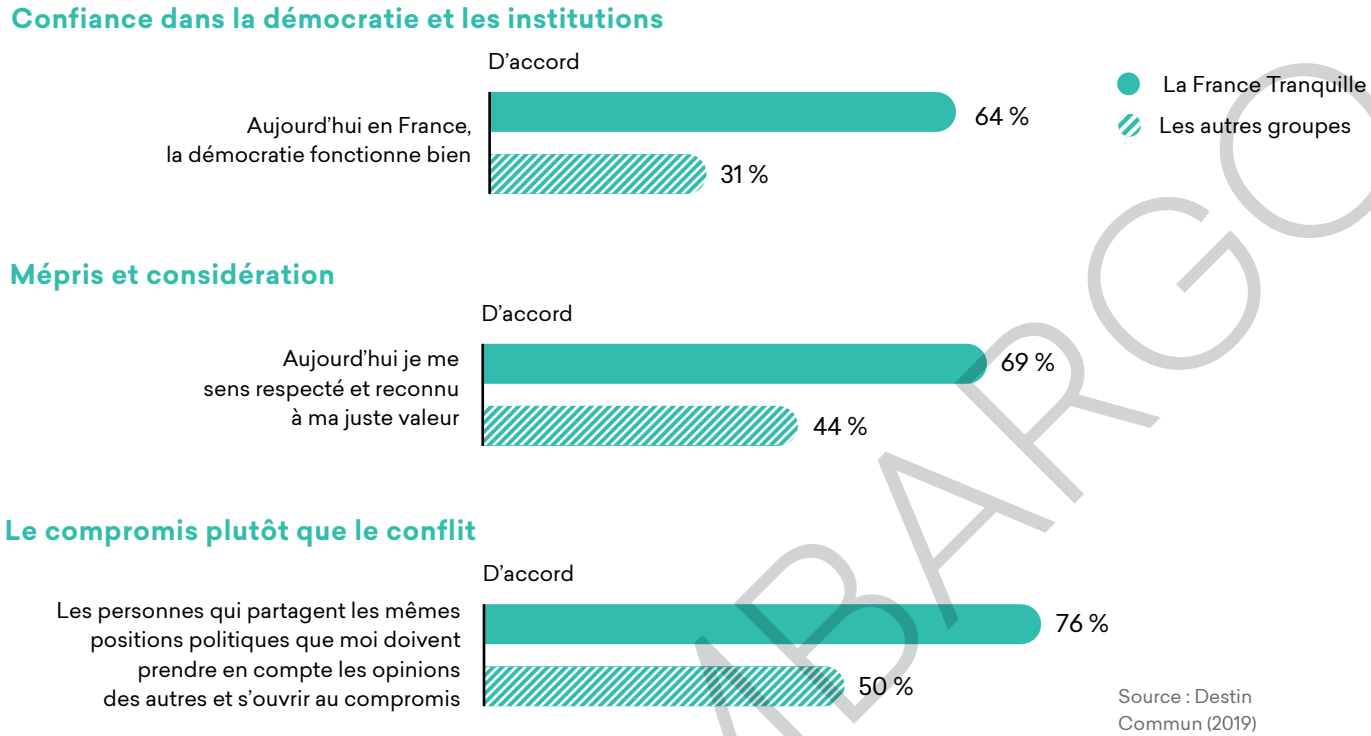
Comme d'autres démocraties occidentales, la France fait face à une polarisation croissante entre deux groupes - les Militants désabusés et les Identitaires. Leur affrontement se joue sur l'essentiel.

Les Identitaires considèrent que l'apprentissage des règles, de l'obéissance et du travail sont déterminants dans le développement de l'individu. Ils sont tout particulièrement sensibles à la loyauté. Ils sont attentifs à l'homogénéité de la communauté : le partage de règles et de traditions communes est à leurs yeux une condition centrale pour vivre ensemble, dans un monde perçu comme menaçant. **L'appartenance est à leurs yeux une condition de la justice.**

À l'opposé, **les Militants désabusés** portent une vision de la société où les traditions n'occupent qu'une place secondaire. Ils estiment qu'elles sont imposées par des dominants, qui les revendiquent pour servir leurs intérêts. Les Militants désabusés promeuvent l'égalité, en particulier entre les hommes et les femmes, et s'attachent fortement à défendre la protection des minorités. **À leurs yeux, rien n'a d'importance dans les appartenances : tout n'est qu'une question de justice.**

SOUS EMBARGO

FIGURE 0.6. **LA FRANCE TRANQUILLE EST LA PLUS INTÉGRÉE AU MODÈLE SOCIAL ET DÉMOCRATIQUE D'AUJOURD'HUI**



Source : Destin Commun (2019)

4. Quatrième enseignement

Cette opposition croissante entre « ouverts » et « fermés » a tendance à en masquer une autre, plus verticale, entre ceux qui se sentent pleinement intégrés à la vie sociale et à la vie démocratique et ceux qui éprouvent le contraire.

La France tranquille des Stabilisateurs et des Libéraux optimistes a le degré d'intégration sociale et citoyenne le plus fort. 64 % considèrent que la démocratie fonctionne bien. Leur confiance dans les institutions représentatives est plus élevée que les autres familles de Français. Ils témoignent d'un haut niveau d'engagement. Ils se sentent davantage reconnus à leur juste valeur. 72 % D'entre eux jugent que la protection sociale des Français est juste et équitable, contre 45 % des autres groupes. **La France des Oubliés des Attentistes et des Laissés pour compte en est le miroir inverse**. Ils sont les moins impliqués dans la vie démocratique et dans la vie sociale et citoyenne. Ils ne s'intéressent pas à la politique. Ils sont les plus éloignés du système partisan : un tiers d'entre eux ne déclare aucune proximité politique. Dans un débat public que 89 % des Français perçoivent comme de plus en plus agressif, les Attentistes et les Laissés pour compte évitent également de prendre part à la conversation nationale : 65 % déclarent ne pas vouloir confronter leur point de vue à celui des autres contre 35 % en moyenne dans les autres familles.

« On évolue dans un environnement proche du nôtre, chacun dans notre groupe, on ne sent pas la fracture parce qu'on passe du temps avec ceux qui sont d'accord avec nous. »

UN LIBÉRAL OPTIMISTE, ENTENDU EN GROUPE DE DISCUSSION

SOUS EMBARGO

FIGURE 0.7. LA FRANCE DES OUBLIÉS EST PROFONDÉMENT DÉSAFFILIÉE ET DÉSENGAGÉE

	Ensemble	Militants désabusés	Stabilisateurs	Libéraux optimistes	Attentistes	Laissés pour compte	Identitaires
Aider un voisin	47 %	50 %	66 %	44 %	20 %	40 %	57 %
Parler de politique avec vos proches ou vos collègues	42 %	65 %	68 %	30 %	12 %	26 %	51 %
Boire un verre ou un café avec un voisin	42 %	42 %	63 %	35 %	19 %	32 %	54 %
Donner de l'argent à une association caritative	26 %	39 %	48 %	27 %	9 %	15 %	21 %
Participer à une manifestation	12 %	16 %	18 %	12 %	8 %	7 %	10 %
Participer à une réunion de quartier	10 %	9 %	17 %	19 %	6 %	4 %	9 %
Partager un mail avec un contenu politique à un ou plusieurs de vos contacts	10 %	9 %	17 %	9 %	5 %	3 %	15 %
Partager un contenu avec des revendications politiques sur un réseau social	9 %	15 %	12 %	10 %	4 %	3 %	10 %
Prendre contact avec un élu (en face-à-face, par téléphone, par mail, par courrier...)	8 %	8 %	13 %	11 %	4 %	3 %	8 %
Organiser un événement dans mon quartier	5 %	5 %	8 %	14 %	4 %	1 %	4 %
Participer à un meeting ou à une réunion politique	4 %	5 %	5 %	8 %	3 %	1 %	3 %
Donner de l'argent à un parti politique ou une association s'impliquant sur des sujets politiques	3 %	3 %	4 %	6 %	2 %	1 %	3 %
Aucune de celle-là	20 %	9 %	3 %	13 %	46 %	33 %	10 %

Voici une liste d'activités que certaines personnes font et d'autres non. Auxquelles de ces activités avez-vous participé au cours des 12 derniers mois ? Plusieurs réponses possibles.
Source : Destin Commun (2019)

SOUS EMBARGO

5. Cinquième enseignement

Parce que la France des Oubliés a des appartenances et des liens faibles, elle est vulnérable aux récits qui veulent rétrécir la communauté de destin sur une base identitaire. C'est en particulier le cas les Laissés pour compte, dont les opinions sur l'immigration et l'islam sont proches de celles des Identitaires. Les aspirations de ces deux familles diffèrent fondamentalement. Les Laissés pour compte recherchent d'abord un ordre juste, une France avec moins d'inégalités, quand les Identitaires promeuvent d'abord une France fidèle à ses racines et à ses traditions. Mais la colère des Laissés pour compte envers « le système », exprimée à travers le mouvement des Gilets jaunes, et leur sentiment d'abandon sont susceptibles de se réorienter contre les « autres » - minorités religieuses, migrants ou réfugiés – que les populistes autoritaires décrivent comme une menace pour les intérêts de la communauté nationale.

6. Sixième enseignement

À l'inverse, les Militants désabusés sont profondément isolés des autres groupes. Ils éprouvent un attachement beaucoup plus faible à la nation. C'est le seul groupe qui se sent davantage appartenir au monde et à l'Europe (69%) qu'à la France (65%), et ils ne sont que 37% à considérer comme important le fait d'être français contre 76% en moyenne. Ils célèbrent davantage nos différences et moins ce que nous avons en commun et se méfient de tout « récit national », qu'ils voient davantage comme un instrument d'exclusion que comme un moyen d'inclusion. Cet isolement renforce leur conviction qu'ils sont en train de perdre la bataille culturelle.

7. Septième enseignement

Un chemin est possible, mais il implique d'agir vite. Les Français éprouvent une forte aspiration à l'unité : 83 % d'entre eux sont convaincus qu'on doit se serrer les coudes et affronter les problèmes ensemble. S'ils disent regretter que les moments de communion nationale soient de plus en plus rares, fragiles et précaires, 61 % d'entre eux pensent que nos divisions sont surmontables et qu'on peut avancer ensemble. Que cette conviction soit majoritaire est synonyme d'espoir. Mais ce chiffre est moins élevé qu'en Allemagne (71 %) ou aux États-Unis (77 %), où le réseau More in Common a mené des enquêtes similaires. Elle signifie donc qu'il faut agir rapidement.
L'État et ses missions de service public restent aux yeux des Français le meilleur moyen de produire du commun et d'inventer l'avenir : ce sont les institutions dans lesquelles ils ont le plus confiance. Enfin, parmi tous les grands défis du temps présent, la protection de l'environnement est un enjeu qui peut nous unir par-delà nos divisions, pour 68 % des Français. Cette conviction est majoritaire dans toutes les familles.

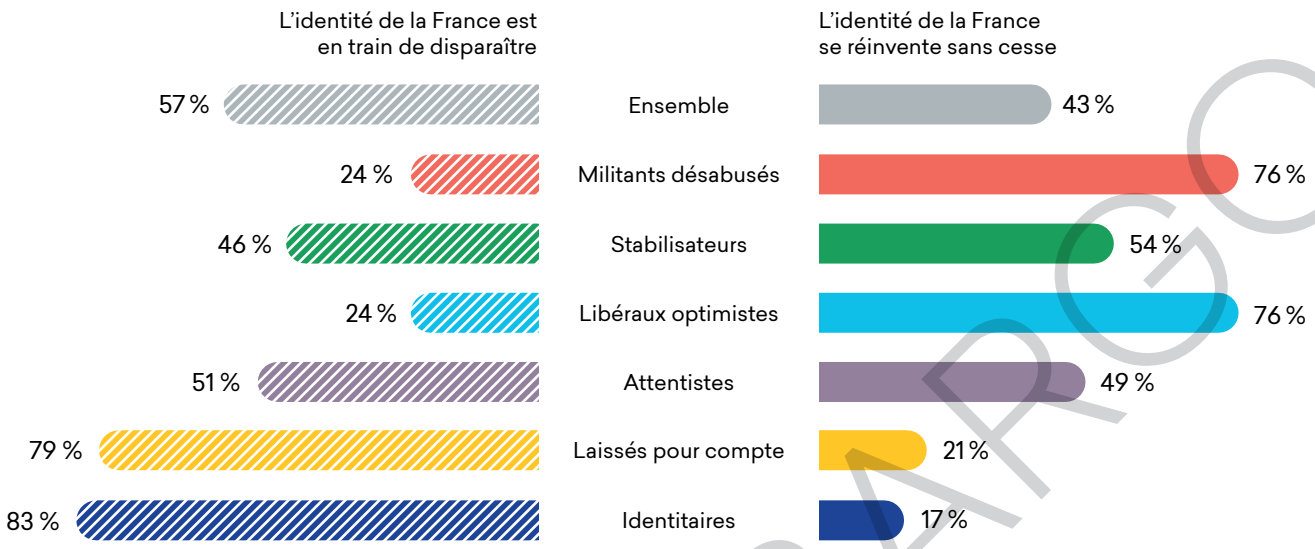
« C'est le boulot des politiques, c'est très compliqué de restituer ou de retrouver une histoire commune, un projet commun. »

UN STABILISATEUR, ENTENDU EN GROUPE DE DISCUSSION

SOUS EMBARGO

FIGURE 0.8. **LE RISQUE D'UNE COMMUNAUTÉ DE DESTIN IDENTITAIRE ?**

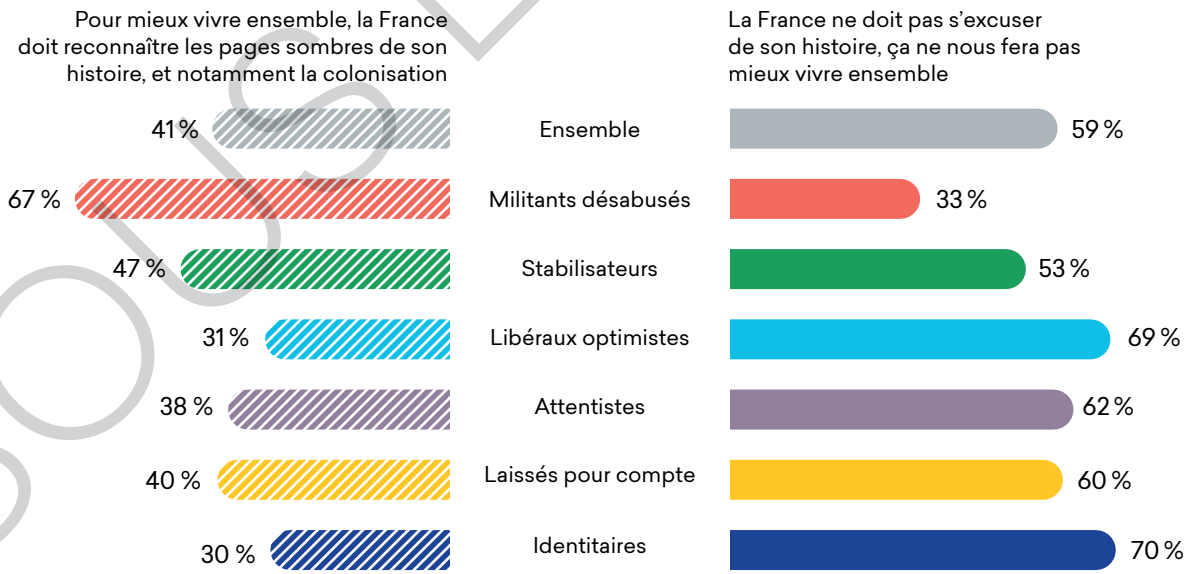
Les Laissés pour compte sont vulnérables à un récit identitaire, opposant un « eux » à un « nous »



Avec laquelle des affirmations suivantes êtes-vous le plus d'accord ?
Source : Destin Commun (2019)

FIGURE 0.9. **LES MILITANTS DÉSABUSÉS SONT ISOLÉS DANS LEUR CONCEPTION DE L'IDENTITÉ**

Cet isolement limite leur capacité à entrer en résonnance avec les autres familles de Français



Avec laquelle des affirmations suivantes êtes-vous le plus d'accord ?
Source : Destin Commun (2019)

SOUS EMBARGO

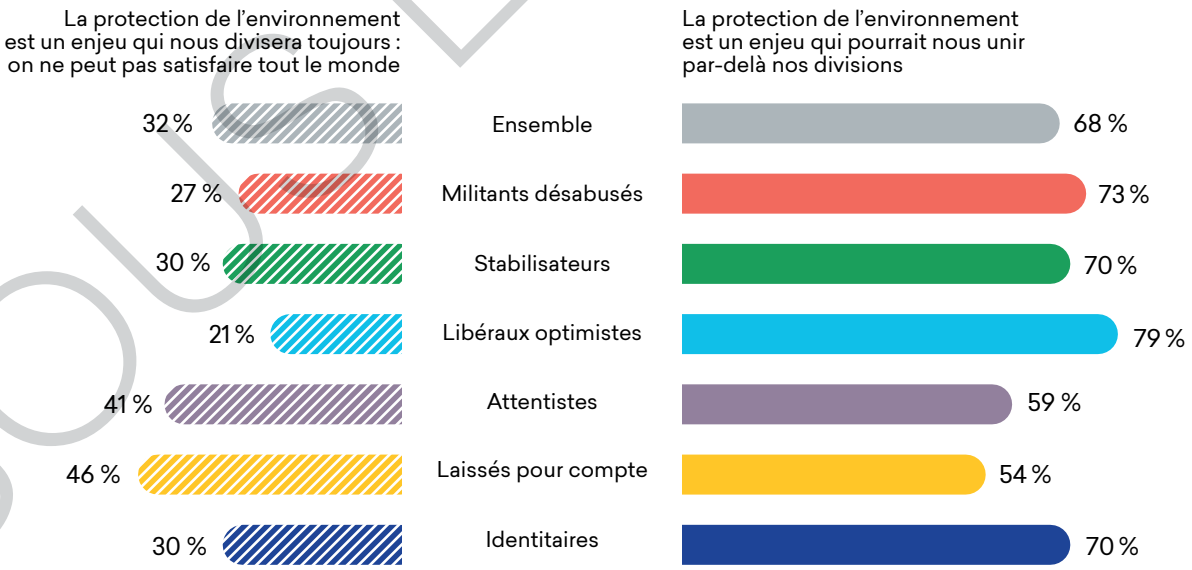
FIGURE 0.10. **UNE ASPIRATION À LA COHÉSION**

Face aux défis du temps présent, une majorité de Français convaincus qu'ils sont dans le même bateau

Avec laquelle des affirmations suivantes êtes-vous le plus d'accord ?
Source : Destin Commun (2019)

FIGURE 0.10. **LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE, MATRICE D'UN RÉCIT COMMUN ?**

Toutes les familles de Français voient dans la protection de l'environnement un enjeu pour nous rassembler



Avec laquelle des affirmations suivantes êtes-vous le plus d'accord ?
Source : Destin Commun (2019)

SOUS EMBARGO

Ce rapport n'a pas pour vocation d'établir le récit qui peut nous projeter collectivement dans l'avenir, mais de montrer la nécessité de s'y atteler ensemble. Sans histoire de l'avenir, le risque est grand de voir une communauté de destin uniquement fondée sur une mythification du passé et bâtie contre un « eux ». Ce rapport ne cherche pas non plus à proposer un récit consensuel et modéré, de ceux qui rassembleraient trois Français sur quatre et occulteraient les désaccords : car il est vital, dans une société démocratique, que différentes visions du monde puissent entrer en confrontation. Le problème – et le défi auquel nous devons faire face aujourd'hui – réside dans le fait que ces désaccords se transforment en détestations et qu'il ne soit plus possible d'aboutir à des compromis. Ce que nous cherchons à construire avec d'autres, c'est un terrain commun sur lequel puissent s'exprimer ces désaccords.

Pour faire émerger ce terrain commun, il importe d'abord de mieux comprendre les convictions profondes qui sous-tendent nos différences. Elles ne sont pas les seuls facteurs de division mais être conscient de leur existence et de la façon dont elles influencent nos perceptions peut aider à mieux prendre en considération les intérêts et les aspirations des autres. Il ne s'agit pas de renoncer à son propre système de valeurs : il s'agit de remettre dans un contexte plus humain les opinions et les croyances des autres, pour mieux engager le dialogue.

Faire évoluer la conversation nationale est une autre priorité. Elle a besoin de changer dans sa tonalité, tout d'abord : le fait que 89 % des Français considèrent qu'il est de plus en plus agressif témoignent de l'impératif de lutter contre la culture du clash, qui contribue à transformer les désaccords en détestations. Les prescripteurs d'opinion et les médias ont un rôle majeur à jouer en la matière. Comme d'autres émetteurs, ils souffrent d'un déficit de confiance que seul l'entourage proche parvient à contrer. Prendre en compte la diversité des opinions sans accentuer les fractures est une nécessité.

Travailler à l'intégration sociale et démocratique de la France des Oubliés est un objectif fondamental : les Attentistes et les Laissés pour compte ne partagent pas ou plus certains postulats qui fonctionnent comme des évidences pour les deux autres France. Pour les engager, il est nécessaire de déployer de nouvelles approches, ce à quoi peut contribuer une bonne compréhension de leurs convictions profondes. Répondre au sentiment d'abandon des Laissés pour compte suppose de prendre au sérieux leur aspiration à plus de justice et leur besoin de se sentir appartenir à un collectif.

Cette tâche appelle également la mobilisation d'une coalition d'acteurs dans un engagement collectif au service d'un récit qui peut nous rassembler – ce à quoi Destin Commun espère contribuer à travers cette étude.

SOUS EMBARGO

Sommaire

Avant-propos 5

Synthèse 6

Chapitre 1. Introduction 22

Chapitre 2. Six familles de Français 28

- Les Militants désabusés (12 %) 31
- Les Stabilisateurs (19 %) 33
- Les Libéraux optimistes (11 %) 35
- Les Attentistes (16 %) 37
- Les Laissés pour compte (22 %) 39
- Les Identitaires (20 %) 41

Chapitre 3. Trois France 58

- La France tranquille 61
- La France polémique 62
- La France des Oubliés 64

Chapitre 4. Ces convictions profondes qui nous gouvernent 68

- Optimisme et pessimisme 70
- Perception de la menace extérieure 71
- Personnalité autoritaire et modes de parentalité 73
- Fondements moraux 75
- Agentivité et responsabilité 78
- Affiliations de groupe 80

Chapitre 5. L'autre, ami ou ennemi ? Je, nous et les autres 86

- Moi et les autres : confiance et reconnaissance 87
- Nous et eux : de qui je me sens proche, de qui je me sens éloigné ? 89
- Sentiment de victimisation 97

Chapitre 6. Croyons-nous encore en la politique ? 104

- Des politiques détachés des citoyens ? Une perception qui unit les Français 105
- Les Français et le système partisan : entre désorientation et recomposition 107
- Démocratie : qui est le plus satisfait de l'existant ? 111
- Face à la crise démocratique et à la défiance institutionnelle, une France à la croisée des chemins 112
- Les Gilets jaunes, une tentative de prise de parole ? 116

Chapitre 7. Arrivons-nous encore à nous parler ? 122

- La discussion est-elle possible ? 123
- Qui est prêt au débat et qui est prêt au compromis ? 125
- Toutes les opinions sont-elles représentées dans le débat public ? 126
- Qui structure encore l'espace public ? 126
- Le numérique change-t-il la donne dans la conversation nationale ? 131

Chapitre 8. Ces enjeux qui nous divisent 137

- Les principaux enjeux 137
- La justice sociale 139
- Le travail 140
- L'immigration 143
- L'islam 146

Chapitre 9. Qu'est-ce qu'être Français ? 150

- Se dire Français aujourd'hui : importance, supériorité et victimisation 151
- Se sentir Français : territoires d'appartenances 151
- Être Français : règles, héritage figé, ou patrimoine en mouvement ? 156

Chapitre 10. Quelle France voulons-nous pour l'avenir ? 164

- Sommes-nous capables d'avancer ensemble, par-delà nos divisions ? 165
- Quelle France voulons-nous pour l'avenir ? 166
- Et si la transition écologique était la matrice d'un nouveau récit commun ? 168
- Redonner au commun le goût de l'évidence 172

SOUS EMBARGO

1.
Introduction

SOUS EMBARGO

« Tout le monde est ironique aujourd'hui sur l'État de la France. Il y a beaucoup de pessimisme derrière. Comment améliorer la société et la politique ? On est tous désabusés par rapport à ça. C'est le problème. Avant, oui, on s'engageait maintenant on stigmatise trop. Trop de différences sont faites. »

— Un Militant désabusé

Les physiciens appellent ce phénomène « l'opalescence » : quand la matière change d'État, quand elle s'approche du point critique où l'eau devient vapeur, le fluide n'est ni liquide ni gazeux ; il est trouble et incertain. Dans les transitions de phase, tout est instable et l'on n'y voit rien. Jusqu'à preuve du contraire, les lois de la physique ne s'appliquent pas (encore) à la vie politique – et les Français ne sont pas (seulement) des molécules. L'analogie se prête pourtant bien aux interrogations du moment.

Quoi de plus instable en effet que le paysage politique Français d'aujourd'hui ? Des grands partis qui structuraient la vie démocratique il y a encore trois ans, il ne reste plus grand-chose ou presque. De nouveaux acteurs sont apparus, mais d'un scrutin à l'autre – les élections européennes de 2019 en témoignent – leurs électeurs sont toujours plus volatils.

Faut-il plus d'État ou moins d'État ? Davantage de redistribution en faveur des travailleurs ou plus de liberté pour les entreprises ? Les grands clivages qui traversent la société depuis des décennies (des siècles ?) Sont loin d'avoir disparu. Mais tout se passe comme s'ils avaient perdu leur caractère structurant dans l'opinion publique, et que de nouveaux clivages s'imposaient en parallèle, brouillant progressivement les cartes. Les temps présents ne sont donc pas seulement instables : ils sont aussi illisibles. De fait, les Français se disent désorientés par la vie politique.

Les grandes divisions entre la France de gauche et la France de droite donnaient lieu à des affrontements parfois violents ; mais elles formaient autant de repères, permettaient de cristalliser les conflits et d'aboutir à des compromis. Voilà désormais que des mouvements sociaux d'une nature inédite, de la loi Travail de 2016 aux Gilets jaunes, échappent largement aux corps constitués. Les revendications s'atomisent. Les conflits semblent toujours plus insolubles, ce qui nourrit la frustration des Français. Nous perdons confiance en nos institutions.

Privés d'issues, il arrive que les désaccords se changent en détestations : on en veut à l'autre d'avoir – supposément – plus que soi. On cherche à se préserver de la menace – supposée – que constitue l'autre (pour certains le migrant, le bobo, l'urbain, le gilet jaune, le riche…). On reproche à l'autre d'être ce qu'il est, de croire en ce qu'il croit. Nous sommes alors vulnérables à tous les récits qui réduisent le monde et sa complexité en une opposition entre un « eux » et un « nous », celui que porte le populisme autoritaire. De fait, dans ce paysage bouleversé, un seul camp consolide aujourd'hui son assise électorale : celui de l'extrême-droite.

Nous ne racontons plus la France autrement que sous le jour de l'affrontement : bloc populaire contre bloc des élites[1], France des métropoles contre France périphérique[2], « progressistes » contre « nationalistes »[3], Français de quelque part contre Français de nulle part[4], mobiles contre sédentaires, laïcs contre musulmans, Français d'ici-même contre migrants, « assistés » contre « travailleurs ». Non seulement la société se fragmente, mais elle se polarise.

1. Jérôme Sainte-Marie, *Bloc contre bloc : La dynamique du Macronisme,* Paris, éditions du Cerf, 2019.
2. Christophe Guilluy, *La France périphérique : comment on a sacrifié les classes populaires*, Paris, Flammarion, 2016.
3. Voir notamment Sergei Fediunin, « Le clivage "progressistes" contre "nationalistes" a-t-il un sens ? » Le Débat, 2019/1 (n°203).
4. Interview de David Goodhart dans *Le Monde*, 28 novembre 2018.

SOUS EMBARGO

Ces phénomènes sont amplifiés par les médias et les réseaux sociaux, qui ont tendance à donner davantage de poids aux opinions les plus extrêmes et à leur affrontement, croyant ainsi rendre compte de la réalité et de la pluralité des opinions publiques. La conversation nationale devient un champ de bataille.

À l'orée des années 2020, une interrogation se fait lancinante : sommes-nous encore capables de vivre ensemble ? Cette question même divise les Français. Dans l'esprit de chacun s'installe un récit : celui d'un peuple irréconciliable. Aussi familière et partiellement fondée soit-elle, cette histoire est anxiogène : elle condamne ce pays au désespoir.
Dans une société qui se croit profondément divisée, il devient de plus en plus difficile de débattre d'enjeux aussi fondamentaux que les politiques économiques, les phénomènes migratoires, la transition écologique et technologique ou la protection sociale sans renforcer les processus de fragmentation. En un mot, une société qui ne sait plus ce qu'elle a de commun ne parvient pas aisément à parler d'avenir et à le construire ensemble.

Pourquoi Destin Commun ?

Alors que nous entrons dans une nouvelle décennie, et que la précédente aura été l'objet de transitions profondes, la France semble à la croisée des chemins. Pour déterminer où nous voulons aller, il nous paraît impératif de savoir comment nous pouvons y aller ensemble. C'est pour répondre à cette question qu'est né Destin Commun en 2017, association d'un genre nouveau. Notre organisation est un laboratoire d'idées et d'actions. Elle a pour ambition d'aider tous ceux qui veulent bâtir une société française plus soudée, dont les membres sont convaincus que ce qu'ils partagent est plus important que ce qui les divise.

Destin Commun n'a pas pour vocation de rassembler une majorité autour d'un consensus et de nier l'existence de désaccords. Une société sans désaccords n'est pas une démocratie. Une société dans laquelle différentes visions du monde n'entrent pas en confrontation les unes avec les autres ne bâtit pas l'avenir. Notre organisation a pour vocation de faire émerger le terrain commun sur lequel peuvent s'exprimer ces différences. Or, un pays qui se fragmente en une multitude de groupes qui s'ignorent ou se dressent les uns contre les autres a moins de chances d'y parvenir, car elle n'a pas de lien qui la fait exister en tant que société. Elle risque alors davantage de subir son avenir que de le choisir.

Destin Commun n'a pas non plus la prétention d'établir *ex nihilo* le récit de ce qui nous est commun ou de le révéler comme s'il était déjà écrit. Le sentiment de partager une communauté de destin ne peut venir « d'en haut » et il n'est pas non plus gravé dans la pierre. Il se réinvente et se reforme tout au long de l'histoire. Notre approche est méthodique : **nous voulons contribuer à faire émerger un chemin partagé, pour écrire l'avenir ensemble.**

Nous en sommes convaincus : ce chemin n'émergera que si nous comprenons clairement, dans un premier temps, les facteurs qui nous éloignent les uns des autres. Le diagnostic que nous dressons ici grâce à des outils rarement utilisés dans ce domaine en France – et dont l'ambition est de d'apporter une contribution aux travaux de nombreux autres – est une étape nécessaire pour agir ensemble. Car chacun devra jouer un rôle pour éviter une fracture irrémédiable. C'est pour cela que nous rencontrons fréquemment la société civile, les politiques, les corps intermédiaires, les collectifs citoyens, le monde de l'entreprise, les médias et les nombreuses forces créatives de notre pays. Nous nous attachons à mieux comprendre avec eux ce qui est à l'origine de nos divisions et à faire émerger des récits susceptibles de rassembler les Français, par-delà ce qui les divise.

SOUS EMBARGO

Pourquoi cette étude ?

L'exploration des fractures françaises n'est pas un exercice inédit. Nombreux sont les travaux de recherche et les enquêtes d'opinion à les avoir examinées et à en avoir sondé les origines.

À la racine de ce processus, on identifie en règle générale une combinaison de facteurs sociaux, économiques, culturels, technologiques, que la France n'est pas le seul pays occidental à affronter aujourd'hui : parmi eux, globalisation de la chaîne de valeurs, disparition de nombreuses catégories d'emplois due par exemple au développement de l'automatisation, montée des inégalités[5] ; contexte de tensions géopolitiques et menace terroriste persistante[6] ; fin de la société de classes et individualisation des valeurs[7] ; effets d'amplification des réseaux sociaux et polarisation de l'espace médiatique[8] ; phénomènes de désindustrialisation et de métropolisation[9] qui accentuent les divisions territoriales.

Mais parmi ses facteurs, il reste un champ relativement peu exploré : **c'est la façon dont nos visions du monde entrent en conflit ou en concurrence les unes avec les autres, et contribuent ainsi à accentuer la fragmentation de la société.** Des travaux de recherches en psychologie sociale, en économie comportementale ou en neurosciences montrent que nos attitudes – et notamment nos attitudes politiques – sont influencées par des convictions profondément ancrées en nous. Ils ont également souligné que les récits qui savaient s'adresser à ces convictions profondes avaient d'autant plus de chances d'être entendus.

Par convictions profondes, nous entendons ici (et nous le verrons en détail dans ce rapport) **les systèmes de croyances, les valeurs et les identités qui sont le reflet de l'expérience de chaque individu et contribuent à former son interprétation du monde.**

Si nous avons fait le choix de conduire cette enquête, c'est donc à la fois pour des raisons méthodologiques et stratégiques : d'une part, parce que les études existantes mettent peu au jour les liens qui existent entre nos convictions profondes et nos opinions ; d'autre part parce que mieux les connaître est essentiel pour contrer la fragmentation de la société et faire émerger un récit commun. Pour Destin Commun, cette étude est donc un point de départ et une contribution au débat.

SOUS EMBARGO

5. Patrick Artus, Marie-Paule Virard, *Et si les salariés se révoltaient ?*, Paris, Fayard, 2018.
6. Karen Stenner & Jonathan Haidt, "Authoritarianism is not a momentary madness. It is an eternal dynamic within liberal democracies", in CR Sunstein (dir.) *Can it happen here ? Authoritarianism in America*. NY, Harper Collins, 2018.
7. François Dubet, *Le Temps des passions tristes*, Paris, Seuil, La République des idées, 2019 ; Jérôme Fourquet, L'Archipel Français, Paris, Seuil, 2019.
8. Yves Citton, *Pour une Écologie de l'attention*, Paris, Seuil, 2016.
9. Laurent Davezies, *La Crise qui vient. La nouvelle fracture territoriale*, Paris, Seuil, La République des Idées, 2013.

Méthodologie

Nous avons mené, entre mars et décembre 2019, une enquête auprès d'un large échantillon représentatif de Français en utilisant une approche à la fois quantitative et qualitative. Nous avons interrogé ces Français sur leur perception de la société, leurs systèmes de valeurs, leur intégration sociale, leurs identités de groupes, leur perception de groupes sociaux, leur sentiment d'être reconnu ou au contraire méprisé, leur perception de l'État de la France et de son développement, leur confiance à l'égard des institutions et du politique, leur appréhension du débat public, leur consommation médiatique et leur rapport au numérique. Pour comprendre comment ces convictions profondes se répartissent au sein de la population française, nous avons procédé à une analyse typologique qui a fait émerger six familles de Français selon la façon dont ils voient le monde. Pour constituer ces familles, aucune donnée sociodémographique (âge, revenu, niveau de diplôme etc...) ou de positionnement politique n'a été utilisée : elles sont constituées uniquement sur la base de leurs réponses à des questions portant sur leurs valeurs, leur identité et leurs attitudes. C'est ce qui fait la force et l'originalité de cette étude.

L'enquête quantitative a été réalisée avec l'institut de sondage Kantar, par questionnaire auto-administré en ligne, en deux phases. La première a eu lieu du 27 février au 20 mars 2019, auprès d'un échantillon de 4008 personnes représentatif de la population résidant en France.

La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas appliquée au sexe, à l'âge et à la profession de la personne de référence avec stratification par région et catégorie d'agglomération. Afin d'éclairer les enjeux clés du moment, la moitié de l'échantillon a répondu à des questions portant sur l'immigration et l'islam, l'autre moitié à des questions portant sur leur rapport au travail et à la justice sociale.
Une deuxième phase s'est tenue du 27 novembre au 3 décembre 2019, sur un échantillon de 2003 personnes, selon les mêmes modalités que citées précédemment.

Une analyse typologique originale pour comprendre la cohérence – et les contradictions – des visions du monde des Français

Dans les enquêtes d'opinion traditionnelles, on s'attache le plus souvent à identifier des majorités pour rassembler les Français. Cette méthode a ses limites lorsqu'il s'agit de déterminer qui se trouve derrière ces positionnements ou ces valeurs – et surtout pour quelles raisons chacun les défend. Or pour pouvoir comprendre et convaincre, il est important de saisir précisément quelles visions du monde se forment et coexistent dans la société française, où sont les points de division ou au contraire les points de convergence, qui a des opinions bien constituées ou au contraire des opinions ambivalentes. Nous avons réalisé l'analyse typologique en employant une méthode appelée classification hiérarchique ascendante (*cluster analysis*). Elle consiste à regrouper les individus qui répondent de façon similaire à une série limitée de questions. Les groupes ainsi formés sont alors aussi différents que possible les uns des autres.

Nous les avons distingués selon leurs convictions profondes, à partir d'une série de questions issues de travaux de recherches en psychologie sociale. Nous utilisons par exemple le modèle des fondements moraux, développé par le psychologue Jonathan Haidt[10], et nous examinons la façon dont ces valeurs influencent nos perceptions sur les sujets essentiels de notre époque – nos opinions sur l'identité de la France, la justice sociale, l'immigration ou la démocratie par exemple.

10. Jonathan Haidt, *The Rghteous Mind*, New York, NY, Pantheon Books, 2012.

SOUS EMBARGO

Notre analyse typologique a été bâtie à partir de questions portant sur :

_ Les convictions profondes des Français :
Leurs fondements moraux
Leur prédisposition autoritaire
Leur sentiment de menace
Leur sens de la responsabilité individuelle (*« agentivité »*)
Leur pessimisme ou leur optimisme

_ Leur identité de groupe :
Dans quelle mesure ils se sentent appartenir à des groupes selon leur génération, leur genre, leurs convictions politiques, leur nationalité, leur orientation sexuelle, leur métier et leur milieu social
Leur sentiment de supériorité ou de victimisation par rapport à d'autres groupes

_ Leur degré d'engagement et de contact local, social ou politique

Cette analyse typologique est bien entendu une simplification de la singularité de la psychologie de chaque individu : ses traits de personnalité ne correspondent jamais parfaitement avec les caractéristiques typiques de chaque groupe, qui ne sont pas monolithiques.

Cette méthode présente également un aspect stratégique : elle donne des clés pour adapter sa communication. Des messages qui s'attachent à résonner avec les croyances fondamentales des individus ont davantage de chances d'atteindre leur cible que des messages plus généraux. Cet aspect stratégique est sa vocation première : pour les organisations qui s'attachent à « faire société » elle permet de trouver les mots qui pourront engager chacun.

Une enquête qualitative pour nuancer et affiner les résultats

Un volet qualitatif a été mené auprès des segments identifiés par analyse typologique, à l'issue de l'enquête quantitative. Douze groupes de discussion, comprenant 8 à 10 personnes chacun et représentatifs de chaque segment, ont été entendus pendant trois heures. Ces discussions ont été conduites à Paris, Lille et Dijon, en mai 2019 et à Lille, Montpellier et Paris, en octobre 2019 auprès d'habitants de ces centres urbains et de leurs agglomérations. Elles ont été analysées afin de pouvoir rendre compte des attitudes, des convictions et des comportements de chaque segment avec leurs mots et faire émerger des modèles concordants.
Notre approche, forgée par nos équipes de recherche du réseau international More in Common, dont Destin Commun fait partie, a déjà été éprouvée aux États-Unis, via le projet Hidden Tribes[11], et plus récemment en Allemagne, dans le projet Lignes de faille[12]. Elle s'appuie également sur les études menées en France par Destin Commun en 2017 et en 2018 sur les perceptions de l'immigration, des réfugiés et de l'identité.
Dans un moment d'illisibilité et d'instabilité, alors que la France semble hésiter entre deux voies - la fragmentation et l'unité — cette étude se veut une contribution aux efforts de ceux – et ils sont nombreux en France — qui s'attachent à relever les défis des temps présents et cherchent des moyens de rassembler.
L'un des apports de cette étude est de montrer que si la société française est fragmentée, et que trois France, formant autant de champs du débat public, ont tendance à évoluer en parallèle, elle n'est pas pour autant aussi morcelée qu'on veut bien l'entendre. Il existe, si l'on écoute bien ce que nous disent les gens, une aspiration à retrouver le sens d'une communauté de destin, très largement partagée par toutes les familles de Français et de Françaises que nous avons identifiées, des points de contact et des points de jonction possibles, qu'il convient de prendre au sérieux.

11. Hidden Tribes: a study of America's polarized landscape, More in Common, Octobre 2018.
12. Die andere deutsche Teilung : Zustand und Zukunftsfähigkeit unserer Gesellschaft, More in Common Deutschland, Octobre 2019.

SOUS EMBARGO

2.

Six familles de Français

SOUS EMBARGO

Pour expliquer les opinions des Français, on a le plus souvent recours aux caractéristiques socio-démographiques : catégorie socioprofessionnelle, âge, niveau de revenu, niveau de diplôme, lieu d'habitation ou affiliation politique. Or, souvent, celles-ci ne fournissent plus toutes les clés de compréhension des visions du monde qui s'affrontent dans l'espace public. Pour éclairer d'un jour nouveau les fractures qui travaillent la société et les transformations politiques que nous connaissons, nous avons segmenté la population française en fonction des convictions profondes de chacun.

Cette approche nous a permis d'identifier six familles de Français, dont les membres partagent des traits psychologiques communs.

Les Militants désabusés : cosmopolites, sensibles aux inégalités, pessimistes, déprimés, plus marqués à gauche.

Les Stabilisateurs : modérés, engagés, rationnels, compassionnels, ambivalents.

Les Libéraux optimistes : individualistes, libéraux, agiles, engagés, confiants.

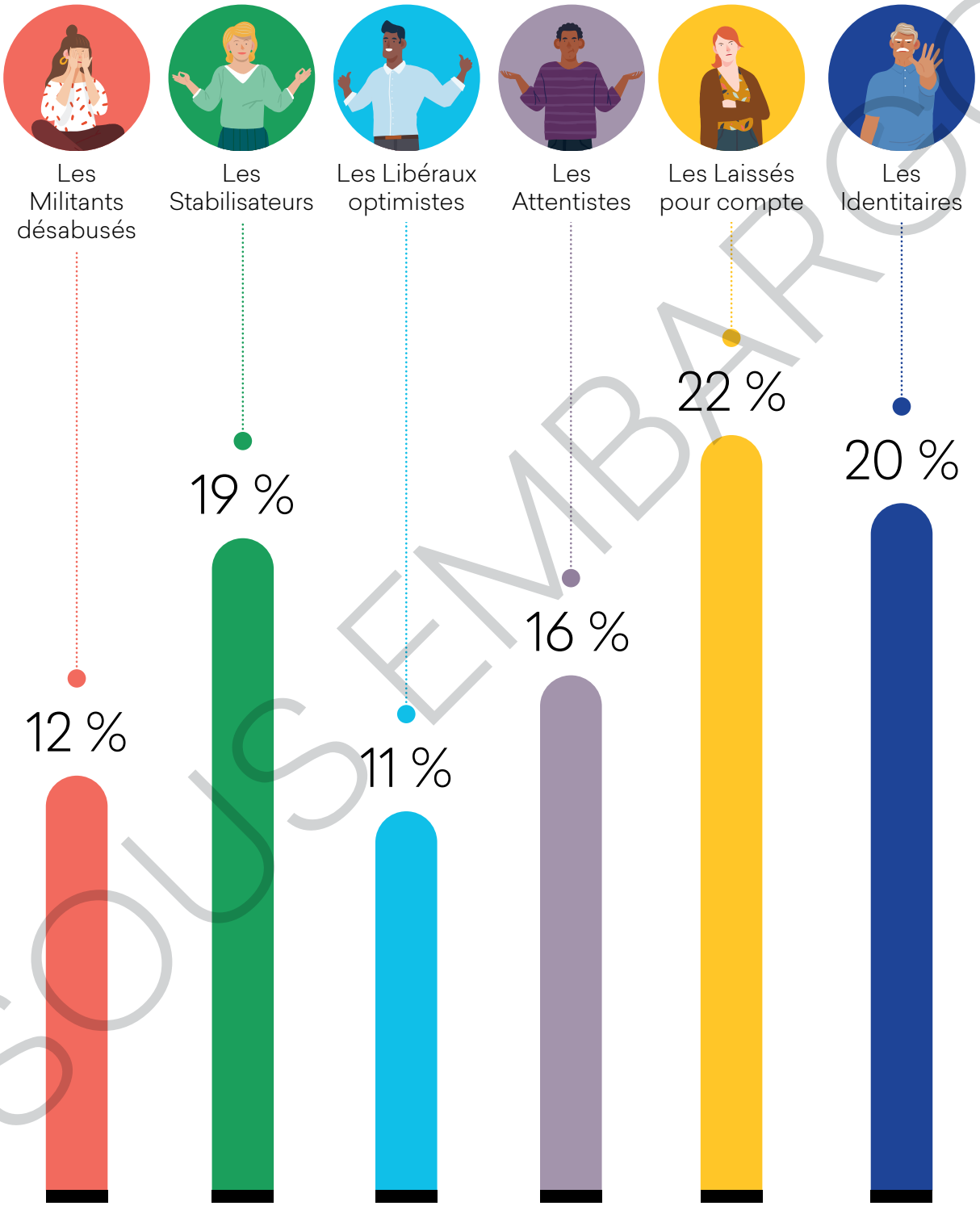
Les Attentistes : individualistes, incertains, détachés, désengagés.

Les Laissés pour compte : fragiles, sédentaires, défiants, oubliés, en colère.

Les Identitaires : nativistes, engagés, déclinistes, certains d'avoir raison.

Les pages suivantes présentent chaque groupe selon leurs traits les plus caractéristiques. Lorsque cela s'avère pertinent pour mieux les comprendre, leurs spécificités socio-démographiques sont mentionnées. Toutefois, elles n'ont pas été utilisées pour procéder à l'analyse typologique. Chaque groupe s'incarne également dans un portrait. Tous sont fictifs, mais s'appuient à la fois sur des données issues de l'enquête quantitative et sur des citations extraites de l'enquête qualitative.

SOUS EMBARGO



SOUS EMBARGO

Les Militants désabusés

12 %
de la population
française totale

« Il y a un système de castes. Les inégalités se creusent. Quelques personnes s'en sortent, mais on est prédéterminés. »

— Un homme de 40 ans, d'Île-de-France, Militant désabusé

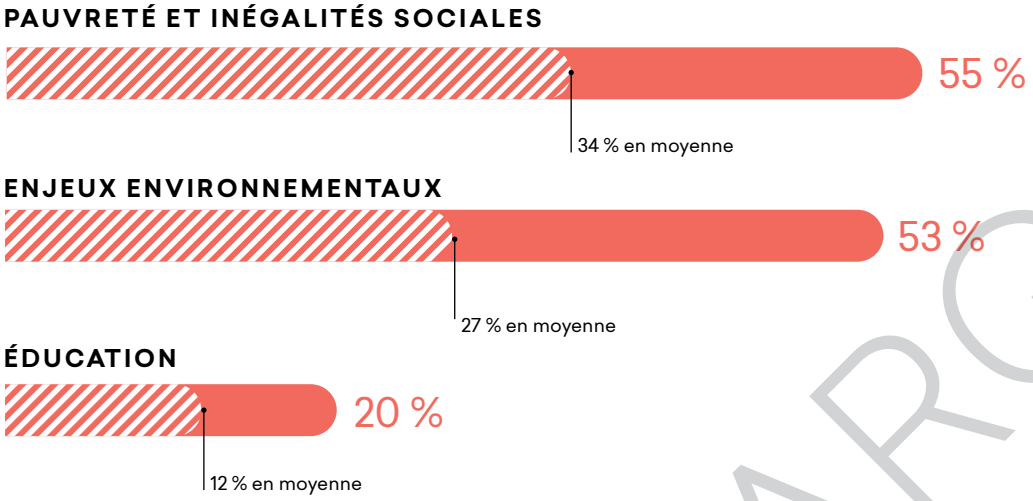
SOUS EMBARGO

Les Militants désabusés ont une vision du monde forte et cohérente, structurée par leurs convictions politiques.

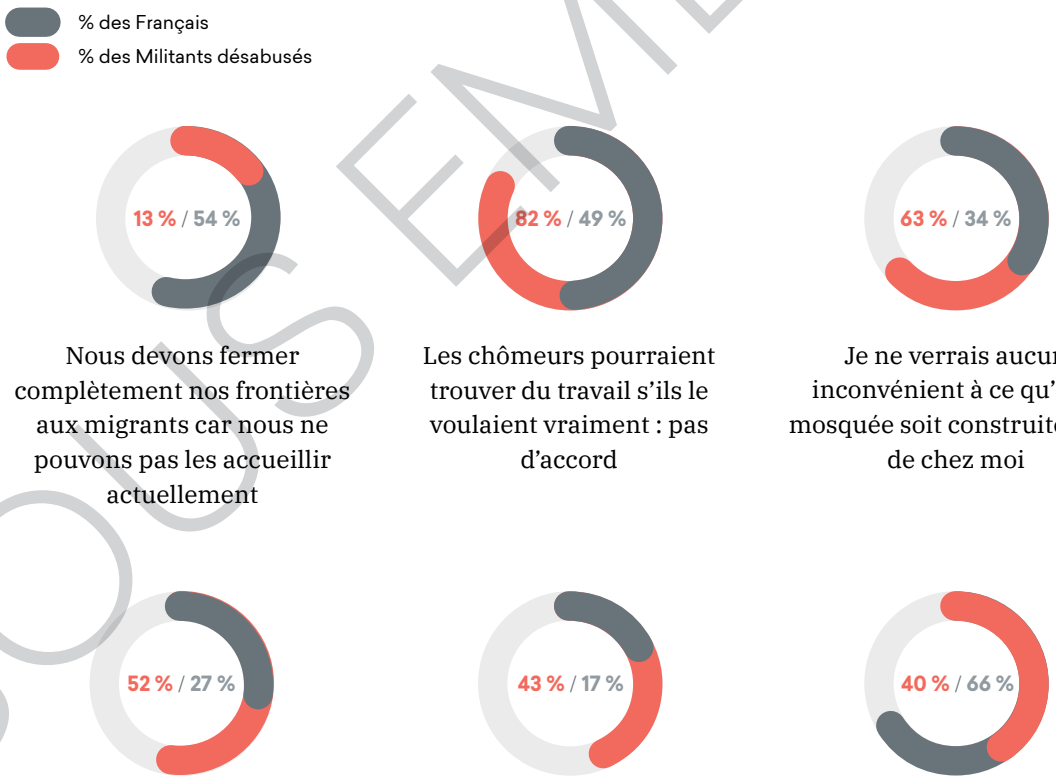
- C'est l'un des rares groupes pour qui l'appartenance politique, exprimée sur un axe traditionnel gauche – droite, demeure un marqueur fort.
- Ils sont enclins à lire le monde comme un rapport de forces opposant dominants à dominés.
- C'est le groupe qui compte le plus de diplômés de l'enseignement supérieur.
- Leur niveau de revenu est médian, leur situation économique parfois précaire, à l'image de nombreuses professions intellectuelles.
- Ils sont particulièrement sensibles aux enjeux de justice sociale et d'égalité entre les femmes et les hommes.
- Leurs efforts individuels se concentrent en particulier sur le changement climatique, qui a rejoint la lutte contre les inégalités en tête de leurs préoccupations.
- Ils soutiennent majoritairement l'accueil des migrants et les droits des minorités.
- Seul leur rapport à l'islam fait l'objet d'un conflit de valeurs : entre universalisme et multiculturalisme, entre émancipation du religieux et liberté religieuse, ils sont plutôt ambivalents.
- Ils sont à la fois pessimistes pour l'avenir de la société et plus nombreux à se dire découragés et déprimés que la moyenne des Français.
- Ce n'est pas parce qu'ils sont cohérents dans leurs convictions qu'ils ont confiance en leur capacité à influencer la société. Ils éprouvent le sentiment croissant que le modèle de société auquel ils sont attachés n'est pas aussi partagé qu'ils le croyaient.
- Ils regardent avec désolation une France qu'ils jugent à la fois crédule et hostile. S'ils savent ce qu'ils ne veulent pas être, les Militants désabusés ne savent plus vraiment qui ils sont et avec qui ils partagent leurs combats. Ils jouent en défense.

SOUS EMBARGO

Préoccupations



Ce qui les différencie de la moyenne des Français



SOUS EMBARGO

Portrait d'une Militante désabusée

Sarah a 42 ans. Elle vit à Nantes depuis qu'elle s'est séparée du père de ses deux enfants. Elle éprouvait une certaine fatigue de la vie parisienne où elle a passé ces vingt dernières années. Le coût du logement l'empêchait d'y vivre en famille dans de bonnes conditions, le manque d'espaces verts lui pesait. Elle avait envie d'un quotidien plus en phase avec ses convictions écologiques.

Non qu'elle ait des attaches particulières dans sa nouvelle ville d'adoption : elle aurait tout à fait pu vivre ailleurs. D'une façon générale, Sarah se sent citoyenne du monde. Elle aime aller à la rencontre de personnes qui ont une culture différente de la sienne. Elle s'attache à transmettre cet esprit à ses enfants.

En arrivant à Nantes, elle s'est engagée dans une reconversion professionnelle. Après avoir travaillé dans le secteur culturel, elle a passé les concours de la fonction publique territoriale. Elle recherchait, avoue-t-elle, une forme de stabilité. Elle aspirait également à être mieux reconnue.

Se dire femme de gauche est pour elle une évidence. Les injustices lui sont insupportables. Elle trouve qu'on ne s'en préoccupe plus assez aujourd'hui : **« il y a actuellement très peu de partage de richesses. On a l'impression que chacun essaie de garder ce qu'il a, il n'y a plus de notion de partage ».** La suppression de l'ISF l'a particulièrement insupportée.

Elle a regardé le mouvement des Gilets jaunes avec une certaine compréhension. À défaut d'être sensible à la flambée du prix de l'essence – **« elle n'a pas le permis »** – elle s'est sentie en empathie avec ceux qui ont du mal à boucler leurs fins de mois. La violence ne l'a d'ailleurs pas vraiment étonnée : cela fait des années que les manifestations ne débouchent plus sur rien.

Que l'extrême droite, en revanche, puisse tirer profit de la colère qui traverse la société l'inquiète profondément. Elle trouve que **« des tabous sont brisés »** : à ses yeux, les gens sont plus volontiers ouvertement racistes, en particulier vis-à-vis des migrants. Mais elle est aussi un peu désemparée. Comme si l'énergie manquait pour se mobiliser : elle ne cache pas qu'elle s'est installée dans une forme de découragement. Elle se sent noyée avec la politique. La seule chose qu'elle sait, c'est **« pour qui elle ne va pas voter. »**

SOUS EMBARGO

Les Stabilisateurs

19 %
de la population
française totale

« La société devient de plus en plus procédurière.
Mais c'est surtout la violence dans les propos
et les actes qu'on ne trouvait pas auparavant
en France qui m'inquiète. C'était plus policé avant ».

— Une femme de 48 ans, de Bourgogne-Franche-Comté, Stabilisatrice

SOUS EMBARGO

Les Stabilisateurs se distinguent moins par leurs convictions politiques que par leur engagement.

- Attachés à l'endroit où ils habitent, à leurs voisins et à leurs relations, ils s'investissent volontiers dans la société, en particulier dans leur environnement local.

- Ils sont assez convaincus que les citoyens peuvent changer la société.

- Plutôt aisés, bien représentés dans les zones rurales et les petites villes, ils sont un peu plus âgés que la moyenne des Français.

- Les Stabilisateurs reconnaissent qu'ils sont dans une position confortable, sinon privilégiée. Sans se sentir nécessairement en communion de valeurs avec les personnes précaires, les migrants ou les minorités, ils éprouvent pour eux de la sympathie et de la bienveillance.

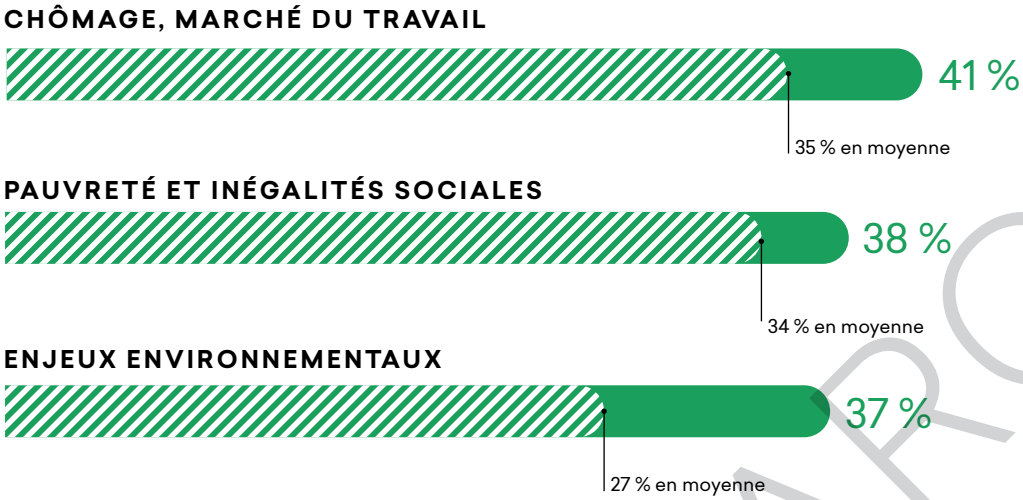
- Attachés à la solidarité, ils présentent des opinions ambivalentes sur les questions culturelles. Ils ne prônent pas la fermeture des frontières, mais ne considèrent pas pour autant qu'il soit possible d'accueillir tout le monde.

- Enclins à la modération et au compromis, ils se disent volontiers inquiets de l'État de la France. Ils déplorent notamment la tournure que prend le débat public, qu'ils jugent de plus en plus tendu.

- Informés, ils accordent davantage leur confiance aux experts et à ceux qui sont engagés sur le terrain qu'aux politiques, même s'ils ne désespèrent pas qu'une figure émerge pour réconcilier la société.

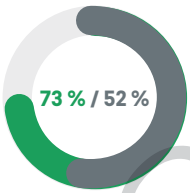
SOUS EMBARGO

Préoccupations

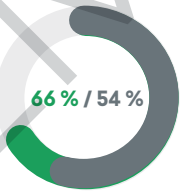


Ce qui les différencie de la moyenne des Français

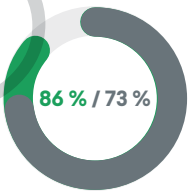
% des Français
% des Stabilisateurs



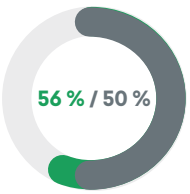
Parmi les adjectifs suivants, quels sont, selon vous, ceux qui décrivent le mieux la France aujourd'hui ? Inquiète



Dans mon entourage, les gens se comprennent, s'entraident, et sont bienveillants les uns envers les autres

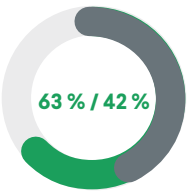


Par leurs choix et leurs actions les citoyens peuvent changer la société

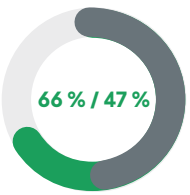


Les problèmes liés à l'immigration et l'accueil de migrants en France ne sont pas pris assez au sérieux par la plupart des gens

Auxquelles de ces activités avez-vous participé au cours de ces douze derniers mois ?



Avoir bu un café avec voisin



Avoir aidé un voisin

SOUS EMBARGO

Portrait d'une Stabilisatrice

Marie a 55 ans. Elle est mère de trois grands enfants. Elle est anesthésiste au centre hospitalier de Rodez. Ses amis la décrivent comme dynamique, bien organisée et attentive aux autres. Installée en Aveyron depuis la fin de ses études, c'est là qu'elle a rencontré son mari, cadre dans une grande banque. Ils sont très investis dans leur quartier : ils y ont des attaches fortes, ils prennent des nouvelles de chacun, ils dépannent volontiers leurs voisins. Si elle ne travaillait pas autant, marie serait sans doute bénévole pour le Secours Catholique ou les Restos du Cœur. Elle y songera plus tard, lorsqu'elle sera à la retraite. Elle voudrait notamment s'engager davantage dans l'accueil des mineurs isolés : depuis quelques années, ils sont de plus en plus nombreux en Aveyron. L'accueil des migrants est un enjeu dont elle ne cesse de souligner qu'il est **« complexe »**. Elle a dans son entourage **« des gens catégoriquement contre »**, donc elle **« évite le sujet »**, mais aussi **« d'autres personnes qui feraient n'importe quoi pour aider ou héberger des personnes en situation précaire »**.

Pour le moment, elle se consacre à son travail, qu'elle aime passionnément. Elle trouve que l'hôpital est un lieu extraordinaire pour prendre le pouls de la société. Elle ne dirait pas que tout va bien. Son inquiétude est plutôt diffuse : elle a le sentiment que les rapports humains se tendent de plus en plus. Elle évoque plus largement un manque de civisme : **« les gens sont devenus procéduriers, alors qu'avec un peu d'effort et de courtoisie, il serait sans doute possible de régler les problèmes. »**

Marie s'est plutôt sentie en empathie avec les Gilets jaunes. Non qu'elle soit en difficulté – elle se sent même privilégiée – mais elle côtoie de nombreuses personnes qui vivent dans un logement insalubre, sont isolées, ont du mal à terminer leurs fins de mois. Elle a le sentiment de comprendre ce qu'elles vivent.

Les violences l'ont aussi confortée dans le fait que la société se brutalise, qu'elle est en prise avec les émotions et que **« l'espace public, au fond, n'est plus vraiment régulé »**. La France est **« un pays de râleurs, où on veut tout, tout de suite »**. Mais c'est aussi un pays de liberté, **« avec un système social formidable »** dont elle mesure à la fois la force et la fragilité. Elle est aussi fière d'être française que d'être aveyronnaise.

SOUS EMBARGO

Les Libéraux optimistes

11 %
de la population
française totale

« Les Français veulent avancer et veulent du changement. Mais quand il est là, ça leur fait peur. Au final, ils disent non. C'est dommage. »

— Un homme de 35 ans, d'Ile-de-France, Libéral optimiste

SOUS EMBARGO

Les Libéraux optimistes

- Acquérir la maîtrise de leur destin, c'est l'ambition des Libéraux optimistes.

- À leurs yeux, la vie est un parcours, que l'on façonne par ses propres choix.

- Dans un monde incertain, on doit compter sur des valeurs solides et une culture de l'effort pour se frayer un chemin.

- C'est le plus petit groupe de notre segmentation.

- Leur vision du monde s'accompagne d'un profond optimisme : ils sont les seuls à être convaincus que le pays va dans la bonne direction ; ils sont plutôt enclins à penser que leurs enfants vivront mieux qu'eux.

- Cette confiance en l'avenir s'accompagne d'une confiance dans les institutions. Sans doute est-ce parce qu'ils en attendent moins que les autres : elles sont là pour donner un cadre, qui permet à chacun de développer ses propres capacités, et un ordre, qui rend possible la coexistence des individualités, sans pour autant interférer dans leur autonomie.

- Ils prennent donc parti pour une économie et une société ouvertes, en soutenant à la fois des politiques de compétitivité et en se montrant bienveillants à l'égard des minorités.

- Ils n'ont pas d'ennemis à proprement parler : dans leur grande majorité, ils sont convaincus de partager des valeurs avec le plus grand nombre.

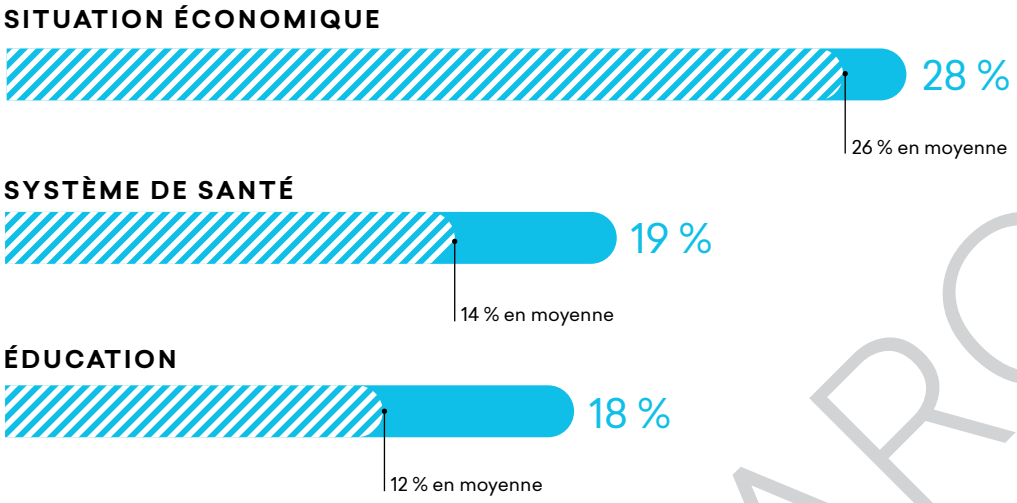
- Certes, ils constatent dans la société des réticences au changement, dont les extrêmes sauraient tirer profit. Mais ces réticences ne les affectent qu'à la marge.

- Les Libéraux optimistes sont plus jeunes, plus masculins et plus urbains que l'ensemble des répondants.

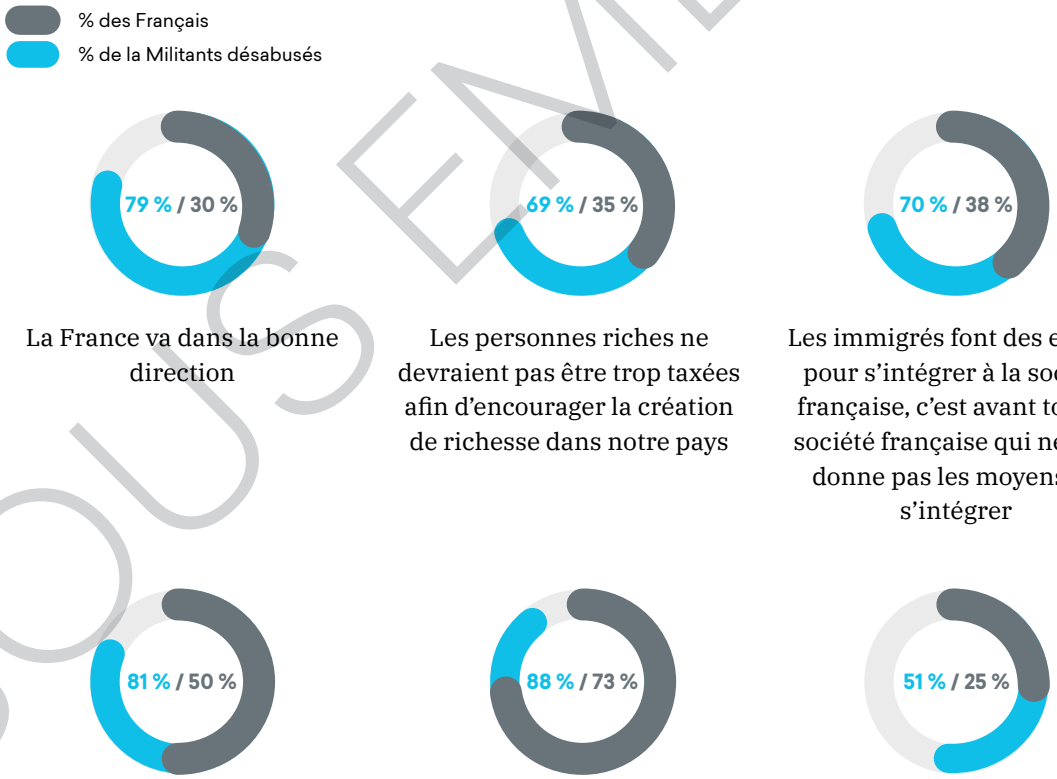
- Ils comptent également deux fois plus de personnes issues de l'immigration que la moyenne des groupes.

SOUS EMBARGO

Préoccupations



Ce qui les différencie de la moyenne des Français



SOUS EMBARGO

Portrait d'un Libéral optimiste

Yassine a 34 ans et vit à la Courneuve. Il est célibataire. Il est l'aîné d'une grande fratrie de sept enfants. Ils n'ont pas toujours eu une vie facile. Mais sa famille lui a transmis une culture de l'effort et un cadre, ni trop strict ni trop flexible, dont il est profondément fier. Il considère que ça l'a beaucoup aidé à devenir ce qu'il est aujourd'hui : un homme consciencieux, qui s'en donne les moyens, et qui fait son bonhomme de chemin.

Il est aujourd'hui chauffeur de VTC. Il ne fera certainement pas ce travail toute sa vie : ce sont des heures et des heures au volant. Il lui est arrivé d'avoir du mal à boucler ses fins de mois, et d'avoir dû demander un peu d'aide à sa famille. Mais il apprécie le métier parce qu'il a gagné en indépendance : il se décrit comme un entrepreneur. La peur des Français de prendre des risques et leur défiance vis-à-vis de la réussite l'ont toujours étonné. Vouloir gagner de l'argent n'est pas un crime.

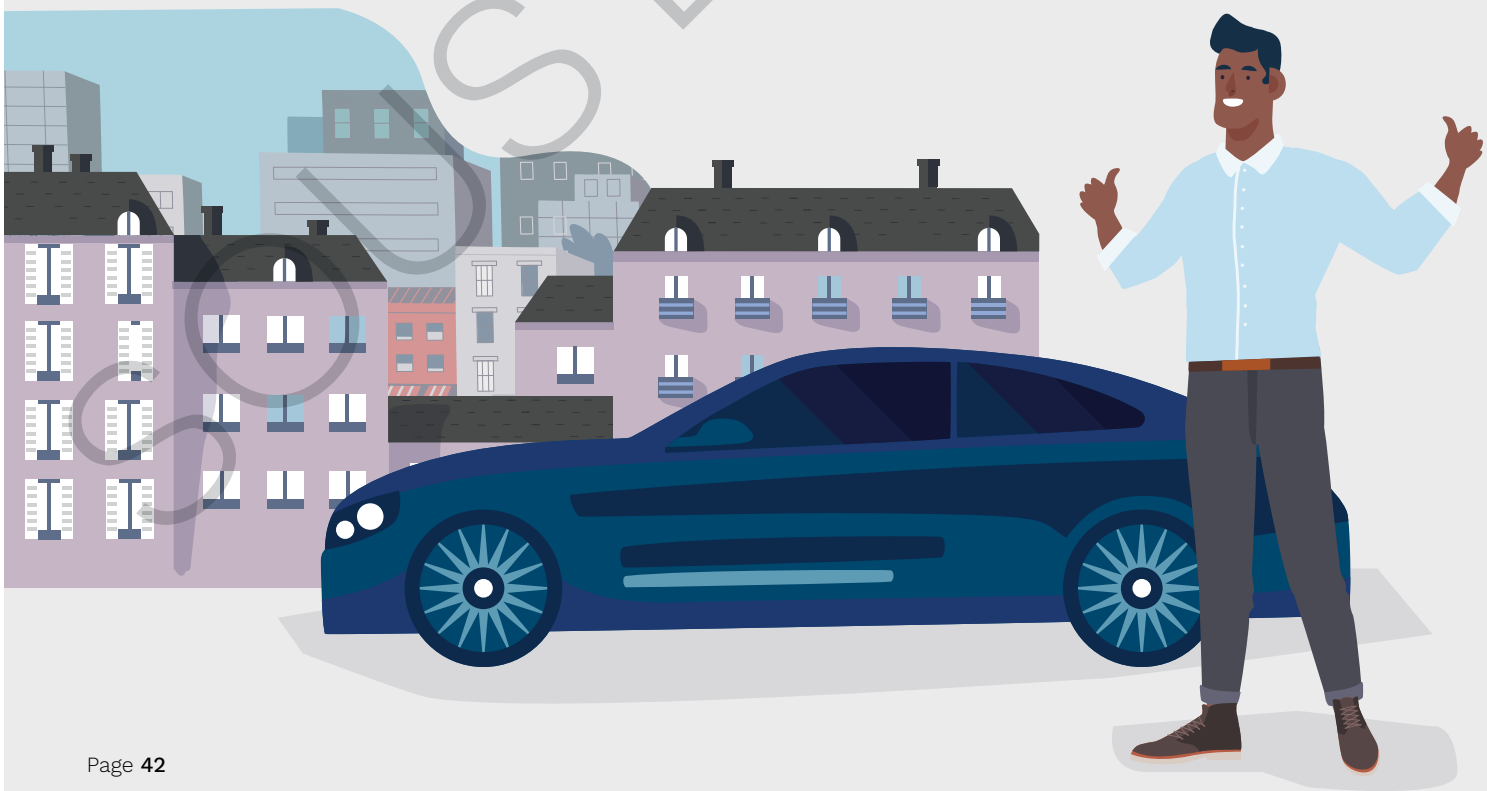
Il entend souvent les clients se plaindre que la situation se dégrade. Ce pessimisme l'agace un peu : **« on est quand même assez bien logés en France »**. Le pays a des atouts. Il le sent d'ailleurs en dynamique. Si les gens acceptaient de changer et de s'adapter, il le serait même un peu plus : **« beaucoup sont focalisés sur la France et oublient de regarder comment c'est ailleurs. »** S'il a compris les revendications des Gilets jaunes, il ne s'est pas pour autant reconnu dans leur combat.

Il ne comprend pas pourquoi l'immigration obsède autant les gens. La plupart en font trop, ils sont trop sensibles à cette question. C'est un fait, il faut vivre avec. Cela ne veut pas dire qu'il faut accueillir tout le monde. Mais c'est une réalité qui ne mérite pas l'hystérie d'aujourd'hui.

Sur les questions religieuses, il trouve la société nettement trop crispée : **« avec l'argent, c'est ce qui divise le plus les Français. »** Il y a un problème de racisme et de discriminations. Il est musulman, il pratique, sa foi compte dans sa vie. Mais c'est son affaire. Si certains se sont repliés sur la religion, c'est parce que **« ça a comblé un manque de vivre ensemble, de politique, de résultats économiques. Certaines personnes de même affinité qui travaillent se disent que comme l'État est défaillant pour les insérer, ils vont s'insérer eux-mêmes. »**

La politique est un sujet qui l'intéresse, mais il s'en détache un peu. Pour autant, il trouve que les politiques ne méritent pas tous les reproches qu'on leur fait : **« on les critique beaucoup, mais c'est dur de prendre ce genre de décisions… beaucoup de responsabilités pour peu de reconnaissance. »**

SOUS EMBARGO



Les Attentistes

16 %
de la population
française totale

« Il y a de la solidarité dans plein de choses mais aussi de l'individualisme. On reste dans son confort sans bouger. J'ai l'impression qu'on a ces deux parties en nous, en fait ».

— Une femme de 27 ans, des Hauts-de-France, Attentiste

SOUS EMBARGO

Les Attentistes se distinguent par leur détachement vis-à-vis des enjeux collectifs.

- Ils sont profondément désengagés : ils s'intéressent peu à la politique, ils n'ont pas d'activité associative ou partisane – c'est un point qu'ils partagent avec les Laissés pour compte.

- C'est aussi l'un des groupes les plus individualisés : les Attentistes préfèrent une vie discrète à une vie sociale de proximité.

- Ce qui les différencie des Libéraux optimistes, c'est qu'ils n'ont pas de valeurs fortes.

- Leurs préoccupations sont plutôt personnelles : parmi elles, l'accès au marché du travail, la santé et le logement se détachent.

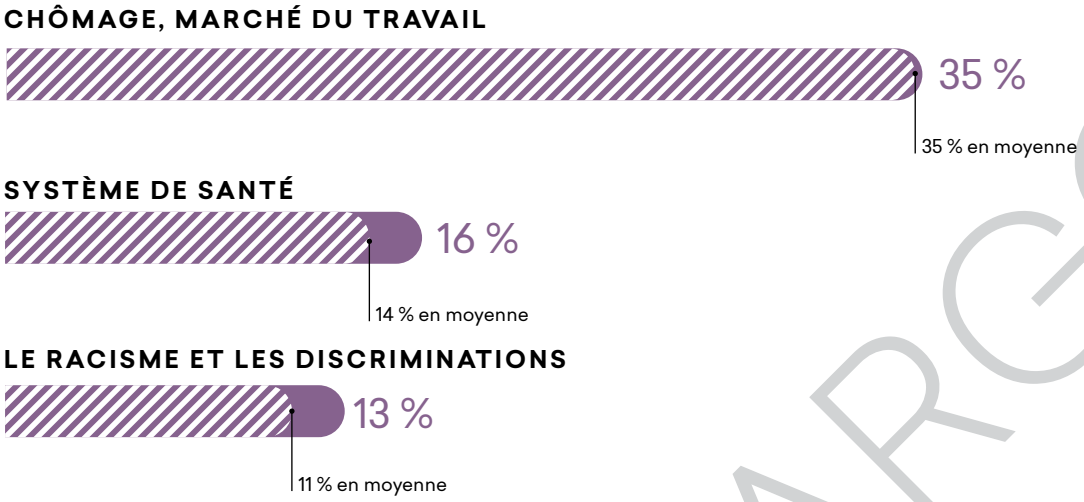
- Davantage que les autres groupes, ils s'inquiètent du racisme et des discriminations.

- Les Attentistes se mettent donc en retrait, à la fois parce que leur charge mentale est trop lourde et parce qu'ils cherchent à se protéger d'un monde qu'ils jugent trop pesant et injuste.

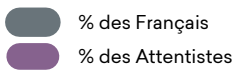
- Pour autant, leur repli n'est pas irréversible. Il est individuel, et non collectif. Ils n'ont pas dressé un mur entre eux et les autres, ils ont tiré un rideau, qu'ils entrouvrent de temps à autre avec l'espoir de trouver une amélioration.

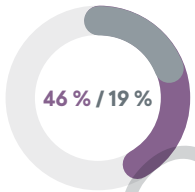
SOUS EMBARGO

Préoccupations

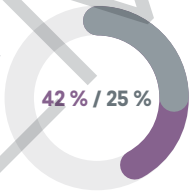


Ce qui les différencie de la moyenne des Français

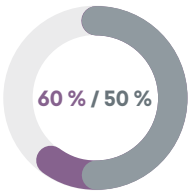




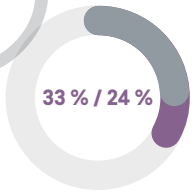
Aucun engagement, local ou partisan



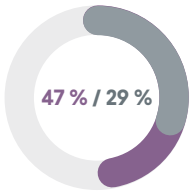
Comparée à votre situation actuelle, diriez-vous que la situation de vos enfants, lorsqu'ils auront votre âge, sera semblable à la vôtre



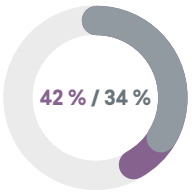
Je préfère mener ma vie en toute discrétion



Je ne suis pas attaché à l'endroit où j'habite



L'impact de l'immigration sur la France n'est ni positif ni négatif



La protection sociale dont je bénéficie ne me permet pas de faire face aux aléas de la vie

SOUS EMBARGO

Portrait d'un Attentiste

Léon a 29 ans. Il vit à Lyon et travaille dans une société d'entretien d'espaces verts. Il n'est pas attaché outre mesure au métier qu'il exerce, mais il y trouve son compte. On y rencontre des gens d'âge et de milieu différents. Le travail est parfois gratifiant, mais apporte aussi son lot de vexations. Il se souvient de cette fois où l'une de ses clientes lui a demandé où il était né. Lorsqu'il lui a répondu « Dunkerque », elle lui a fait comprendre que ce n'était pas la réponse attendue. « Elle voulait connaître mes origines en fait ». Les parents de Léon sont nés en Martinique. Lorsque ces réflexions viennent d'une personne qui a passé un certain âge, il se dit qu'il faut passer outre, qu'il fait la part des choses. Mais pour être honnête, il n'y parvient pas toujours. Il trouve que « les gens restent confortablement dans leurs idées reçues » et ne cherchent pas à faire l'effort de mieux connaître les autres. Il dit retrouver les mêmes idées reçues à la télévision. Elles nourrissent « la méconnaissance et la peur des gens vis-à-vis de ceux qui sont différents. » Il critique fortement la couverture médiatique de l'actualité et préfère s'informer sur les réseaux sociaux, « parce qu'au moins, on peut faire le tri. » Face à cet environnement, « ce qui compte le plus à ses yeux, c'est sa femme et le cocon qu'il s'est créé avec elle. »

Léon a suivi le mouvement des Gilets jaunes « devant l'écran ». Si certains de ses amis étaient venus le chercher, « ça aurait peut-être changé la donne, », mais il « n'a pas bougé de son canapé ». Il était « plutôt d'accord avec eux au départ », mais il a fini par ne plus savoir ce que voulaient les manifestants. Il sait ce que c'est de galérer, mais il a trouvé que bloquer les ronds-points et les gens qui travaillent n'était pas le plus judicieux.

Léon a pris ses distances avec la politique. Il ne vote pas et se sent mal représenté, voudrait que ceux qui gouvernent nous ressemblent plus, « qu'il y ait des femmes, des noirs, des arabes, des Français de souche. On n'arrête pas de dire que la France est cosmopolite et quand on voit ceux-là, c'est toujours la même chose. » Il a également du mal à se situer, parce qu'il trouve que « tout est flou », et que « les politiques eux-mêmes ont du mal à se positionner. » Ce qui ne les empêche pas de « diviser pour mieux régner », en particulier sur les questions d'identité. D'une façon générale, c'est un sujet dont il ne parle pas, parce que « ça fâche ».

Ce qu'il aime de la France, c'est cet esprit de solidarité, les associations, même s'il n'est pas engagé du tout. Mais il trouve « qu'il y a moins de choses qui nous réunissent qu'avant. »

SOUS EMBARGO

Les Laissés pour compte

22 %
de la population
française totale

« On n’a plus la reconnaissance
qu’on avait avant. »

**— Une femme de 35 ans, de Bourgogne-Franche-Comté,
Laissée pour compte**

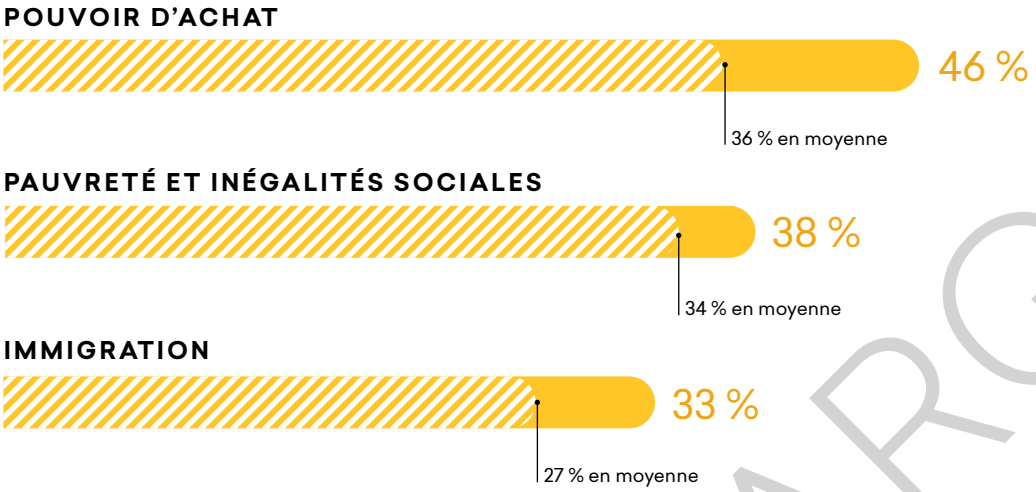
SOUS EMBARGO

Pour **les Laissés pour compte,** l'horizon est bouché : dans leur écrasante majorité, ils jugent que l'avenir de la France est sombre, tout comme celui de leurs enfants.

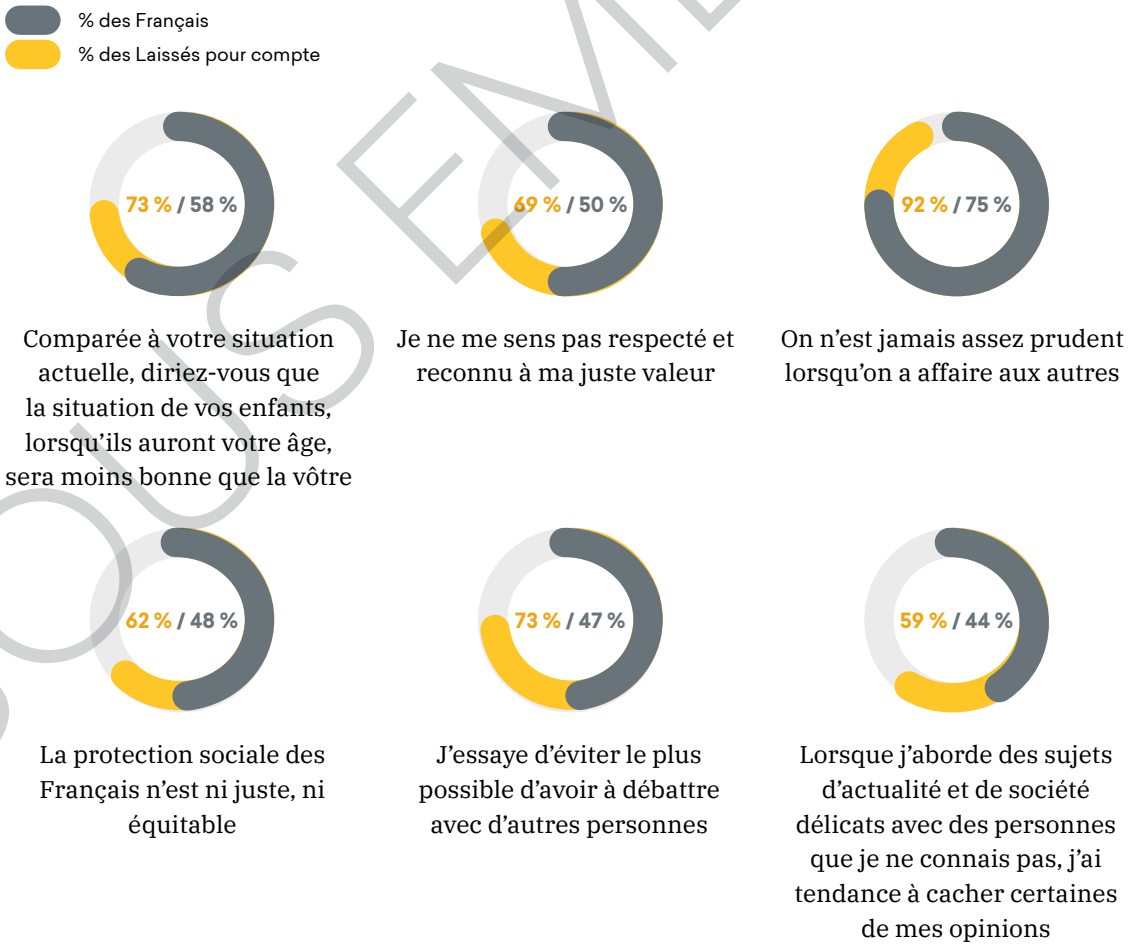
- Dans notre segmentation, c'est le groupe numériquement le plus important.
- À leurs yeux, le monde se fait chaque jour plus dangereux. Ils ont le sentiment de devoir affronter seuls cet environnement hostile.
- Ils s'estiment trahis par les pouvoirs publics. Ils attendent immensément du politique, tout en lui refusant leur confiance. Ils ne reconnaissent aux décideurs ni une capacité d'écoute, ni une capacité d'agir. Ils sont les plus nombreux à se désintéresser de la politique et à considérer que les notions de gauche et de droite sont dépassées.
- Ils sont moins enclins à faire confiance aux autres. Plutôt désocialisés, ils éprouvent une forte perte d'appartenance.
- Ils ont peu d'attaches locales et moins de relations de voisinage que les autres groupes. Ils ont un sentiment de solitude un peu plus élevé que la moyenne.
- Leur seule appartenance, par défaut, est leur nationalité.
- Leur colère à l'égard d'un système qu'ils estiment profondément injuste se mue en ressentiment vis-à-vis des « autres ».
- Chaque groupe est perçu comme privilégié, qu'il s'agisse des migrants, des « assistés » des musulmans, ou des élites. Chaque groupe est suspecté de ne pas les reconnaître à leur juste valeur et de les mépriser pour ce qu'ils sont.
- Les Laissés pour compte sont le segment le moins diplômé.
- 61 % sont des femmes.
- Ils sont plus présents en zone rurale et dans les villes moyennes.
- 41 % d'entre eux sont des employés de la fonction publique et 19 % des ouvriers.
- En tête de toutes leurs priorités se trouve le pouvoir d'achat.
- Ce qu'attendent les Laissés pour compte, c'est un ordre juste.

SOUS EMBARGO

Préoccupations



Ce qui les différencie de la moyenne des Français



SOUS EMBARGO

Portrait d'une Laissée pour compte

« Déterminée » : c'est ainsi qu'Estelle parle d'elle. Son mot d'ordre : « garder le moral au quotidien ». Tout n'a pas été rose, ces dernières années. Avec son mari, ils ont vraiment traversé des moments difficiles. Mais ils s'en sont sortis, seuls. Jamais ils n'auraient demandé les aides auxquelles ils avaient droit : « on a une fierté ».

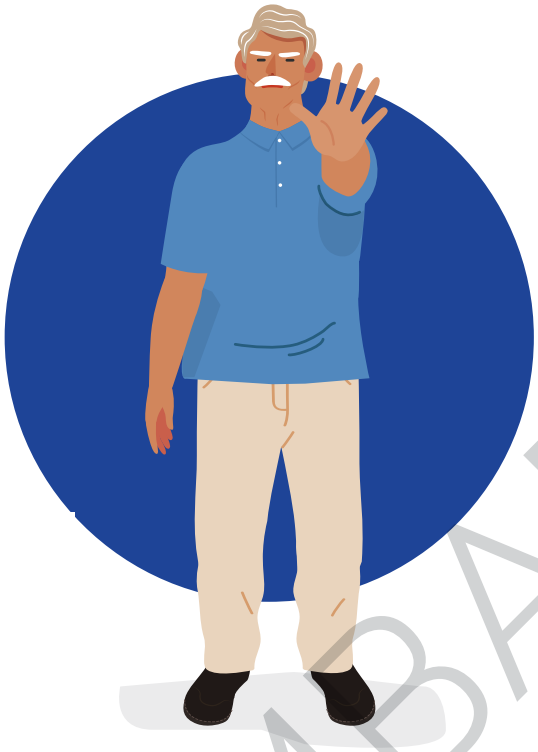
Estelle a 45 ans. Elle et son mari vivent dans « une modeste petite maison » avec leur fils de 18 ans à Ozoir-la-Ferrière, en Seine-et-Marne : « ce n'était pas celle de mes rêves, précise-t-elle, j'ai acheté ce que j'ai pu m'acheter », mais le quartier est « correct ». Elle ne s'entend pas trop mal avec ses voisins, « sans être les uns sur les autres pour autant ». Depuis longtemps, elle trouve que « beaucoup de choses ne vont pas ». Tout augmente – les courses, l'électricité… mais elle regarde surtout le prix de l'essence. Leurs deux voitures leur coûtent cher. Seulement, ils ne peuvent pas s'en passer : elle travaille comme assistante administrative dans une ville voisine et son mari est à Rungis, dans la logistique. Quand on lui a annoncé une nouvelle taxe sur le diésel, ça lui a fait l'effet d'une douche froide. Elle n'a pas eu de mal à s'identifier aux Gilets jaunes.

Même si elle n'y est allée que le premier week-end, elle a continué de se dire solidaire « avec ceux qui manifestent. » Mais certainement pas avec les casseurs, « car il va bien falloir rembourser ce qui a été détruit dans les villes. » : « Les assurances vont augmenter, les impôts aussi », c'est pour elle une évidence.

Ce qui résume le mieux la colère d'Estelle, c'est peut-être ce sentiment de payer pour les autres, pour « ceux qui trichent », qui « abusent du système », qui en « profitent », sans rien faire pour. Les migrants, en particulier. Elle n'a rien contre les étrangers, mais elle trouve que depuis quelques années, « ça vire à la débandade ». On « en voit » avec le dernier portable, les vêtements de marque. Que des choses qu'elle ne se permet pas et qu'ils paient avec « les 700€ par mois qu'on leur donne ».

Elle n'est pas certaine que les politiques aient vraiment compris cette colère. Elle les décrit comme des privilégiés : « on ne vit pas dans le même monde ». Elle voudrait « qu'ils essaient de se mettre à notre place, de voir comment on vit vraiment ». Elle a régulièrement l'impression de « se faire avoir » et que beaucoup de gens bénéficient de passe-droits. Elle voudrait que la société soit plus respectueuse : « respect des autres, respect de la loi. » L'avenir l'inquiète, c'est une certitude. Elle n'est pas sûre d'être fière de ce que la France est en train de devenir. Mais elle est attachée à la « couverture sociale », à « la liberté d'expression », au « patrimoine » : ce sont des choses qui comptent.

SOUS EMBARGO



Les Identitaires

20 %
de la population
française totale

« Je suis Française jusqu'au bout, mais dans certains endroits, je ne m'y retrouve pas. Ça grouille, les gens ne sont pas comme moi, et les gens comme ça je ne les ai jamais vus dans le bien. »

— Une femme de 60 ans, des Hauts-de-France, Identitaire

SOUS EMBARGO

Les Identitaires sont l'opposé des Militants désabusés. Comme eux, ils déploient une vision du monde forte, cohérente et structurée par leurs convictions politiques.

- Ils conçoivent la nation comme un tout uniforme, fait d'un ensemble de règles et de coutumes, où chacun a une place à occuper et une responsabilité à assumer. On appartient à la communauté parce qu'on est Français, ce qui donne accès à des droits – et notamment à une protection sociale – et à des devoirs – et notamment le fait de travailler et de payer ses impôts. Mais cet équilibre est fragile et peut à tout moment se déliter.

- Il est aujourd'hui menacé de l'extérieur : le monde est à leurs yeux de plus en plus dangereux. L'immigration est la première de leurs préoccupations, suivie de la sécurité et la menace terroriste. Ils soutiennent massivement la fermeture des frontières aux migrants et éprouvent une défiance élevée à l'égard des musulmans.

- Il est également menacé de l'intérieur, par ceux qui ne jouent pas le jeu, qu'il s'agisse des bénéficiaires des minimas sociaux ou des élites, pour lesquels ils éprouvent une forte antipathie.

- La valeur cardinale des Identitaires est l'autorité : la quasi-totalité d'entre eux considère que la France a besoin d'un vrai chef pour remettre de l'ordre.

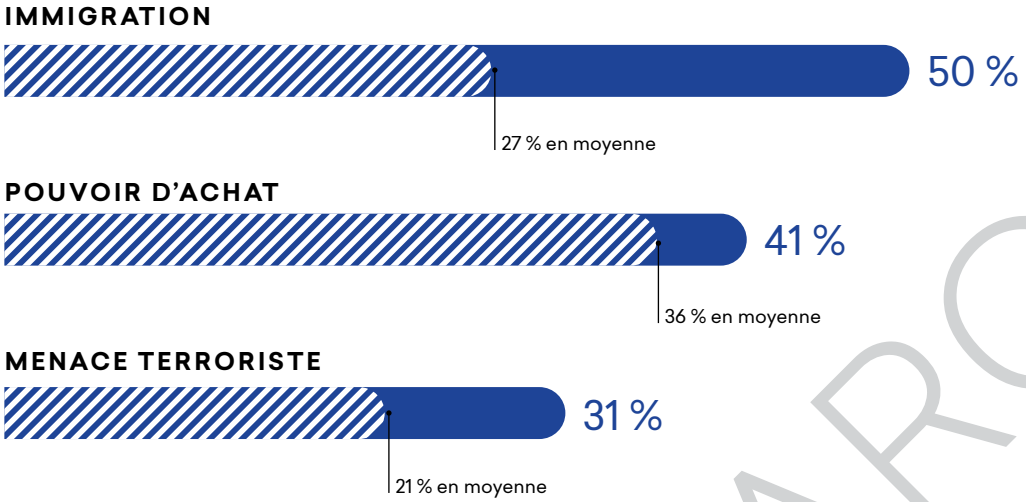
- Non seulement leur système de valeurs est cohérent, mais ils savent avec qui ils partagent cette vision du monde et avec qui ils ne la partagent pas : leurs adversaires sont à la fois politiques (les personnes de gauche et les partisans d'En Marche) et identitaires (les migrants ou les musulmans).

- Ils n'hésitent pas à donner de la voix et à prendre part au débat.

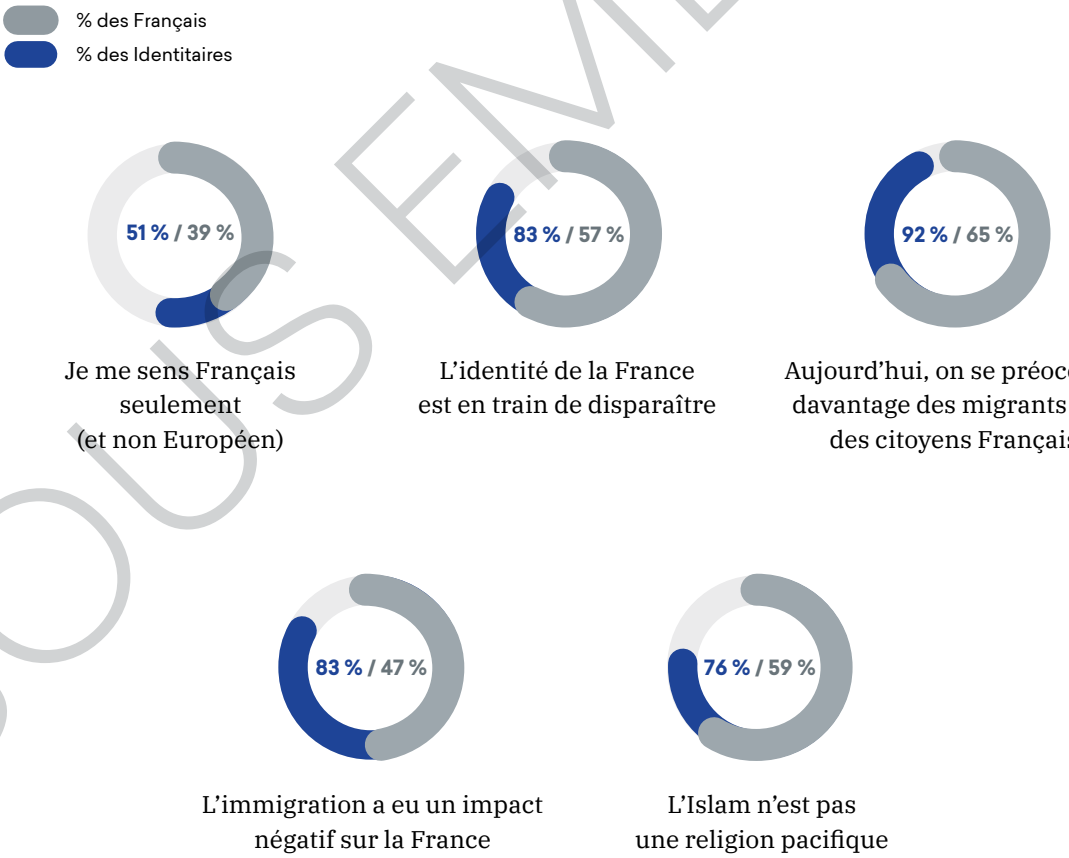
- Ils sont plus âgés et moins diplômés que les Français, plutôt présents en zone rurale et dans les petites villes.

SOUS EMBARGO

Préoccupations



Ce qui les différencie de la moyenne des Français



SOUS EMBARGO

Portrait d'un Identitaire

André a 67 ans. Il est désormais à la retraite et s'occupe de ses deux petits-enfants. Il attache beaucoup d'importance à sa famille. Elle apporte de la chaleur, on peut se confier, on peut leur parler. Il pense que c'est important de transmettre de vraies valeurs, celles du travail, du respect des aînés. Il trouve que la société manque de fermeté : **« l'autorité se perd, on ne peut même plus mettre une fessée. L'enfant est roi et il le sait ».**

Depuis qu'il est retraité, il voyage. Il est aussi très attaché au Nord, où il vit et où il a grandi : c'est là que sont ses racines, ses souvenirs d'enfance. **« Il aime la mentalité »** des lieux et des gens. Il se sent d'abord Français : **« c'est l'identité de nos parents, de nos grands-parents. C'est la continuité en fait. »**

Il est d'un abord plutôt facile : il aime bien aller échanger avec les autres. Le village où il s'est installé lui convient bien : c'est un cocon serein. En revanche, il a tendance à fuir la ville : il a le sentiment **« qu'on ne peut plus faire ses courses sans être accosté »**. La ville, dit-il, offre le spectacle de la misère : il y voit de plus en plus de pauvres, qu'il faut assister. L'insécurité est pour lui un vrai problème. Croiser des vigiles à l'entrée de tous les magasins l'interpelle : il dit que ce n'était pas comme ça il y a dix ans.

À ses yeux, la racine des maux, ce qui divise la France profondément, c'est l'immigration : **« ils ont pris un pouvoir quelque part, je me sens Français, mais parfois pas du tout alors que je suis chez moi, dans mon pays. »**. Pour des questions d'emploi : on a beaucoup fait **« entrer »**, ce qui a tiré les salaires à la baisse, et on continue de le faire alors qu'on manque de travail. Pour des questions d'argent public aussi : les migrants ont accès à des aides, payées sur ses impôts, tandis que les Français voient leurs APL baisser.

André est vraiment sensible aux inégalités. **« L'âme des Français,** dit-il, **c'est de partager »**. Mais il voudrait que ceux qui ne cherchent pas vraiment de travail et se complaisent dans ce qu'ils ont, ceux qu'il appelle **« les chômeurs professionnels »**, fassent leur part. L'extrême droite ? Elle **« nous pend au nez »** : il est temps, dit-il, **« de donner un coup de pied dans la fourmilière. »**

SOUS EMBARGO

Comment se répartissent les Français dans chaque famille ?

Même si aucune donnée socio-démographique n'a été utilisée pour réaliser l'analyse typologique, la façon dont les Français se répartissent dans chaque famille selon leur âge, leur revenu, leur niveau de diplôme ou leur lieu d'habitation permet d'éclairer les dynamiques à l'œuvre.

Selon l'âge : plus les Français sont jeunes, plus ils ont tendance à faire partie des Attentistes et des Militants désabusés. À l'inverse, plus ils sont âgés, plus ils ont tendance à appartenir aux familles des Stabilisateurs et des Identitaires. Pour ces groupes, l'enquête tend à montrer qu'il s'agit davantage d'un effet de génération que d'un effet d'âge.

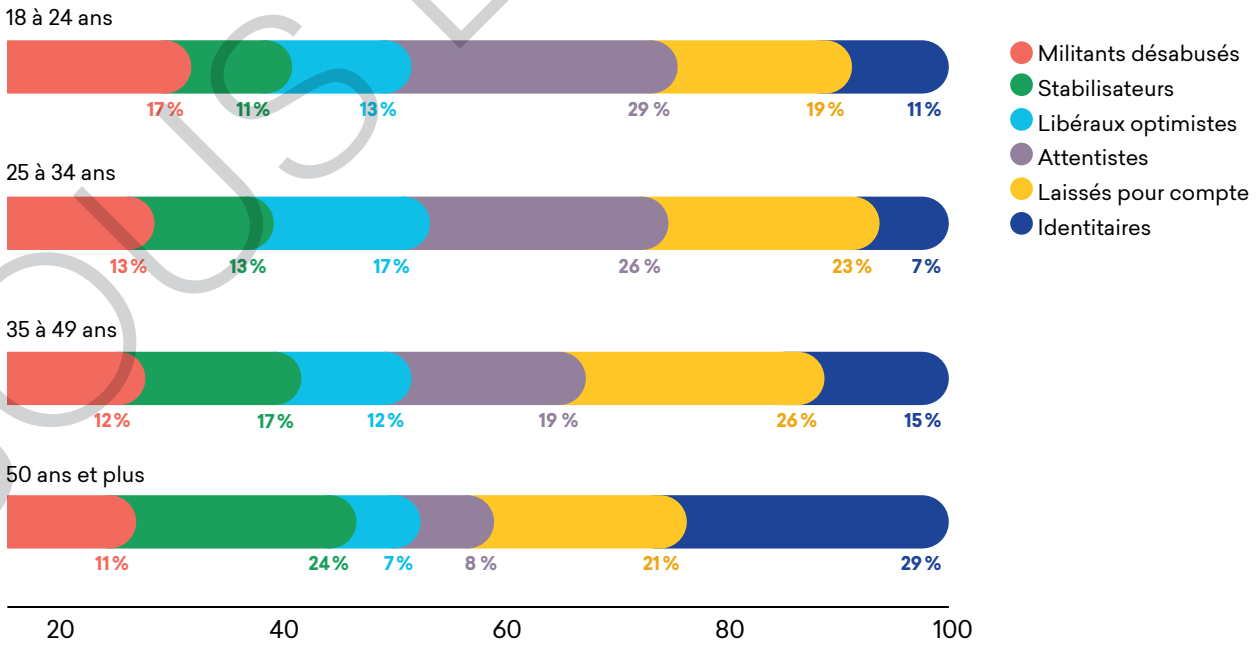
L'effet de revenu est peu perceptible sur les Identitaires et les Militants désabusés. Il l'est nettement en revanche sur les Laissés pour compte et les Stabilisateurs. Moins les Français sont aisés, plus ils ont tendance à appartenir à la première famille ; plus leur foyer dispose de revenus élevés, plus ils ont tendance à appartenir à la seconde. Une même dynamique s'observe pour les Libéraux optimistes.

L'effet de diplôme est également notable : les diplômés de l'enseignement supérieur sont nettement plus nombreux parmi les Militants désabusés et les Stabilisateurs. À l'inverse, moins on est diplômé, plus on a tendance à appartenir aux familles des Identitaires et des Laissés pour compte.

L'ensemble des caractéristiques socio-démographiques des familles est disponible en annexe.

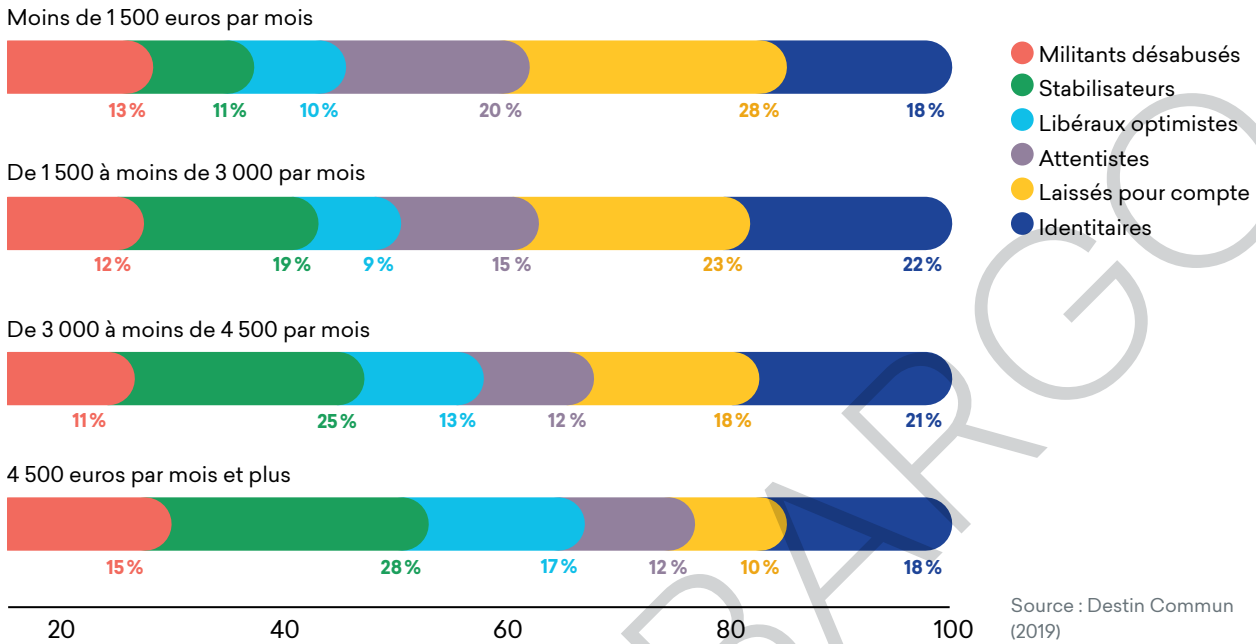
SOUS EMBARGO

FIGURE 2.7 **RÉPARTITION DES FRANÇAIS DANS CHAQUE GROUPE SELON L'ÂGE**



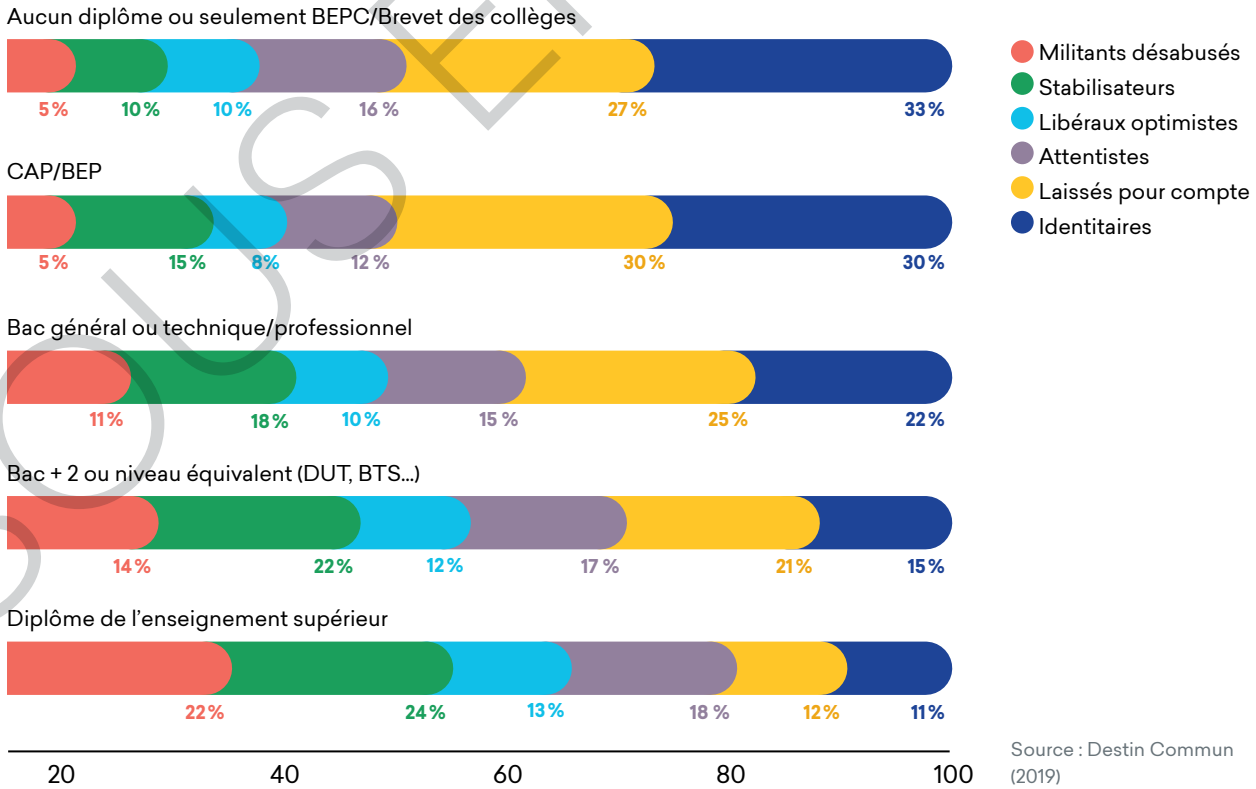
Source : Destin Commun (2019)

FIGURE 2.7 RÉPARTITION DES FRANÇAIS DANS CHAQUE GROUPE SELON LE REVENU DU FOYER



Source : Destin Commun (2019)

FIGURE 2.7 RÉPARTITION DES FRANÇAIS DANS CHAQUE GROUPE SELON LE NIVEAU DE DIPLÔME



Source : Destin Commun (2019)

SOUS EMBARGO

GUEST CE

3.

Trois

France

SOUS EMBARGO

Il n'y a pas de société sans pluralisme. Que différentes visions du monde coexistent en France est une richesse et une nécessité. Les différences et les désaccords font partie de la vie démocratique. Mais pour « faire France », il est fondamental que ces visions du monde ne s'ignorent pas et se reconnaissent mutuellement les unes les autres. Plus encore, il est essentiel que les groupes qui les portent ne transforment pas ces désaccords en détestations réciproques. L'autre peut être un adversaire ; mais s'il devient un ennemi, quelqu'un avec lequel on ne veut pas avoir affaire, alors notre capacité à faire front commun face aux défis du temps présent s'affaiblit. C'est cette dynamique du « nous » contre « eux » qui constitue la menace la plus grande pour notre capacité à bâtir l'avenir. Nous avons donc besoin d'éprouver le fait que nous partageons un destin commun, qu'il existe un consensus sur le fait que nous formions une société, pour être en mesure de tracer un chemin collectif.

Mais que se passe-t-il si ce qui constitue cette « communauté de destin » ne tombe plus sous le sens ? Si nous nous sentons de plus en plus étrangers les uns aux autres ? Si certains se sentent pris en considération et d'autres non ? Si certains se sentent pleinement reconnus et d'autres délaissés ? Si certains reconnaissent aux institutions et aux procédures démocratiques existantes une légitimité et d'autres non ? Si certains ont le sentiment que leur parole a de la valeur, tandis que d'autres pensent qu'elle est méprisée et qu'il vaut mieux la taire ? Si, en un mot, certains se sentent partie prenante de cette communauté de destin tandis que d'autres s'en sentent exclus ? Le risque est grand, alors, de vivre dans une société désynchronisée, où différentes France évoluent en parallèle et ne trouvent plus de points de contact.
Sans doute continuons-nous à vivre sur un même territoire et dans une même société, mais nous ne l'éprouvons plus. Et plus encore, tandis que certaines visions du monde savent faire entendre leur voix, il est possible que les aspirations et les intérêts des autres ne soient même plus perceptibles : les groupes les plus affirmés finissent par parler au nom des autres, en projetant sur eux leur propre vision du monde, ce qui renforce les malentendus, les affrontements et les effets de bulle.

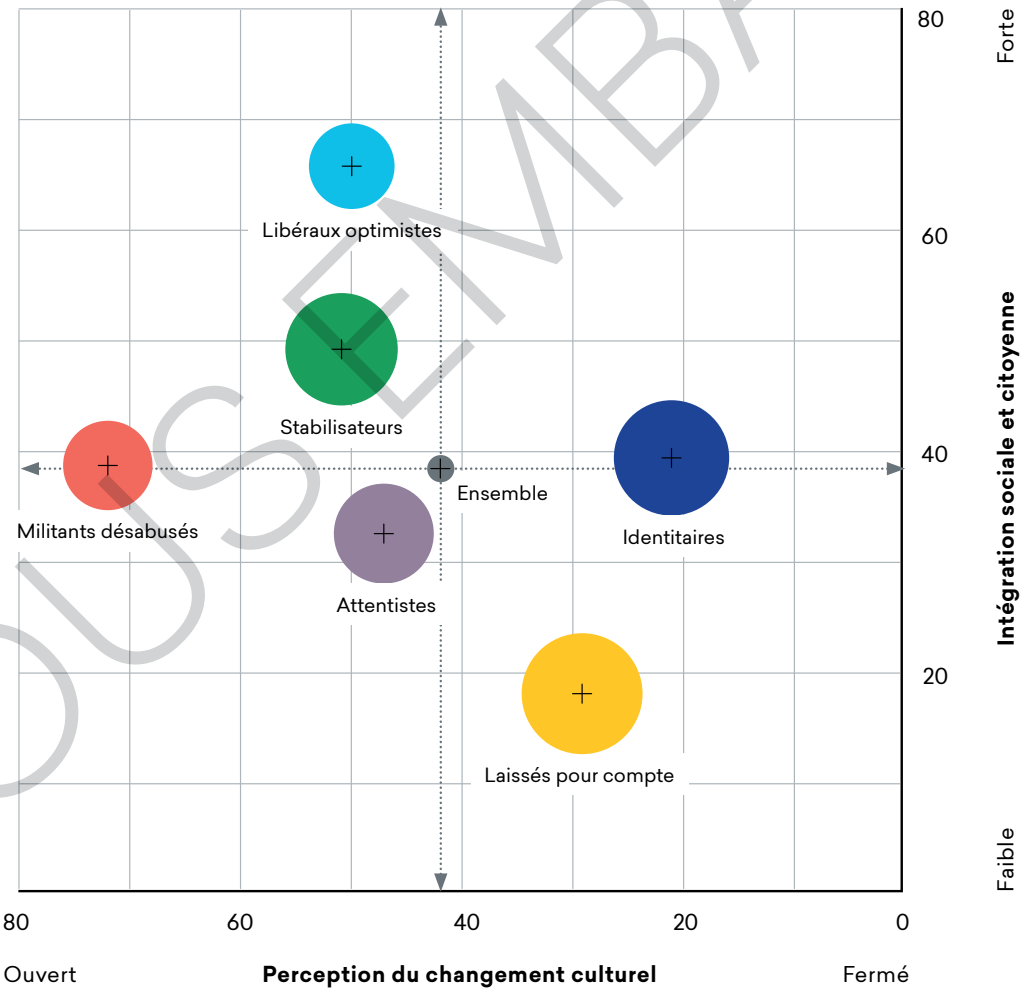
SOUS EMBARGO

Cette voie est-elle si éloignée de ce que connaît la France aujourd'hui ? Notre enquête montre qu'elle s'en rapproche. Les six familles de Français que nous avons distingué au chapitre précédent ne vivent pas en autarcie les unes vis-à-vis des autres : elles trouvent encore des points de jonction, peuvent partager des préoccupations ou des interrogations qui sont voisines. Mais leur incompréhension a tendance à se renforcer parce que leurs perceptions s'éloignent les unes des autres.

Trois France émergent de notre étude. Elles se distinguent par leur degré d'intégration sociale et citoyenne, c'est-à-dire selon le sentiment qu'éprouvent leurs membres d'être liés les uns aux autres par des valeurs, des objectifs et des institutions communes.

_**La France tranquille,** qui rassemble les Libéraux optimistes et les Stabilisateurs constitue 30 % de la population.
_**La France polémique,** composée des Militants désabusés et des Identitaires constitue 32 % de la population.
_**La France des Oubliés,** celle des Laissés pour compte et des Attentistes, regroupe 38 % de la population.

FIGURE 3.1. **POSITIONNEMENT DES FAMILLES DE FRANÇAIS SELON LEUR DEGRÉ D'INTÉGRATION SOCIALE ET CITOYENNE ET SELON LEUR PERCEPTION DU CHANGEMENT CULTUREL**



Les deux axes ont été constitués par agrégation des réponses à une série de questions disponible en annexe
Source : Destin Commun (2019)

SOUS EMBARGO

La France tranquille

Attachée aux instances de régulation démocratique, ambivalente sur les questions d'identité

Stabilisateurs et Libéraux optimistes forment la France tranquille : c'est l'ensemble dont l'intégration sociale et citoyenne est la plus élevée. Ils témoignent d'un certain degré de satisfaction dans les institutions démocratiques, ce qui les distingue nettement des autres groupes, dont le niveau de confiance est parfois extrêmement faible : 64 % jugent que la démocratie fonctionne bien contre 31 % des autres groupes. Dans une France qui se fie difficilement aux autres dès que l'on sort du cercle des proches, ils sont plus enclins à accorder leur confiance à ceux qu'ils ne connaissent pas et à promouvoir des relations interpersonnelles aussi apaisées que possible. 69 % D'entre eux se sentent reconnus à leur juste valeur. Ils s'engagent et s'impliquent dans la vie collective. Ils considèrent que le système, tel qu'il est, ne fonctionne pas si mal et sont donc plutôt enclins à préserver le statu quo. 72 % D'entre eux jugent que la protection sociale des Français est juste et équitable, contre 45 % des autres groupes.

SOUS EMBARGO

FIGURE 3.2. CONFIANCE DANS LA DÉMOCRATIE ET LES INSTITUTIONS

La France tranquille se distingue par son niveau de satisfaction envers la démocratie et les politiques

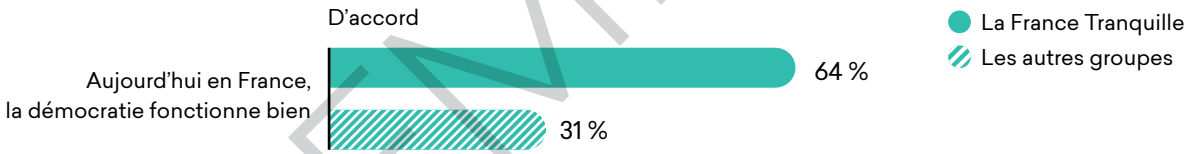


FIGURE 3.3. MÉPRIS ET CONSIDÉRATION

La France tranquille se sent davantage respectée et reconnue à sa juste valeur que les autres

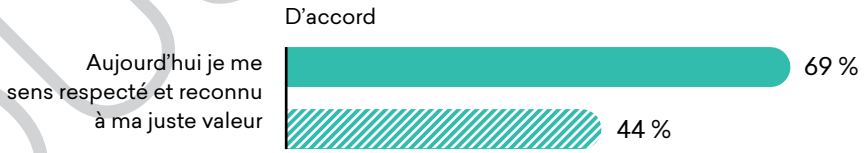
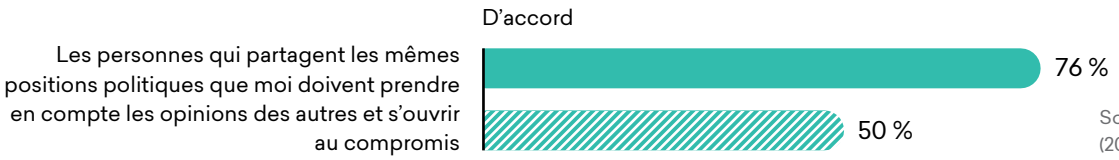


FIGURE 3.4. LE COMPROMIS PLUTÔT QUE LE CONFLIT

Deux familles qui privilégient la stabilité et l'équilibre



Source : Destin Commun (2019)

Dans une France en tension, ils apparaissent donc comme un point d'équilibre. Ils sont, de fait, nettement plus attachés au compromis que les autres. La France tranquille, c'est la France du grand débat national.

Leurs opinions sur les questions d'identité sont plus ambivalentes et plus flexibles. Sur l'immigration, par exemple, deux Stabilisateurs sur trois sont en désaccord avec la proposition de fermer totalement les frontières aux nouveaux arrivants. Mais ils ne sont que 35 % à penser que la France a l'obligation de les accueillir parce qu'elle en a les moyens financiers, ce qui les place du côté des plus fermés. À l'inverse, les Libéraux optimistes considèrent que les migrants sont un enrichissement culturel pour la France. Mais ils sont 54 % à plaider pour la fermeture totale des frontières, soit autant que la moyenne des Français.

Avec les Militants désabusés, ces deux familles sont souvent les plus atteignables pour les organisations de la société civile et les corps intermédiaires qui assurent la promotion du commun et la cohésion sociale.

La France polémique

Deux pôles bruyants, mais pas équivalents

Ce que les Militants désabusés et les Identitaires ont en commun, c'est précisément le fait qu'ils s'opposent en tout point. Leur différence est si radicale qu'ils constituent les deux pôles de la société française. C'est la cohérence de leurs systèmes de valeurs qui les distingue des autres groupes. À la différence de la France tranquille, la France polémique est moins convaincue que le modèle de société dans lequel nous vivons fonctionne bien. Militants désabusés et Identitaires ont au contraire une vision claire de ce que devrait être la communauté de destin. Ils sont également liés par leur capacité à désigner des adversaires et leur tendance à nourrir la polarisation croissante de la société. Le plus souvent, leurs opinions sont très éloignées de la moyenne des Français. Ce sont aussi les plus visibles dans l'espace médiatique.

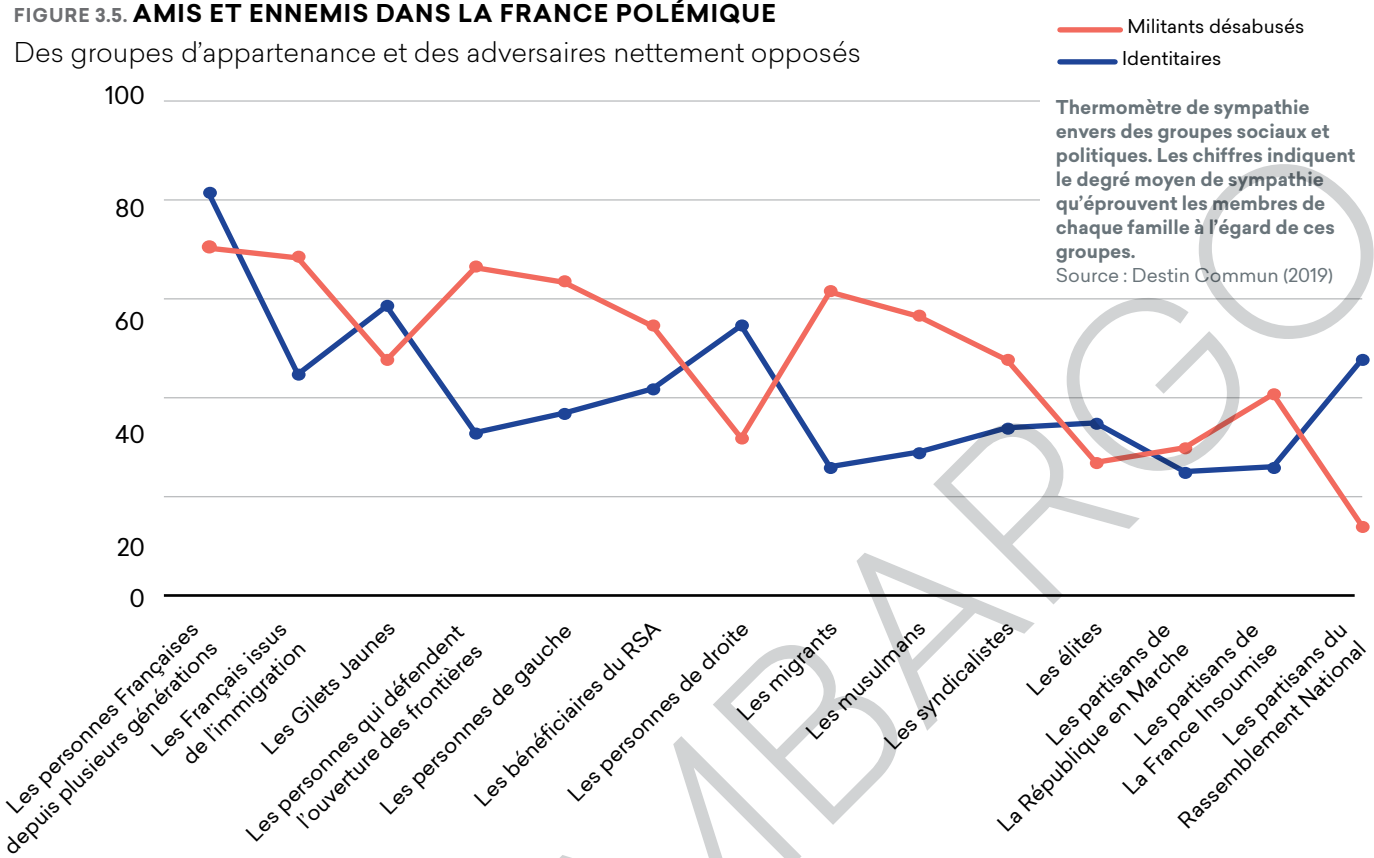
Leur vision de l'identité de la France donne un aperçu de ce qui les sépare diamétralement : tandis que les Militants désabusés sont 76 % à penser qu'elle se réinvente sans cesse, les Identitaires sont au contraire 82 % à considérer qu'elle est en train de disparaître. Le même modèle émerge quant à ceux qui doivent bénéficier de l'attention de la communauté et les autres : 83 % des Identitaires pensent qu'on se préoccupe davantage des besoins des minorités que du bien-être de la majorité, contre 30 % des Militants désabusés. En un mot, chez les Identitaires, tout est question d'appartenance – et l'appartenance conditionne ce qui est juste et injuste. Pour les seconds, il ne saurait être question d'appartenance : seul compte ce qui est juste et injuste.

Pour autant, ces deux familles de Français qui composent la France polémique ne fonctionnent pas comme des pôles symétriques ou équivalents. Les Identitaires se distinguent par leur intransigeance : leur opposition contre « le système » les conduit à défendre des opinions nettement fermées. Les Militants désabusés sont moins affirmatifs, et ont davantage tendance à douter d'eux-mêmes, dans une société qu'ils perçoivent comme de plus en plus fermée. L'enquête qualitative montre également qu'ils ont une cohésion de groupe plus faible. Ils ont donc tendance à jouer en défense. Ils se déclarent également plus enclins au compromis : 63 % considèrent que ceux qui partagent leurs opinions politiques doivent être prêts à prendre en compte les opinions des autres, contre 43 % des Identitaires.

SOUS EMBARGO

FIGURE 3.5. **AMIS ET ENNEMIS DANS LA FRANCE POLÉMIQUE**

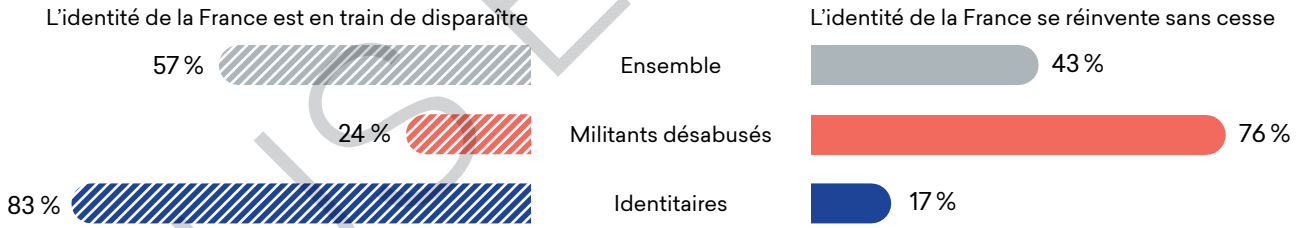
Des groupes d'appartenance et des adversaires nettement opposés



Thermomètre de sympathie envers des groupes sociaux et politiques. Les chiffres indiquent le degré moyen de sympathie qu'éprouvent les membres de chaque famille à l'égard de ces groupes.
Source : Destin Commun (2019)

FIGURE 3.6. **RÉINVENTION OU DISPARITION DE L'IDENTITÉ DE LA FRANCE ?**

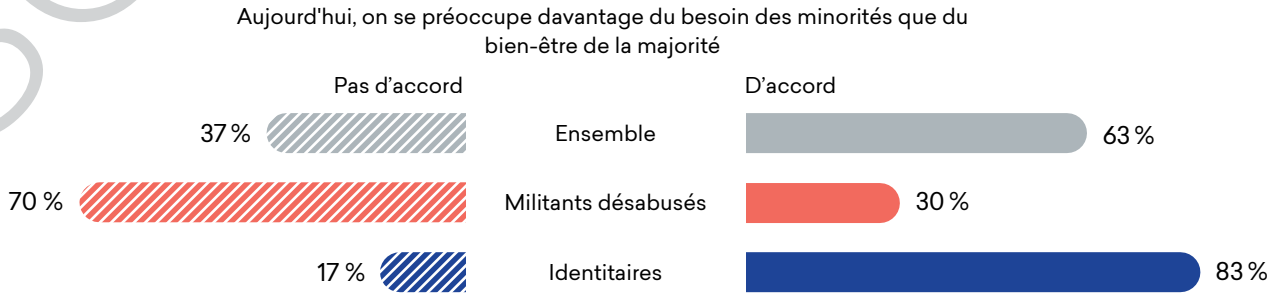
Deux rapports à l'identité nationale radicalement opposés



Avec laquelle des affirmations suivantes êtes-vous le plus d'accord ?
Source : Destin Commun 2019

FIGURE 3.7. **MAJORITÉ OU MINORITÉS ?**

Identitaires et Militants désabusés s'opposent sur la prise en considération des minorités



Êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec l'affirmation suivante ?
Source : Destin Commun (2019)

SOUS EMBARGO

La France des Oubliés

Désengagée et dépolitisée

À côté de la France polémique et de la France tranquille, la France des Oubliés constitue le plus grand défi pour les organisations qui cherchent à agir par-delà les divisions pour recréer du commun, à développer l'engagement citoyen et à protéger les libertés démocratiques. Elle rassemble 38 % des Français, ce qui fait d'elle l'ensemble le plus important. Même si les deux familles qui la composent – Attentistes et Laissés pour compte – présentent des profils sensiblement différents, elles ont pour point commun leur invisibilité dans l'espace public. Cette invisibilité est due en partie à la faiblesse de leurs appartenances sociales et politiques, et à la façon dont elles se tiennent en retrait du débat public. Si la conversation nationale fait souvent référence aux Oubliés, les deux autres France ont souvent tendance à projeter sur eux leur propre vision du monde et à prendre la parole à leur place. À cet égard, le mouvement des Gilets jaunes, particulièrement suivi par les Laissés pour compte, peut être compris comme une tentative de « reprise » de parole.

Ce qui caractérise la France des Oubliés, c'est d'abord leur retrait vis-à-vis du politique : 36 % de la France des Oubliés s'y intéresse, contre 73 % en moyenne dans les autres groupes. Corollaire de ce désintérêt, ces deux familles sont les plus éloignées du système partisan : 35 % ne savent pas ou ne veulent pas déclarer de proximité partisane, contre 17 % en moyenne parmi les autres groupes. Plus d'un tiers d'entre eux n'ont pas voté aux élections européennes. Ils ont une tendance élevée à se tenir en retrait du débat public et à ne pas prendre part à la conversation nationale : 35 % disent aimer confronter leur point de vue à celui des autres, contre 65 % des autres familles en moyenne. Leurs convictions politiques pèsent par ailleurs très faiblement dans leur identité personnelle.

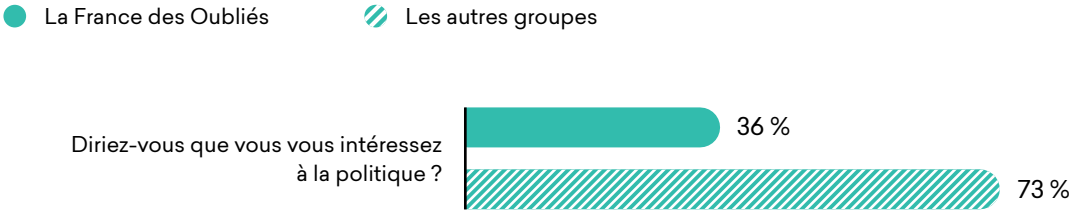
Les Oubliés se distinguent enfin par la faiblesse de leur investissement dans la société : leur sociabilité de proximité et leur engagement civique et politique se situent à un niveau peu élevé. Un tiers des Laissés pour compte et 46 % des Attentistes déclarent n'avoir accompli aucun engagement spécifique sur les douze derniers mois. C'est également dans ces deux segments que le partage de contenus avec des revendications politiques sur un réseau social est le moins répandu.

Désengagement, désintérêt et faiblesse des convictions politiques dans l'identité permettent en particulier de différencier nettement les Laissés pour compte des Identitaires, avec lesquels ils partagent parfois des opinions très voisines et une hostilité globale envers le système.

SOUS EMBARGO

FIGURE 3.8. **INTÉRÊT POUR LA POLITIQUE**

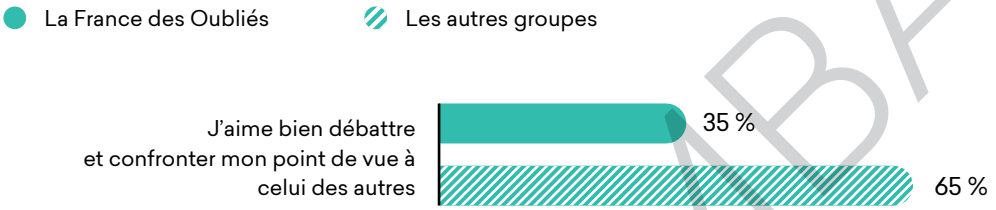
La France des Oubliés loin des identités politiques



Certaines personnes suivent régulièrement les actualités politiques et d'autres ne s'y intéressent pas du tout.
Source : Destin Commun (2019)

FIGURE 3.9. **PARTICIPATION AU DÉBAT PUBLIC**

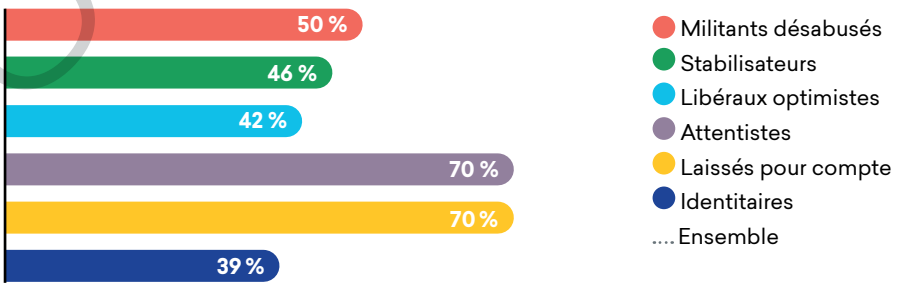
La France des Oubliés en retrait



Avec laquelle des affirmations suivantes êtes-vous le plus d'accord ?
Source : Destin Commun (2019)

FIGURE 3.10. **PROPORTION D'ABSTENTIONNISTES PAR FAMILLE AUX ÉLECTIONS EUROPÉENNES (APRÈS REDRESSEMENT)**

Une France des Oubliés désaffiliée



Sous-total des réponses : vous n'étiez pas inscrit sur les listes électorales et vous n'avez pas voté aux élections européennes de 2019
Source : Destin Commun (2019)

SOUS EMBARGO

Pour résumer

• Trois France émergent de notre étude. La conversation nationale a tendance à mettre en valeur une **France polémique** composée de deux groupes : les Identitaires et les Militants Désabusés. Leur point commun est d'avoir des visions du monde cohérentes et une capacité à les faire entendre. Ils sont liés par leur capacité à désigner des adversaires et par leur tendance à nourrir la polarisation croissante de la société. Leurs opinions sont souvent très éloignées de la moyenne des Français. Tout les oppose, mais il est utile de les considérer ensemble tant leur combat rend moins visibles deux autres France.

• **La France Tranquille** des Stabilisateurs et Libéraux optimistes se distingue par sa confiance dans les institutions et dans la démocratie. Leur refus du conflit s'accompagne d'un souci pour la cohésion. La France tranquille, qui vit comme dans une bulle, se place en dehors des débats identitaires et poursuit son propre chemin. Dans une France en tension, ils apparaissent donc comme un point d'équilibre. Ils sont, de fait, nettement plus attachés au compromis que les autres.

• **La France des Oubliés,** celle des Laissés pour Compte et des Attentistes, constitue le plus grand défi pour ceux qui cherchent à agir par-delà les divisions pour recréer du commun. Elle est l'ensemble le plus important (38%). La France des Oubliés se caractérise par son éloignement de la vie démocratique et par sa désaffiliation partisane. Cet éloignement s'accompagne d'une plus faible socialisation et constitue une vulnérabilité aux discours opposant un « eux » à un « nous ». Si la conversation nationale fait souvent référence aux Oubliés, les deux autres France ont souvent tendance à projeter sur eux leur propre vision du monde et à prendre la parole à leur place.

SOUS EMBARGO

FIGURE 3.11. **ENGAGEMENT DANS LA VIE SOCIALE ET CITOYENNE**

	Ensemble	Militants désabusés	Stabilisateurs	Libéraux optimistes	Attentistes	Laissés pour compte	Identitaires
Aider un voisin	47 %	50 %	66 %	44 %	20 %	40 %	57 %
Parler de politique avec vos proches ou vos collègues	42 %	65 %	68 %	30 %	12 %	26 %	51 %
Boire un verre ou un café avec un voisin	42 %	42 %	63 %	35 %	19 %	32 %	54 %
Donner de l'argent à une association caritative	26 %	39 %	48 %	27 %	9 %	15 %	21 %
Participer à une manifestation	12 %	16 %	18 %	12 %	8 %	7 %	10 %
Participer à une réunion de quartier	10 %	9 %	17 %	19 %	6 %	4 %	9 %
Partager un mail avec un contenu politique à un ou plusieurs de vos contacts	10 %	9 %	17 %	9 %	5 %	3 %	15 %
Partager un contenu avec des revendications politiques sur un réseau social	9 %	15 %	12 %	10 %	4 %	3 %	10 %
Prendre contact avec un élu (en face-à-face, par téléphone, par mail, par courrier...)	8 %	8 %	13 %	11 %	4 %	3 %	8 %
Organiser un événement dans mon quartier	5 %	5 %	8 %	14 %	4 %	1 %	4 %
Participer à un meeting ou à une réunion politique	4 %	5 %	5 %	8 %	3 %	1 %	3 %
Donner de l'argent à un parti politique ou une association s'impliquant sur des sujets politiques	3 %	3 %	4 %	6 %	2 %	1 %	3 %
Aucune de celle-là	20 %	9 %	3 %	13 %	46 %	33 %	10 %

Voici une liste d'activités que certaines personnes font et d'autres non. Auxquelles de ces activités avez-vous participé au cours des 12 derniers mois ? Plusieurs réponses possibles.
Source : Destin Commun (2019)

SOUS EMBARGO

4.
Ces convictions profondes qui nous gouvernent

« Pour dialoguer avec les autres, on peut toujours utiliser des valeurs, comme la valeur travail par exemple. Mais je ne suis pas sûre que si moi j'en parle, ce soit la même chose pour un autre. Ce n'est pas la même langue. »

— Une Militante désabusée

SOUS EMBARGO

Ce chapitre examine les dispositions psychologiques qui influencent notre vision de la société et de ses enjeux. Des concepts clés issus de la recherche en psychologie sociale sont notamment utilisés pour éclairer le rôle de l'identité et des convictions profondes dans ce qui nous unit et ce qui nous divise. C'est la première fois qu'elles sont testées à grande échelle sur un échantillon représentatif de la population française.

Même si la façon dont ces « convictions profondes » déterminent nos comportements est complexe et qu'elle n'est pas encore totalement connue, ces travaux montrent qu'elles jouent un rôle majeur dans les fractures que nous percevons aujourd'hui. Les mettre au jour présente aussi un intérêt stratégique : la recherche a montré qu'un message qui s'adressait aux convictions profondes plutôt qu'aux opinions ou aux émotions avait plus de chance d'être entendu. Pour ceux qui œuvrent à retisser du lien dans la société, cette approche présente une réelle opportunité.

SOUS EMBARGO

La recherche en psychologie sociale a permis de mieux comprendre les dynamiques complexes qui caractérisent les liens entre identité et comportement. L'identité, nous dit-elle, se construit de deux façons simultanées : l'identité personnelle et l'identité sociale.

L'identité personnelle[13] renvoie à notre construction psychologique primaire et individuelle : elle prend sa source dans l'environnement culturel et familial dans lequel nous avons grandi. Elle se manifeste, entre autres, à travers une combinaison de croyances fondamentales dont l'articulation forme notre système de valeurs. Elles diffèrent d'une personne à l'autre, mais elles restent relativement constantes tout au long de la vie d'un individu.

Ce chapitre explorera en particulier :
_L'optimisme et le pessimisme
_Le sentiment de menace
_La personnalité autoritaire
_Les fondements moraux
_L'agentivité et la responsabilité individuelle

13. Henry Tajfel, *Social identity and intergroup relations*, Cambridge University Press 1982

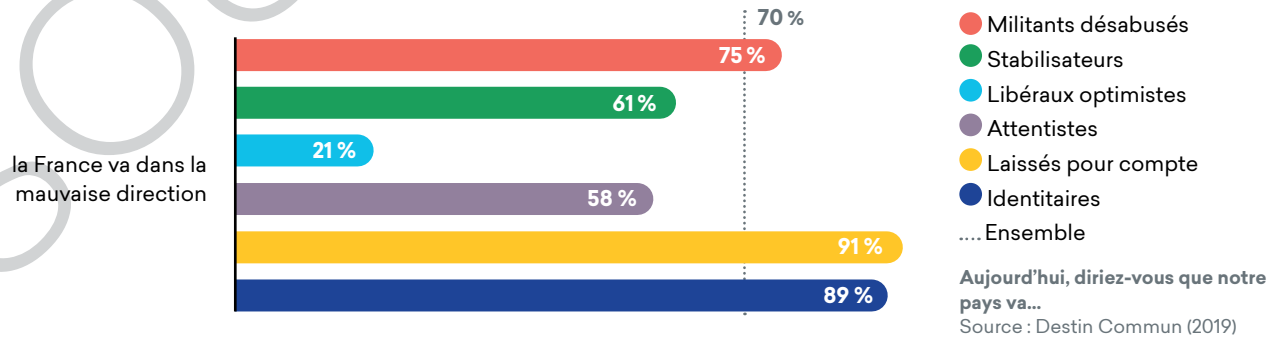
La deuxième composante de notre identité est notre identité sociale. Elle fait le lien entre l'individu et le groupe. C'est une structure « pragmatique » dont la fonction est l'adaptation aux autres et aux situations extérieures. Elle se construit plus tardivement, au gré des appartenances que nous adoptons au cours de notre vie. Ces appartenances répondent à un besoin primaire : nous considérons que les gens qui nous ressemblent sont des sources d'information fiables et contribuent à notre sécurité. Lorsque nous faisons face à une situation instable, nous avons donc tendance à nous replier sur nos semblables, parce que nous avons des règles en commun que nous connaissons. Ces dynamiques de groupe sont déterminantes. Nous les examinons également dans ce chapitre.

« Nous ne voyons pas les choses comme elles sont, disait la poétesse américaine Anaïs Nin : nous les voyons telles que nous sommes. »

Optimisme et pessimisme

Les effets de l'optimisme et du pessimisme sur la participation électorale et les opinions des Français ont fait l'objet de recherches récentes en sciences politiques. Il a notamment été montré que la perception de l'avenir, personnelle et collective, n'était pas uniquement liée aux caractéristiques sociodémographiques des individus. Il a été également souligné qu'elle avait un impact sur le niveau de participation à la vie publique, sur la confiance dans les institutions ou sur l'engagement[14]. Notre enquête mesure ce degré d'optimisme par la question : « avez-vous le sentiment que notre pays va dans la bonne ou dans la mauvaise direction ? » Elle permet de prédire un certain nombre de positionnements tant sur la question sociale que sur les questions culturelles. Parmi nos familles, les Libéraux optimistes se détachent tout particulièrement : ils sont les seuls, à une très large majorité, à porter un regard optimiste sur l'avenir. À l'opposé, Identitaires et Laissés pour compte sont les plus pessimistes : neuf sur dix considèrent que le pays va dans la mauvaise direction. Les Militants désabusés suivent une trajectoire similaire : ils sont 75 % à ne pas être optimistes pour l'avenir. Ce découragement, significatif, peut être mis en relation avec le sentiment qu'ils éprouvent à l'égard de l'État d'esprit du pays : c'est le groupe le plus enclin à juger que la France est devenue un pays hostile.
Stabilisateurs et Attentistes se montrent un peu moins pessimistes que la moyenne des répondants. Le choix des qualificatifs qu'ils utilisent pour décrire la France permet de mieux comprendre leur positionnement : les Stabilisateurs sont majoritairement « inquiets » lorsqu'ils pensent à l'État de la France, tandis que les Attentistes ont un niveau de réponse émotionnelle plus faible que tous les autres segments, ce qui dénote, une fois encore, leur détachement.

FIGURE 4.1. **OPTIMISME ET PESSIMISME – DIFFÉRENCES SELON LES GROUPES**



Aujourd'hui, diriez-vous que notre pays va...
Source : Destin Commun (2019)

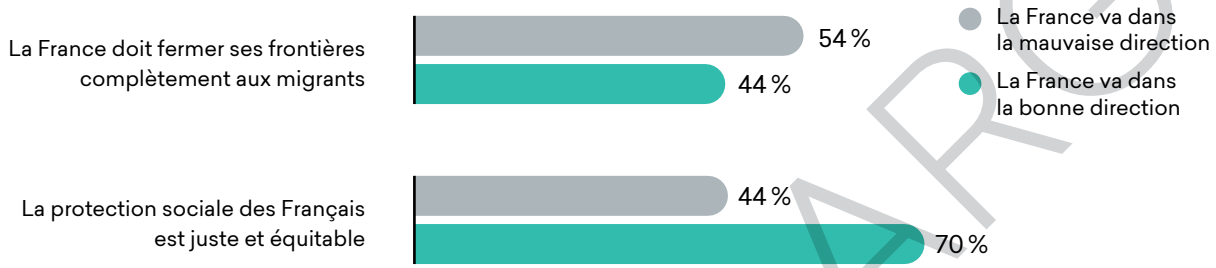
14. Voir notamment Amory Gethin, Thanasak Mark Jenmana, "du mal-être au vote extrême » *Note de l'observatoire du bien-être, CEPREMAP*, 2017-08.

SOUS EMBARGO

Pessimisme, questions sociales et questions culturelles

Globalement, 54 % des Français estimant que la France va dans la mauvaise direction sont enclins à fermer les frontières de la France, contre 44 % de ceux qui estiment que la France va dans la bonne direction. La différence est plus nette encore dans la perception qu'ont les Français du caractère juste et équitable de leur modèle social.

FIGURE 4.2. **OPTIMISME ET PESSIMISME – RELATION AVEC DES POSITIONNEMENTS SOCIAUX ET CULTURELS**



Source : Destin Commun (2019)

Perception de la menace extérieure

Notre sensibilité à la menace extérieure est l'une des émotions clés de la psychologie humaine. Les mouvements populistes d'extrême droite s'attachent de fait à entretenir ce sentiment en présentant les groupes extérieurs comme un danger pour la nation. Par exemple, c'est sa culture ou son identité, qui s'apprêteraient à disparaître sous l'influence de l'immigration ; ce serait l'augmentation de l'insécurité physique, reliée aux populations d'origine immigrée ainsi, le sentiment sous-jacent de menace permet de prédire un nombre assez élevé d'attitudes face à l'insécurité, au terrorisme ou à l'immigration.

Nous avons mesuré le degré de menace perçue par les répondants, via la réponse à la question « le monde est un endroit de plus en plus dangereux ». Au total, 82 % des répondants sont en accord avec ce constat ; la perception de menace est très élevée en France. Elle varie cependant selon les groupes. Les Militants désabusés et les Attentistes sont les moins angoissés : ils sont 58 % et 66 % à percevoir cette menace.
À contrario, les Identitaires et les Laissés pour compte présentent un niveau de menace perçue très élevé : 95 % d'entre eux jugent que le monde est de plus en plus dangereux, soit la quasi-totalité d'entre eux.

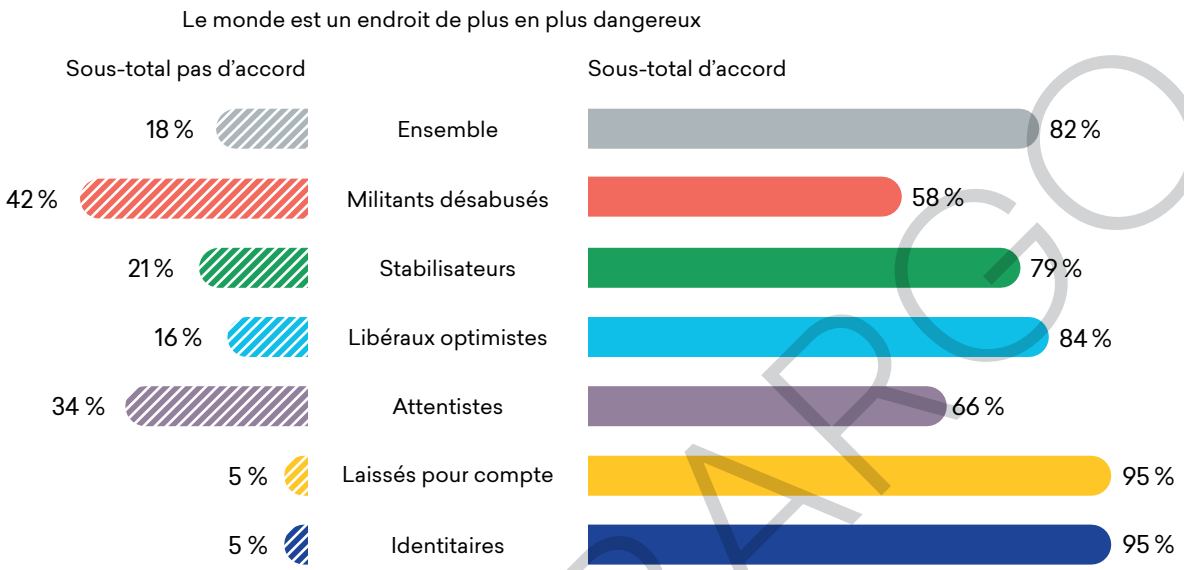
Perception de la menace et immigration

Notre enquête confirme la corrélation entre la perception de la menace extérieure et le soutien à des politiques migratoires plus restrictives. Ceux qui ont une perception de la menace élevée ont deux fois plus de chances de défendre la fermeture des frontières aux nouveaux arrivants. De la même façon, ceux qui ont une perception de la menace faible sont beaucoup moins enclins à juger l'islam incompatible avec la société française.

SOUS EMBARGO

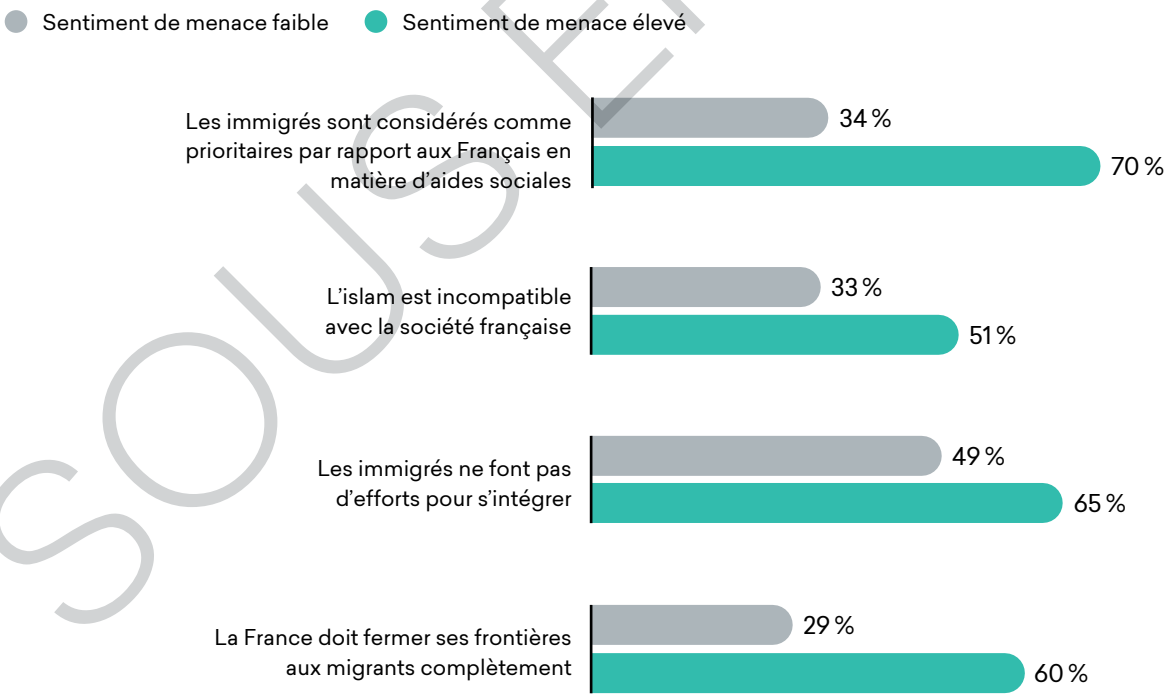
FIGURE 4.3. **PERCEPTION DE LA MENACE**

Différence d'appréciation du monde extérieur selon les familles de Français (% de perception élevée)



Source : Destin Commun (2019)

FIGURE 4.4. **PERCEPTION DE LA MENACE ET OPINIONS SUR L'ISLAM ET L'IMMIGRATION**



La perception élevée de la menace est mesurée par la réponse « d'accord » à la question : « le monde est un endroit de plus en plus dangereux »
Source : Destin Commun (2019)

SOUS EMBARGO

La personnalité autoritaire et les modes de parentalité

Pionnier dans le domaine de la psychologie autoritaire, Theodor Adorno défendait déjà dans les années 1950[15] la thèse selon laquelle la prédisposition autoritaire individuelle serait moteur d'un comportement et d'une idéologie autoritaires. La montée du populisme autoritaire à travers le monde a réveillé l'intérêt pour ces travaux. La psychologue Karen Stenner[16], l'une des spécialistes les plus reconnues aujourd'hui sur ces enjeux, définit l'autoritarisme comme « une prédisposition individuelle consistant à assurer l'équilibre approprié entre autorité et uniformité de groupe, d'une part, et autonomie individuelle, d'autre part. »

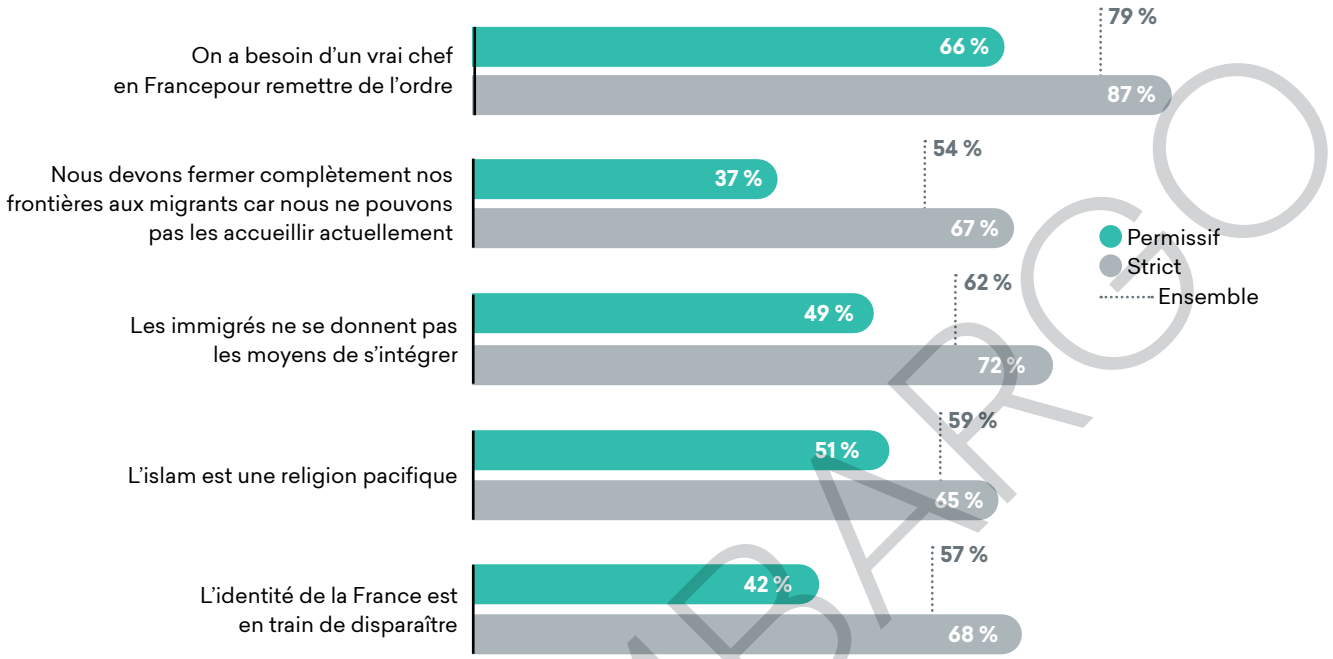
Une des théories les plus concluantes dans ce domaine est que le comportement autoritaire d'un individu serait fortement lié à la façon d'élever ses enfants. Comme le soulignait le psychologue et linguiste cognitif George Lakoff[17], les modèles parentaux du type « père fort » auraient plus tendance à avoir un comportement autoritaire et à développer un certain conservatisme politique et idéologique. À l'inverse les modèles parentaux du type « mère nourricière » auraient tendance à rejeter un comportement autoritaire.

Pour mieux comprendre la manière dont l'autoritarisme influe sur les croyances politiques, les participants à notre enquête ont répondu à plusieurs questions concernant leur style de parentalité. Nous leur avons demandé s'il était préférable qu'un enfant soit indépendant ou qu'il respecte ses aînés, qu'il soit sage ou créatif, qu'il soit curieux ou qu'il ait de bonnes manières, qu'il soit obéissant ou autonome. Les réponses à ces quatre questions ont ensuite été agrégées pour évaluer le style parental. Un indice de personnalité autoritaire a été créé où 0 est permissif et 1 est strict. Notre étude montre que plus le style parental d'un individu est strict, plus il est enclin à percevoir les faits et les autres avec hostilité et à défendre des politiques de fermeture et de fermeté. Par exemple, les répondants qui présentent un style parental strict sont 68 % à estimer que l'identité de la France est en train de disparaître, soit 24 points de plus que ceux qui ont un mode de parentalité permissif. De même, les premiers sont 67 % à estimer que la France devrait fermer ses frontières aux migrants, soit 30 points de plus que les personnes ayant un mode de parentalité permissif. Cet écart se confirme aussi avec des questions sur l'islam et avec le soutien à l'autoritarisme explicite.

SOUS EMBARGO

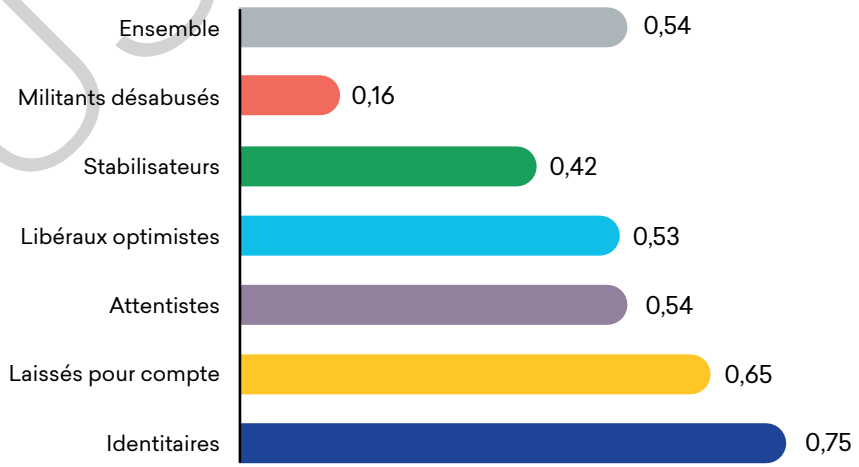
15. Theodor W. Adorno, *Études sur la personnalité autoritaire*, Paris, Allia, 2008 (1950)
16. Karen Stenner, *The Authoritarian Dynamic*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005
17. George Lakoff, *Don't Think of an Elephant ! : Know Your Values and Frame the Debate : the Essential Guide for Progressives*, White River Junction, Vt. Chelsea Green Pub. Co., 2004

FIGURE 4.5. **RELATIONS ENTRE LES MODES DE PARENTALITÉ ET OPINIONS SUR L'IMMIGRATION ET L'IDENTITÉ**



Opinions croisées avec le mode de parentalité. Les modes de parentalité permissifs et strict ont été déterminés en agrégeant des réponses à une série de questions sur les modes de parentalité, disponible en annexe
Source : Destin Commun (2019)

FIGURE 4.6. **PERSONNALITÉ AUTORITAIRE – DIFFÉRENCES ENTRE LES SIX FAMILLES (INDICE DE 0 À 1)**



L'indice de personnalité autoritaire, où 0 est permissif et 1 est strict, a été créé en agrégeant des réponses à une série de questions sur les modes de parentalité, disponible en annexe.
Source : Destin Commun (2019)

SOUS EMBARGO

Les fondements moraux

Le style de parentalité est donc corrélé à une partie de nos opinions, mais il n'est évidemment pas la seule conviction profonde qui détermine des visions du monde distinctes. Qu'y a-t-il à l'origine de nos jugements de valeur ? Comment fonctionne notre boussole intérieure ? D'après les recherches récentes conduites par le psychologue Jonathan Haidt[18], nos jugements et par extension nos choix politiques trouveraient leur source dans au moins cinq fondements moraux – peut-être davantage. Ces cinq valeurs clés fonctionnent avec leurs contraires :

1. **La bienveillance** – et son contraire, le préjudice – ont à voir avec la protection du plus vulnérable et l'aide apportée à ceux qui en ont besoin.

2. **L'équité** – et son contraire, la fraude – renvoient à l'égalité, à la réciprocité, à la proportionnalité et au fait de rendre justice selon des règles reconnues de tous.

3. **La pureté** – et son contraire, le dégoût – renvoient à la protection de l'intégrité physique, spirituelle, culturelle du groupe auquel on appartient.

4. **La loyauté** – et son contraire, la trahison – relèvent de notre capacité à faire un avec un groupe, ou une nation.

5. **L'autorité** – et son contraire, la subversion – font référence à notre inclinaison à suivre les règles (ou les traditions) d'un pouvoir que nous considérons comme légitime.

Le questionnaire des fondements moraux permet de mesurer la façon dont les Français hiérarchisent chaque valeur, et l'importance qu'ils leur accordent dans leur identité personnelle. Pour chacune d'entre elles, un duo de questions permet d'établir un indice de 1 à 6 : par exemple, l'indice de bienveillance permet d'évaluer la priorité que lui donnent les répondants. Articulés ensemble, ces indices contribuent à rendre visible la matrice morale des Français. C'est une version abrégée du questionnaire des fondements moraux[19] que nous avons utilisée dans cette étude. Leur influence sur nos opinions politiques apparaît ici nettement, à en juger par les corrélations établies entre l'importance que les répondants accordent à ces fondements moraux et leur approbation de différentes propositions politiques.

L'équité – ce n'est pas une surprise – est la valeur dominante des Français, quel que soit leur groupe d'appartenance. Elle est fortement corrélée à un soutien élevé en faveur de la justice sociale et fiscale. Elle l'est également au regard – majoritairement négatif – que portent les Français sur les élites : soit parce qu'il est attendu des gouvernants qu'ils garantissent un ordre juste ; soit parce qu'il est reproché à ceux qui occupent une position dominante de ne pas respecter eux-mêmes ce principe de justice.

La bienveillance est une valeur très proche de l'équité – les deux sont d'ailleurs fortement corrélées entre elles. Elle a trait à l'attention portée aux plus vulnérables, aux plus marginalisés et à ceux qui sont délaissés. Il est important de noter qu'elle est elle aussi présente dans tous les groupes : on peut être totalement enclin à la fermeture tout en étant bienveillant (c'est le cas des Identitaires). Ce sont les groupes envers lesquels s'éprouve cette attention qui sont différents.

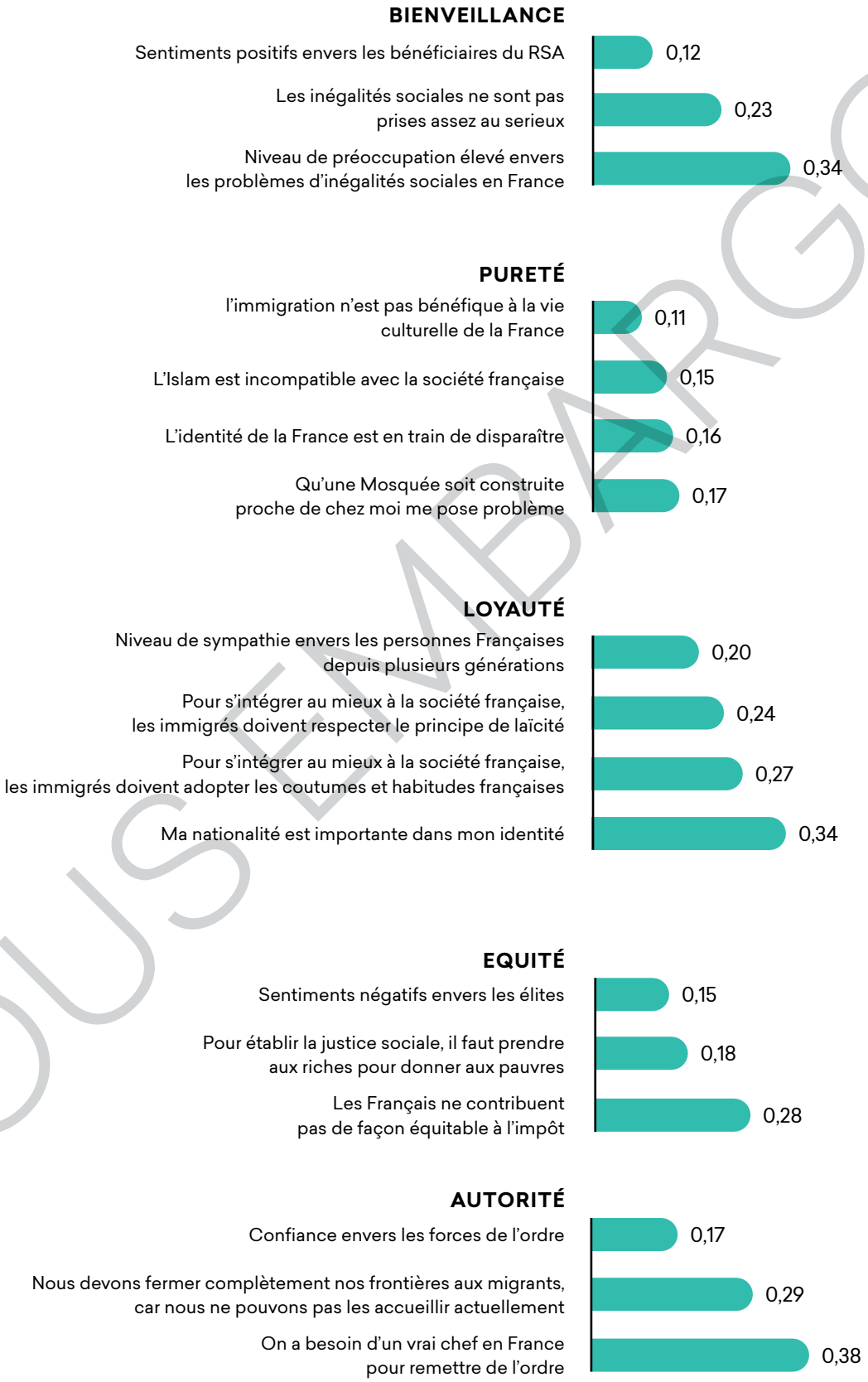
La loyauté a à voir avec un sens élevé du devoir et une éthique de responsabilité envers la communauté nationale et les siens. Sans surprise, les opinions qui sont le plus liées à la loyauté sont celles qui renvoient à l'appartenance à la nation : les répondants qui attribuent au fait d'être

18. Jonathan Haidt, *The Righteous Mind : Why Good People Are Divided By Politics and Religion.* New York : Pantheon Books, 2012.

19. Le questionnaire des fondements moraux a été testé, dans sa version française, par Sébastien Metayer et Farzaneh Pahlavan. Leur compte-rendu peut être trouvé ici : « validation de l'adaptation française du questionnaire des principes moraux fondateurs », *Revue Internationale de psychologie sociale,* 2014/2, Presses universitaires de Grenoble.

SOUS EMBARGO

FIGURE 4.7. **CORRÉLATIONS ENTRE FONDEMENTS MORAUX ET OPINIONS.**



Corrélation entre des opinions et des valeurs établies à partir du questionnaire sur les fondements moraux. Les valeurs mentionnées ici sont constituées par agrégation des réponses à une série de questions, disponible en annexe.
Source : Destin Commun (2019)

SOUS EMBARGO

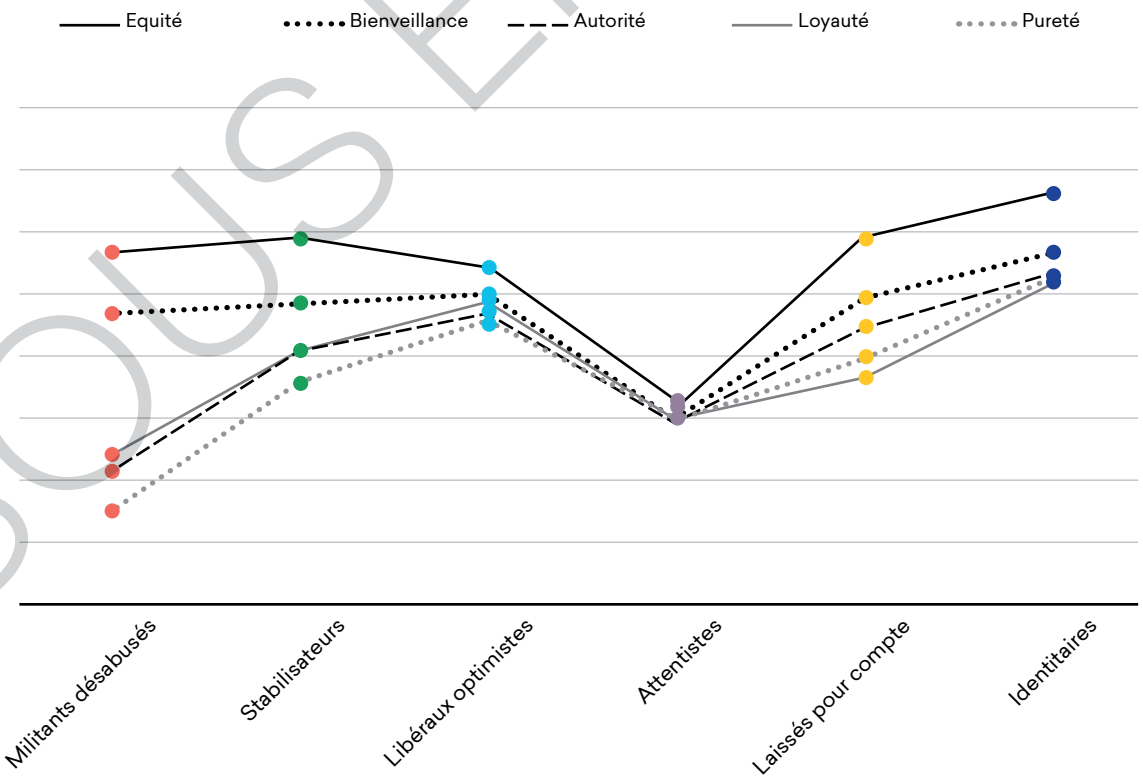
français une importance élevée dans leur identité, et ceux qui sont convaincus que les nouveaux arrivants doivent adopter les us et les coutumes des Français accordent de fait une importance particulière à cette valeur fondamentale.

La pureté a trait à la protection de l'intégrité physique, spirituelle, culturelle du groupe auquel on appartient. Elle a à voir, dans la psychologie humaine, avec une recherche d'homogénéité. Les questions qui sont le plus corrélées à cette valeur ont à voir avec l'immigration, le respect de la laïcité, ou la préservation de l'identité de la France.

Enfin, plus on plébiscite l'autorité, plus on a tendance à soutenir des politiques coercitives et à approuver des opinions ou des institutions fondées sur l'exercice et le respect de la loi. Croire en l'autorité, c'est donc respecter les forces de l'ordre, approuver la nécessité de se doter d'un chef pour remettre de l'ordre et plébisciter des politiques migratoires drastiques.

En élaborant sa théorie des fondements moraux, Jonathan Haidt en était arrivé à la conclusion que les progressistes et les conservateurs, aux États-Unis, ne s'appuyaient pas sur les mêmes valeurs fondamentales. Les progressistes plaçaient en tête la bienveillance et l'équité, et laissaient de côté pureté, loyauté et autorité, auxquelles ils ne se référaient pas. À contrario, les conservateurs accordaient à ces trois dernières une place centrale, ce qui ne les empêchait pas d'être également sensibles à la bienveillance et à l'équité. Testé en France par une équipe de recherche en psychologie sociale, le questionnaire des fondements moraux a donné des résultats équivalents à ceux qui émergent aux États-Unis. Notre enquête le confirme ici.

FIGURE 4.8. **HIATUS DANS LES FONDEMENTS MORAUX (INDICE DE 0 À 6)**



SOUS EMBARGO

Loyauté, autorité et pureté nous permettent de distinguer les six familles les unes des autres. D'un côté les Militants désabusés – et dans une moindre mesure les Stabilisateurs – n'y adhèrent que faiblement, tandis que Libéraux optimistes, Laissés pour compte et Identitaires y accordent davantage d'importance.
En revanche, équité et bienveillance – nous l'avons noté précédemment – dominent chez tous les Français, avec un indice moyen de 5 et 4,6 respectivement sur l'échantillon total – et dans tous les segments.
Parmi nos groupes, les Attentistes présentent un profil spécifique : leur adhésion aux fondements moraux est bien plus faible que dans les autres groupes. Couplées avec d'autres traits de personnalité, ces réponses laissent entrevoir un profil passif, en retrait des interactions collectives.

Entre Identitaires et Laissés pour compte, la hiérarchisation des valeurs est différente. Les premiers accordent une même importance à la loyauté, à la pureté et à l'autorité, tandis que la pureté et la loyauté sont plus faibles chez les seconds. Pour les Identitaires, l'homogénéité culturelle et la cohésion de la communauté sont donc bien plus centrales que pour les seconds.

Agentivité et responsabilité

Parmi les croyances fondamentales qui structurent notre vision du monde, la façon dont nous définissons les raisons de ce qui nous affecte dans l'existence joue également un rôle majeur. Certains soulignent l'importance de la responsabilité individuelle et des choix que nous faisons dans ce qui nous arrive, quand d'autres insistent au contraire sur les injustices structurelles et les responsabilités collectives pour expliquer des situations données ou des comportements. La façon dont nous attribuons une cause a des conséquences sur nous-mêmes et sur la façon dont nous nous percevons : soit notre confiance en soi ou notre capacité d'agir. Elle a également des conséquences sur notre rapport aux autres : si nous pensons que les gens sont responsables de ce qui leur arrive, nous aurons tendance à nous montrer moins solidaires[20]. Elle est liée, enfin, à notre idéologie : la recherche en psychologie sociale et cognitive tend à montrer que la façon dont nous cherchons des explications à des événements complexes est fortement corrélée à nos convictions politiques.
Nous avons donc posé aux répondants une série de questions binaires opposant responsabilité individuelle et responsabilité collective. Même si cette approche peut avoir tendance à simplifier la façon dont les individus procèdent à des attributions causales, elle donne des informations sur le mode d'explication que privilégie chacun.

En France, ce qui domine est d'abord la responsabilité individuelle : 73 % pensent que le travail et l'effort sont les éléments les plus déterminants dans la réussite des gens. À rebours, seuls 27 % croient que ce sont la chance et les circonstances qui expliquent la trajectoire de chacun. C'est cette croyance qui se cache en partie derrière la fameuse « valeur travail », si souvent invoquée dans le débat public. Nous parlerons ici de responsabilité individuelle, ou d'agentivité.

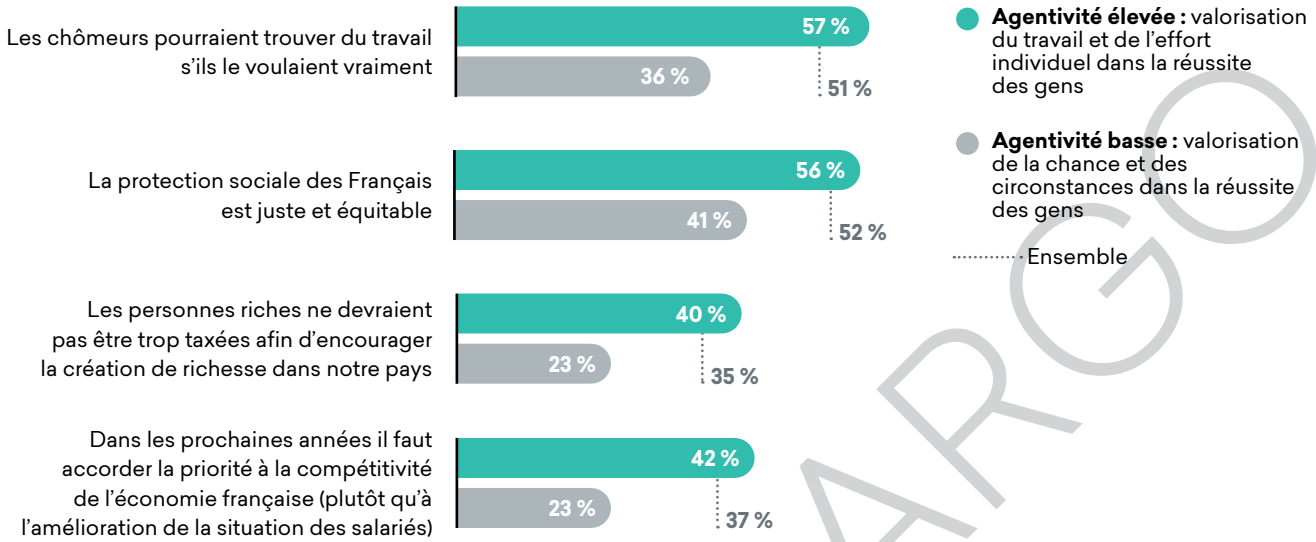
Elle est corrélée à leurs opinions sur la question sociale : 57 % des personnes qui attribuent la réussite au travail et à l'effort sont d'accord avec le fait que les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment, alors que ceux qui croient à la chance et aux circonstances ne sont que 36 % à porter ce jugement sur les personnes sans emploi.

Elle est aussi corrélée à la question économique : 42 % des personnes qui ont un fort niveau d'agentivité estiment qu'il faut donner la priorité à la compétitivité de l'économie française plutôt qu'à l'amélioration de la situation des salariés dans les prochaines années. Ce chiffre chute à 23 % parmi ceux qui ont un faible niveau d'agentivité.

20. Voir par exemple Serge Moscovici, "An essay on social representations and ethnic minorities", Social science information, 50(3-4), 2011.

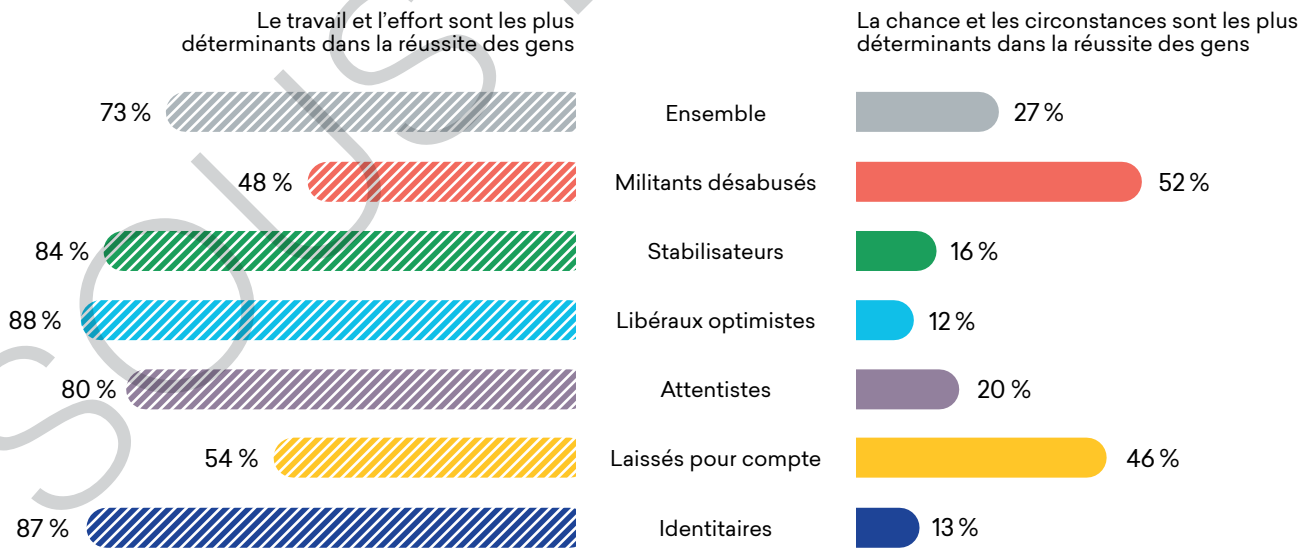
SOUS EMBARGO

FIGURE 4.9. **RESPONSABILITÉ INDIVIDUELLE ET LIBERTÉ ÉCONOMIQUE**



Opinions croisées avec les réponses à la question suivante : Selon vous, parmi les éléments suivants, lesquels sont les plus déterminants dans la réussite des gens ?
Source : Destin Commun (2019)

FIGURE 4.10. **RESPONSABILITÉ INDIVIDUELLE – DIFFÉRENCES ENTRE LES FAMILLES DE FRANÇAIS**



Selon vous, parmi les éléments suivants, lesquels sont les plus déterminants dans la réussite des gens ?
Source : Destin Commun (2019)

SOUS EMBARGO

Les Français valorisent donc majoritairement le travail et l'effort pour expliquer le succès de chacun. Cela ne signifie pas qu'ils nient l'existence de déterminations sociales ou l'influence d'autres facteurs – lieu d'habitation, santé, etc. – Cela veut simplement dire qu'ils considèrent que la responsabilité individuelle prime sur les hasards de la vie ou les contraintes imposées par le système. Autrement dit : on peut maîtriser son destin.

Néanmoins, notre analyse typologique fait émerger des modèles différents d'économie morale : D'un côté, les Militants désabusés et Laissés pour compte mettent davantage l'accent sur les facteurs extérieurs qui pèsent sur la trajectoire de vie des individus : 52 % des premiers, 46 % des seconds mettent l'accent sur la chance et les circonstances. Toutefois, il existe des différences entre les deux segments.

Tandis que les Militants désabusés sont convaincus de la détermination sociale au point qu'ils considèrent toute inégalité comme strictement systémique, les Laissés pour compte se distinguent sur le fait d'imputer aux chômeurs la responsabilité de leur situation : 45 % d'entre eux pensent qu'ils pourraient trouver du travail s'ils le souhaitaient vraiment, contre 18 % des Militants désabusés. Si les injustices sont vécues, elles n'excluent pas la responsabilité des individus. La justice est à la fois une affaire d'égalité et une affaire de mérite.

À l'opposé, les Libéraux optimistes, dont le niveau d'agentivité est le plus élevé, portent une vision du monde où les trajectoires de vie dépendent nettement de la volonté des individus, et où redistribution, régulation et hiérarchie constituent un frein à l'impulsion qu'on souhaite lui donner. La justice est donc davantage une affaire de mérite et d'autonomie.

Les Stabilisateurs sont plutôt partagés. Ils font d'abord primer la responsabilité individuelle sur les facteurs extérieurs. Le système corrige déjà des inégalités de trajectoire – il est donc jugé plutôt juste – mais il s'agit de ne laisser personne au bord du chemin et d'être attentif aux plus vulnérables – d'où leur sensibilité aux inégalités.
La recherche a montré que plus leur croyance envers leur capacité à obtenir des résultats conformes à leurs désirs est élevée, plus les individus ont tendance à passer à l'action ou à persévérer dans les difficultés[21]. Les Militants désabusés et les Laissés pour compte sont ainsi plus nombreux à se dire découragés et déprimés que les autres groupes.

Affiliations de groupe

La façon dont nous nous définissons dit beaucoup de notre rapport aux autres et nous permet de nous situer dans l'espace social. Trouvons-nous, par exemple, que le fait d'être français est important dans notre existence ? Nous définissons-nous selon notre milieu social ou selon nos convictions politiques ? Quel rôle jouent notre genre ou notre âge dans la façon dont nous nous représentons ?

Ces identités de groupe servent des besoins essentiels : nous avons tendance à nous regrouper avec des gens que nous pensons semblables à nous, avec lesquels nous nous sentons en affinité, et que nous jugeons être des sources d'information fiables sur des enjeux de société. Cette attitude se renforce lorsque nous nous sentons menacés. Nous posons alors des frontières claires vis-à-vis de ceux que nous pensons être différents de nous. Comprendre la façon dont les Français définissent leur identité peut nous aider à mieux cerner les dynamiques et les recompositions à l'œuvre dans la société.

21. Albert Bandura, "Toward a psychology of human agency", *Perspectives on Psychological Science*, 1, 164-180.

SOUS EMBARGO

Parmi toutes les composantes auxquelles un individu peut se référer pour se définir, nous avons retenu le genre, la religion, la génération, le métier, le milieu social, l'orientation sexuelle, la nationalité et les convictions politiques. Pour évaluer la relation que les répondants entretiennent avec leurs appartenances, ils ont été invités à estimer, sur une échelle de 1 à 6 (1 étant le moins important et 6 le plus important)

_L'importance qu'ils accordent à chaque appartenance : en quoi est-ce qu'elle compte dans la façon dont ils définissent leur identité.

_Le sentiment de supériorité qu'elle leur confère : dans quelle mesure il leur était déjà arrivé de penser que les personnes qui appartiennent à leur groupe étaient de meilleures personnes que les autres.

_Le sentiment de considération qu'ils éprouvent : dans quelle mesure il leur est déjà arrivé de penser que les membres de leur groupe d'appartenance étaient méprisés par les autres.

Vue d'ensemble, les Français donnent d'abord de l'importance à leur genre : 87 % d'entre eux l'estiment constitutif de leur identité. Vient ensuite la nationalité, suivie de la génération, du milieu social et du métier. Convictions politiques, convictions religieuses et orientation sexuelle passent au second plan.

Libéraux optimistes et Identitaires ont des identités fortes

Selon les familles de Français, un modèle clair émerge. **Identitaires et Libéraux optimistes ont des appartenances de groupe fortes.** Chacune des composantes de leur identité est jugée importante par 70 % d'entre eux a minima. À l'inverse, **les Militants désabusés se distinguent par des appartenances faibles :** à l'exception du genre, aucun trait ne s'impose en particulier. On peut faire l'hypothèse qu'il s'agit là d'un marqueur universaliste : ce qui compte avant tout dans leur identité, c'est moins le groupe auquel ils se réfèrent que le fait d'être citoyen, quelles que soient ses singularités.

À l'intervalle entre les deux, Stabilisateurs, Laissés pour compte et Attentistes se distinguent par des appartenances d'importance moyenne, dont certaines sont plus faibles que d'autres selon les groupes. **Attentistes et Laissés pour compte se distinguent notamment par la faiblesse de leurs convictions politiques.**

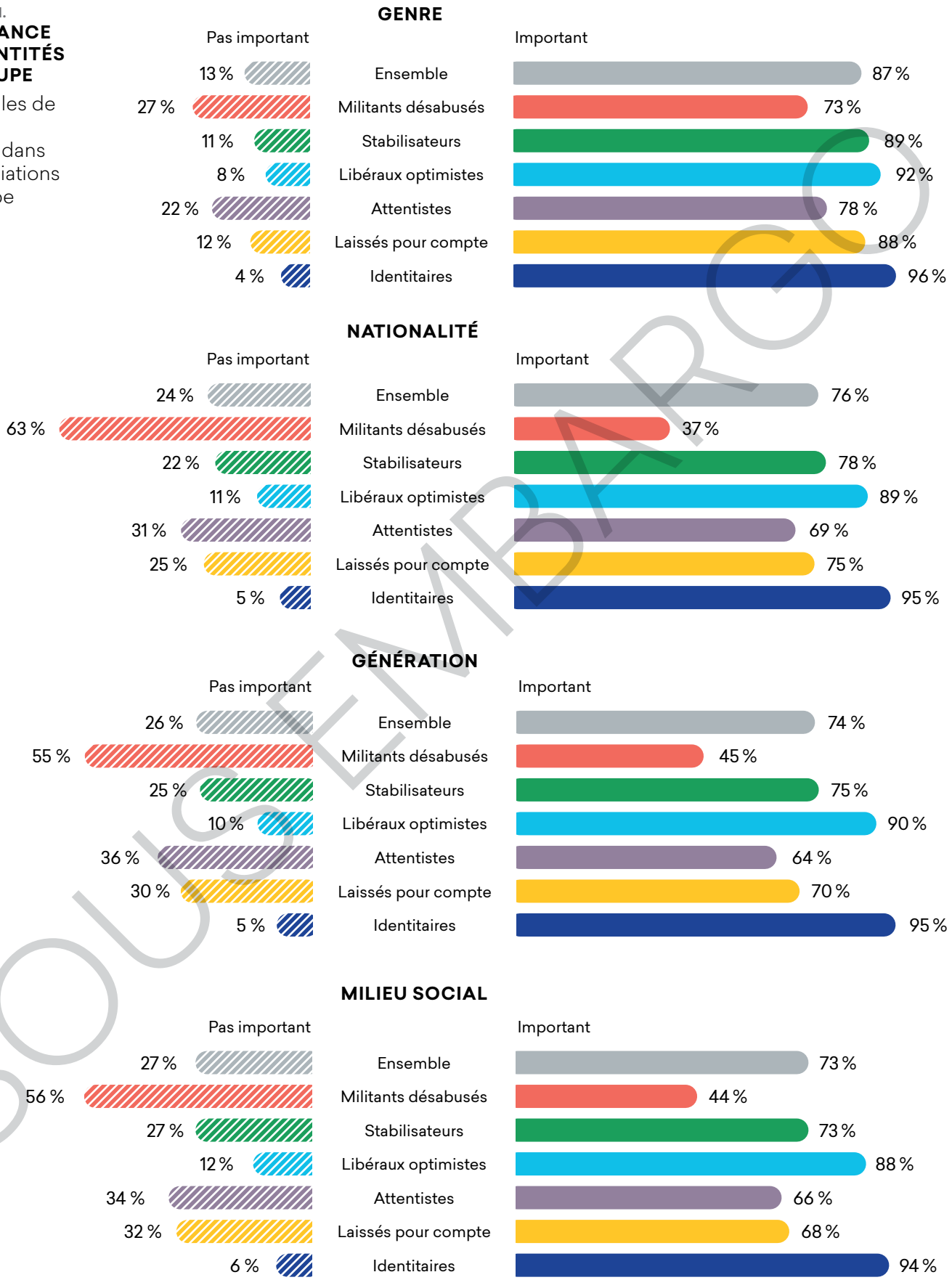
Un modèle similaire se dégage sur le sentiment de supériorité et le sentiment de victimisation. À nouveau, Identitaires et Libéraux optimistes se détachent des autres familles : l'une et l'autre ont tendance à considérer que les groupes auxquels ils appartiennent sont supérieurs aux autres et sont pris de haut par les autres. On pourrait voir là un paradoxe, mais ces deux composantes de l'identité sociale – victimisation et sentiment de supériorité – sont en réalité corrélées entre elles. Plus un individu se sent supérieur aux autres via ses groupes d'appartenance, plus il a tendance à penser que ces mêmes groupes sont l'objet d'un ressentiment venant des autres.

Parmi les appartenances de groupe qui influencent les opinions des Français, l'importance qu'ils accordent à leur nationalité est fortement corrélée à un soutien à l'autorité, à l'affirmation du « fait majoritaire » et à des politiques de fermeture. Nous aurons l'occasion d'y revenir dans le chapitre 9.

SOUS EMBARGO

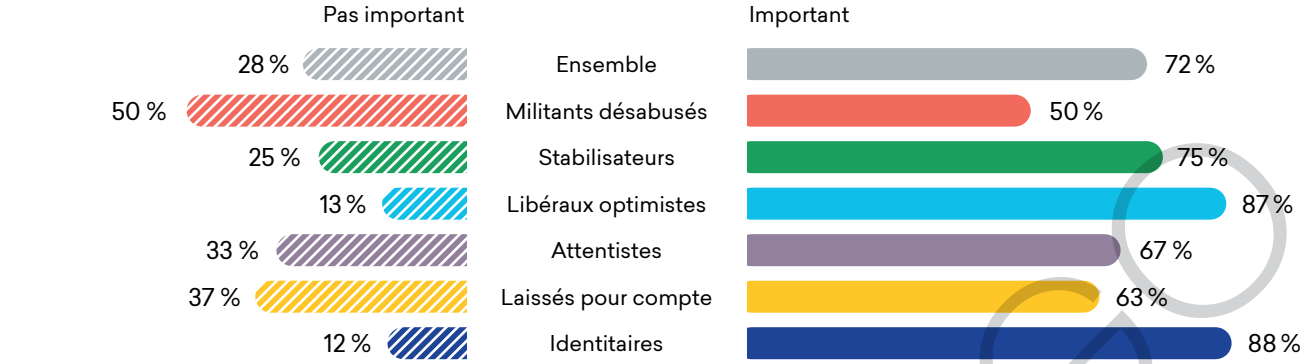
FIGURE 4.11.
IMPORTANCE DES IDENTITÉS DE GROUPE

Les familles de Français diffèrent dans leurs affiliations de groupe

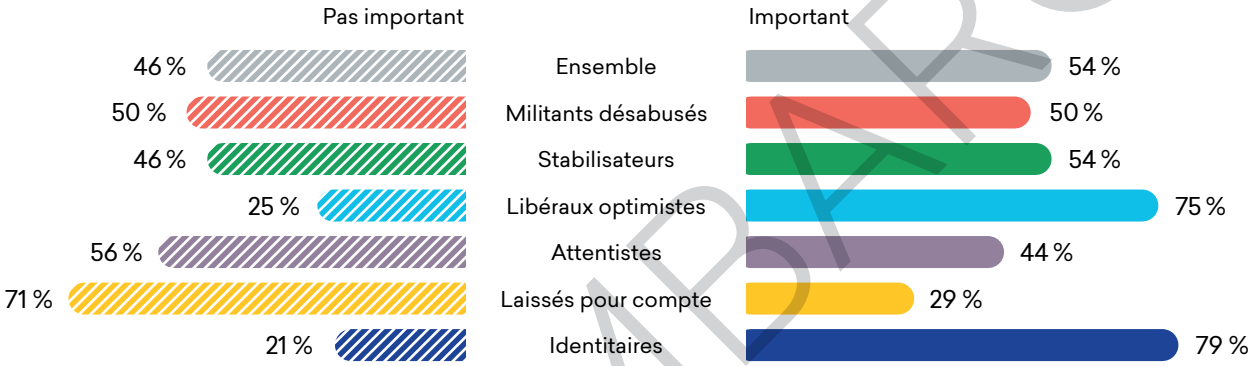


SOUS EMBARGO

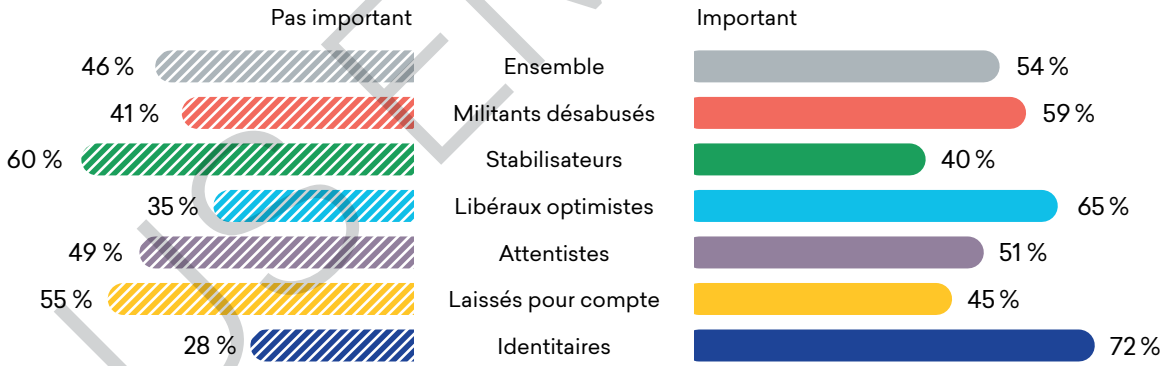
MÉTIER



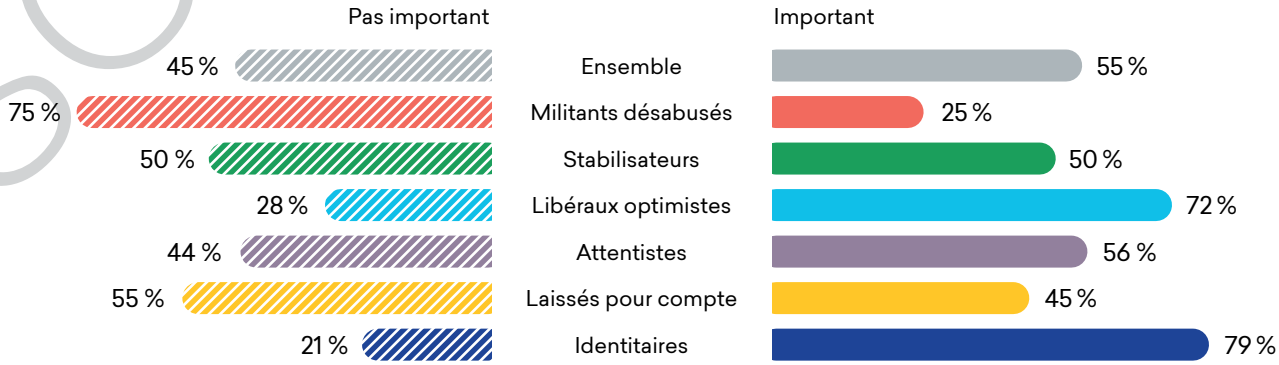
CONVICTIONS POLITIQUES



CONVICTIONS RELIGIEUSES

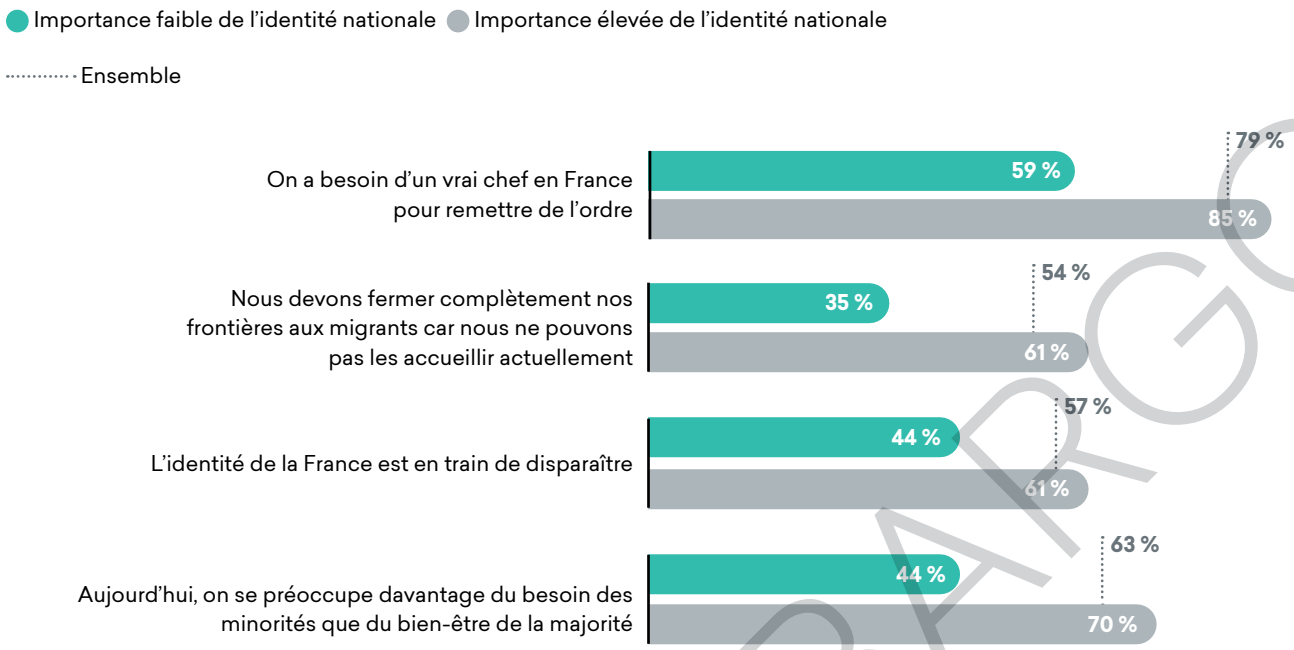


ORIENTATION SEXUELLE



SOUS EMBARGO

FIGURE 4.12. **IMPORTANCE DE L'IDENTITÉ NATIONALE ET OPINIONS**



Opinions croisées avec les réponses à la question suivante : Dans quelle mesure les éléments suivants sont-ils importants dans la façon dont vous définissez votre identité ? Votre nationalité
Source : Destin Commun (2019)

SOUS EMBARGO

Pour résumer :

- Ce chapitre examine **les dispositions psychologiques qui influencent nos visions du monde** en éclairant le rôle de l'identité et des convictions profondes dans ce qui nous unit et ce qui nous divise. C'est la première fois qu'elles sont testées à grande échelle en France.
- Nos attitudes sont influencées par des **convictions dont nous n'avons pas nécessairement conscience :** fondements moraux (tels que l'équité ou l'autorité, par exemple), autoritarisme, degré d'agentivité, affiliations de groupe, perception de la menace. Elles permettent d'expliquer pourquoi certains individus, présentant un profil social similaire, réagissent de façon différente à des situations et des enjeux identiques.
- Notre étude suggère que pour forger à nouveau du commun, il convient de tenir compte des convictions profondes de chaque famille de Français. Ne pas le faire, c'est renforcer la polarisation du débat public, où l'autre, parce qu'on ne comprend pas les convictions qui le gouvernent, devient un ennemi.

GUEST CE

5.
L'autre, ami ou ennemi ?
Je, nous et les autres

« Mais "étranger", ça veut dire quoi ? Pour certains, il n'y a pas de différences. Il y a les Français de souche et tous les autres. Moi je suis Française, j'ai des origines, on m'interroge tout le temps sur mes origines. »

— Une Attentiste

SOUS EMBARGO

Dans le rapport que les Français entretiennent avec les autres, un paradoxe émerge : 75 % disent qu'on n'est jamais trop prudent quand on a affaire aux autres. Ils sont donc peu enclins à donner leur confiance. Mais seuls 17 % des Français déclarent que « c'est chacun pour soi » : 83 % considèrent qu'on doit se serrer les coudes et faire face aux problèmes ensemble. La question est de savoir qui ils considèrent faire partie de cet « ensemble » et avec qui ils pensent partager un Destin Commun. Dans ce chapitre, nous explorerons le rapport que chaque groupe entretient avec les autres. Se sentent-ils inclus ou exclus ? En confiance ou reconnus ? Et comment perçoivent-ils d'autres groupes ?

Moi et les autres : confiance et reconnaissance

La confiance et la reconnaissance sont deux dimensions essentielles de notre rapport aux autres. Dans un contexte où la menace perçue est élevée, la question de savoir si on se fie ou si l'on peut se fier aux autres est déterminante : puis-je compter sur eux ? Inversement, la reconnaissance que l'on estime recevoir des autres est un moteur de la relation à l'autre : est-ce que je compte pour eux ?

Confiance : l'échappée des Libéraux optimistes

En France, le niveau de confiance envers autrui est notoirement bas : 75 % pensent qu'on n'est jamais trop prudent quand on a affaire aux autres. Ce chiffre est connu : il est constant ou presque depuis 1981[22]. C'est parmi les Identitaires et les Laissés pour compte que la méfiance est la plus élevée. Ce sont aussi ceux qui se sentent le plus menacés. C'est donc ici un réflexe de protection qui se joue dans ces groupes. Dans un paysage où l'inquiétude est patente, les Libéraux optimistes se détachent. C'est sans doute dans leur individualisme et dans leur optimisme qu'il faut aller chercher la raison de leur confiance : parce qu'ils comptent d'abord sur eux-mêmes et parce qu'ils pensent que la France va dans la bonne direction, ils sont moins enclins à se méfier de leurs voisins.

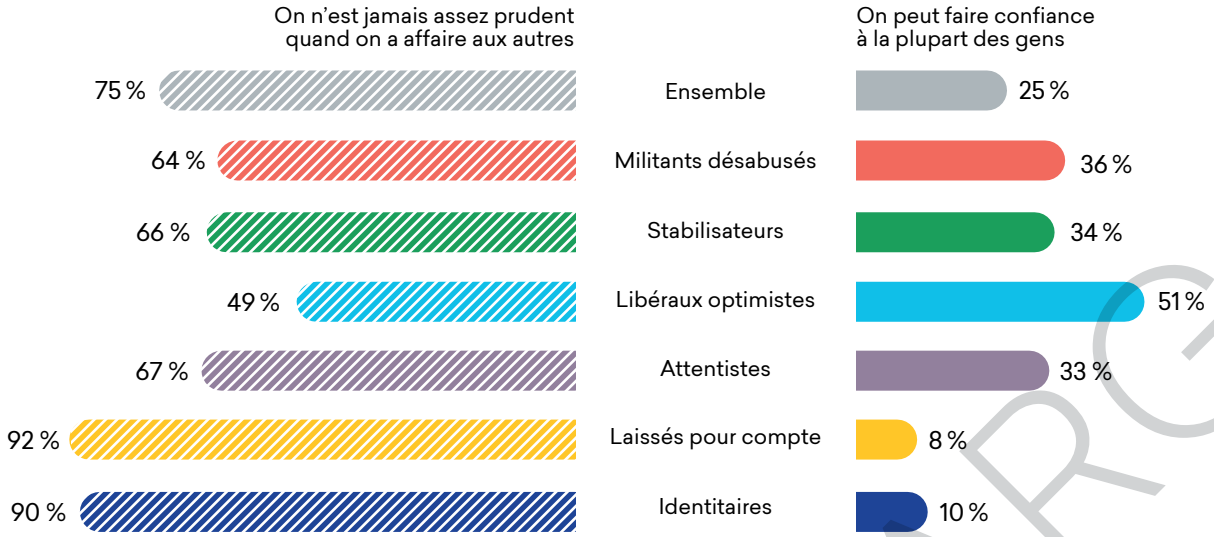
Militants désabusés et Laissés pour compte en déficit de reconnaissance

Le sentiment d'être respecté et reconnu par ses pairs n'est partagé que par la moitié des Français. L'autre moitié se sent davantage déconsidérée et méprisée. Cette impression a bien sûr à voir avec ce que l'on a : les Français les plus pauvres (gagnant moins de 1000€ par mois) sont ainsi 65 % à ne pas se sentir reconnus, tandis qu'à l'autre bout de l'échelle de revenus, ceux dont le foyer déclare 6000€ et plus de revenus mensuels sont 77 % à déclarer le contraire.
Notre approche laisse entendre cependant une autre histoire. À nouveau, les Libéraux optimistes se distinguent des autres groupes : huit sur dix se sentent estimés par les autres.

22. Pierre Bréchon (dir.), *La France des valeurs. Quarante ans d'évolutions*, Grenoble, PUG, 2019, p.63

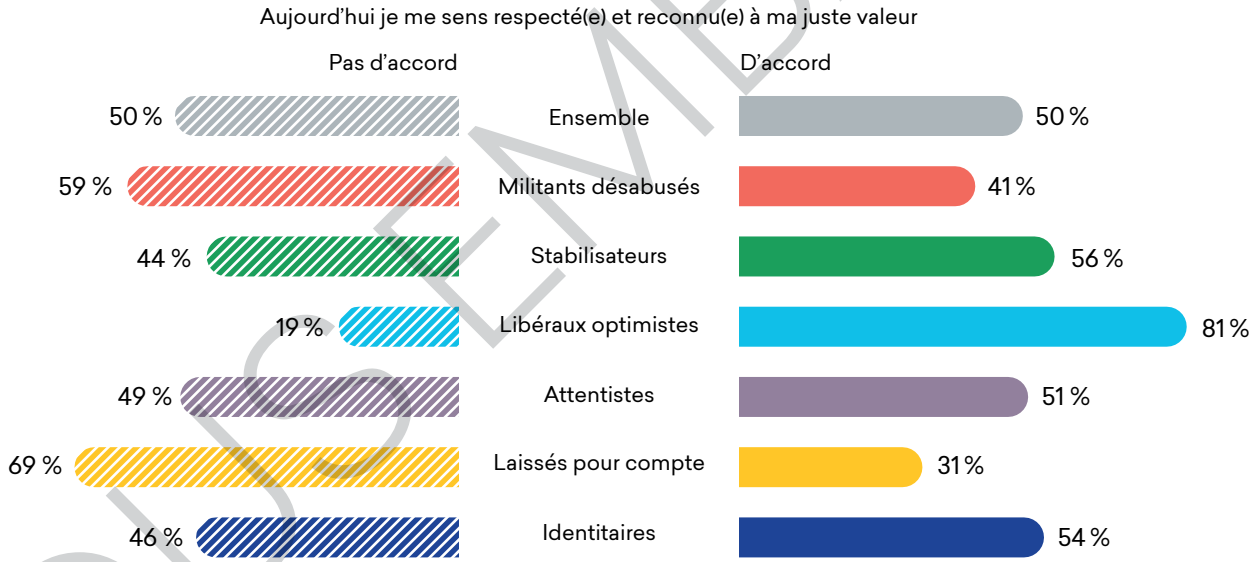
SOUS EMBARGO

FIGURE 5.1. **NIVEAU DE CONFIANCE ENVERS LES AUTRES**



Avec laquelle des affirmations suivantes êtes vous le plus d'accord ?
Source : Destin Commun (2019)

FIGURE 5.2. **RECONNAISSANCE**



Êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec l'affirmation suivante ? Aujourd'hui je me sens respecté(e) et reconnu(e) à ma juste valeur
Source : Destin Commun (2019)

À l'opposé se trouvent les Laissés pour compte (31 %) et les Militants désabusés (41 %). Ce sont également les deux groupes qui se disent les plus découragés et les plus déprimés. Ici aussi, notons que pour les Militants désabusés, il n'existe pas de lien avec le niveau de revenu, qui a, au contraire, légèrement tendance à être dans la fourchette haute. Le manque de reconnaissance qu'ils expriment est sans doute moins lié à leur situation économique, sociale ou professionnelle qu'à la vision du monde et qu'au combat qu'ils portent. L'enquête qualitative montre qu'ils ont le sentiment qu'elle est moins prescriptive qu'avant. Chez les Laissés pour compte, ce déficit de reconnaissance est en revanche davantage relié à des conditions matérielles : 47 % d'entre eux gagnent moins de 2000€ par mois. Mais elle est aussi liée, nous l'avons vu dans le chapitre consacré aux croyances fondamentales, à leur manque d'agentivité et à leur sentiment d'être abandonné par les autres – employeurs, institutions et État.

SOUS EMBARGO

Nous et eux : de qui je me sens proche, de qui je me sens éloigné ?

Faire société appelle confiance mutuelle et sentiment de reconnaissance, mais également acceptation mutuelle. Le fait que coexistent des individus avec leurs identités et leurs intérêts propres constitue un élément central d'une société démocratique. Mais pour qu'il y ait plus qu'une coexistence, il importe que nous soyons capables de nous sentir appartenir à une même communauté de destin avec d'autres, quels qu'ils soient. S'il existe au contraire une dévaluation forte d'autres groupes, les tensions se renforcent.

Or certains groupes sont régulièrement dévalorisés dans le débat public aujourd'hui, à la fois au plan social, au plan identitaire et au plan politique : migrants, musulmans, bénéficiaires des minima sociaux, groupes partisans… comment les familles de Français les perçoivent-ils ? Nous leur avons demandé quel degré de sympathie ils éprouvaient pour chacun, s'ils avaient le sentiment que ces groupes partageaient les mêmes valeurs qu'eux, et si ces groupes s'investissaient moins, autant, ou davantage dans la société française que les autres. Notre enquête montre que les familles de Français entretiennent des rapports à l'autre fondamentalement différents.

Français vs. Migrants ?

Depuis ce qu'il est convenu d'appeler « la crise des réfugiés », les migrants sont régulièrement au cœur du débat public, souvent confondus avec les Français issus de l'immigration, et opposés par l'extrême droite aux « Français de souche ». Comment ces débats affectent-ils la perception qu'ont les Français de ces trois groupes ? Qui ont-ils tendance à valoriser ou à dévaloriser ? Avec qui se sentent-ils le plus en communauté de valeurs ?

Dans leur ensemble, les Français éprouvent d'abord de la sympathie pour les personnes Françaises depuis plusieurs générations (73/100), devant les Français issus de l'immigration (54/100) et les migrants (41/100). Ils se disent donc davantage en empathie avec ceux dont ils se sentent le plus semblable. À première vue, une référence à la culture majoritaire semble s'imposer. Toutefois, ces sentiments se répartissent de façon différente selon les segments. Et toutes ne signifient pas un désir d'homogénéité culturelle.

Militants désabusés, Identitaires et Libéraux optimistes : trois modèles de rapport à l'autre.

Les Identitaires appliquent bien le principe du « nous » contre « eux » : ils réservent leur sympathie aux personnes Françaises depuis plusieurs générations et mettent nettement les autres à distance. Entre les sentiments qu'ils éprouvent pour les Français depuis plusieurs générations et les Français issus de l'immigration, l'écart est de 37 degrés. Avec les migrants, il est de 56 degrés. Parmi les Identitaires, la conviction de n'avoir rien en commun avec ces deux groupes est très largement majoritaire : ils sont 68 % à ne pas se sentir en communion de valeurs avec les Français issus de l'immigration et 89 % avec les migrants.

SOUS EMBARGO

À l'opposé, les Militants désabusés défendent une position universaliste : les sentiments qu'ils déclarent éprouver envers les Français depuis plusieurs générations, les Français issus de l'immigration et les migrants sont sensiblement les mêmes. En revanche, éprouver un même degré de sympathie ne signifie pas se sentir en communion de valeurs : seuls 45 % des Militants désabusés pensent que les migrants partagent les mêmes valeurs qu'eux, contre 73 % pour les Français depuis plusieurs générations et 65 % pour les Français issus de l'immigration.

Les Libéraux optimistes adoptent, en revanche, un troisième positionnement : s'il existe un léger écart dans le degré de sympathie qu'ils éprouvent à l'égard des Français issus de l'immigration et des migrants par rapport aux Français depuis plusieurs générations, ils sont 70 % à se sentir en communion de valeurs avec les Français issus de l'immigration et 64 % avec les migrants. Ils sont aussi un peu plus nombreux que la moyenne à considérer que les Français issus de l'immigration s'investissent davantage ou autant dans la société française que les autres (85 % contre une moyenne de 78 %).

Les Libéraux optimistes regardent donc les autres, quels qu'ils soient, comme des individus responsables de leurs actes et de leur destin. Ceux qui s'en donnent les moyens s'en sortent. Il ne s'agit donc pas d'un universalisme ou d'un multiculturalisme, mais bien plutôt d'un individualisme partagé.

Les musulmans

À intervalles réguliers, les musulmans font l'objet de deux discours parallèles dans l'espace public. D'une part, certains s'inquiètent de la montée de « l'islamophobie » en France et d'un rejet grandissant qui s'exerce à l'égard des musulmans. D'autre part, d'autres pointent un risque de « communautarisme » et de retrait de la société d'une partie des musulmans. Or dans la perception qu'en ont les Français, un modèle voisin à celui des migrants et des Français issus de l'immigration s'observe, ce qui tend à montrer que la dévalorisation de ces groupes repose sur les mêmes processus.

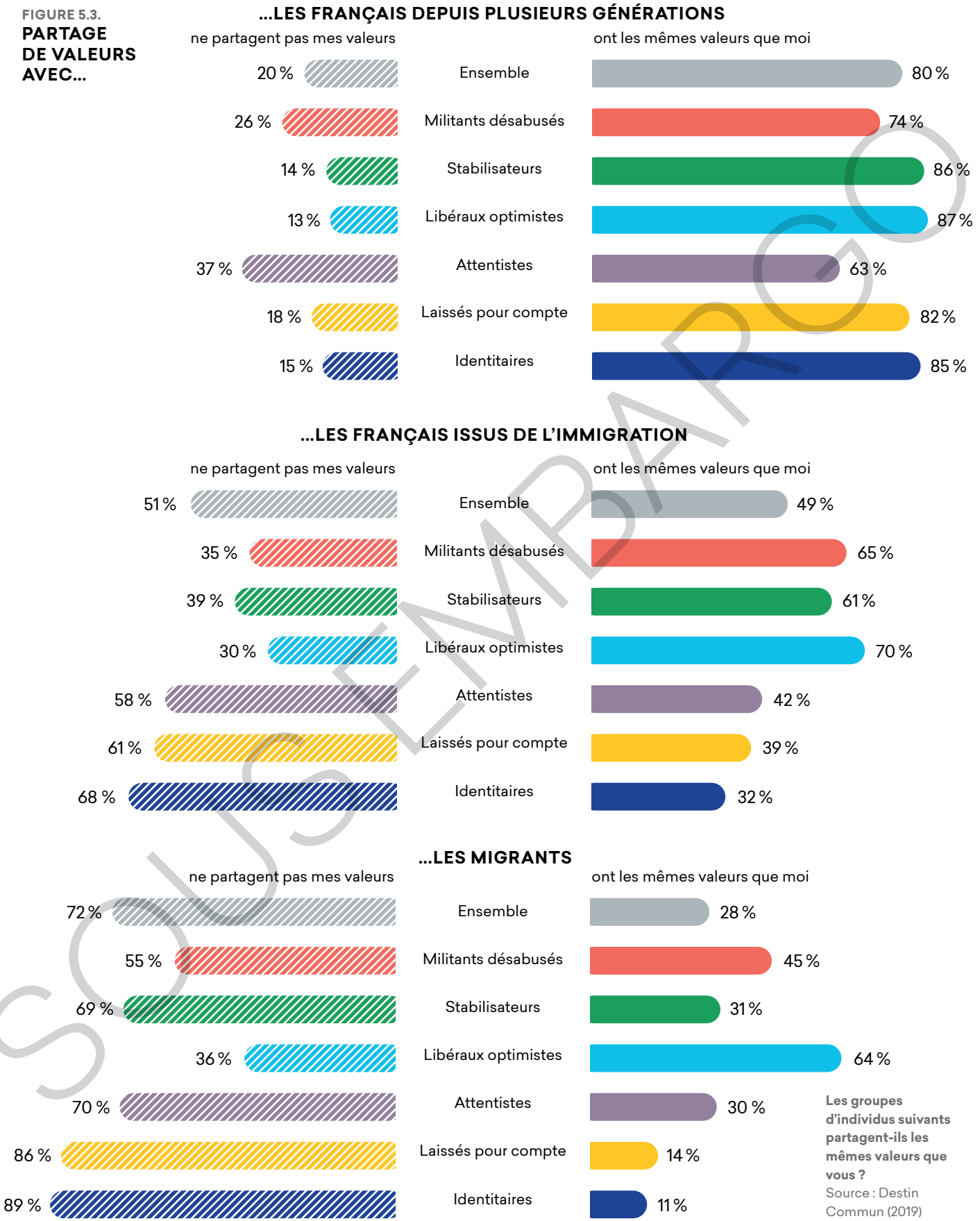
Les Identitaires sont la famille qui éprouve les sentiments les plus hostiles vis-à-vis des musulmans, avec lesquels ils ne se sentent rien, ou presque, en commun, puisque 86 % d'entre eux considèrent qu'ils ne partagent pas les mêmes valeurs. Leur jugement sur la contribution des musulmans à la société française est également sans appel : 79 % jugent qu'ils s'investissent moins que les autres Français.

À l'inverse, les Militants désabusés tiennent à souligner très majoritairement une égale contribution des musulmans à la société française. Ce qui ne signifie pas qu'ils se sentent en communion de valeurs avec eux. Notons que leur part de personnes qui ne se disent d'aucune religion est la plus élevée de tous les segments (74 % contre 43 % en moyenne). On peut faire l'hypothèse que leur sympathie à l'égard des musulmans entre en conflit de valeurs avec le regard qu'ils portent, plus globalement, sur la foi et le fait religieux, qu'ils opposent à l'émancipation individuelle et collective. Stabilisateurs et Attentistes suivent une attitude similaire, quoi que leurs sentiments soient de moindre intensité et qu'ils soient plus partagés.

Les Libéraux optimistes se distinguent de la même façon que précédemment : ce sont les seuls à mettre au même niveau sentiment de sympathie, partage de valeurs et degré d'investissement. Leur regard est donc plutôt empathique et indistinct : ils perçoivent les musulmans, en France, comme des individus comme les autres.

SOUS EMBARGO

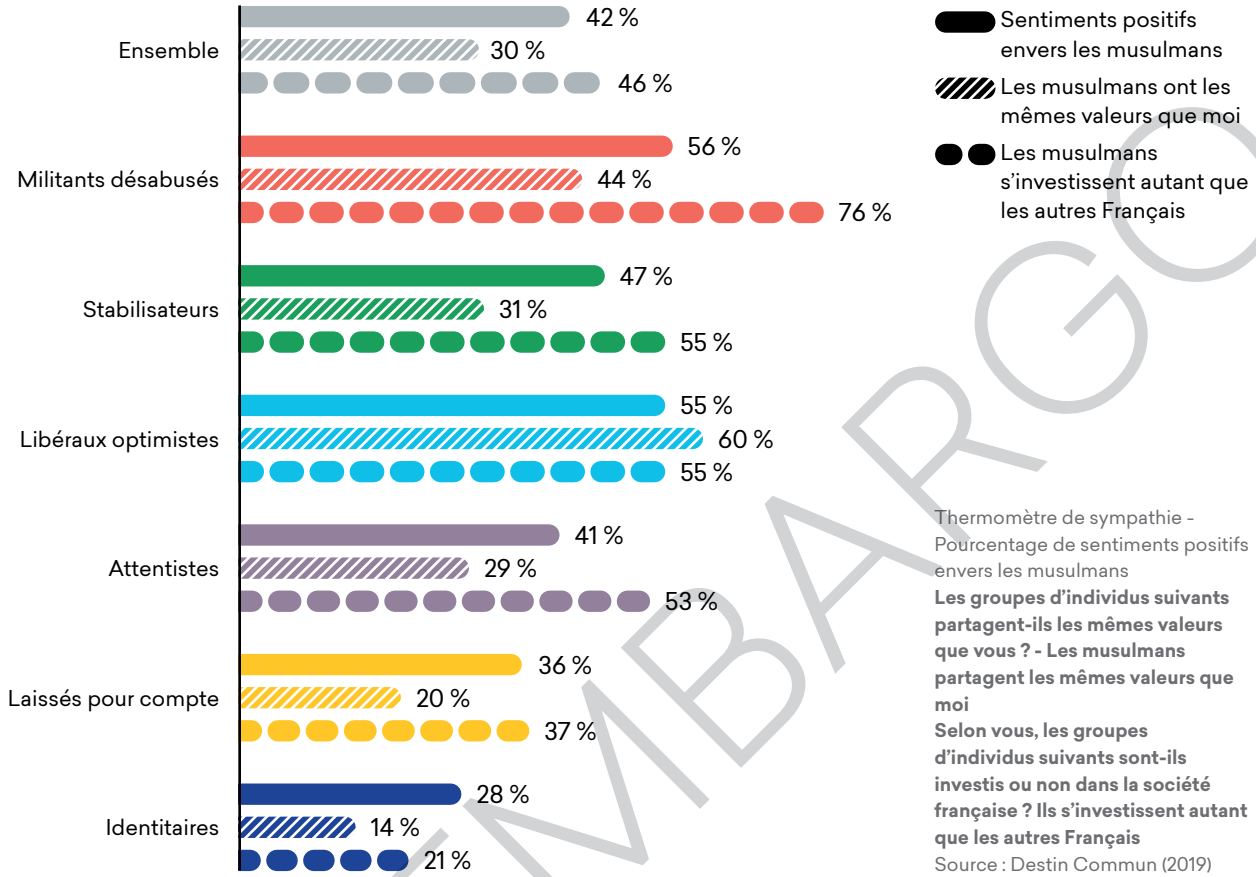
FIGURE 5.3.
PARTAGE DE VALEURS AVEC...



Les groupes d'individus suivants partagent-ils les mêmes valeurs que vous ?
Source : Destin Commun (2019)

SOUS EMBARGO

FIGURE 5.4. **PERCEPTIONS DE LA POPULATION MUSULMANE EN FRANCE**



Thermomètre de sympathie - Pourcentage de sentiments positifs envers les musulmans
Les groupes d'individus suivants partagent-ils les mêmes valeurs que vous ? - Les musulmans partagent les mêmes valeurs que moi
Selon vous, les groupes d'individus suivants sont-ils investis ou non dans la société française ? Ils s'investissent autant que les autres Français
Source : Destin Commun (2019)

« France d'en haut » vs. « France d'en bas »

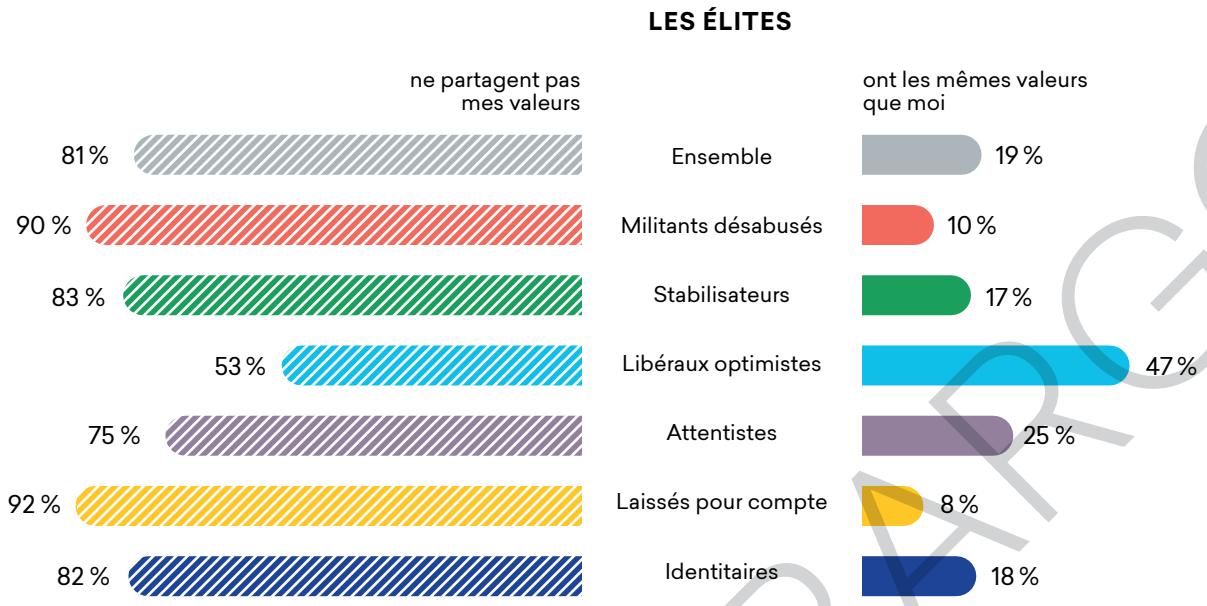
Depuis quelques années, deux discours se sont parallèlement installés dans l'espace public. D'un côté, les personnes bénéficiaires des minimas sociaux ont été caractérisées comme des « assistés », des « cassos » et les tentatives politiques ont été nombreuses de conditionner le versement des aides dont ils bénéficient à des travaux d'intérêt général. De l'autre, les « élites » ont été désignées comme le principal problème du pays : arrogantes et déconnectées, elles n'en comprendraient pas les besoins et les attentes du peuple et poursuivraient leur intérêt personnel, en imposant des mesures qui leur sont favorables, au détriment des plus fragiles. La guerre est donc déclarée à la fois contre la « France d'en haut » et « la France d'en bas ». Mais ces deux guerres ne sont pas fournies en soldats de manière égale. L'une d'entre elles est nettement plus collective : une grande majorité des Français (85 %) ne se sent pas écoutée ni prise en compte par la sphère publique, dont les élites. Ce ras-le-bol et cette distance vécue ont été parmi les causes, si ce ne sont les causes principales, de la naissance du mouvement des Gilets jaunes. La diversité sociodémographique initiale du soutien au mouvement a d'ailleurs montré combien l'hostilité envers les élites était fédératrice.

Les élites sont le groupe pour lequel les Français éprouvent les sentiments les plus négatifs : la moyenne de leur sympathie s'élève à 35/100, et ils ne sont que 19 % à penser que les élites partagent les mêmes valeurs qu'eux. Ce degré d'hostilité largement partagé est aussi à relier avec la conviction que partagent 73 % des Français que le système est d'abord au service des plus riches et des puissants[23]. Entre les élites et les Français, il y a un monde.

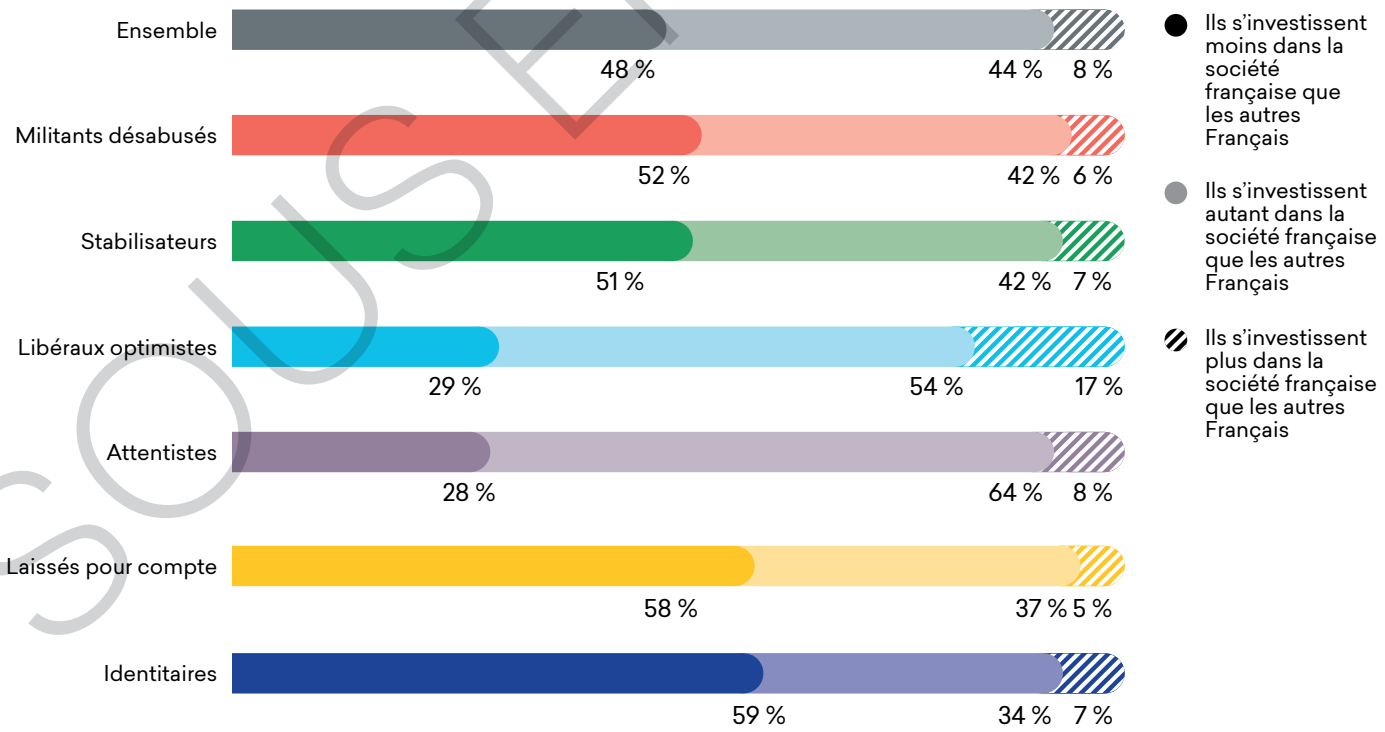
23. Enquête Ipsos Global Advisor, conduite du 22 mars au 5 avril 2019 dans 27 pays, 18 528 personnes interrogées.

SOUS EMBARGO

FIGURE 5.5. **LES FRANÇAIS ET LES ÉLITES : PARTAGE DE VALEURS ET DEGRÉ D'INVESTISSEMENT RECONNU DANS LA SOCIÉTÉ**



Les groupes d'individus suivants partagent-ils les mêmes valeurs que vous ?
Source : Destin Commun (2019)



Selon vous, les groupes d'individus suivants sont-ils investis ou non dans la société française ? Les bénéficiaires du RSA
Source : Destin Commun (2019)

SOUS EMBARGO

Les bénéficiaires du RSA sont légèrement mieux considérés par les répondants : le thermomètre de sympathie indique une moyenne de 46/100. Les Français sont un peu plus nombreux à penser qu'ils ont des valeurs en commun avec les plus vulnérables (32 %).

Néanmoins, élites et bénéficiaires du RSA souffrent de la même réputation douteuse quant à leur contribution à la société : dans les deux cas, un répondant sur deux trouve qu'ils s'investissent moins que les autres.

Dans le rapport aux élites, trois ensembles se forment. Les Libéraux optimistes sont à nouveau les seuls à penser majoritairement qu'ils partagent les mêmes valeurs que les élites et à être moins négatifs vis-à-vis de leur investissement dans la société. Ils sont suivis des Attentistes, dans une moindre mesure. À l'inverse, Militants désabusés et Laissés pour compte sont les plus hostiles. 90 % et 92 % considèrent, respectivement qu'ils ne partagent aucune valeur avec « ceux d'en haut ». Les Identitaires et les Stabilisateurs se situent entre les deux.

Dans le rapport aux bénéficiaires du RSA, un modèle différent émerge. Les Militants désabusés et les Libéraux optimistes se retrouvent sur une communion de valeurs plus marquée avec les bénéficiaires du RSA, mais le jugement que les Militants désabusés portent sur leur contribution à la société est plus positif : 65 % considèrent qu'ils s'investissent autant sinon plus que les autres Français, soit 15 points de plus que les Libéraux optimistes. À l'opposé, Stabilisateurs, Laissés pour compte et Identitaires partagent un regard fortement négatif.

Les groupes partisans : entre ancien monde et nouveau monde

Nous avons vu précédemment qu'à part les Libéraux optimistes et les Identitaires, la majorité des segments n'attribue pas une importance forte à leurs convictions politiques. Comment perçoivent-ils, a contrario, ceux qui revendiquent une affiliation et une couleur politique ? Nous les avons interrogés sur le regard qu'ils portaient sur les personnes de gauche et les personnes de droite, et sur les partisans de La République en Marche, de La France Insoumise et du Rassemblement National.

Dans leur ensemble, les répondants reconnaissent que les groupes partisans s'investissent plus que la moyenne, mais n'éprouvent pas de sympathie particulière pour eux et ont encore moins le sentiment d'avoir des valeurs communes avec eux. Ce constat est à mettre en perspective avec la faible confiance que les Français éprouvent envers les appareils politiques et leurs dirigeants.

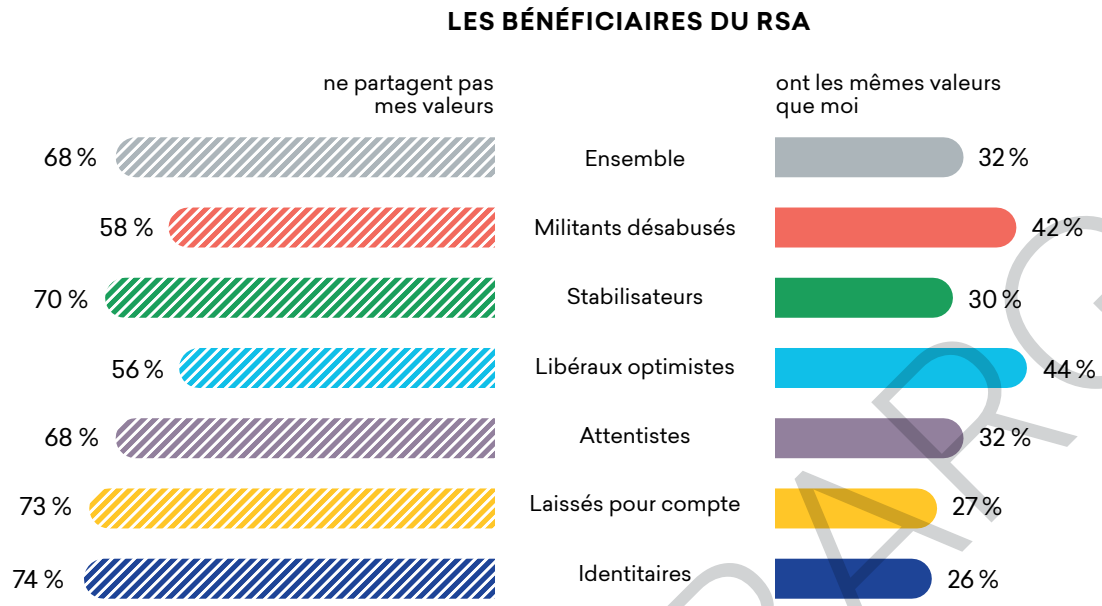
Militants désabusés et Identitaires polarisent

Les Militants désabusés se sentent presque exclusivement en communion de valeurs avec les personnes de gauche et 30 % jugent même qu'elles s'investissent davantage que les autres Français. Ils portent également un regard plus positif que la moyenne sur les partisans de La France Insoumise (LFI). À l'opposé, seule une minorité estime qu'elle a quelque chose en commun avec les partisans de La République en Marche (LREM), les personnes de droite et les partisans du Rassemblement National.

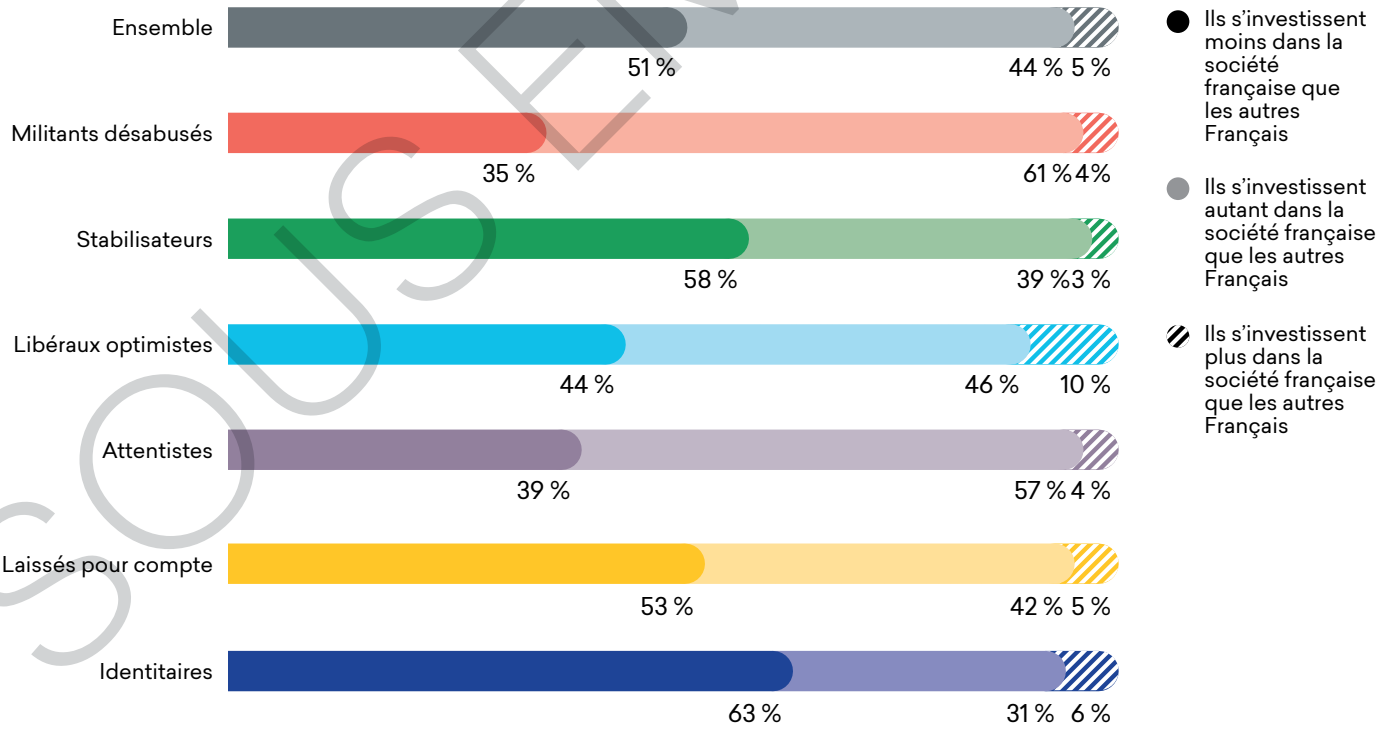
Les Identitaires ont une attitude similaire, mais elle est moins marquée : ils se sentent davantage en communion de valeurs avec les personnes de droite et les partisans du Rassemblement National. À leurs yeux, ces deux groupes s'investissent davantage que les autres (25 % pour les partisans du RN, 14 % pour les personnes de droite). À l'inverse, ils se sentent nettement éloignés des partisans de LREM, de LFI et des personnes de gauche, dont ils pointent le moindre investissement.
En d'autres termes, dans ces deux groupes, la dimension partisane occupe une place importante dans leur rapport à l'altérité, d'un point de vue social comme d'un point de vue culturel.

SOUS EMBARGO

FIGURE 5.6. **LES FRANÇAIS ET LES BÉNÉFICIAIRES DU RSA : PARTAGE DE VALEURS ET DEGRÉ D'INVESTISSEMENT RECONNU DANS LA SOCIÉTÉ**



Les groupes d'individus suivants partagent-ils les mêmes valeurs que vous ?
Source : Destin Commun (2019)



Selon vous, les groupes d'individus suivants sont-ils investis ou non dans la société française ? Les bénéficiaires du RSA
Source : Destin Commun (2019)

SOUS EMBARGO

Une majorité prend ses distances

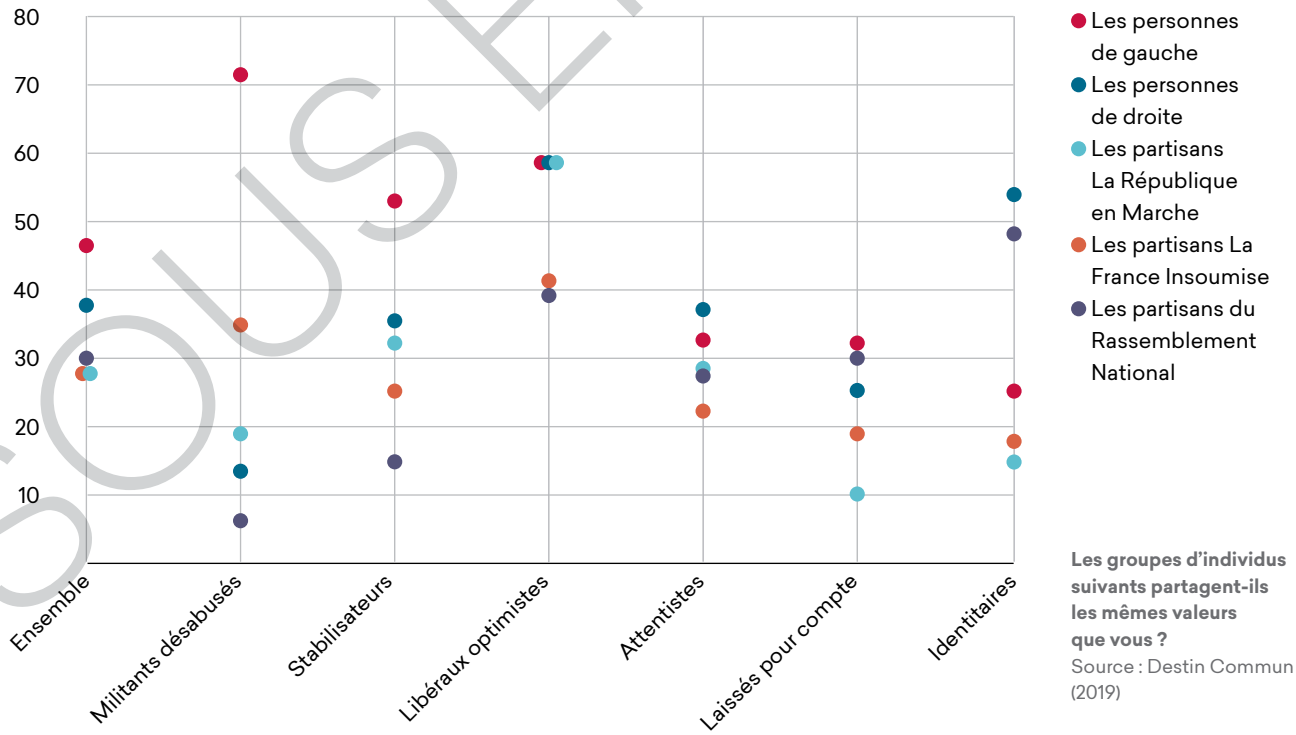
Comme ils refusent de polariser leurs rapports aux autres, les Libéraux optimistes refusent la polarisation politique : ils sont une majorité à penser que les personnes de gauche et de droite ont les mêmes valeurs qu'eux. Ils prennent cependant davantage leur distance avec les extrêmes, avec lesquels ils se sentent nettement moins en communion de valeurs. Leur rapport aux partisans du RN est à l'avenant : ils sont 42 % à penser que ces derniers s'investissent moins, soit autant que les Militants désabusés et les Stabilisateurs.

La France des Oubliés forme un autre ensemble : leur sentiment de partager des valeurs avec les groupes partisans, quels qu'ils soient, est nettement plus faible que pour nos autres segments. Cette prise de distance avec les identités partisanes trouve un écho dans leur désengagement de la vie publique. Ce qui les distingue l'un de l'autre est l'hostilité vis-à-vis des partisans de LREM. Elle est très élevée chez les Laissés pour compte qui ont le sentiment le plus négatif de tous les groupes à l'encontre des partisans du parti majoritaire.

Quant aux Stabilisateurs, c'est leur modération qui les distingue. Certes, ils se sentent davantage en proximité de valeur avec les personnes de gauche qu'avec les personnes de droite ou les partisans de LREM. Mais ce groupe n'exprime pas d'hostilité forte vis-à-vis de ces partisans. Elle n'est remarquable qu'envers les partisans du Rassemblement National avec lesquels seuls 14 % se sentent en communion de valeurs.

D'une façon générale, les Français ne sont donc pas pris dans une polarisation affective partisane, comme on a pu le constater par ailleurs dans d'autres pays, en particulier aux États-Unis. Ce constat va de pair avec le fait que les convictions politiques n'occupent, pour la plupart des groupes, qu'une place secondaire dans leur identité personnelle.

FIGURE 5.7. **LES FRANÇAIS ET LES GROUPES PARTISANS : PARTAGE DE VALEURS**

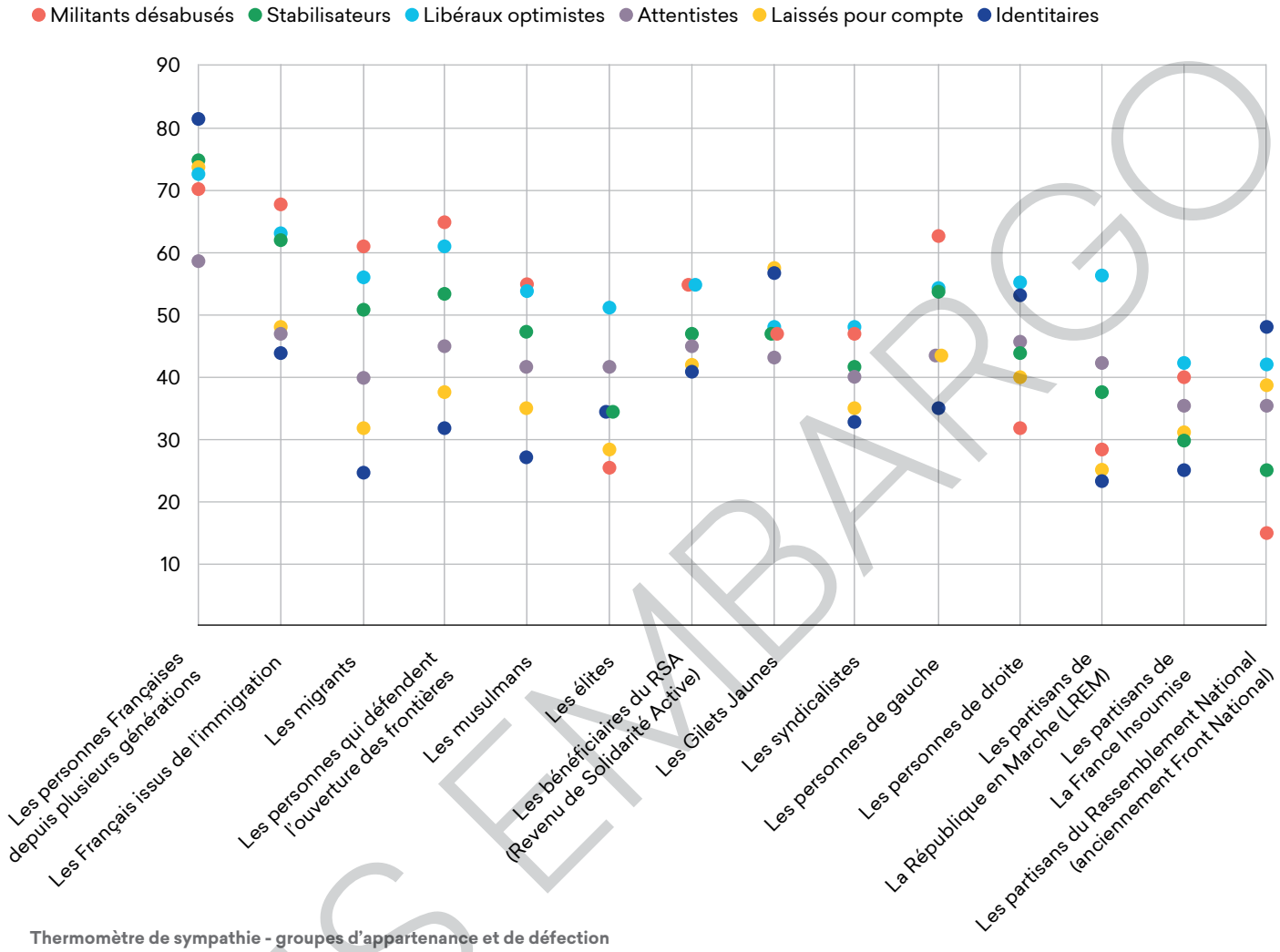


Les groupes d'individus suivants partagent-ils les mêmes valeurs que vous ?
Source : Destin Commun (2019)

SOUS EMBARGO

FIGURE 5.8. **THERMOMÈTRE DE SYMPATHIE SUR L'ENSEMBLE DES GROUPES**

Les deux pôles et leur niveau de sympathie vis-à-vis de différents groupes



Thermomètre de sympathie - groupes d'appartenance et de défection
Source : Destin Commun (2019)

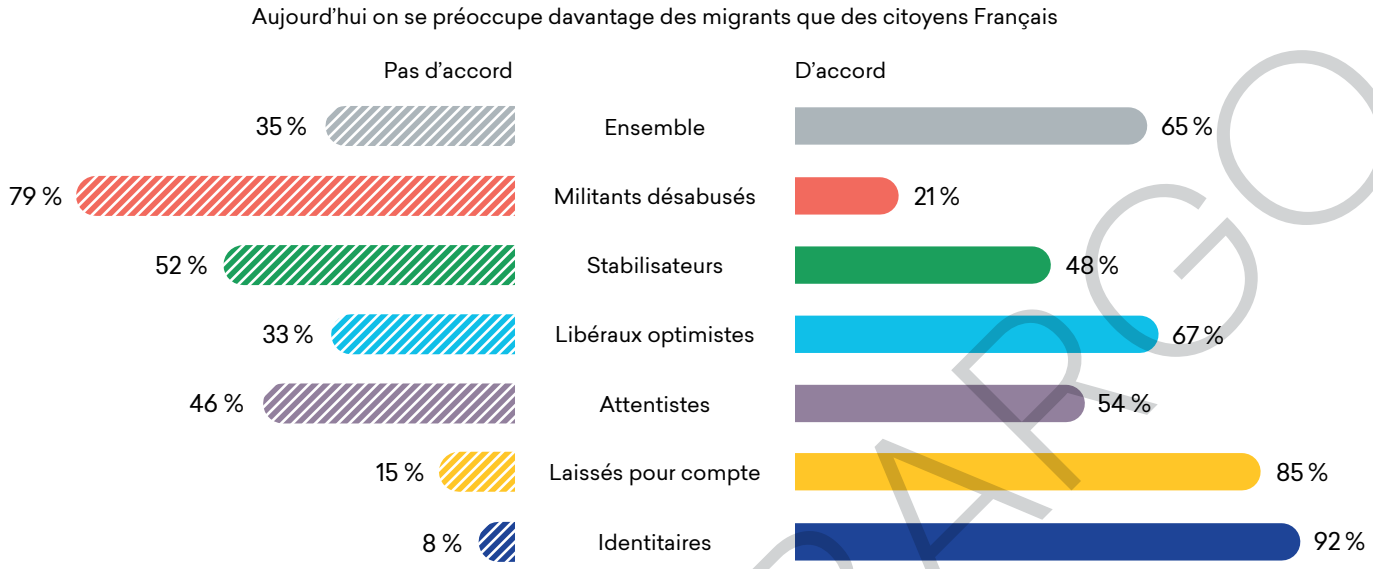
SOUS EMBARGO

Sentiment de victimisation

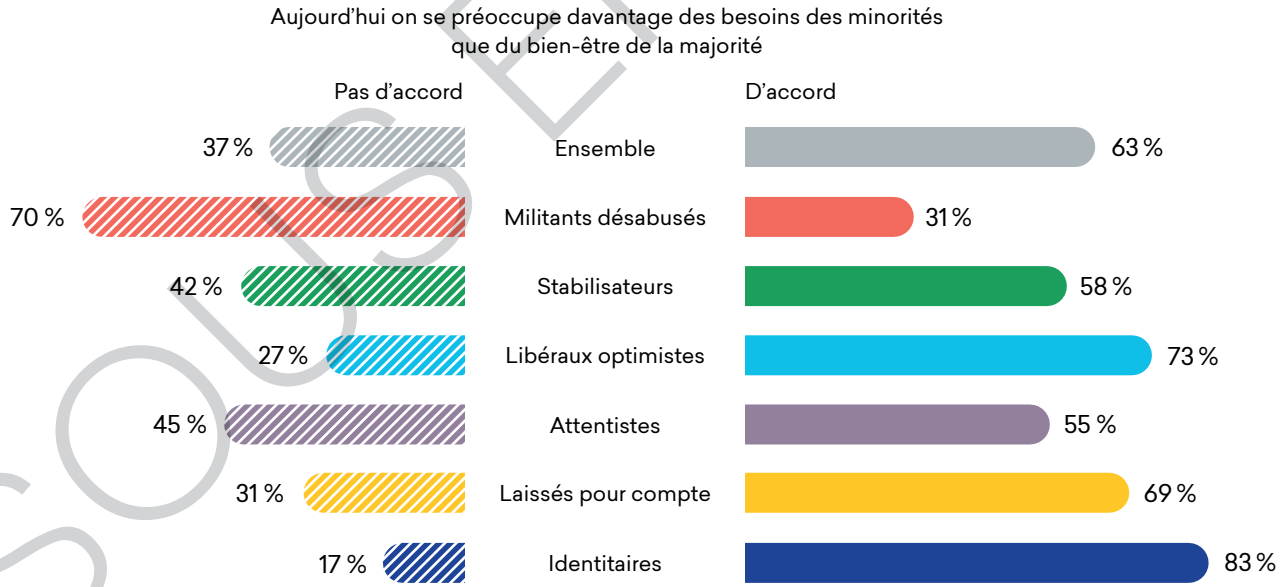
Nos perceptions des autres groupes sont en partie déterminées par une croyance : celle que les autres sont privilégiés par rapport au groupe auquel nous appartenons. Nous avons, par conséquent, tendance à les dévaloriser[24]. La façon dont les Français perçoivent les migrants, les Français issus de l'immigration et les musulmans est à remettre dans cette perspective.

24. Voir par exemple Serge Moscovici, *An essay on social representations and ethnic minorities*, Social science information, 50(3-4), 2011.

FIGURE 5.9. **VICTIMISATION ET PRIVILÈGES**



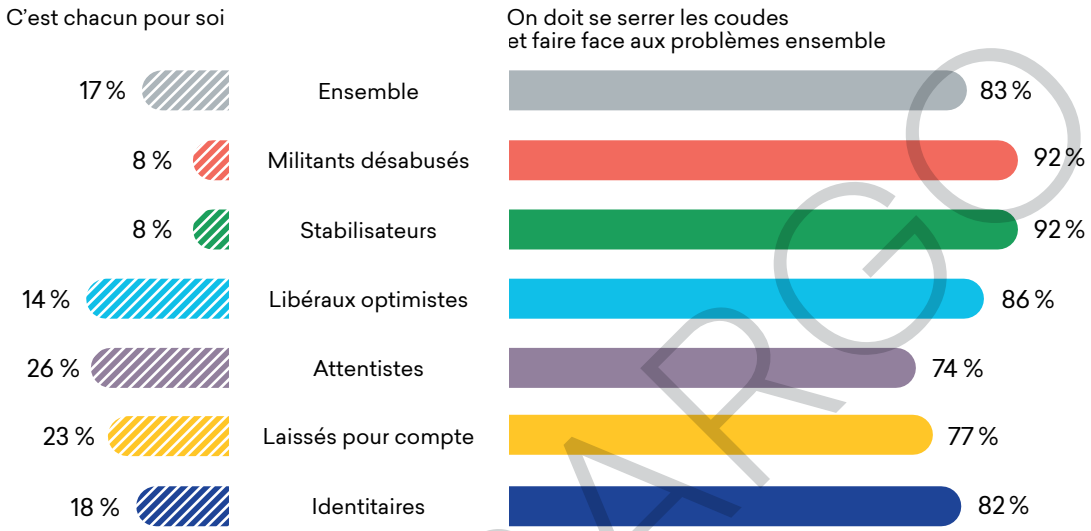
Êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec l'affirmation suivante ? Aujourd'hui on se préoccupe davantage des migrants que des citoyens Français
Source : Destin Commun (2019)



Êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec l'affirmation suivante ?
Source : Destin Commun (2019)

SOUS EMBARGO

FIGURE 5.10. **ASPIRATION À LA COHÉSION**



Avec laquelle des affirmations suivantes êtes-vous le plus d'accord ?
Source : Destin Commun (2019)

SOUS EMBARGO

Il faut noter en premier lieu que le sentiment qu'on se préoccupe davantage des migrants que des citoyens Français est très majoritairement partagé par les répondants : 65 % se disent d'accord avec cette proposition. Il en va de même sur l'attention accordée aux besoins des minorités plutôt qu'au bien-être de la majorité : 63 % partagent ce sentiment. Un même modèle émerge : il oppose radicalement les deux familles de la France polémique.

Deux points méritent également d'être soulignés : sur ces questions de victimisation, **les Militants désabusés sont nettement isolés des autres groupes.** Avec les Stabilisateurs, qui leur sont le plus proches, l'écart est de 27 points. Plus spécifiquement, les Libéraux optimistes présentent un niveau de victimisation élevée, alors même qu'ils éprouvent des sentiments majoritairement positifs à l'égard des migrants, des Français issus de l'immigration ou des musulmans. Ceci explique en partie leur flexibilité sur les questions d'identité et leur soutien, plutôt majoritaire, à des politiques de fermeture et de fermeté à l'égard des migrants.

Par-delà les perceptions : aspirations à la cohésion et degré de contact élevé

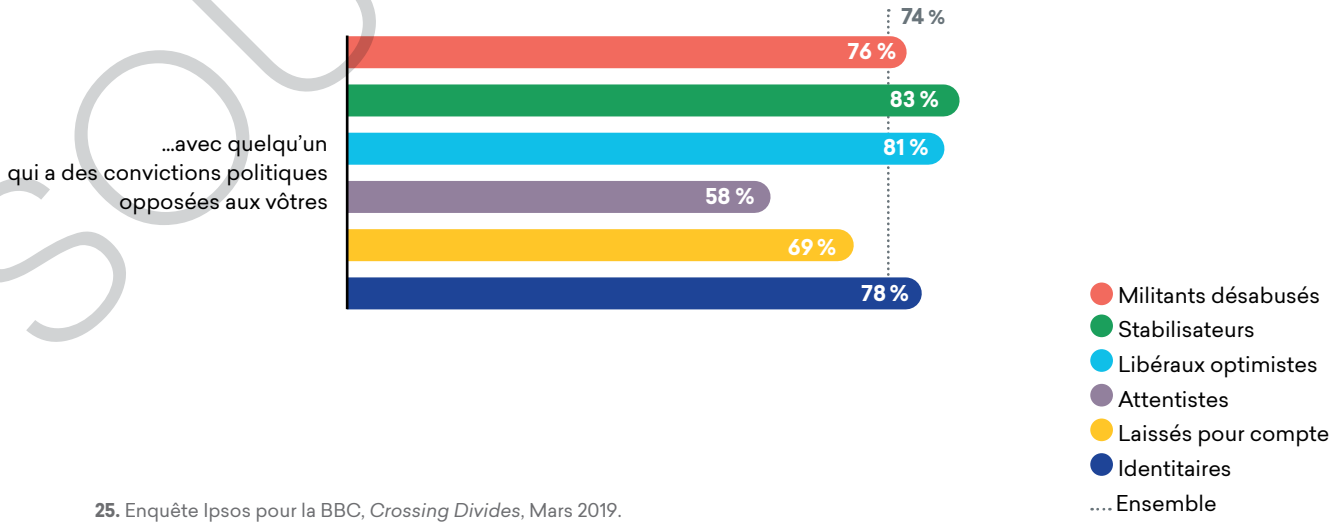
Si les Français n'accordent leur confiance qu'avec parcimonie au-delà de leur cercle de proches, s'ils sont tentés de définir un « nous » en désignant un « eux », leurs aspirations racontent cependant une autre histoire : dans leur écrasante majorité, et dans toutes les familles de Français, les répondants indiquent leur désir de cohésion plutôt que de repli sur soi. La recherche de l'uniformité divise nettement les groupes, mais la recherche de l'unité les rassemble. Il y a donc une dissonance entre les attitudes et les aspirations des Français.

S'il y a une dissonance entre attitudes et aspirations, il y a également une dissonance entre représentations et relations : dans tous les groupes, une majorité déclare fréquenter régulièrement des personnes dont les identités diffèrent des leurs. Une enquête internationale récente[25] montrait que si les Français étaient parmi les plus nombreux à penser que l'impact de l'immigration sur leur pays avait été négatif, ils étaient aussi parmi les plus nombreux à avoir, dans leur entourage, des amis différents d'eux – différents selon leur origine, leur niveau de revenu, leur niveau de diplôme ou leurs convictions politiques. Notre enquête confirme cette tendance : les familles de Français ne vivent pas dans des environnements homogènes, où les contacts avec l'autre sont rares. Au pays des mariages mixtes – la France est l'un des pays d'Europe où le brassage est le plus élevé – on fréquente des femmes et des hommes qui ne nous ressemblent pas. Plus encore, ce n'est pas parce qu'on fréquente des gens qui sont différents de soi qu'on en a une perception négative – et ce n'est pas non plus parce qu'on éprouve peu d'empathie avec des groupes que l'on considère comme différents de soi ou privilégiés qu'on ne les fréquente pas : il n'y a aucune corrélation entre l'indice de contact et l'indice de victimisation. Il existe donc bien une aspiration à l'unité qui ne se réduit pas à l'uniformité.

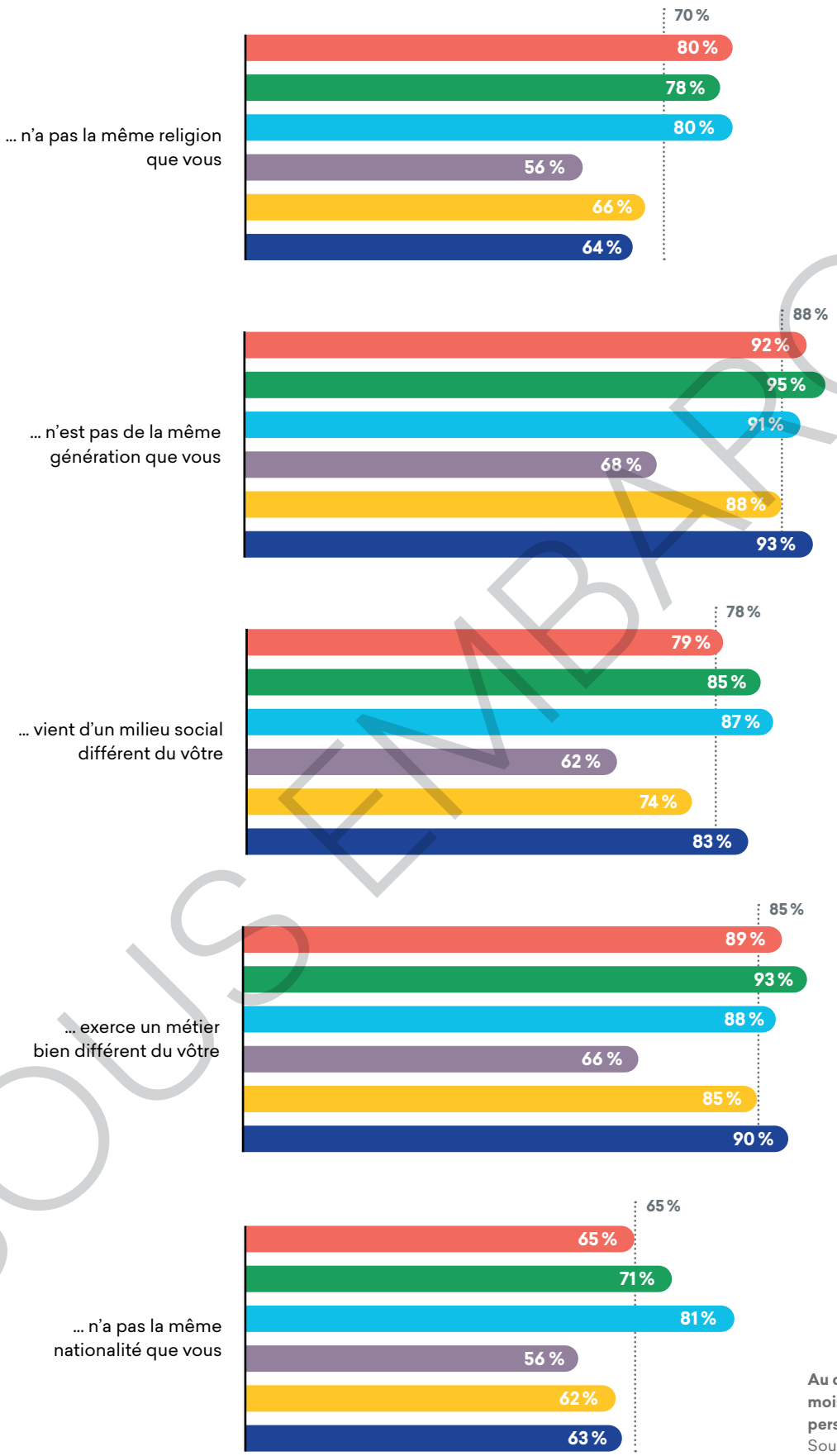
SOUS EMBARGO

FIGURE 5.11. CONTACT RÉGULIER AVEC DES PERSONNES APPARTENANT À D'AUTRES GROUPES

Au cours des deux derniers mois, avez-vous eu un échange personnel



25. Enquête Ipsos pour la BBC, *Crossing Divides*, Mars 2019.



Au cours des deux derniers mois, avez-vous eu un échage personnel avec quelqu'un qui...
Source : Destin Commun (2019)

SOUS EMBARGO

Pour résumer :

- **Dans le rapport que les Français entretiennent avec les autres, un paradoxe émerge :** 75% disent qu'on n'est jamais trop prudent quand on a affaire aux autres alors que seuls 17% déclarent que « c'est chacun pour soi ». Au total, 83% considèrent qu'on « doit se serrer les coudes et faire face aux problèmes ensemble ». La question est de savoir qui ils considèrent faire partie de cet « ensemble » et avec qui ils pensent partager un destin commun. Ce chapitre explore le rapport que chaque groupe entretient avec les autres.

- Au sein de la **France Polémique**, on retrouve une opposition entre deux récits : les Identitaires savent qui ils sont, et se sentent surtout en communion de valeurs avec ceux dont ils pensent partager la culture. Ils s'opposent aux autres groupes à la fois sur le terrain identitaire et politique. Les Militants désabusés savent contre qui ils se battent : leurs adversaires sont politiques. Ils se font un devoir de ne pas faire de différence entre les groupes selon leur origine ou leur statut social, ce qui ne veut pas dire qu'ils se sentent en communion de valeurs avec eux : ils défendent les groupes indépendamment de leurs propres caractéristiques sociales. Ils les perçoivent comme victimes de discriminations.

- Au sein de la **France des Oubliés**, on détecte une hostilité forte envers les élites et une identité sociale assez faible. Ces familles ne se sentent pas nettement en communion de valeurs avec d'autres groupes, qu'ils soient identitaires, sociaux ou politiques. Leurs réactions diffèrent : elles vont du détachement chez les Attentistes à la colère chez les Laissés pour compte. Les deux familles se demandent surtout qui se bat pour eux.

- Au sein de la **France Tranquille**, les Libéraux optimistes occupent une position singulière : ils ont une identité sociale forte, mais refusent la polarisation. Ils voient les autres groupes sociaux comme des composés d'individus, avec lesquels, par définition, ils se sentent en communion de valeurs, mais se préoccupent moins de leur situation. Les Stabilisateurs sont tiraillés entre leur bienveillance et leurs doutes sur la façon de faire société avec des groupes dont ils se sentent parfois éloignés.

- **Certains groupes sociaux font l'objet d'une forte dévalorisation.** C'est en particulier le cas des minorités et des musulmans. Mais ces perceptions contrastent avec le niveau de contact et de relations régulières élevées que chaque famille entretient avec d'autres. Cette dissonance entre attitudes et relations se retrouve également dans les aspirations des Français : malgré des perceptions négatives, il existe un désir de cohésion et d'unité, qu'il convient de prendre au sérieux.

SOUS EMBARGO

GUEST CE

6.

Croyons-nous encore en la politique ?

SOUS EMBARGO

« Les politiques ? Diviser pour mieux régner »

— Un Militant désabusé — Un Libéral optimiste — Un Laissé pour compte

Malgré un manque de confiance et de reconnaissance, malgré des perceptions en tension, d'un groupe à l'autre, il existe un puissant désir de cohésion et la conviction que nous avons quelque chose à faire ensemble. Ce constat appelle une autre question : par quel moyen le faire ? Car il ne s'agit pas seulement de coexister ou de cohabiter : il s'agit aussi d'exprimer et d'entendre des visions du monde différentes, d'en débattre, d'en décider et de tracer un avenir commun, c'est-à-dire de faire de la politique.

Du politique, en démocratie, on attend d'être à la fois ce lieu d'expression et de décision, où l'on pose les désaccords, où on canalise les conflits et où on obtient du compromis. Mais on attend également qu'il soit le lieu, par excellence, où se perçoit ce qui nous est commun. Ces deux dimensions se nourrissent : si l'on ne se sent pas appartenir à un même ensemble, alors il n'y a que des conflits et pas de politique possible. À l'inverse, s'il n'y a que l'unité et que le conflit est récusé, le risque est l'unanimisme, et il n'y a pas de démocratie. Cet unanimisme peut être fort – l'autoritarisme – ou mou – et se traduire par une forme de consensus qui refuse la mise en débat. Dans la France de la nouvelle décennie, alors que s'ouvrent de nouveaux défis et que le paysage politique a été bouleversé ces dernières années, comprendre où se jouent les déficiences et les efficiences du politique aux yeux des Français est un enjeu essentiel.

Des politiques détachés des citoyens ? Une perception qui unit les Français

Si les Français sont unis par le politique, c'est d'abord contre lui. Ou plus exactement contre les responsables politiques : **85 % des Français considèrent qu'ils ne se préoccupent pas du tout de ce que pensent les gens comme eux.** Certes, la proportion varie d'une famille à l'autre : elle est nettement plus élevée chez les Laissés pour compte (93 %) que chez les Libéraux optimistes (77 %) par exemple. Il n'en demeure pas moins que ce sentiment de ne pas être entendu est éprouvé de façon presque unanime dans l'ensemble des groupes.

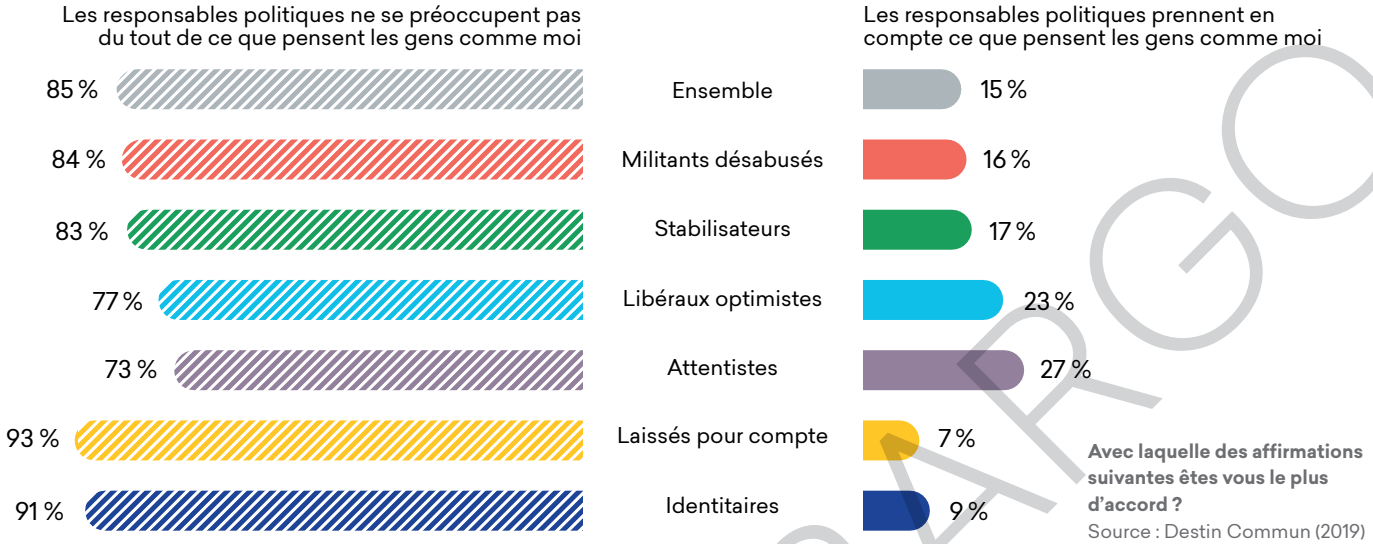
Cette unanimité, tout alarmante soit-elle, est d'abord à relativiser : elle se retrouve dans d'autres démocraties occidentales, y compris les plus confiantes dans leurs institutions et les plus attachées à la stabilité de leur système politique. Les Allemands[26], qui nourrissent pourtant davantage de confiance dans leurs institutions, sont ainsi 82 % à partager ce sentiment.

26. Die andere deutsche Teilung : Zustand und Zukunftsfähigkeit unserer Gesellschaft, More in Common Deutschland, Octobre 2019.

SOUS EMBARGO

FIGURE 6.1. **SOMMES-NOUS ENTENDUS ?**

Les familles sont unanimes dans leur perception d'une déconnexion des politiques



Avec laquelle des affirmations suivantes êtes vous le plus d'accord ?
Source : Destin Commun (2019)

Elle s'explique par une série de facteurs, que les sciences politiques ont très largement étudiées. Dans l'enquête qualitative, un motif revient en particulier : celui du **détachement des politiques vis-à-vis des citoyens**. Les personnes que nous avons entendues décrivent une sphère politique qui s'est désormais autonomisée, fonctionne avec ses propres codes, poursuit ses propres objectifs et demeure inaccessible aux autres. Cette fameuse « démocratie de l'entre-soi » qui a accompagné la professionnalisation du politique suscite une palette de sentiments d'intensité différente, allant de l'agacement à la frustration. Plusieurs cas de figure ont été relevés.
Ce détachement est d'abord présenté comme un constat à déplorer : « la vie politique est un théâtre décorrélé de la réalité » soulignait par exemple un Militant désabusé.
Il est parfois relativisé, objectivé et justifié par le caractère de plus en plus technique de l'exercice du pouvoir – en particulier chez les Stabilisateurs et les Libéraux optimistes : aux yeux de ces deux familles, gouverner consiste à faire des choix, et donc à prendre de la distance.

« Gouverner, c'est compliqué. Ce sont des décisions à prendre pour des millions de personnes. C'est beaucoup de responsabilités pour peu de reconnaissance. »

LIBÉRAUX OPTIMISTES

Enfin, il peut être perçu comme une *mise à distance* et un manque d'empathie. C'est notamment le cas parmi les Laissés pour compte. Leur incompréhension face aux règles du jeu du politique est décrite comme une marque de mépris de la part des politiques. Elle s'exprime même dans leur perception du langage employé par les gouvernants :

« Ils nous prennent pour des abrutis quand ils nous sortent des phrases avec des mots où il nous faut un dico pour comprendre le sens. Ils sont dans leur truc, on ne comprend rien en fait. »

LAISSÉS POUR COMPTE

SOUS EMBARGO

Les citoyens se détachent-ils du politique ?

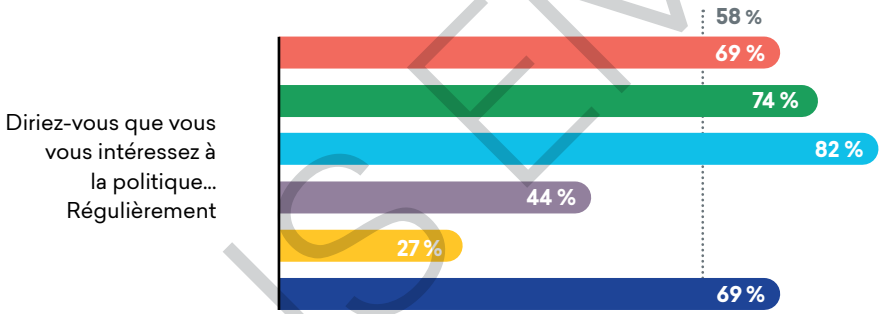
S'il est reproché aux politiques de se détacher des citoyens, l'inverse est-il vrai ? Les citoyens se détachent-ils du politique ? Un moyen d'en prendre la mesure est d'interroger les Français sur l'intérêt qu'ils accordent à la vie politique et à son actualité. Pris dans leur ensemble, une majorité d'entre eux (58 %) disent s'y intéresser. En vérité, cette question les distingue.

L'intérêt pour la politique est plus élevé dans les deux groupes de la France tranquille : 74 % des Stabilisateurs et 82 % des Libéraux optimistes font partie de ceux qui suivent les actualités politiques régulièrement.

À l'inverse, il est nettement plus faible dans la France des Oubliés : 27 % des Laissés pour compte et 44 % des Attentistes s'en détachent. Cet éloignement est à la hauteur de la place qu'ils accordent à leurs convictions politiques dans leur identité personnelle (29 % des Laissés pour compte et 44 % des Attentistes les jugent importantes). La France polémique des Militants désabusés et des Identitaires, quant à elle, se situe entre les deux.

Dans un contexte de crise de la représentation, et d'éloignement perçu des politiques, les Français n'ont donc pas renoncé au politique. Mais deux familles sur six déclarent prendre leurs distances avec la vie publique.

FIGURE 6.2. **Renonçons-nous au politique ?**
Un éloignement manifeste de la France des Oubliés



Certaines personnes suivent régulièrement les actualités politiques et d'autres ne s'y intéressent pas du tout. Diriez-vous que vous vous intéressez à la politique…
Source : Destin Commun (2019)

Les Français et le système partisan : entre désorientation et recomposition

Dans ce contexte, comment les Français perçoivent-ils le système partisan ? La défiance qu'ils éprouvent à l'égard des partis politiques et de leurs dirigeants est connue : ce sont, de loin, les instances représentatives qui suscitent le plus d'hostilité. À ce sentiment persistant, il faut ajouter un processus de désaffiliation partisane, entamé depuis la fin des années 1970, qui a tendance à renforcer la distance avec le jeu des partis[27]. L'ampleur et la rapidité avec laquelle le paysage politique Français s'est transformé suffisent à en donner un aperçu. Mais les Français n'en ont pas simplement été les acteurs : ils en sont aussi aujourd'hui les spectateurs. Comment les familles de Français que nous avons identifiées éprouvent-elles cette nouvelle donne ?

27. Pierre Martin, *Crise mondiale et systèmes partisans*, Paris, Presses de Sciences po, 2019

SOUS EMBARGO

Premier constat : la France des Oubliés des Laissés pour compte et des Attentistes sont les plus nombreux à ne pas savoir ou à ne pas vouloir renseigner de proximité partisane – 35 % contre 17 % dans les autres familles. Corollaire de leur désintérêt pour la politique, ils présentent aussi une désaffiliation partisane nettement plus forte que dans les autres groupes. Aucune tendance n'émerge réellement dans la proximité partisane que déclarent les Attentistes dont les proportions correspondent à la moyenne des Français. Les Laissés pour compte se distinguent par leur radicalité : après la désaffiliation, la proximité avec les Gilets jaunes et le Rassemblement National sont en tête de classement.

Deuxième constat : la proximité partisane renseignée par nos familles de Français rend en partie compte de la recomposition politique en cours. LFI, PS et EELV dominent chez les Militants désabusés, qui ne se sentent proches d'aucun parti de droite. Ce segment témoigne de la fragmentation de l'offre à gauche et de l'émergence de l'écologie comme un nouvel élément idéologique fédérateur. À l'opposé, c'est parmi les Identitaires que les Républicains et le Rassemblement National atteignent leur score le plus élevé. Pour ces deux partis, la prise de contrôle de cette famille constitue aujourd'hui un enjeu central.

Troisième constat : la France tranquille se caractérise davantage par sa tendance à la modération. Même si les Stabilisateurs penchent davantage à gauche, c'est dans ces deux segments que La République en Marche atteint les scores les plus élevés et s'impose comme le parti des plus confiants et de ceux qui se sentent le plus à leur place dans la société.

Un sentiment de désorientation manifeste

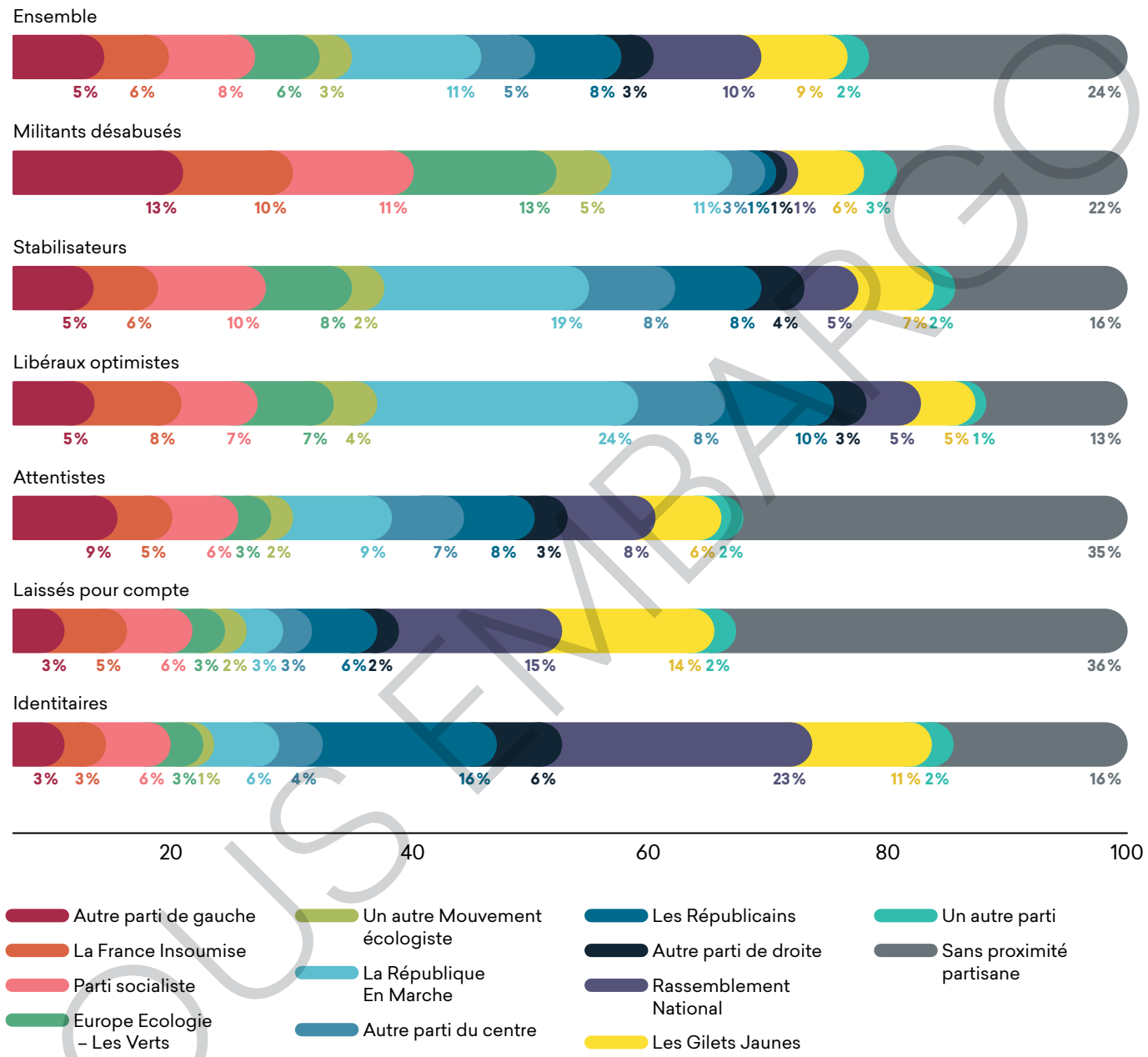
Recomposition et désaffiliation ne vont pas sans un sentiment de désorientation politique, manifeste dans tous les groupes, mais éprouvé de façon plus intense parmi les moins engagés.
On sait les Français enclins à déclarer que les notions de droite et de gauche sont dépassées et ne leur permettent plus de comprendre les prises de position des politiques : 71 % de ceux que nous avons interrogés soutiennent cette opinion. Elle n'est pas nouvelle : elle s'est amorcée dès les années 1980[28], ce qui ne signifie pas qu'ils ne savent pas se positionner sur un axe gauche-droite. Parmi nos familles, c'est au sein des Laissés pour compte que la conviction que droite et gauche n'ont plus de sens est la plus partagée : 83 % pensent cette opposition dépassée, contre 61 % parmi les Militants désabusés et 66 % parmi les Identitaires. Stabilisateurs et Libéraux optimistes se situent dans la moyenne.

Dans l'enquête qualitative, chaque France a exprimé sa désorientation à sa manière. Dans la France des Oubliés, deux motifs sont revenus en particulier. Les Attentistes, plus indifférents à la politique, évoquent volontiers une perte de repères, conséquente à l'affaissement des partis de gouvernement et rapprochent leur propre désorientation de celle des politiques. En un mot, comment savoir où se positionner si les politiques eux-mêmes ne savent plus où se situer ? Les Laissés pour compte ont davantage décrit un écart entre l'offre et la demande politique. Face à une offre partisane insatisfaisante, ils disent faire « leur propre marché idéologique. » Dans la France tranquille, c'est la profusion d'offre politique qui est soulignée, en particulier chez les Stabilisateurs. S'ils savent se positionner sur un axe gauche-droite, tout en nuançant son importance à leurs yeux, la multiplicité des forces en présence leur pose des difficultés d'affiliation au système partisan. Ils se positionnent donc volontiers contre les extrêmes. Dans la France polémique, si l'adversaire déclaré était commun – La République en Marche – la désorientation est moins marquée. Les Militants désabusés que nous avons entendus en groupe de discussion ne se déclaraient pas « déboussolés » mais soulignaient davantage le problème de la fragmentation de la gauche et leur tendance à opter pour un vote « contre » davantage que pour un vote « pour ». Pour jouer en défense, ils se positionnent en électeur stratège. Les Identitaires, pour leur part, avaient tendance à acter la disparition de la gauche. Parmi toutes les familles, ils sont apparus comme les moins désorientés et les plus sûrs de leurs convictions.

28. Pierre Bréchon (dir), *La France des valeurs. Quarante ans d'évolution*, Grenoble, PUG, 2019, p. 265.

SOUS EMBARGO

FIGURE 6.3. **PROXIMITÉ PARTISANE DES FRANÇAIS**
Entre recomposition et désaffiliation



Sans penser seulement aux élections, pouvez-vous me dire de quels partis politiques ou mouvements vous vous sentez le plus proche ? En premier.
Source : Destin Commun (2019)

SOUS EMBARGO

AVEC LEURS MOTS

« Mais maintenant qu'il n'y a plus de gauche, plus de droite, il reste quoi ? Le centre ou l'extrême droite. »

IDENTITAIRES

« La seule chose que je sais, c'est ce que je ne veux pas. Donc on va éliminer au fur et à mesure, et voter par défaut. Ce n'est pas trop ce qu'on a envie de faire, mais on n'a pas le choix. »

MILITANTS DÉSABUSÉS

« Moi j'ai de vraies convictions politiques, des idéaux, je me suis toujours intéressée à la politique depuis toute jeune. Mais maintenant c'est un tel éclatement que c'est difficile de s'y retrouver. Je pourrais dire que je suis plutôt centre droit mais je ne peux pas dire : "Je suis Modem". »

STABILISATEURS

« Je ne me positionne pas en politique, parce que c'est flou. Même les politiques ont du mal à se positionner, avant on avait le parti socialiste, la droite avec Sarkozy. Hollande a fait sauter le parti socialiste, Sarkozy a fait sauter la droite. »

ATTENTISTES

« Il y a un peu des idées de droite et de gauche, c'est compliqué de dire, moi je suis plutôt apolitique, plutôt un anarchiste, peut-être même communiste mais on n'en entend plus parler, et des fois des mecs vont me classer dans l'extrême-droite, d'autres dans l'extrême gauche, ça ne rime à rien. »

LAISSÉS POUR COMPTE

SOUS EMBARGO

Démocratie : qui est le plus satisfait de l'existant ?

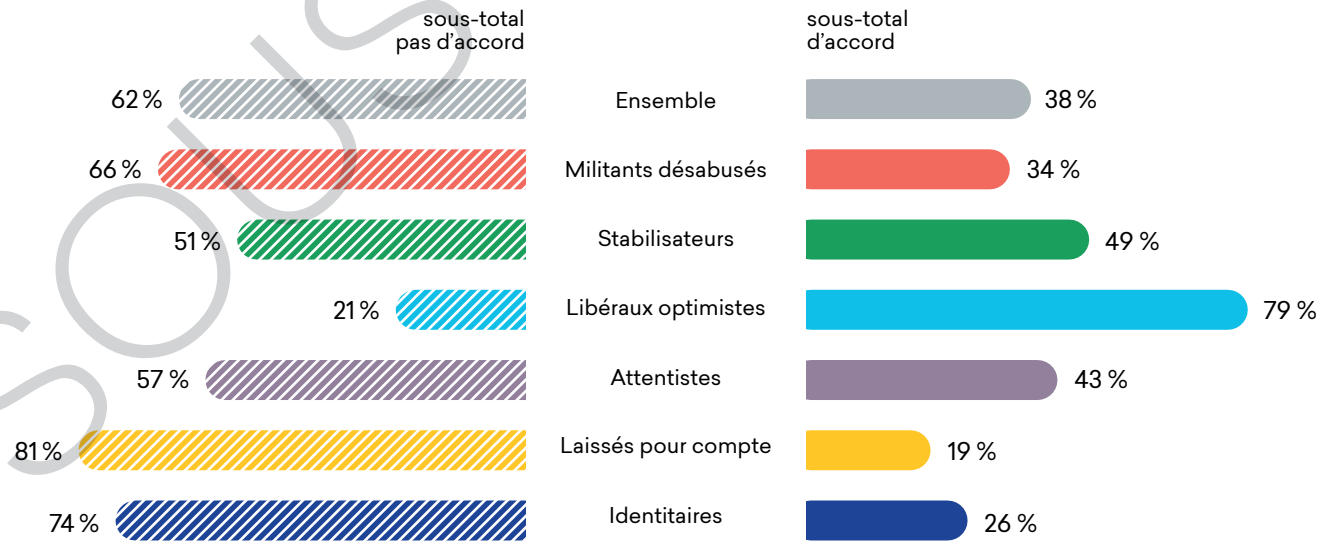
Ce sentiment de ne pas être entendu affecte-t-il la perception que nous avons de la démocratie ? Pour que puissent s'exprimer les conflits et s'élaborer du commun, il est nécessaire que les citoyens aient confiance dans les règles et les procédures démocratiques. Au-delà du débat partisan quotidien, si le mode de fonctionnement de cet espace est sujet à des doutes, le risque est grand de susciter des frustrations et de voir les individus se détourner de la vie démocratique.

Force est de constater que le niveau de défiance est élevé : **62 % des Français considèrent que la démocratie fonctionne mal.** C'est 10 points de plus que les Allemands[29].
Pris dans son ensemble, ce sentiment et son intensité sont connus. Ce qui l'est moins en revanche, ce sont les groupes qui sont convaincus du contraire. Qui considère aujourd'hui que la démocratie fonctionne bien ? Le niveau d'éducation joue un rôle : un diplômé de l'enseignement supérieur sur deux le pense, contre 30 % des Français qui n'ont aucun diplôme. La proximité partisane avec ceux qui exercent le pouvoir a également une influence : 2 sympathisants LREM sur 3 le pensent, contre seulement 24 % de ceux qui se sentent proches du Rassemblement National.

Notre approche raconte une histoire plus explicite encore : **la conviction que la démocratie fonctionne n'est élevée que dans la France tranquille des Libéraux optimistes (79 %) et des Stabilisateurs (49 %).** Si l'on excepte les Attentistes, dont le score moyen semble davantage témoigner de l'indifférence, ce sentiment que les procédures démocratiques fonctionnent est nettement moins élevé parmi les autres familles de Français. Les Laissés pour compte se détachent en particulier. C'est dans ce groupe que la colère contre « le système » apparaît comme la plus élevée.

29. Die andere deutsche Teilung : Zustand und Zukunftsfähigkeit unserer Gesellschaft, More in Common Deutschland, Octobre 2019.

FIGURE 6.4. **LA DÉMOCRATIE FONCTIONNE-T-ELLE ?**
La France tranquille est la seule à en être convaincue



Êtes-vous d'accord avec l'affirmation suivante : aujourd'hui en France, la démocratie fonctionne bien
Source : Destin Commun (2019)

SOUS EMBARGO

Confiance dans les institutions : Un écart entre les institutions représentatives et les institutions qui assurent la cohésion sociale

Les interrogations que les Français portent sur le débat partisan et le mode de fonctionnement actuel de la démocratie posent de vrais enjeux de court terme. Qu'en est-il de la confiance dans les institutions elles-mêmes et de ceux qui les incarnent, dont le rôle est précisément de garantir les liens de long terme, d'assurer la représentation des citoyens et la cohésion de la société ?

Un constat s'impose : la confiance des Français vis-à-vis des acteurs institutionnels qui assurent leur représentation politique, portent leur voix et régulent les conflits est faible. Qu'il s'agisse de l'exécutif ou des parlementaires, elle n'excède pas les 30 %. Elle n'atteint que 16 % pour les dirigeants des partis politiques et 24 % pour les dirigeants syndicaux. En revanche elle est nettement plus élevée envers les élus de proximité que sont les maires (58 %). L'édile municipal reste un pilier de la cohésion sociale et démocratique et l'attachement à la démocratie locale demeure le plus puissant : c'est à cette échelle que les Français ont davantage le sentiment d'être entendus, d'être représentés par quelqu'un qui connaît ce qu'ils vivent et perçoivent davantage les effets des politiques qui sont menés.

La confiance envers les acteurs institutionnels ne se répartit pas de la même façon d'un groupe à l'autre. Un même modèle émerge : elle est nettement plus forte parmi les Libéraux optimistes, dont la confiance envers le pouvoir exécutif excède les 70 %, et jusqu'à 81 % pour les maires et même 43 % pour les dirigeants des partis politiques. Ils sont suivis par les Stabilisateurs – qui ont surtout confiance dans les élus de proximité devant les acteurs de la politique nationale, et dans une moindre mesure par les Militants désabusés.

En revanche, Identitaires et Laissés pour compte se trouvent nettement en-deçà de la moyenne nationale – en particulier les seconds, tandis que les Attentistes témoignent d'une relative indifférence sur la question – 55 % d'entre eux se disant plutôt confiants ou plutôt pas confiants envers les différents représentants proposés.

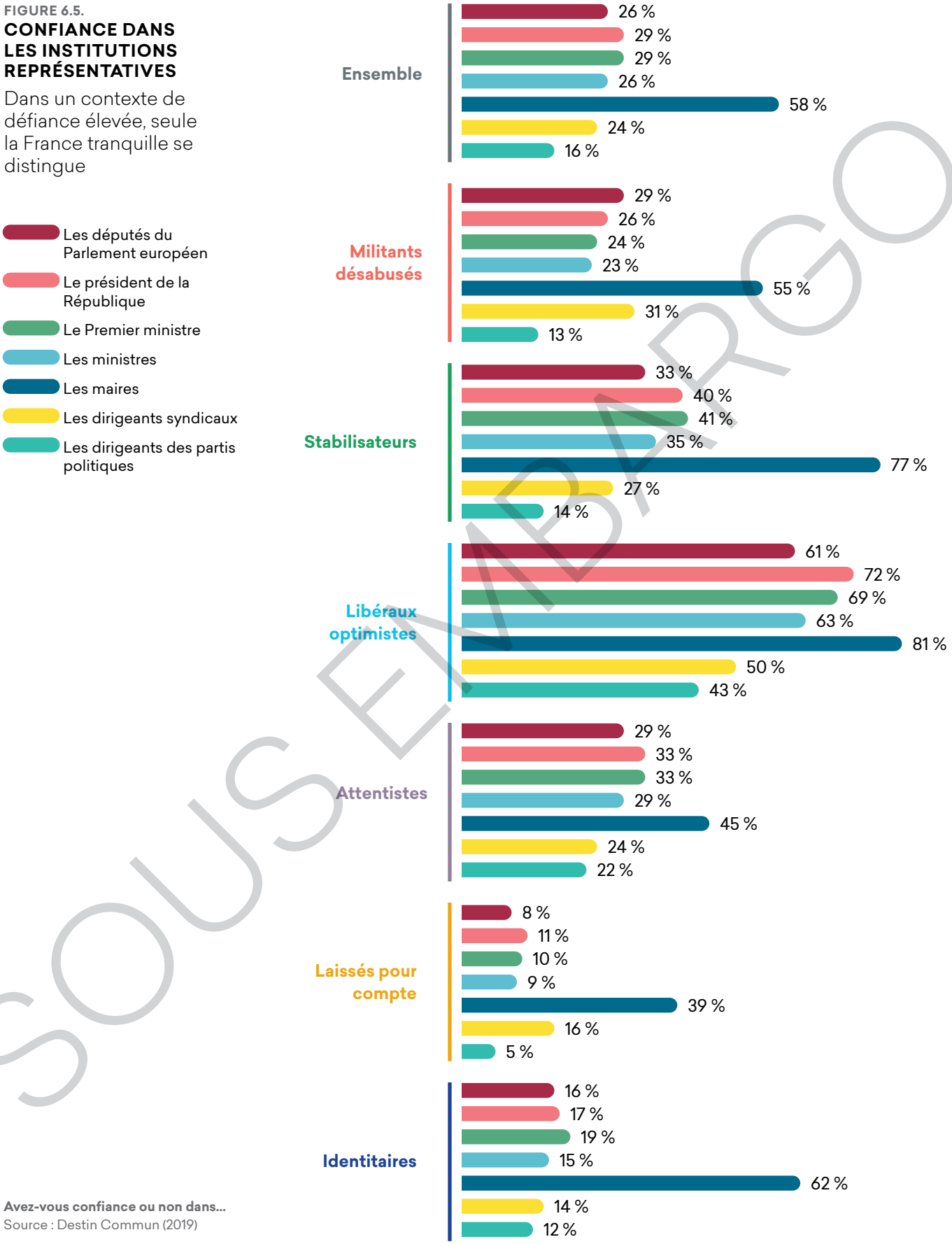
À l'opposé des acteurs de la vie publique et politique, la confiance des Français envers les institutions qui assurent la cohésion de la société est élevée : elle va d'abord aux personnels de santé (87 %) puis aux enseignants (73 %), devant l'armée (72 %) et les forces de l'ordre (66 %). Certes, toutes les familles n'éprouvent pas le même degré de confiance : il est à nouveau plus élevé parmi les Libéraux optimistes et les Stabilisateurs. Et sans surprise, les Militants désabusés sont également plus enclins à faire confiance aux médecins et aux enseignants qu'à l'armée et aux forces de l'ordre. Elle demeure toutefois majoritaire dans tous les segments. Dans un pays où l'État a fait la nation, l'État reste le garant de son unité – celui qui partage et protège. L'État passe avant la représentation, et l'État social passe avant l'État régalien. Il est et demeure un lieu de production du commun et témoigne également d'une aspiration à vivre ensemble.

SOUS EMBARGO

FIGURE 6.5.

CONFIANCE DANS LES INSTITUTIONS REPRÉSENTATIVES

Dans un contexte de défiance élevée, seule la France tranquille se distingue

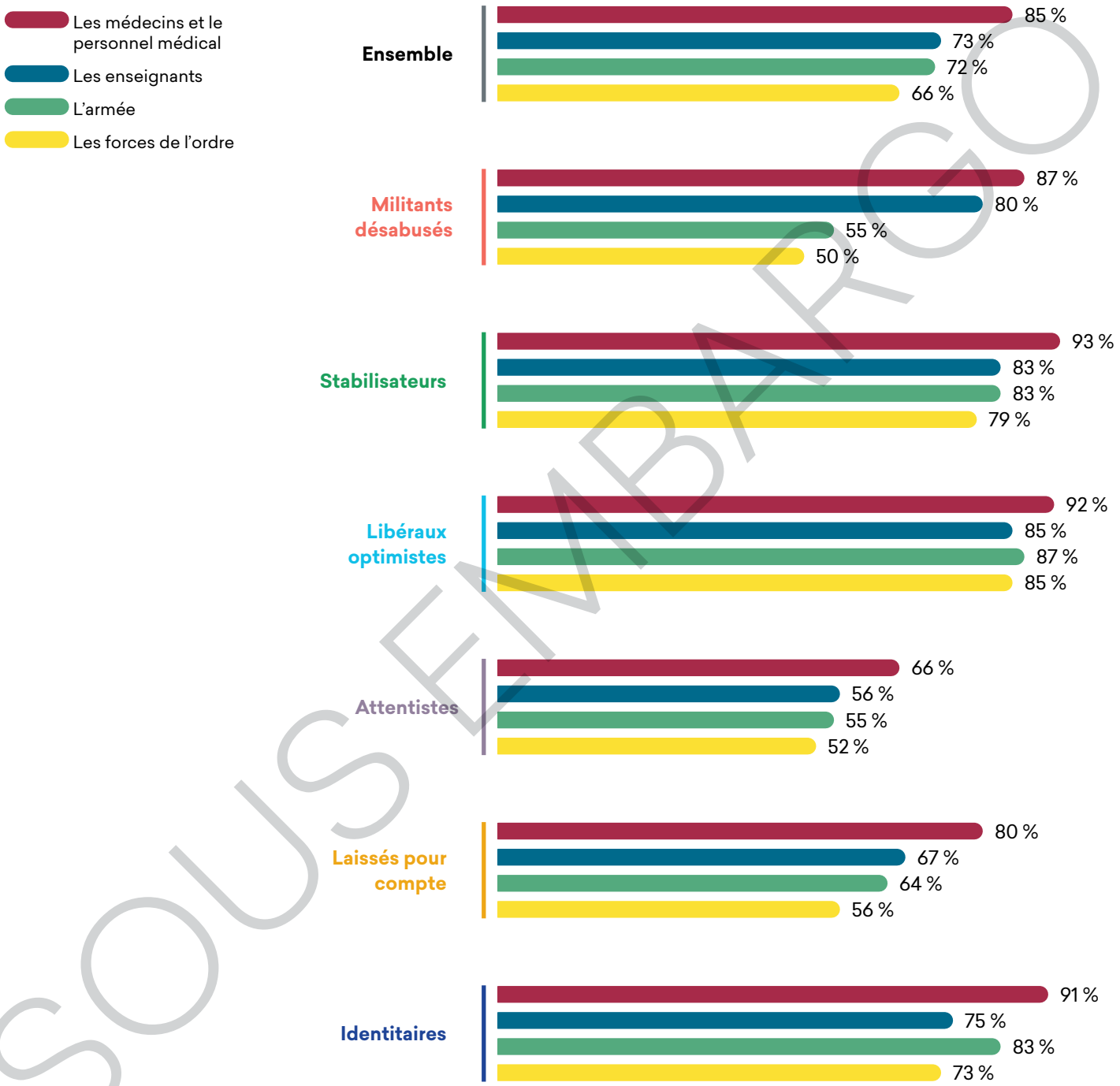


Avez-vous confiance ou non dans...
Source : Destin Commun (2019)

SOUS EMBARGO

FIGURE 6.6. **LE SERVICE PUBLIC, CIMENT DU COMMUN ?**

La confiance est majoritaire dans toutes les familles envers les acteurs qui assurent la cohésion sociale



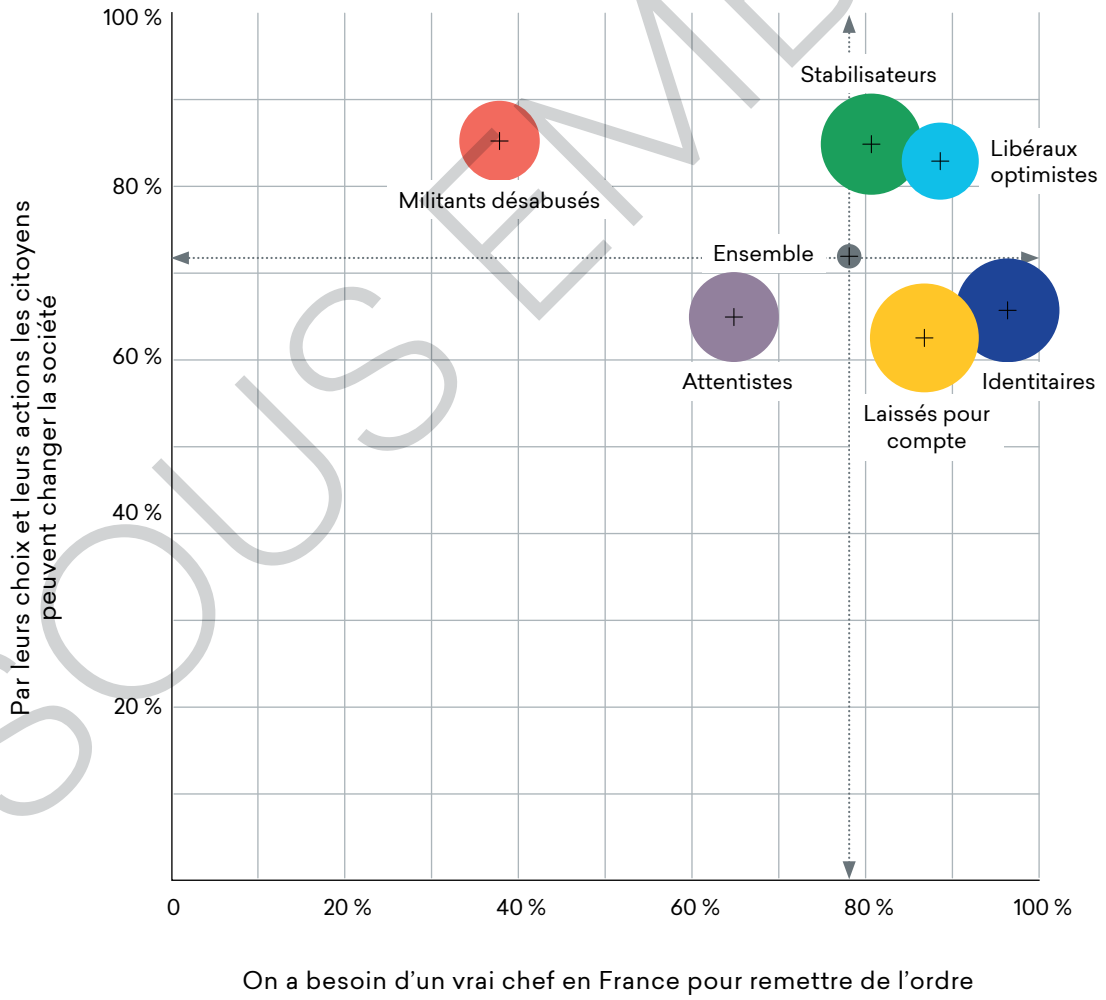
Avez-vous confiance ou non dans…
Source : Destin Commun (2019)

SOUS EMBARGO

Face à la crise démocratique et à la défiance institutionnelle, une France à la croisée des chemins

Si l'aspiration à la cohésion est forte alors l'enjeu est de déterminer de quelle façon faire vivre cette unité et de lui donner une perspective. Dans nos sociétés démocratiques, ce rôle revient d'ordinaire aux instances représentatives, dont les fonctions consistent précisément à incarner cette unité – celle de la volonté générale – à exprimer les conflits, et à les résoudre. Comment y parvenir alors que la crise de confiance à l'égard des institutions démocratiques est profonde ? Faut-il un chef, pour faire vivre cette cohésion et mettre le pays en mouvement, une impulsion de haut en bas, selon la tradition centralisatrice et jacobine à la française, ou faut-il au contraire miser sur les citoyens, dont l'action et les choix peuvent être producteurs et de changement et de cohésion ? À nouveau, un paradoxe émerge. D'une part l'aspiration à l'unité par l'ordre et l'autorité est majoritaire : 78 % des Français partagent la proposition selon laquelle en France, on a besoin d'un vrai

FIGURE 6.7. **VERTICALITÉ OU HORIZONTALITÉ DU POUVOIR ? ISOLEMENT DES MILITANTS DÉSABUSÉS**



Abscisse : êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec l'affirmation suivante : On a besoin d'un vrai chef en France pour remettre de l'ordre

Ordonnée : êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec l'affirmation suivante : Par leurs choix et leurs actions, les citoyens peuvent changer la société

source : Destin Commun (2019)

SOUS EMBARGO

chef pour remettre de l'ordre. D'autre part, ils sont 73 % à penser que les citoyens, par leurs choix et par leurs actes, peuvent changer la société.

Nos groupes diffèrent cependant dans la façon dont ils répondent à ces deux questions. Il faut noter en premier lieu l'isolement des Militants désabusés.
Seule une minorité (38 %) attend « un vrai chef pour remettre de l'ordre. Ils préfèrent nettement l'option de l'action citoyenne et de la participation (85 %). À l'inverse, les Identitaires soutiennent presque unanimement l'autoritarisme explicite et demeurent un peu plus circonspects que la moyenne des répondants sur la capacité des citoyens à peser sur l'avenir de la société (66 %). Reste qu'en majorité, les Français ne choisissent pas entre verticalité et horizontalité : ils prennent les deux.

Prises ensemble, ces deux questions confirment que les Français éprouvent, dans leur écrasante majorité, un refus profond du statu quo et cherchent des moyens de faire entendre leur voix, tout en en appelant à la permanence d'un État protecteur qui pose un cadre. La façon dont les répondants ont perçu le mouvement des Gilets jaunes a été, à cet égard, un bon exemple de cette quête de prise de parole.

Les Gilets jaunes, une tentative de prise de parole ?

Les Gilets jaunes se sont imposés comme un groupe d'un genre inédit dans l'espace public. À mi-chemin entre mouvement social et mouvement politique, sans porte-parole légitimement reconnu pour mener à bien des négociations avec le pouvoir. Les enquêtes qui ont été publiées pendant la période des manifestations ont montré que ce groupe bénéficiait d'un soutien élevé – ou à tout le moins d'une forte compréhension – dans l'opinion publique. On s'est interrogé sur la façon dont il fallait le qualifier : s'agissait-il d'un mouvement social en bonne et due forme, ou d'une demande d'un genre nouveau ? Comment fallait-il interpréter certains slogans hostiles à l'immigration entendus dans les manifestations et particulièrement relayés dans les médias ? Comment comprendre également la difficulté des syndicats à être un relais des revendications du mouvement, ou au contraire leur choix de prendre de la distance avec les protestataires ? Notre étude apporte quelques éléments de réponse complémentaires.

Parmi tous les groupes sociaux et politiques sur lesquels nous avons interrogé nos répondants, celui des Gilets jaunes suscite le plus de sentiments positifs. Dans leur ensemble, les Français expriment une sympathie de 51/100 à son égard. La moyenne la plus faible est de 43/100 chez les Attentistes. La plus élevée est de 58/100 parmi les Identitaires. Les Gilets jaunes sont également en tête des groupes dont les répondants estiment qu'ils s'investissent davantage que les autres Français : 32 % le soulignent, contre 18 % pour les syndicalistes, tandis que les groupes partisans sont tous au-dessous des 15 %. Ils ont donc globalement été perçus comme des voix de représentation possibles.

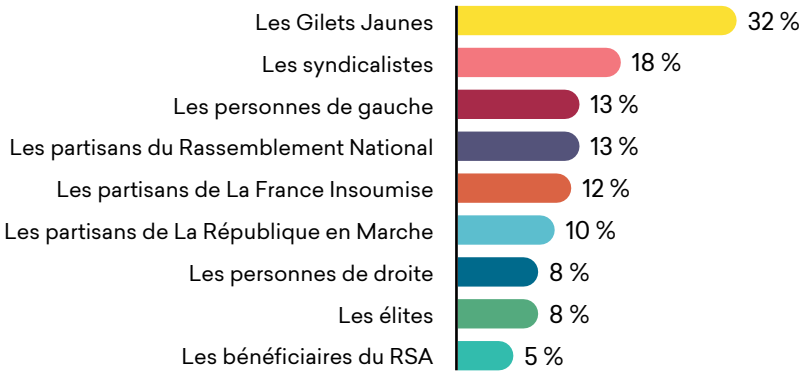
Gilets jaunes et syndicats

Comparer les attitudes de nos segments vis-à-vis des syndicalistes avec leurs attitudes vis-à-vis des Gilets jaunes permet de mieux comprendre ce qui s'est joué à travers le mouvement.

Militants désabusés et Libéraux optimistes déclarent partager des valeurs avec les syndicalistes et les Gilets jaunes dans les mêmes proportions. Face au mouvement, ces groupes ne savent pas vraiment sur quel pied danser. Ils le perçoivent comme une protestation sociale, sans pour autant s'y retrouver. Il leur importe surtout que les manifestations s'inscrivent dans un cadre bien déterminé.

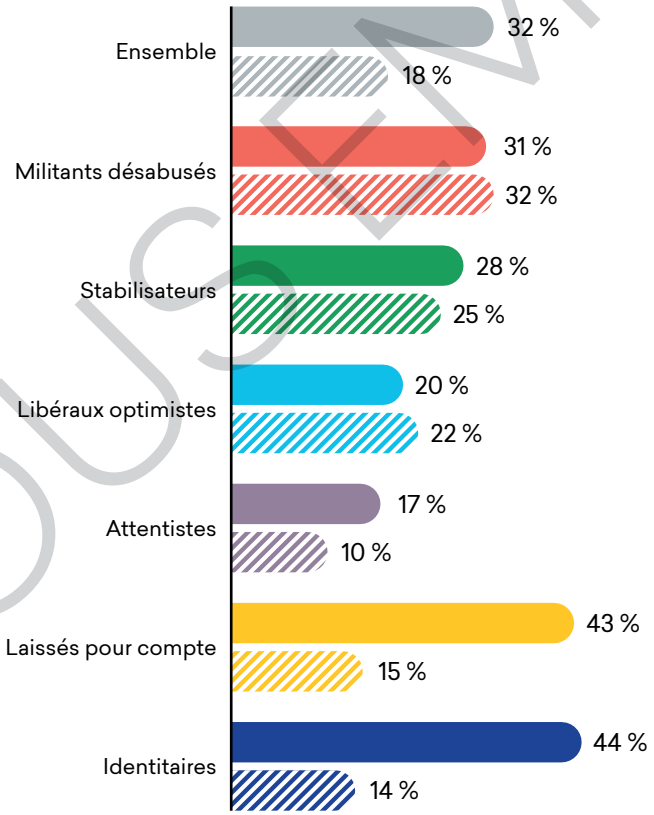
SOUS EMBARGO

FIGURE 6.8. **QUI S'INVESTIT LE PLUS DANS LA SOCIÉTÉ ? LES GILETS JAUNES EN TÊTE DES GROUPES SOCIAUX**



Selon vous, les groupes d'individus suivants sont-ils investis ou non dans la société française ? Ils s'investissent plus que les autres Français
Source : Destin Commun (2019)

FIGURE 6.9. **GILETS JAUNES ET SYNDICALISTES : LE MATCH PAR SEGMENT**



Selon vous, les groupes d'individus suivants sont-ils investis ou non dans la société française ? Ils s'investissent plus que les autres Français
Source : Destin Commun (2019)

SOUS EMBARGO

À l'inverse, ceux qui rejettent les cadres traditionnels de la négociation collective, parce qu'ils n'y croient plus ou parce qu'ils ne les perçoivent pas comme producteurs de sens, ont tendance à se sentir plus proches des Gilets jaunes. Laissés pour compte et Identitaires se voient ainsi majoritairement en communion de valeurs avec les protestataires (60 % et 62 % respectivement), et nettement moins avec les syndicalistes (22 %). Le degré d'investissement qu'ils reconnaissent à ces deux groupes est encore plus explicite. Stabilisateurs et Attentistes sont plus ambivalents.

L'enquête qualitative permet de mieux comprendre ces attitudes. Dans les entretiens que nous avons eus avec eux, tous les segments ont souligné leur empathie avec les manifestants, déclarant comprendre leurs revendications initiales. Tous en ont cependant souligné les limites : les violences qui ont émaillé les cortèges – unanimement condamnées ; les conséquences sur leur quotidien – le mode d'action était-il pertinent, était-il bien organisé ? Mais ce sont plus particulièrement les débouchés politiques du mouvement qui ont davantage suscité de discussions.
Ce que les Militants désabusés ont décrit, c'est un mouvement social contre le pouvoir. Les mots qu'ils ont employés sont les mots de ceux qui sont habitués à prendre part à des manifestations. Ce sont les modes d'action qui ont suscité le débat.
Les Stabilisateurs et les Libéraux optimistes, attentifs à apaiser la société, se sont attachés à souligner la complexité de l'enjeu. Ils ont témoigné de leur compréhension des revendications, mais se sont inquiétés des tensions que le mouvement a générées dans la société. Une part d'entre eux en ont souligné les aspects positifs : les protestations ont pu conduire à davantage d'écoute de la part du pouvoir : « ça l'a fait redescendre un peu (le gouvernement), on va écouter un peu plus les gens et aussi les élus locaux, au lieu de tout diriger depuis Paris. Ça a été positif à ce niveau-là. » Cahiers de doléances et grand débat national ont donc été perçus positivement comme des opportunités de dialogue et d'apaisement. Mais une autre en ont pointé les limites. Dans leur cas, comme dans celui des Militants désabusés, c'est dans le rapport au pouvoir et aux problèmes d'intermédiation que le mouvement a toujours été envisagé.
Chez les Attentistes et les Laissés pour compte, on s'est davantage interrogé sur la difficulté des protestataires à métaboliser cette prise de parole en action politique. Comment transformer l'essai ? Ils ont pointé les faiblesses internes du mouvement – due à la multiplicité des revendications individuelles notamment – et les menaces extérieures au mouvement – qu'il s'agisse des « tentatives de récupération » ou des tentatives d'étouffement de la part du politique.
Les Identitaires, tout en étant sensibles aux revendications autour du pouvoir d'achat, ont en particulier insisté sur le désordre créé par le mouvement et sur l'incapacité du pouvoir à gérer l'événement.
Si les Gilets jaunes ont donc suscité un engouement initial, chaque groupe a projeté sur lui sa propre vision du monde et ses propres attentes. Tous ont vu le mouvement comme une tentative de prise de parole, plutôt légitime, mais qui n'a pas porté ses fruits.

AVEC LEURS MOTS

« Je pense que les Gilets jaunes c'est une classe moyenne, des gens invisibilisés, ni vraiment pauvres, ni vraiment argentés. On n'a jamais trop écouté ce qu'ils disaient. Ça déboule à Paris parce que c'est le centre du gouvernement. Ça ne me touche pas directement, mais je peux comprendre. Après, j'ai plus du mal avec la démarche de vouloir détruire pour obtenir quelque chose. »

MILITANTS DÉSABUSÉS

SOUS EMBARGO

« Moi je comprends la légitimité des demandes, mais je me sens un peu privilégiée par rapport à ma situation personnelle et professionnelle, donc je ne me voyais pas du tout y aller, ce n'est pas ma place même si je comprends le mouvement. »

STABILISATEURS

« Au départ les personnes les soutenaient, les causes étaient juste, mais ça a lassé les Français. Ce n'est pas un choix groupé, mais plutôt des revendications personnelles, et ce n'est pas possible. Il faut choisir quelques options pour se diriger, et là ça part dans tous les sens. »

LIBÉRAUX OPTIMISTES

« Je les trouve très courageux, mais c'est de l'énergie donnée pour rien, les politiques sont toujours là et c'est eux qui choisissent »

ATTENTISTES

« C'est là où les Gilets jaunes n'ont pas été intelligents, s'ils trouvent que la politique ne va pas, pourquoi ne pas créer un parti comme en Espagne pour avoir une place dans les conseils et faire changer les choses ? C'est le problème en France, les gens gueulent, mais n'agissent pas. »

ATTENTISTES

« Le problème c'est qu'on s'éloigne du sujet des Gilets jaunes de départ, il y a de la récupération, chacun a son truc à dire, chacun veut le truc à sa sauce. Après on ne sait pas quel type de gilet jaune c'est. Un gars qui casse, ce n'est pas le même qu'un gars qui manifeste pacifiquement, mais ils manifestent en même temps »

LAISSÉS POUR COMPTE

« La police ne sait pas quoi faire non plus, est-ce qu'elle tape sur les Gilets jaunes, est-ce que c'est vrai, est-ce qu'il fallait taper ou pas ? On tourne en rond et plus rien ne va. »

IDENTITAIRES

SOUS EMBARGO

Pour résumer :

- Malgré un contexte de très forte crise de la représentation, et d'éloignement perçu des politiques, **les Français n'ont pas pour autant renoncé au politique.**

- **La proximité partisane** renseignée par nos familles de Français rend en partie compte de la recomposition politique en cours. La France Insoumise, PS et écologistes (EELV) dominent chez les Militants désabusés, témoignant de la fragmentation de l'offre à gauche et de l'émergence de l'écologie comme un nouvel élément idéologique fédérateur. A l'opposé, c'est parmi les Identitaires que les Républicains et le Rassemblement national atteignent leur score le plus élevé. Pour ces deux partis, la prise de contrôle de cette famille constitue aujourd'hui un enjeu central. La République en Marche atteint les scores les plus élevés chez la France Tranquille et s'impose comme le parti des plus confiants et de ceux qui se sentent le plus à leur place dans la société.

- **Recomposition et désaffiliation ne vont pas sans un sentiment de désorientation,** manifeste dans tous les groupes, mais éprouvé de façon plus intense parmi les moins engagés. **Les Français sont enclins à déclarer que les notions de droite et de gauche sont dépassées** et ne leur permettent plus de comprendre les prises de position des politiques (71%). Les Laissés pour compte en sont le plus convaincus.

- **La conviction que la démocratie fonctionne bien n'est élevée que dans la France tranquille.** A l'inverse, c'est parmi les Laissés pour compte que la colère contre « le système » est la plus élevée.

- La confiance vis-à-vis des acteurs institutionnels est faible, mais **les maires restent un pilier de la cohésion sociale et démocratique** et l'attachement à la démocratie locale demeure le plus puissant. En revanche, la confiance des Français envers les institutions qui assurent la cohésion de la société est élevée : personnels de santé, enseignants, armée et forces de l'ordre. Dans un pays où l'État a fait la Nation, l'État reste le garant de son unité – celui qui partage et protège. **C'est l'État social qui demeure un lieu de production du commun** et témoigne également d'une aspiration à vivre ensemble.

SOUS EMBARGO

GUEST CE

7.
Arrivons-nous encore à nous parler ?

« Il faut dialoguer, dialoguer, dialoguer, même si on n'est pas du même avis. Discuter, discuter, discuter. Qu'on donne la parole à tout le monde, qu'on soit "nous, le peuple". »

— Un Libéral optimiste

SOUS EMBARGO

Une communauté de destin vivante n'est pas une communauté de destin qui parle d'une seule et même voix. Elle appelle un espace public partagé, où différentes visions du monde peuvent s'exprimer, s'écouter, et des chemins de résolution émerger. Dans une France morcelée, où un tiers polémique, un tiers est désengagé, et un tiers attaché à préserver les équilibres, cet espace existe-t-il encore ? Cette question est sans doute la plus centrale aujourd'hui. Elle pose trois défis.

Le premier est de contrer la culture du clash qui s'est installée dans le débat public. Jamais il n'a été aussi facile pour un individu de faire entendre sa voix – à commencer par ceux qui sont les moins enclins au compromis. Les pratiques issues des réseaux sociaux ont désormais tendance à normer la conversation médiatique. L'actualité récente l'a montré, à l'image du retour d'Eric Zemmour sur les écrans ou des débats autour des grèves de décembre 2019 : peu importe le contenu, seule compte la polarisation. La détestation prend le pas sur le désaccord et le contenant sur le contenu. Par effet dissuasif, certaines catégories de la population ont tendance à se retirer du débat public et préfèrent dialoguer et échanger avec celles et ceux qui pensent comme elles – ou sont comme elles. L'espace public en sort fragmenté. Cette attitude – c'est la troisième difficulté – s'inscrit dans un contexte où la défiance envers les médias et les prescripteurs d'opinion traditionnels tend à se renforcer. Ces évolutions récentes présentent des risques pour notre capacité à faire vivre le débat pluraliste. Comment nos familles perçoivent-elles ces enjeux ?

La discussion est-elle possible ?

Pour que cet espace soit partagé, il faut que chacun se sente légitime ou autorisé à y prendre part. Cette question divise les Français : **47 % déclarent éviter le plus possible le débat, contre 53 % qui disent apprécier confronter leur point de vue à celui des autres.**
Le niveau de diplôme joue sur la propension des individus à engager la conversation et à faire entendre leur voix. Les diplômés de l'enseignement supérieur sont ainsi 61 % à prendre part au débat, contre 32 % des non-diplômés. Notre analyse typologique donne à voir une réalité plus claire encore. **Les plus enclins à débattre appartiennent à la France tranquille :** 75 % des Libéraux optimistes et 71 % des Stabilisateurs apprécient de confronter leurs points de vue à celui des autres. Les moins enclins à le faire appartiennent à la France des Oubliés : seuls 28 % des Laissés pour compte et 43 % des Attentistes se sentent à l'aise avec le fait d'échanger avec d'autres. Au sein de la France polémique des Militants désabusés et des Identitaires, on notera que la recherche de la discussion est plus élevée chez les premiers que les seconds : 16 points les séparent. Si la question n'a pas été directement posée aux répondants, on peut faire l'hypothèse que l'essentiel des participants au grand débat national, initié à la suite du mouvement des Gilets jaunes par le président de la République, appartenaient davantage aux Stabilisateurs et aux Libéraux optimistes qui recherchent le débat. À l'inverse, les Attentistes et les Laissés pour compte évitent nettement de confronter leur point de vue à celui des autres.

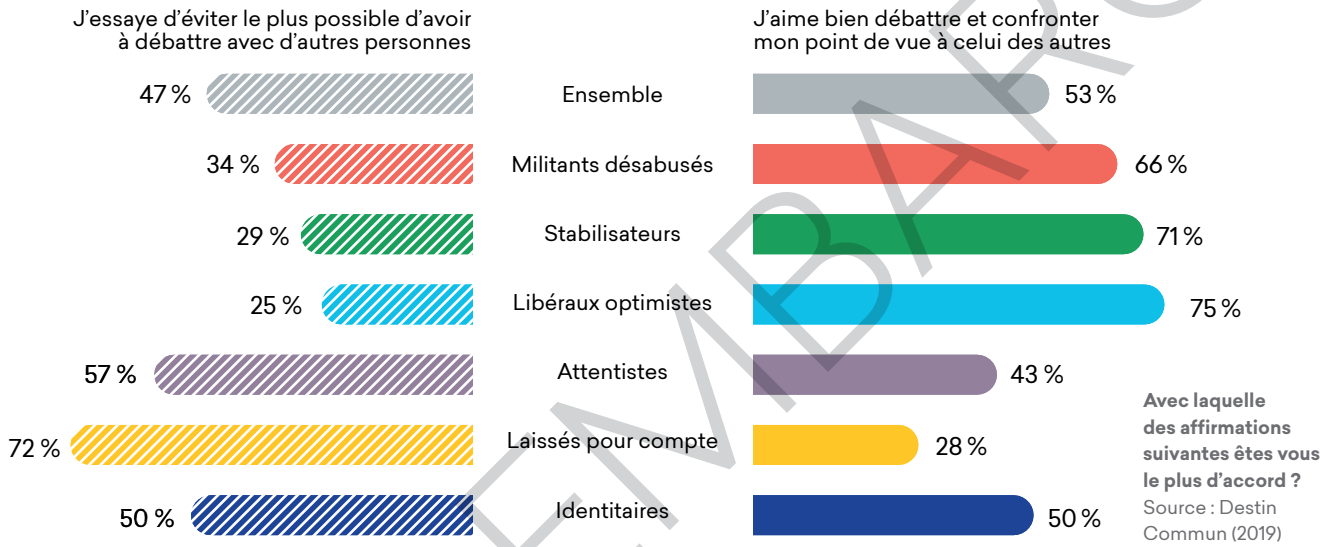
La perception du contexte influence également le désir de participer au débat : l'état de la conversation nationale permet-il cette discussion ? **89 % des Français considèrent aujourd'hui qu'il est devenu de plus en plus agressif.** Cette conviction est partagée par la totalité des familles de Français – moins intensément par les Attentistes, qui témoignent, une fois encore, de leur prise de distance, et davantage encore par les Identitaires et les Laissés pour compte.

SOUS EMBARGO

Nombreux sont les individus que nous avons entendus dans l'enquête qualitative à dire combien engager le dialogue – en particulier sur des sujets politiques – était devenu difficile dans les conversations de tous les jours. D'une part parce que les règles élémentaires du dialogue – et notamment celles de l'écoute, du respect et du civisme – sont considérées par beaucoup comme affaiblies. D'autre part parce que les échanges sur des enjeux politiques prennent très vite une tournure hostile, où chacun est sommé de choisir son camp, dans un « nous » contre un « eux ». Dans cette perspective, ils préfèrent éviter d'aborder certains sujets en public. C'est particulièrement le cas des enjeux liés à l'identité – religion et immigration.

FIGURE 7.1. **QUI SE SENT PRÊT À PARTICIPER À LA CONVERSATION NATIONALE ?**

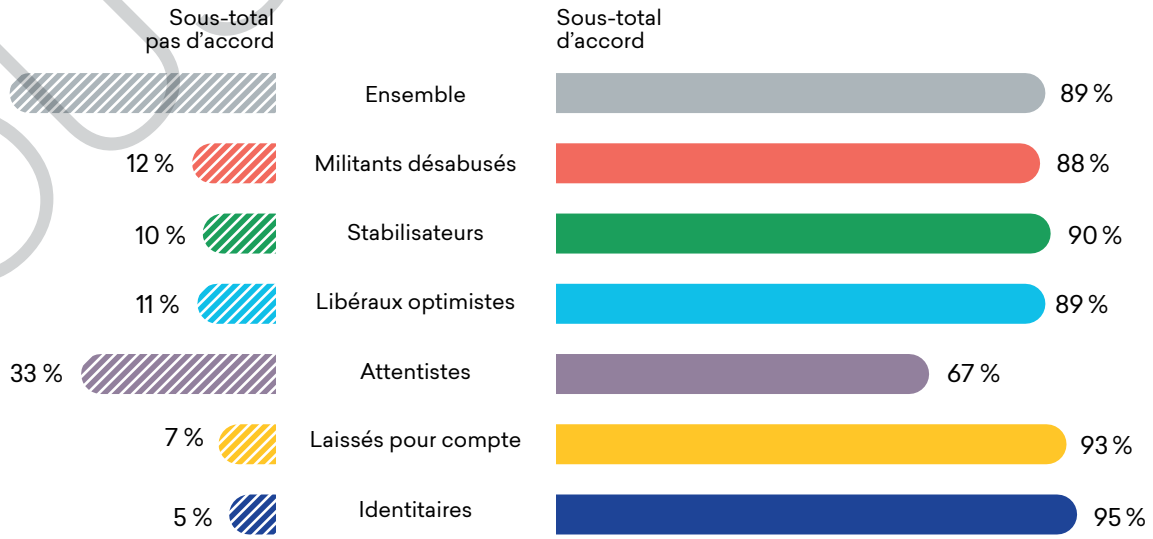
La France des Oubliés se tient à l'écart



Avec laquelle des affirmations suivantes êtes vous le plus d'accord ?
Source : Destin Commun (2019)

FIGURE 7.2. **LE DÉBAT PUBLIC EST-IL DE PLUS EN PLUS AGRESSIF ?**

Une écrasante majorité de Français trouve qu'il est de plus en plus difficile de débattre



Êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec l'affirmation suivante ? Aujourd'hui en France, le débat public devient de plus en plus agressif
Source : Destin Commun (2019)

SOUS EMBARGO

AVEC LEURS MOTS

« [Les migrants, la politique], ce sont des sujets épineux, qui vont à la dispute. Mais je me rends compte que mon entourage partage mes opinions. »

IDENTITAIRES

« On n'ose pas trop le dire autour de soi parce qu'on a peur d'être taxé de fasciste, de ne pas être compris »

LAISSÉS POUR COMPTE

« Les migrants, c'est un sujet dont il faut éviter de parler. On l'effleure et on passe à autre chose. »

STABILISATEURS

« C'est surtout la violence dans les propos et les actes qu'on ne trouvait pas auparavant en France, qui me frappe. C'était plus policé avant. »

STABILISATEURS

« Dans mon cercle d'amis ou ma famille, on n'en parle pas, parce que ça ne nous intéresse pas. »

ATTENTISTES

« Il y a beaucoup de non-dits. Tout le monde a un avis, mais c'est un peu tabou, les gens ne parlent pas. On a tous une opinion, mais on a peur de la partager parce que ça peut être mal interprété. »

MILITANTS DÉSABUSÉS

SOUS EMBARGO

Qui est prêt au débat et qui est prêt au compromis ?

Pour que cet espace public fabrique du commun, il faut également pouvoir aboutir à des points d'accord. Or notre enquête montre que **plus un individu tend à éviter la discussion, plus il a tendance à penser que ceux qui partagent ses convictions politiques doivent rester fidèles à leurs convictions et les défendre.** C'est particulièrement le cas pour la France des Oubliés : cet élément constitue un point d'alerte. À l'inverse, les groupes qui ont le plus d'appétit pour le débat attendent de ceux qui pensent comme eux une capacité à l'écoute et au compromis.

Les Identitaires constituent une exception : ils sont à la fois moins enclins au compromis et plus susceptibles d'engager la discussion que la France des Oubliés. Sans doute est-ce parce que leur vision du monde est idéologiquement plus cohérente et plus affirmée : ils se sentent donc d'autant plus enclins à prendre la parole pour la faire valoir dans le débat public. Les Identitaires se sentent également plus libres que les Laissés pour compte et les Attentistes de dire ce qu'ils pensent : ils ne sont en effet que 30 % à déclarer qu'ils ont tendance à cacher certaines de leurs opinions lorsqu'ils abordent certains sujets d'actualité délicats avec des personnes qu'ils ne connaissent pas, contre 59 % des Laissés pour compte, et que leur vision du monde. L'autocensure n'est certainement pas un trait caractéristique de ceux qui clament « qu'on ne peut plus rien dire ». Elle vient au contraire de ceux qui ne disent rien.

Toutes les opinions sont-elles représentées dans le débat public ?

Pour que cet espace public soit celui de tous, chacun doit avoir le sentiment que le pluralisme est garanti et que toutes les convictions y ont leur place. **Or pour 70 % des Français, ce n'est pas le cas aujourd'hui.** Toutes nos familles n'éprouvent pas cette conviction avec la même intensité et elle n'a pas la même signification d'un groupe à l'autre.
Chez les Libéraux optimistes et les Stabilisateurs, qui sont respectivement 77 % et 68 % à penser que certaines convictions n'ont pas la place qu'elle mérite, cette opinion est à remettre en perspective avec leur appétence pour la discussion et leur inclination en faveur du compromis : elle consiste en une forme de reconnaissance de la légitimité des opinions des autres.
À l'inverse, le fait que ce sentiment soit élevé chez les Laissés pour compte est à mettre en parallèle à la fois avec leur retrait du débat public et leur tendance à davantage d'autocensure et d'intransigeance : on peut faire l'hypothèse que c'est de leurs convictions dont ils parlent lorsqu'ils considèrent que certaines d'entre elles n'ont pas la place qu'elles méritent dans le débat public.
En revanche, entre les deux groupes de la France polémique, l'opposition est nette : 30 points séparent les Militants désabusés des Identitaires. L'enquête qualitative montre que les premiers trouvent que les discours les plus hostiles envers les minorités, les migrants et les pauvres tendent à s'accentuer, et s'inquiètent d'une parole qui se libère tandis que les seconds ont davantage tendance à regretter que la parole soit corsetée sur le sujet.

Qui structure encore l'espace public ?

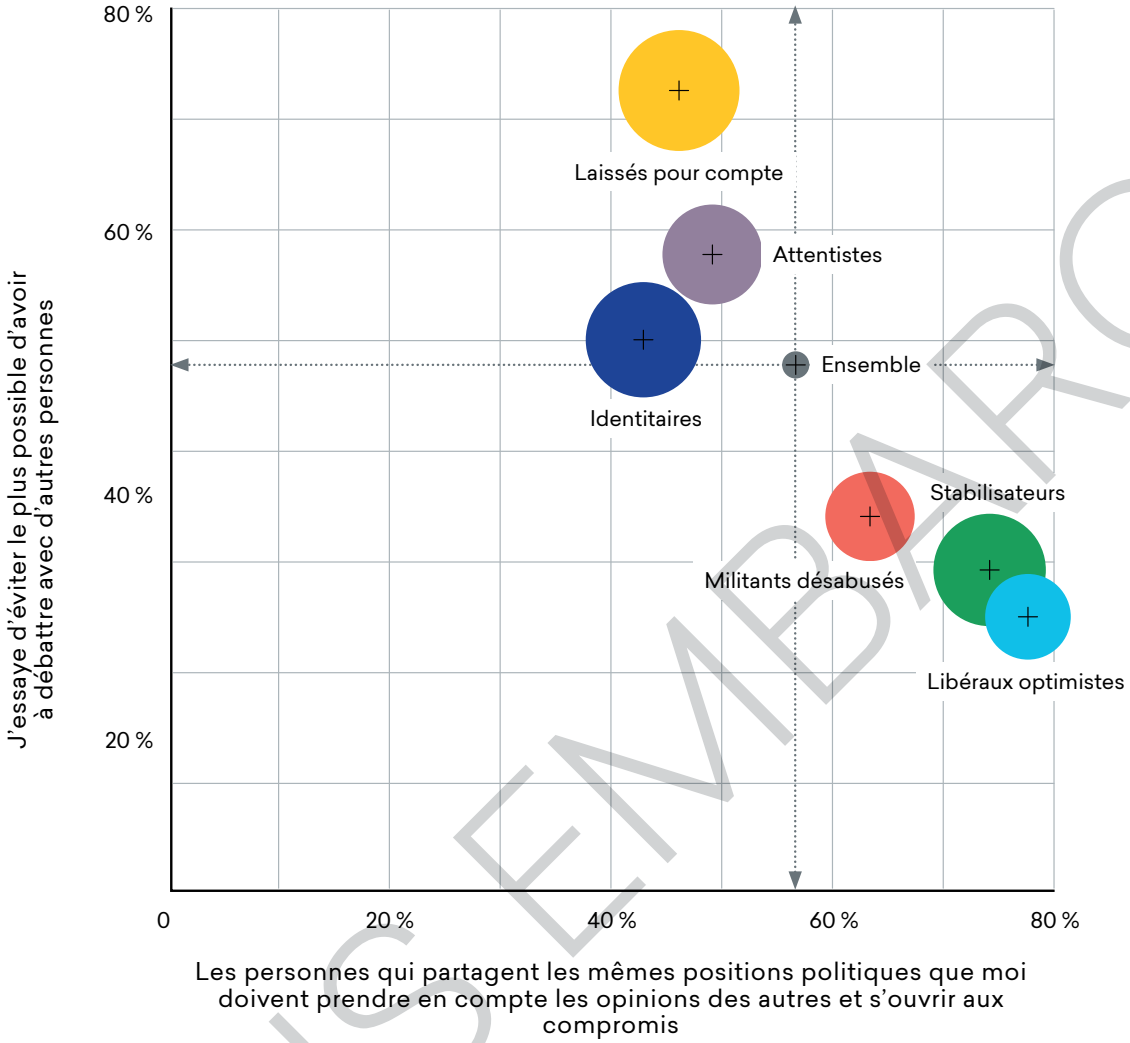
La difficulté des Français à dialoguer les uns avec les autres et la défiance qui en résulte se reflètent également dans le rapport qu'ils entretiennent avec les médias et les institutions comme des émetteurs crédibles. Pour qu'un espace public fonctionne, il faut en effet que des intermédiaires reconnus comme légitimes structurent le débat public. Afin que la conversation nationale s'établisse sur des bases communes, la crédibilité des informateurs et des informations ne saurait être sujette à caution. Est-ce toujours le cas ? Pour explorer cet enjeu, nous avons demandé aux personnes interrogées de sélectionner, parmi une liste d'émetteurs, ceux qu'ils jugeaient les plus fiables et les moins fiables.

Un premier constat s'impose : **l'espace naturel où les informations s'échangent en toute confiance est d'abord celui des proches**. Ce sont les seuls à être très massivement désignés par les Français comme des informateurs fiables, quels que soient les groupes auxquels ils appartiennent (80 % en moyenne). Les experts arrivent en deuxième position, mais recueillent deux fois moins de confiance, à 40 %. Viennent ensuite les acteurs de terrain – dirigeants d'association (38 %) et chefs d'entreprise dans une moindre mesure (29 %). Les journalistes, dont le rôle consiste précisément à structurer la conversation nationale, font jeu égal avec les membres des groupes de

SOUS EMBARGO

FIGURE 7.3. **DÉBAT PUBLIC ET COMPROMIS : ATTITUDES ET ASPIRATIONS**

Attentistes et Laissés pour compte moins enclins aux compromis et à la discussion



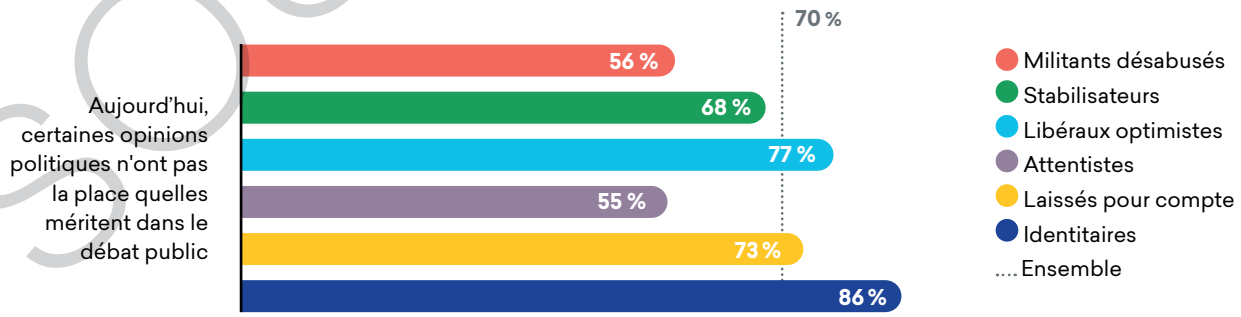
Avec laquelle des affirmations suivantes êtes-vous le plus d'accord ? Les personnes qui partagent les mêmes positions politiques que moi doivent rester fidèles à leurs opinions et se battre pour les défendre / Les personnes qui partagent les mêmes positions politiques que moi doivent prendre en compte les opinions des autres et s'ouvrir au compromis (abscisse).

Avec laquelle des affirmations suivantes êtes-vous le plus d'accord ? J'essaye d'éviter le plus possible d'avoir à débattre avec d'autres personnes / J'aime bien débattre et confronter mon point de vue à celui des autres (ordonnée).

Source : Destin Commun (2019)

FIGURE 7.4. **PLURALISME ET DÉBAT PUBLIC**

Une majorité de Français juge que la place réservée à chaque conviction politique est inégale



Êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec l'affirmation suivante ? Aujourd'hui, certaines opinions politiques n'ont pas la place quelles méritent dans le débat public

Source : Destin Commun (2019)

SOUS EMBARGO

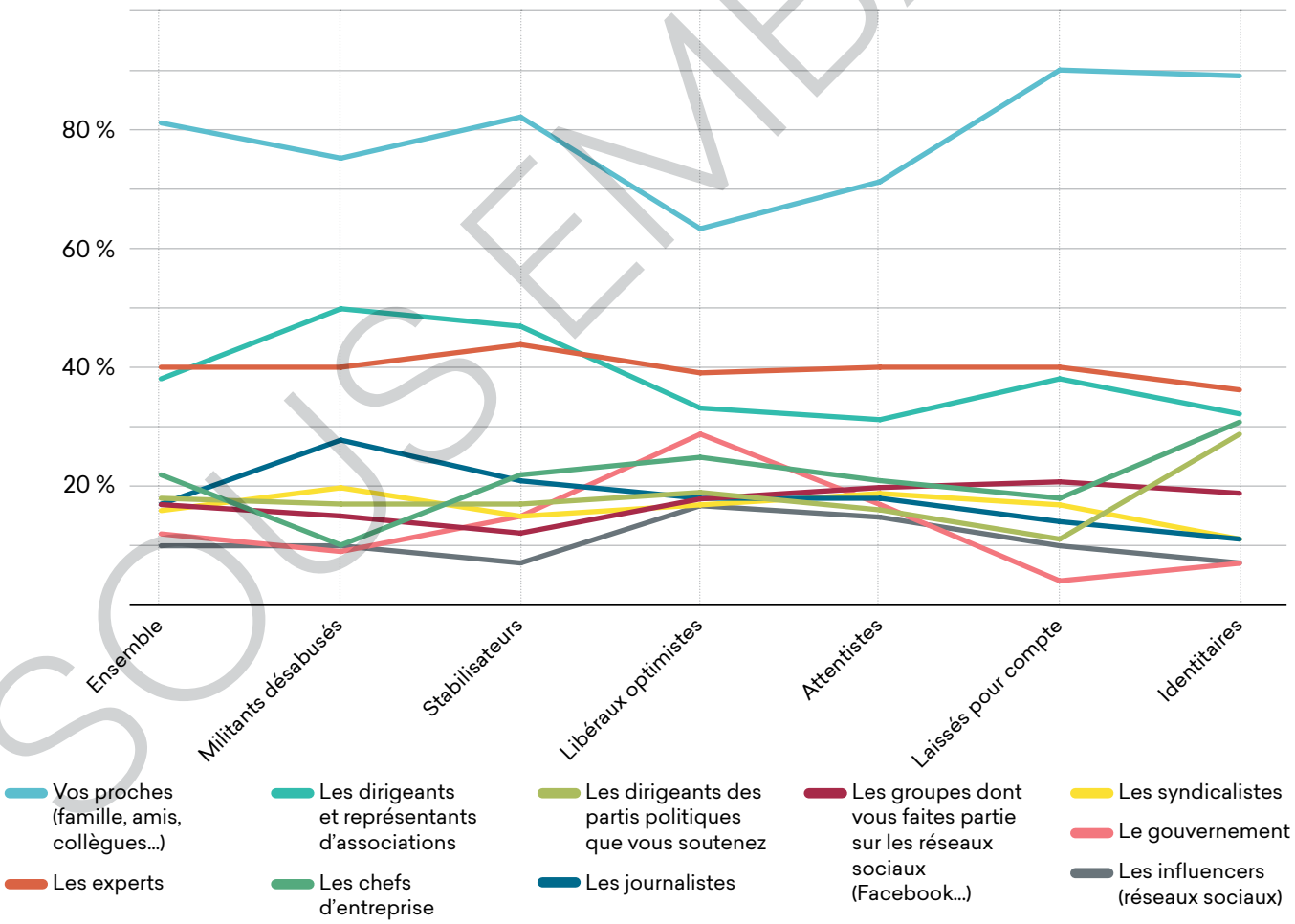
réseaux sociaux, les dirigeants de partis politiques et les syndicalistes (17 %). Le gouvernement et les influenceurs sur les réseaux sociaux arrivent en dernier. Le constat est encore plus saisissant lorsqu'il est question des émetteurs dans lesquels les Français ont le moins confiance : le gouvernement arrive en tête avec 63 %, suivi des journalistes, à 43 %. On notera que les Français sont nettement plus défiants que les Allemands à l'égard des experts (60 % leur accordent du crédit Outre-Rhin) et des journalistes, jugés dignes de confiance à 31 % en moyenne selon l'enquête menée par More in Common Deutschland[30].

La parole fondée en raison – celle des experts – la parole politique – celle de l'exécutif – ou la parole fondée sur de l'investigation – celle des journalistes – est donc remise en question, au profit de l'entourage proche et de nos pairs sur les réseaux sociaux, qui ont une influence croissante. **Pris ensemble, ces éléments confirment que nous avons davantage tendance à croire ce que nous disent ceux que nous connaissons et à aller chercher les informations qui nous confortent dans ce que nous pensons.** Nous échangeons et débattons davantage au sein de notre environnement social, ce qui contribue d'autant à brouiller les repères partagés.

30. Die andere deutsche Teilung : Zustand und Zukunftsfähigkeit unserer Gesellschaft, More in Common Deutschland, Octobre 2019.

FIGURE 7.5. **QUELS MÉDIATEURS CRÉDIBLES POUR L'INFORMATION ?**

Les proches devant tous les autres, journalistes et réseaux sociaux au même niveau de fiabilité



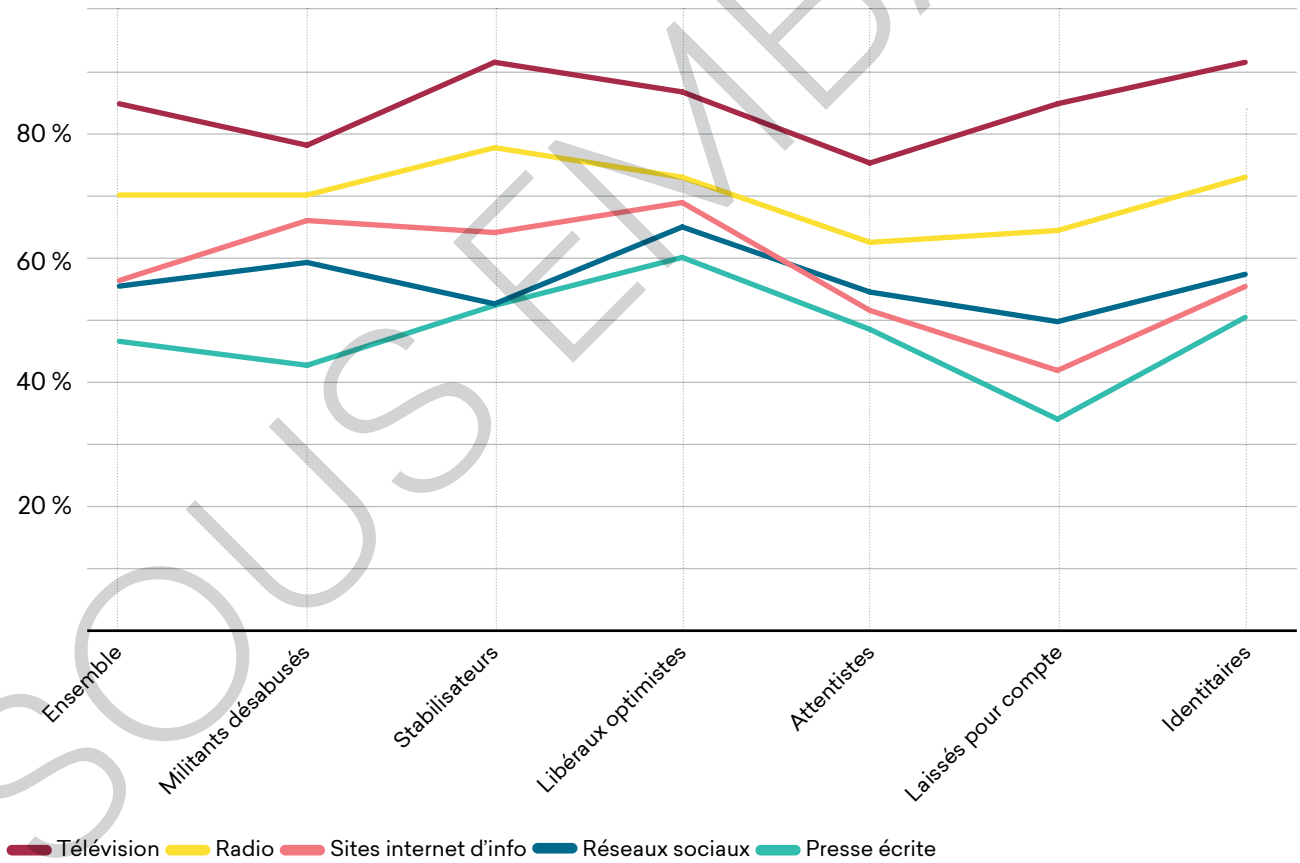
Parmi les acteurs ci-dessous, quels sont ceux auxquels vous faites le plus confiance pour obtenir des informations vraies et honnêtes ?
Source : Destin Commun (2019)

SOUS EMBARGO

Cette situation n'affecte pas de la même façon toutes les familles de Français. On retrouve ici un modèle similaire à celui que nous avons évoqué plus haut sur la participation au débat. **La confiance envers les émetteurs traditionnels est ainsi nettement plus faible dans la France des Oubliés des Laissés pour compte et des Attentistes.** Ces deux groupes accordent davantage leur confiance aux membres des groupes auxquels ils appartiennent sur les réseaux sociaux que la moyenne des Français. C'est donc parmi la France des Oubliés que les émetteurs institutionnels sont jugés les moins crédibles. Par contraste, Militants désabusés et Stabilisateurs ont davantage confiance dans les journalistes, les experts et les dirigeants d'association que la moyenne des Français, tandis que les Libéraux optimistes se distinguent par leur confiance dans l'exécutif et par celle, plus élevée que la moyenne, dans les influenceurs sur les réseaux sociaux. Quant aux Identitaires, ils sont plus enclins que les autres à juger fiables les dirigeants des partis qu'ils soutiennent – ce qui confirme qu'un effet de cadrage spécifiquement politique s'exerce sur ce groupe. Une fois les proches écartés, chacun tend à avoir ses propres informateurs privilégiés, ce qui contribue à créer un effet de bulle.

L'examen de la consommation d'information de nos différentes familles confirme en partie cet affaissement d'un espace public partagé. Elle est notamment plus faible chez les Laissés pour compte et les Attentistes. Contrairement aux autres France, les Oubliés privilégient d'ailleurs les

FIGURE 7.6. **CONSOMMATION MÉDIATIQUE**



À quelle fréquence utilisez-vous les médias suivants pour vous informer ?(sous-total au moins une fois par semaine)
Source : Destin Commun (2019)

SOUS EMBARGO

réseaux sociaux aux sites internet d'information pour suivre l'actualité. Mais il existe toujours un média central pour l'accès aux informations – la télévision. Même s'ils ont moins confiance dans les sources, les Français continuent de s'informer : le repli sur l'entourage et sur ses pairs est donc une tendance préoccupante mais il convient de ne pas la surévaluer.

L'enquête qualitative permet de comprendre davantage dans quoi s'ancre la méfiance des Français vis-à-vis des médias. Elle vient également confirmer d'autres enquêtes menées sur le sujet[31]. Trois éléments ont été particulièrement mentionnés dans les groupes de discussion, quelles que soient les familles de Français que nous entendions.

Le premier est celui de la couverture de l'actualité, que les participants ont tendance à considérer comme biaisée ; le cadrage choisi par les médias sur les manifestations des Gilets jaunes a été particulièrement critiqué. L'une des participantes au groupe de discussion, qui avait pris part au mouvement soulignait que ce qu'elle en voyait à la télévision lui semblait très éloigné de ce qu'elle avait vécu comme manifestante. Cet écart a parfois été interprété comme intentionnel et comme une forme de manipulation. Plus largement, la question de la « neutralité » de l'information a été évoquée à plusieurs reprises.

Le deuxième est celui de la hiérarchisation de l'information : ou on déplore l'absence de priorisation – et c'est le flot de l'information continue qui est évoquée – ou on en déplore les choix : les effets de répétition, notamment sur les faits de terrorisme ou des situations impliquant des minorités ont été particulièrement soulignés par les Attentistes et les Militants désabusés que nous avons entendus. L'ensemble des groupes déplorait également le traitement négatif de l'actualité, et interrogeait son effet sur le pessimisme ambiant des Français.

Le troisième est celui de la culture du clash et de la recherche du buzz, qui tend à durcir le débat public, qui est pointé du doigt par les Français. Aux yeux des Français que nous avons entendus, l'espace médiatique peine donc à faire exister l'espace public.

AVEC LEURS MOTS

« Les infos en direct cherchent tout le temps à nous convaincre. Ce n'est pas une info « neutre », ça cherche toujours à faire passer un message. Les montages sont faits de manière à sortir des phrases pour créer une dynamique, on crée le buzz. »

LIBÉRAUX OPTIMISTES

« Quand on regarde les journaux télévisés, on déprime, ça ne parle que de négatif, on n'a pas dix minutes pour parler de ce qui va bien, j'ai arrêté la télé pour ça, c'est trop. »

ATTENTISTES

« Les médias répètent sans cesse « vous êtes dans la merde », et du coup on perd pied, ce n'est pas en disant à un malade qu'il ne va pas bien qu'il ira mieux. (...) Si tu n'écoutes que les médias tu ne bouges plus. »

ATTENTISTES

31. Voir le baromètre 2020 de la confiance des Français dans les médias, Kantar Public, janvier 2020.

SOUS EMBARGO

« C'est pour nous manipuler, nous transformer en mouton : « ah tiens il se passe ça » alors que si tu vas voir ce qui se passe vraiment… Comme les Gilets jaunes, j'y ai participé et je sais que ce qui se dit dans les journaux c'est différent du terrain. Il faut se faire sa propre idée, on peut se cultiver avec la télé, mais il ne faut pas tout écouter. »

ATTENTISTES

« C'est relayé par la télé, sur les réseaux sociaux, c'est partout, on est envahi par l'info. Et les infos négatives aussi. Donc ça entretient la psychose et des gens y sont plus sensibles que d'autres »

MILITANTS DÉSABUSÉS

Le numérique change-t-il la donne dans la conversation nationale ?

Pris dans leur ensemble, les Français ont un regard plutôt ambivalent sur l'impact du numérique sur le débat public.
D'une part, 57 % d'entre eux considèrent que grâce à internet, on peut participer à des débats plus facilement. 55 % Pensent que les citoyens peuvent également avoir plus d'influence sur la politique de leur pays et 53 % jugent que les évolutions technologiques ont eu un impact positif sur l'expression des citoyens. En d'autres termes, **le numérique est vu comme un moyen d'augmenter son potentiel de citoyenneté et d'amplifier sa voix.**

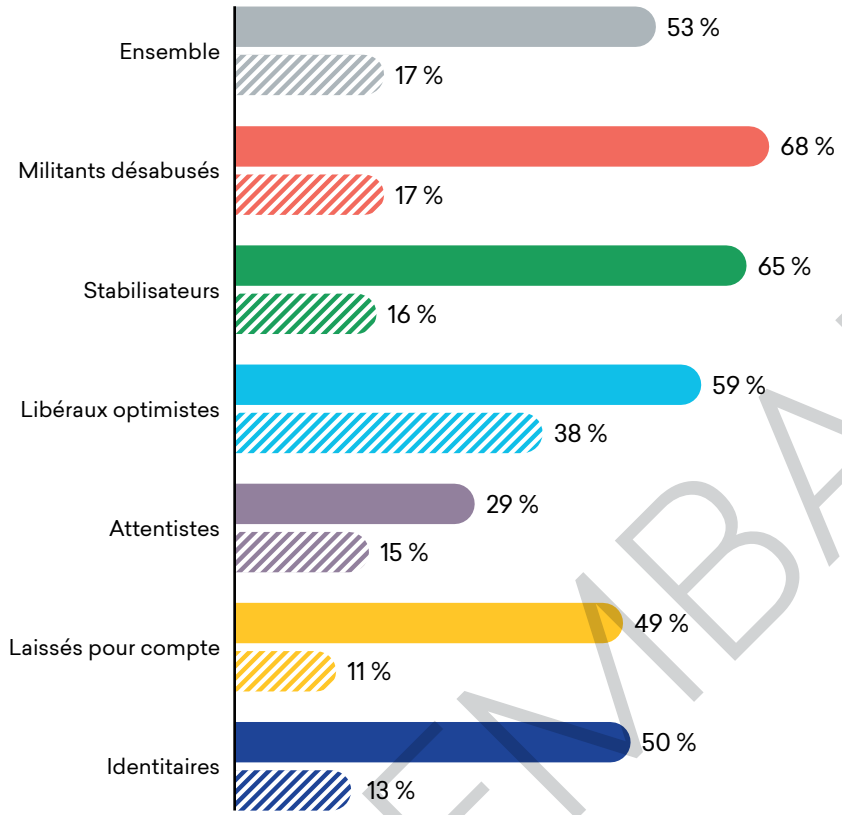
Mais d'autre part, ils jugent plus négativement les conséquences du digital sur la tonalité du débat public et sur la crédibilité des informations : seuls 17 % évaluent positivement le développement des nouvelles technologies sur le respect des autres et la tolérance, et à peine 15 % considèrent que l'impact a été favorable à la crédibilité de l'information. **Si les Français se réjouissent de pouvoir parler davantage, ils déplorent par la même occasion l'agressivité qui s'y exprime.**

L'examen des réponses de chacune de nos familles à ces questions invite à relativiser l'effet de rupture induit par le numérique, et à y voir davantage une chambre d'écho et d'amplification de la vie réelle. Ceux qui se réjouissent le plus fortement de l'impact du numérique sur l'accès au débat sont les mêmes que ceux qui disent aimer confronter leur point de vue – c'est-à-dire les Stabilisateurs et les Libéraux optimistes de la France tranquille et les Militants désabusés.
À l'inverse, ceux qui se tiennent en retrait du débat – les Attentistes et les Laissés pour compte de la France des Oubliés – sont un peu moins enthousiastes concernant les effets du numérique sur l'accès à la conversation nationale et l'influence sur la vie politique. Le seul écart notable entre ces deux groupes relève de l'expression citoyenne : à la différence des Attentistes, **les Laissés pour compte saluent les opportunités d'engagement offertes par internet.** Pour un groupe dont la prise de parole politique est globalement faible, c'est un point dont il faut souligner l'importance.
En un mot, chacun s'accorde à dire que le numérique a démultiplié les possibilités d'expression et de discussion des individus, mais il semble que son impact soit plus positif sur ceux qui étaient déjà engagés dans la conversation. Il l'est encore davantage pour les Libéraux optimistes, dont les pratiques digitales sont les plus avancées.

SOUS EMBARGO

FIGURE 7.7. INTERNET : DE NOUVELLES OPPORTUNITÉS D'EXPRESSION, MAIS UNE AMPLIFICATION DES TENSIONS

Les évolutions technologiques ont des conséquences positives dans chacun des domaines suivants

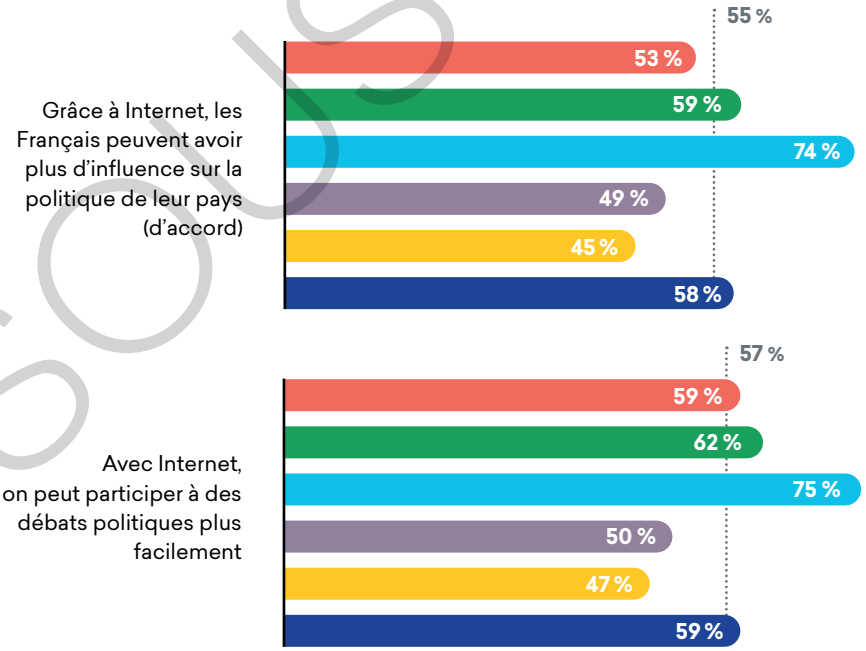


La possibilité d'expression des citoyens

Le respect des différences, la tolérance

Selon vous, Les évolutions technologiques ont des conséquences positives ou négatives dans chacun des domaines suivants (sous-total conséquences positives)
Source : Destin Commun (2019)

FIGURE 7.8. QUELLE INFLUENCE D'INTERNET SUR LA VIE PUBLIQUE ?



Militants désabusés
Stabilisateurs
Libéraux optimistes
Attentistes
Laissés pour compte
Identitaires
.... Ensemble

Avec laquelle des affirmations suivantes êtes vous le plus d'accord ? Grâce à Internet, les Français peuvent avoir plus d'influence sur la politique de leur pays (d'accord). Avec Internet, on peut participer à des débats politiques plus facilement (d'accord)..
Source : Destin Commun (2019)

SOUS EMBARGO

AVEC LEURS MOTS

« Ce qui m'agace, moi qui suis pas mal dans le virtuel, c'est cette libération de la parole qui autorise tout et n'importe quoi aujourd'hui. La raison a largement baissé dans la façon de fabriquer l'opinion publique. On est dans l'émotion et plus dans la raison et c'est très agaçant. »

STABILISATEURS

« On vit dans Facebook, dans l'information en continu - c'est mon cas. On a ce sentiment de guerre civile. »

STABILISATEURS

« Si on commence à se faire influencer par les réseaux sociaux, on est mal barrés. »

ATTENTISTES

« J'aime avoir les avis des autres pour comparer avec les médias tranchés dans leurs idées (...) les hommes politiques, ils sont sur les réseaux sociaux, et moi aussi, ça m'aide à voir les idées qui se mettent place. C'est un nouveau moyen de communication. »

LIBÉRAUX OPTIMISTES

« Aujourd'hui il y a des amalgames et des choses déformées, on se fait des idées, on veut convaincre l'autre de ce qu'on pense. »

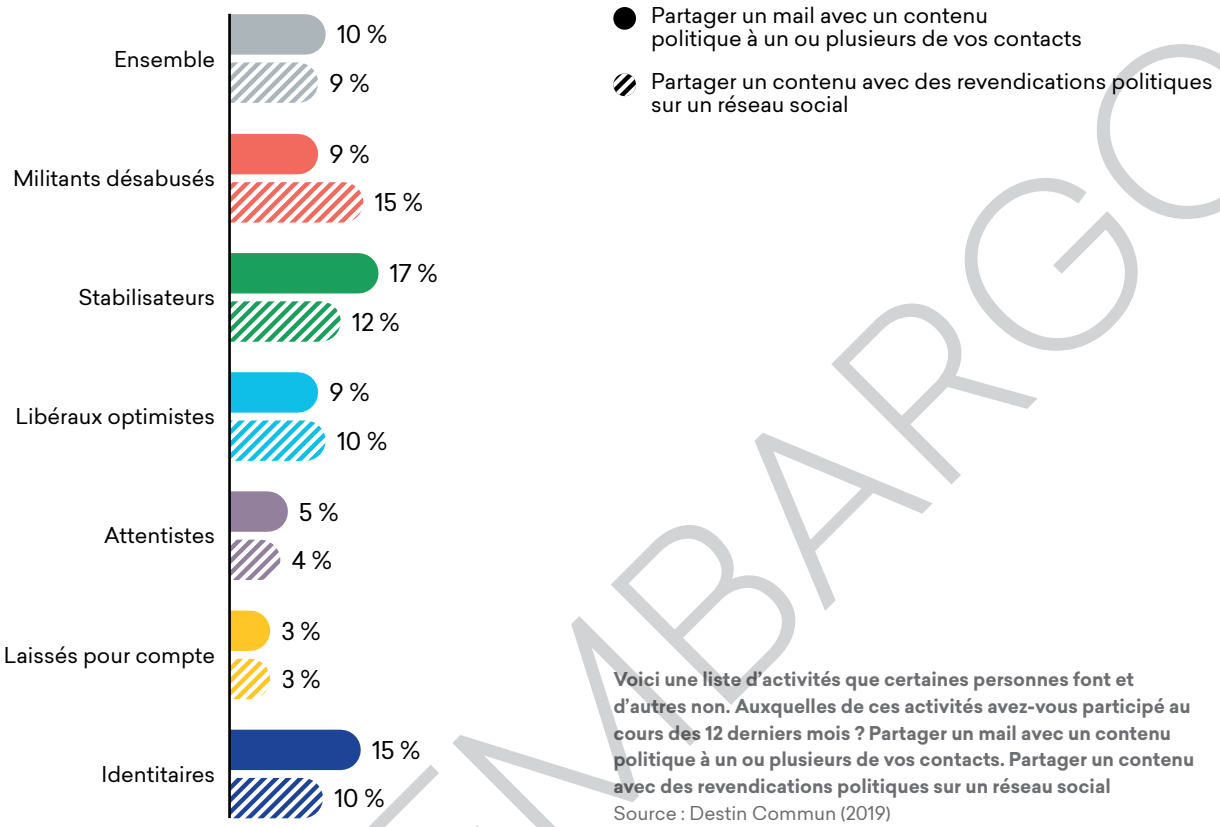
LIBÉRAUX OPTIMISTES

Les pratiques numériques de nos familles invitent également à ne pas faire de la conversation sur les réseaux sociaux un décalque de la conversation nationale. Twitter n'est pas tout : il s'agit d'un élément parmi d'autres. Soulignons d'une part que si 70 % des Français sont sur Facebook, seuls 40 % déclarent en avoir un usage quotidien. De même 31 % ont consulté Twitter, mais seuls 8 % en ont un usage régulier. D'un groupe à l'autre, les usages divergent. Si Facebook reste un réseau social utilisé par l'ensemble de nos groupes à un niveau équivalent, Twitter et Instagram sont par exemple davantage utilisés par les Militants désabusés et les Libéraux optimistes que par les autres.

L'ampleur des engagements en ligne est également à relativiser : seul un Français sur dix déclare avoir partagé un contenu politique sur les réseaux sociaux, ou par mail, au cours des douze derniers mois. Ces pratiques sont cependant plus élevées dans la France polémique des Militants désabusés et des Identitaires et dans la France tranquille des Stabilisateurs et des Libéraux optimistes, tandis qu'Attentistes et Laissés pour compte se tiennent davantage en retrait. En d'autres termes, ceux qui ont des convictions fortes et ceux qui se sentent intégrés dans le modèle de société existant demeurent, sur internet, les plus susceptibles de contribuer au débat, chacun dans son propre canal, selon la théorie désormais bien établie des bulles de filtre.

SOUS EMBARGO

FIGURE 7.9. **ENGAGEMENT NUMÉRIQUE ET ENGAGEMENT POLITIQUE : EFFET D'AMPLIFICATION DES RÉSEAUX SOCIAUX**



Voici une liste d'activités que certaines personnes font et d'autres non. Auxquelles de ces activités avez-vous participé au cours des 12 derniers mois ? Partager un mail avec un contenu politique à un ou plusieurs de vos contacts. Partager un contenu avec des revendications politiques sur un réseau social
Source : Destin Commun (2019)

Les médias et les réseaux sociaux nous polarisent-ils ? Une étude récente menée par l'Institut Montaigne avec le MIT et Sciences Po Medialab[32], qui portait sur l'offre médiatique en ligne, montrait que la polarisation à la française différait fortement de celle des États-Unis : il s'agissait moins d'une opposition entre deux camps – de gauche et de droite - que d'une tension entre des médias « institutionnalistes » et de nouveaux médias qui s'inscrivaient contre les élites.

Nous n'avons pu interroger nos répondants sur l'ensemble des sources d'information qu'ils consultent, notamment sur les nouveaux portails en ligne que sont RT France ou Sputnik ou sur des sites plus périphériques. Cependant, le niveau de défiance élevé envers la presse et le retrait de la France des Oubliés du débat public relevés dans notre enquête sont autant d'indices d'une vulnérabilité de certains groupes à de nouveaux médias anti-élites, en particulier parmi les Laissés pour compte et les Identitaires. Il importe donc, plus que jamais, de garantir un accès à l'expression des plus oubliés et des indifférents dans l'espace public.

SOUS EMBARGO

32. Institut Montaigne, MIT and Sciences Po Medialab, *Media polarization "à la française" ? Comparing the French and American ecosystems*, Juin 2019

Pour résumer :

- **L'ensemble des Français souligne une difficulté croissante à engager la discussion avec les autres,** en particulier sur des questions politiques et des questions d'identité : **ils sont 89% à penser que le débat public est de plus en plus agressif,** et déplorent qu'une culture du clash s'installe dans la conversation nationale.

- **Le principal risque que nous identifiions vient du retrait du débat de la France des Oubliés,** de leur tendance à l'autocensure et de leur faible inclination au compromis.

- **Le numérique sert de chambre d'écho aux prises de positions des groupes qui comptent déjà parmi les plus engagés :** la prise de parole est plus forte au sein de la France tranquille et de la France polémique que parmi les Oubliés.

- **En revanche, les usages digitaux ont changé la consommation médiatique :** la France des Oubliés a notamment tendance à aller chercher l'information sur les réseaux sociaux plutôt que sur les sites d'information traditionnels. Laissés pour compte, Attentistes et Identitaires font même moins confiance aux journalistes qu'aux membres des groupes dont ils font partie sur les réseaux sociaux.

- **Élargir la conversation nationale aux Attentistes et aux Laissés pour compte,** en prenant en compte leurs pratiques digitales spécifiques et leurs systèmes de valeurs, est un enjeu majeur pour l'avenir du débat démocratique.

SOUS EMBARGO

8.
Ces enjeux qui nous divisent

« Je dirais qu'il y a d'abord un sentiment d'injustice. C'est partout pareil je pense, c'est du ressentiment. On a l'impression que le voisin a toujours plus et parfois ça se vérifie. Donc ce sentiment d'injustice prime sur le sentiment d'appartenance. »

— Un Stabilisateur

SOUS EMBARGO

Les thématiques qui occupent une place centrale dans la conversation nationale sont souvent mises en scène à travers une tension entre deux groupes antagonistes : les riches contre les pauvres, les « travailleurs » contre les « assistés », les gens de gauche contre les libéraux, les progressistes contre les nationalistes, les élites contre le peuple, les métropoles contre la France périphérique, les migrants contre les Français, la laïcité contre l'islam. En vérité, ces oppositions mises en scène masquent souvent des points de consensus et des opinions plus ambivalentes. Ce chapitre montre de quelle façon les familles de Français éclairent les polémiques qui traversent le débat public aujourd'hui.

Les principaux enjeux

Interrogés sur les principaux enjeux auxquels le pays doit faire face aujourd'hui, les Français placent la question sociale devant la question identitaire : pouvoir d'achat, travail, pauvreté et inégalités surpassent de 7 à 9 points les questions liées à l'immigration dans la moyenne des citations. Les enjeux d'insécurité forment un bloc secondaire – menace terroriste et criminalité se situent entre 15 et 20 %. L'environnement, c'est nouveau, s'impose dans le quarteron de tête des défis à relever aux yeux des Français. Au total, on retrouve bien la source des grands mouvements sociaux de notre époque dans ces chiffres, des Gilets jaunes aux marches pour le climat en passant par les grèves de décembre 2019.
Non seulement la question sociale arrive en tête, mais elle se situe à un niveau élevé dans quasiment tous les groupes. Néanmoins, chacun l'exprime de différentes façons : si les Identitaires (41 %) et les Laissés pour compte (46 %) évoquent d'abord le pouvoir d'achat, les Militants désabusés (55 %) parlent davantage d'inégalités sociales et de pauvreté. Les Stabilisateurs (41 %), Attentistes (35 %) et Libéraux optimistes (29 %) priorisent pour leur part le chômage et le marché du travail.Les questions d'immigration sont plus polarisantes : un Identitaire sur deux ainsi qu'un Laissé pour compte sur trois le citent parmi les trois principaux enjeux auquel la France doit faire face aujourd'hui, contre moins d'un Militant désabusé sur dix. Les enjeux liés au climat et à l'environnement fonctionnent selon la même logique : ils sont cités par 13 % des Identitaires contre 53 % des Militants désabusés. Le fait que, chez les seconds, le niveau de préoccupation pour les questions écologiques soit quasiment équivalent à celui des inégalités sociales montre qu'elle occupe à gauche une place désormais centrale – les échéances électorales européennes de 2019 l'ont d'ailleurs confirmé.

En somme, la façon dont les principaux enjeux sont hiérarchisés par les 6 groupes révèle bien des préoccupations différentes :
_Les Militants désabusés et les Stabilisateurs priorisent pauvreté et inégalités, environnement et climat, éducation et discrimination.
_Les Identitaires sont davantage préoccupés par l'immigration, le terrorisme et l'insécurité, chômage et retraites.
_Les Laissés pour compte se rapprochent des Militants désabusés sur un certain nombre d'items liés à la question sociale. Ils sont en revanche plus proches des Identitaires sur les enjeux d'immigration et d'insécurité.

SOUS EMBARGO

_Libéraux optimistes et Attentistes, pour leur part, se situent à un niveau moyen et sur les enjeux sociaux et identitaires. Ils se distinguent des autres groupes par l'importance qu'ils accordent à des enjeux qui relèvent davantage de leur trajectoire ou de leur environnement personnel : logement, système de santé, éducation.

FIGURE 8.1. **PRÉOCCUPATION DES GROUPES**

	Ensemble	Militants désabusés	Stabilisateurs	Libéraux optimistes	Attentistes	Laissés pour compte	Identitaires
Le pouvoir d'achat	36 %	25 %	35 %	27 %	31 %	46 %	41 %
Le chômage, et le marché du travail	35 %	34 %	41 %	29 %	35 %	36 %	31 %
La pauvreté et les inégalités sociales	34 %	55 %	38 %	26 %	25 %	38 %	27 %
L'immigration	27 %	8 %	17 %	20 %	19 %	33 %	50 %
Les enjeux environnementaux	27 %	53 %	37 %	23 %	20 %	22 %	13 %
La situation économique	26 %	22 %	27 %	28 %	26 %	25 %	26 %
La menace terroriste	21 %	10 %	19 %	22 %	19 %	22 %	31 %
Les retraites	19 %	10 %	17 %	16 %	19 %	19 %	26 %
La criminalité et la violence	15 %	5 %	12 %	18 %	14 %	17 %	20 %
Le système de santé	14 %	15 %	14 %	19 %	16 %	12 %	12 %
L'éducation	12 %	20 %	15 %	18 %	13 %	9 %	5 %
Le racisme et les discriminations	11 %	19 %	12 %	15 %	13 %	7 %	5 %
Le système de protection sociale	9 %	13 %	10 %	11 %	8 %	7 %	7 %
Le logement	7 %	9 %	5 %	9 %	12 %	6 %	4 %

Parmi les éléments suivants, quels sont, selon vous, les trois principaux enjeux auxquels la France doit faire face aujourd'hui ?

SOUS EMBARGO

La justice sociale

« Dès qu'on parle d'argent, il y a une séparation. On n'a pas tous les mêmes points de vue. »

LIBÉRAUX OPTIMISTES

Les questions liées au travail et à la justice sociale sont les premiers facteurs de division aux yeux des Français. 67 % Considèrent que les fractures sociales, en fonction du niveau de salaire ou de patrimoine sont les premières sources d'opposition en France, devant les fractures identitaires, en fonction de la religion ou de l'origine[33]. Près d'un quart de siècle après une campagne présidentielle dominée par la fracture sociale, l'enjeu demeure toujours plus préoccupant.

Un premier constat s'impose : si tous les Français évoquent cette fracture, leur désir de justice sociale les rassemble. Ce sentiment va de pair avec un attachement majoritaire à un État protecteur. Même les groupes les plus en colère en soulignent le caractère positif, en comparaison avec d'autres pays :

« C'est une chance, on a une couverture sociale, il y a des acquis, il y a quand même des choses bien. »

LAISSÉS POUR COMPTE

« Les avantages sociaux, la sécurité sociale, c'est positif. En Amérique, ils sont bien payés, ils ont des gros salaires, mais s'il leur arrive un pépin, ils payent tout. On n'est pas mal lotis. »

ATTENTISTES

De fait, dans leur ensemble, une large majorité de Français soutient le principe d'une forte redistribution : entre « prendre aux riches pour donner aux pauvres » pour « établir la justice sociale » et « ne pas trop taxer les personnes riches, afin d'encourager la création de richesses dans notre pays », 65 % d'entre eux choisissent la première option, quand 35 % plaident en faveur de l'autre. De même entre « la compétitivité de l'économie française » et « l'amélioration de la situation des salariés », 63 % choisissent la deuxième option.

Les Libéraux optimistes se distinguent nettement des autres groupes sur cette question : ils sont 69 % à préférer que les riches soient moins taxés et 61 % à privilégier l'amélioration de la compétitivité française plutôt que l'amélioration de la situation des salariés. Ce sont également ceux qui s'estiment le mieux protégés face aux aléas de la vie (84 % contre 66 % en moyenne) et les plus nombreux à penser que le système de protection sociale des Français est juste et équitable (80 % contre 52 % en moyenne).

Les Militants désabusés et les Laissés pour compte forment un autre ensemble profondément attaché à la redistribution : 78 % des premiers et 80 % des seconds manifestent leur accord avec le fait de prendre aux riches pour donner aux pauvres. De même, 75 % des Militants désabusés ainsi que 77 % des Laissés pour compte estiment qu'il faut accorder la priorité à l'amélioration de la situation des salariés plutôt qu'à l'économie française.

33. Enquête sur l'intégration républicaine, Ipsos pour l'association du corps préfectoral, menée auprès d'un échantillon de 1048 personnes du 22 au 25 janvier 2019.

SOUS EMBARGO

Ce qui les rassemble c'est leur conviction que les trajectoires des individus doivent moins à leurs efforts qu'aux circonstances. Ce qui les distingue en revanche, ce sont les mots qu'ils emploient pour justifier l'existence d'un système de redistribution : là où les Militants désabusés parlent en termes idéologiquement structurés de « détermination » et de « système », les Laissés pour compte évoquent plus concrètement les « privilèges » et l'habileté de ceux qui savent tirer profit des circonstances dans lesquels ils sont : leurs « connaissances », « ceux qui sont pistonnés ». Les seconds sont d'ailleurs le groupe le moins nombreux à estimer que le système de protection sociale est juste et équitable : 38 % seulement en sont convaincus.

« Si tu as un peu d'argent, tu arrives à faire les bonnes écoles, à aller dans les bons endroits, à être embauché dans les bonnes entreprises, c'est plus simple tout de suite, leur avenir est tracé, ils savent où ils veulent aller. »

LAISSÉS POUR COMPTE

Identitaires, Stabilisateurs et Attentistes dans une moindre mesure se situent dans la moyenne des Français par rapport aux questions de redistribution. Les Stabilisateurs en particulier sont un groupe plus partagé entre protection et flexibilité économique, entre désir d'équité et de liberté individuelle, tandis que les Identitaires se montrent davantage sensibles au pouvoir d'achat.

Le travail

Les Français accordent au travail une place centrale dans leur existence. La recherche a montré que, contrairement à une idée répandue, cet attachement ne s'était pas dégradé ces dix dernières années, mais qu'il s'était même confirmé. Si les Français lui donnent autant d'importance, c'est à la fois par la crainte du chômage – en tête des préoccupations de façon presque ininterrompue depuis les années 1980 – et parce qu'ils y voient un moyen de s'exprimer et de développer ses compétences.

Or l'installation du chômage de masse et la valorisation du travail sont allées de pair, ces dernières années, avec l'irruption dans l'espace public du discours sur « l'assistanat » vis-à-vis des bénéficiaires de minimas sociaux et sur une hostilité croissante vis-à-vis des chômeurs, suspectés de ne pas faire le nécessaire pour retrouver du travail. Ce débat a surgi à plusieurs reprises ces dernières années, lorsque le président de la République a, en 2018, invité un jeune chômeur à « traverser la rue pour trouver du travail » ou à l'occasion de la réforme de l'assurance-chômage, entrée en vigueur le 1er novembre 2019, qui impose des conditions plus drastiques aux demandeurs d'emploi. À plusieurs reprises, il a été reproché aux pouvoirs publics de diviser davantage la société.

Vue d'ensemble, la proposition selon laquelle « les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment » divise en effet les Français, bien davantage que la protection sociale : 51 % l'approuvent.

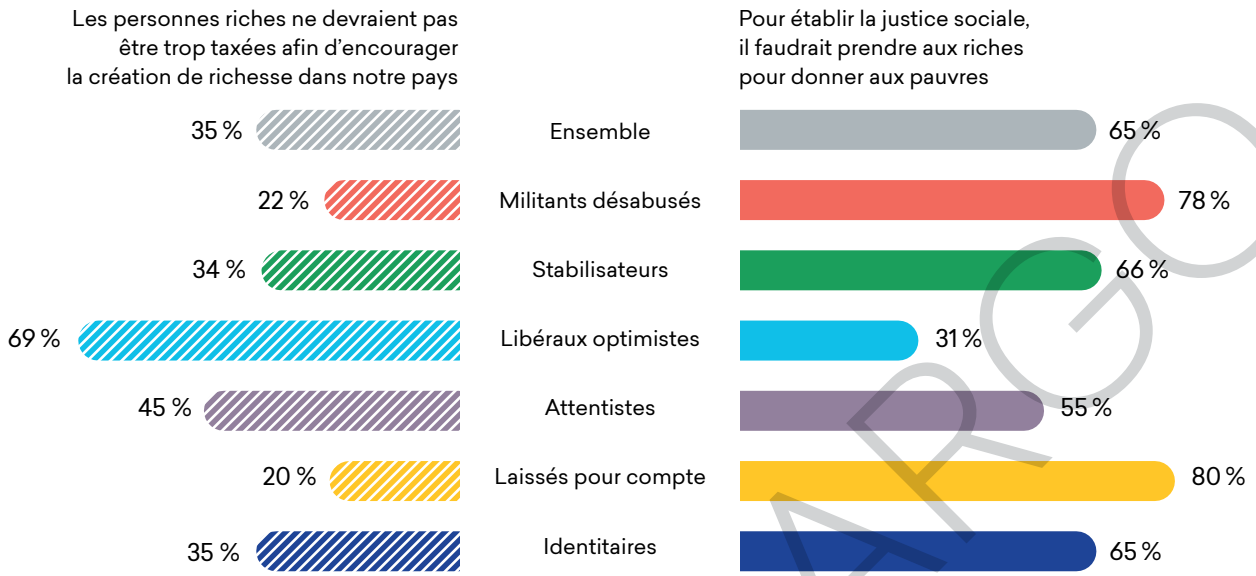
On retrouve ici un modèle où les Militants désabusés s'opposent nettement aux Libéraux optimistes. 82 % Des premiers sont en désaccord avec la proposition. Dans ce groupe, cet enjeu est envisagé sous le jour de la détermination sociale et des inégalités. Inversement, les seconds sont 73 % à partager la conviction qu'un chômeur est responsable de sa trajectoire. Ils valorisent l'investissement personnel et la responsabilité individuelle.

« Les personnes qui recrutent ont des œillères, des filtres bizarres. Dès qu'on sort des cases, c'est fini. »

MILITANTS DÉSABUSÉS

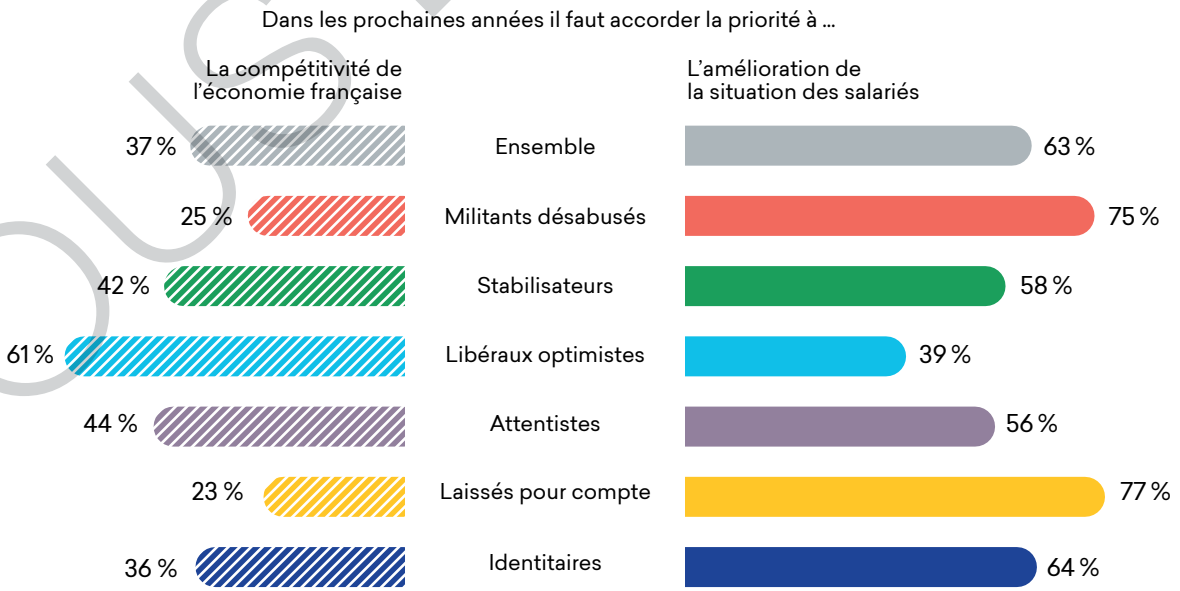
SOUS EMBARGO

FIGURE 8.2. **JUSTICE SOCIALE OU INITIATIVE INDIVIDUELLE ?**



Avec laquelle des affirmations suivantes êtes-vous le plus d'accord ?
Source : Destin Commun (2019)

FIGURE 8.3. **SITUATION DES SALARIÉS OU COMPÉTITIVITÉ ?**



Avec laquelle des affirmations suivantes êtes-vous le plus d'accord ?
Source : Destin Commun (2019)

SOUS EMBARGO

« La mentalité est archaïque en France : on laisse moins de place à l'initiative, c'est beaucoup trop hiérarchique. »

LIBÉRAUX OPTIMISTES

Les Stabilisateurs et les Attentistes sont à nouveau partagés. Ils soulignent la complexité du problème, considérant à la fois qu'il est du ressort de chacun de fournir les efforts nécessaires pour s'insérer sur le marché du travail, mais que les difficultés présentées par la situation économique consistent à faire des choix. Chez les Attentistes, l'enquête qualitative montre que cette ambivalence s'articule avec leur expérience personnelle.

Les Identitaires et les Laissés pour compte défendent vis-à-vis des chômeurs un point de vue différent de celui qu'ils portent sur l'État protecteur. Pour les Identitaires, si une forte redistribution et une protection sociale élevée sont légitimes, elles n'exonèrent pas les individus de leur responsabilité : chacun doit prendre sa part. Sur ce dernier point, ils sont proches des Libéraux optimistes. À contrario, alors que les Laissés pour compte plébiscitaient la redistribution, ils se montrent plus partagés sur les efforts à fournir par les chômeurs. Entre leur sentiment d'injustice et leur volonté de ne pas être confondus avec les plus vulnérables, ils se trouvent divisés.

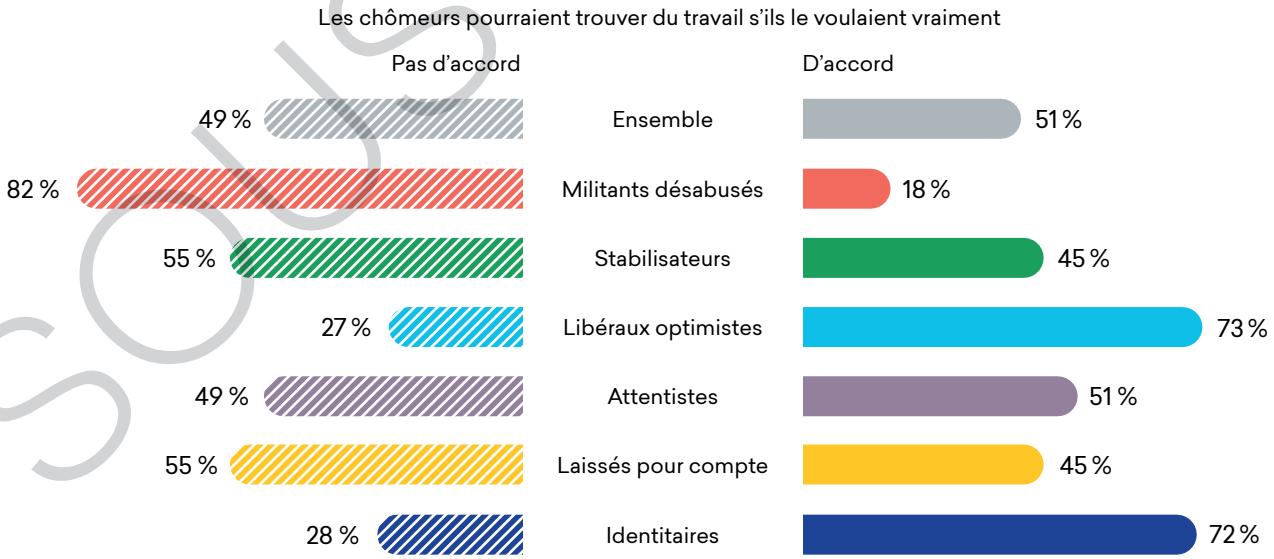
« On a toujours vu nos parents travailler. Il y avait des riches et des pauvres, la vie n'était pas toute rose, mais il y avait du travail et on n'avait pas le choix. »

IDENTITAIRES

« Il y a ceux qui travaillent et ceux qui ne travaillent pas – les cas sociaux : ils gagnent plus que toi en restant à la maison et ont droit à toutes les aides et ils se moquent de nous quand on va bosser »

LAISSÉS POUR COMPTE

FIGURE 8.4. CHÔMAGE ET RESPONSABILITÉ INDIVIDUELLE



Êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec l'affirmation suivante ?
Source : Destin Commun (2019)

SOUS EMBARGO

De ce panorama rapide sur la question sociale, on peut d'ores et déjà tirer plusieurs conclusions. La première est que **la question sociale est bien toujours prégnante dans l'opinion : les Français expriment, majoritairement, une demande de redistribution et de protection.** Il n'y a donc pas de consensus libéral dans la société française. On soulignera également que les Militants désabusés n'ont pas le monopole de la demande de justice : elle s'exprime, entre autres, également dans notre famille des Identitaires. En revanche, elle ne repose pas sur les mêmes prémisses : le conservatisme social s'attachera moins à l'égalité comme horizon ou comme combat que comme une rétribution selon l'effort – tout travail mérite salaire – et selon que l'on appartient ou non à la communauté nationale – l'appartenance justifiant la protection sociale.

L'immigration

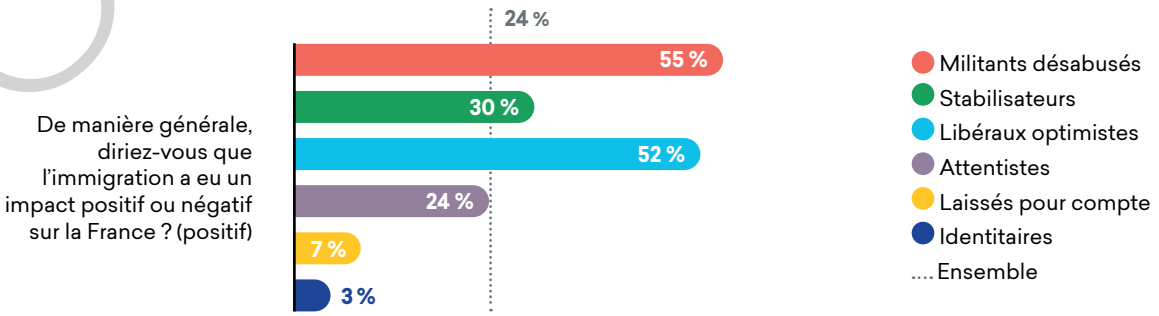
Rappelons d'abord que l'immigration est perçue de façon plus négative en France que dans d'autres pays. 24 % Des Français considèrent qu'elle a un impact positif sur le pays contre un Américain sur deux par exemple[34]. Six Français sur dix jugent de manière défavorable son influence sur la vie culturelle du pays. Ils sont plus nuancés sur ses conséquences sur le marché du travail : 59 % considèrent que les nouveaux arrivants exercent des métiers que les Français ne veulent pas exercer, quand 41 % pensent que les Français ont du mal à trouver du travail en raison de la présence d'immigrés. Cet enjeu n'en demeure pas moins profondément clivant. Tous les groupes présentent la question de l'immigration comme un enjeu de division, sur lequel il vaut mieux ne pas s'étendre.

> « On pense moins à la gestion des flux migratoires qu'à utiliser des migrants comme porte-drapeau ou comme épouvantail. On a un rapport très passionné au sujet. C'est un problème. »
>
> STABILISATEURS

Les deux familles de la France polémique se distinguent. D'un côté, les Militants désabusés se détachent par leur vision nettement plus favorable à l'immigration, à ses conséquences sur la société française et à des politiques d'accueil bienveillantes que la moyenne des Français. Plus de la moitié considèrent son impact comme positif. Leur constat vaut autant pour sa dimension culturelle –70 % perçoivent les nouveaux arrivants comme un enrichissement – que pour sa dimension économique – 77 % estiment que les migrants exercent des métiers que les Français ne veulent pas exercer. Ils portent également un regard bienveillant sur l'effort fourni par les migrants pour s'intégrer : plus de deux sur trois considèrent que s'ils ont du mal à trouver leur place, c'est avant tout

34. Hidden Tribes : A study of America's polarized landscape, More in Common, Octobre 2018.

FIGURE 8.5. **LA PERCEPTION DE L'IMMIGRATION, POSITIVE OU NÉGATIVE ?**



Source : Destin Commun (2019)

SOUS EMBARGO

parce que la société française ne leur en donne pas les moyens. Les politiques migratoires qu'ils défendent sont à l'avenant : seuls 13 % considèrent que nous devons fermer complètement nos frontières aux migrants car nous ne pouvons pas les accueillir actuellement et seuls 22 % estiment que les migrants sont prioritaires sur les Français dans l'accès aux aides sociales. Pour les Militants désabusés, la question migratoire est d'abord perçue à travers le prisme des droits de l'homme, de la justice et de la bienveillance. Accueillir des migrants relève donc du devoir – la France en a les moyens économiques et financiers, elle a donc l'obligation de le faire pour 59 % d'entre eux.

De l'autre côté, les Identitaires et les Laissés pour compte forment un bloc fortement hostile à l'immigration : 87 % des premiers et 83 % des seconds jugent son impact négatif sur la France. Le niveau d'hostilité est plus élevé pour son impact culturel que pour son impact sur le marché du travail : dans ces deux groupes, 80 % ne voient pas les nouveaux arrivants comme un enrichissement, contre un sur deux qui jugent que les migrants occupent un emploi que les Français ne veulent pas occuper. Si l'équation « immigration = chômage » mise en avant par le Front National dès les années 1970 est peut-être moins centrale qu'elle ne l'a été par le passé, c'est parce que le débat s'est déplacé du côté de l'accès aux aides sociales. 89 % des Identitaires et 77 % des Laissés pour compte sont persuadés que les nouveaux arrivants bénéficient de la solidarité nationale davantage que les Français. Dans ces deux groupes, plus de 84 % d'entre eux estiment que les migrants ne font pas d'efforts pour s'intégrer. Logiquement, 83 % des Identitaires et 69 % des Laissés pour compte plaident pour qu'on ferme complètement nos frontières aux migrants.

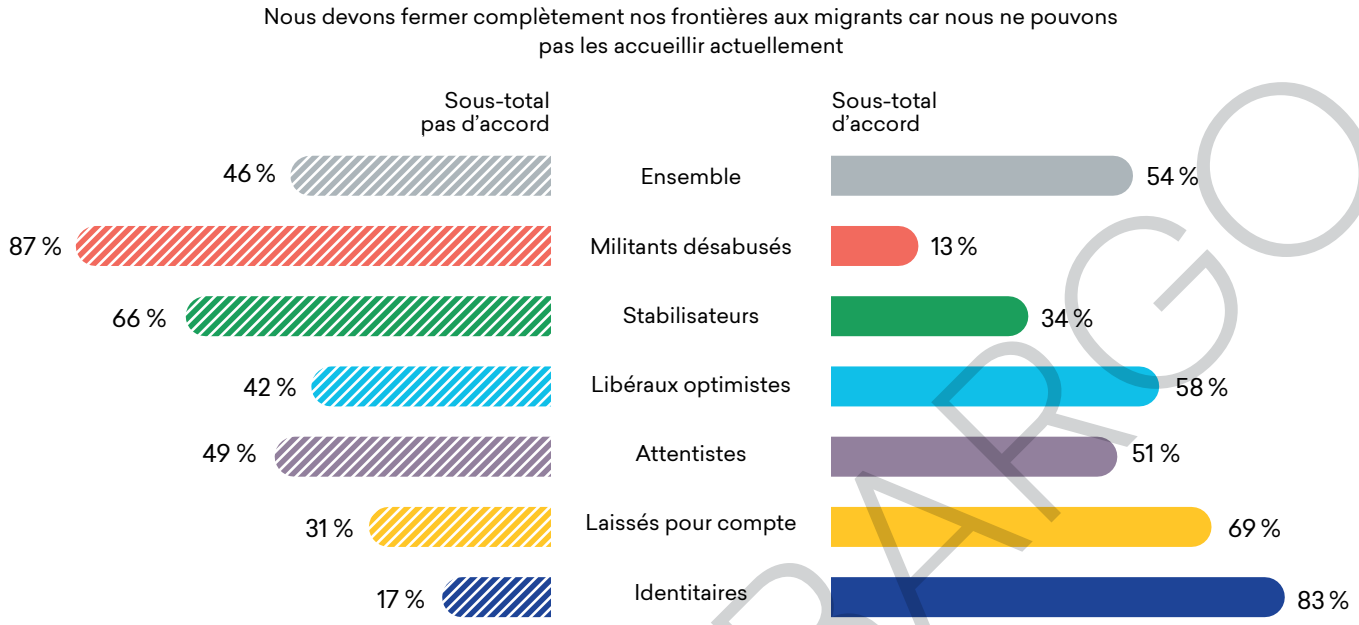
Entre ces deux blocs, Stabilisateurs, Libéraux optimistes et Attentistes montrent des opinions ambivalentes.

Les Libéraux optimistes sont apparemment les plus contradictoires. D'une part, ils considèrent très positivement l'impact de l'immigration sur la société. 71 % Jugent que l'immigration est bénéfique à la vie culturelle de la France et 80 % pensent que les migrants exercent des métiers que les Français ne veulent pas exercer : c'est autant, sinon plus que les Militants désabusés. Dès qu'il s'agit, en revanche, de politique migratoire à mener, ils sont 59 % à plaider pour qu'on ferme les frontières et 70 % à considérer que les immigrés sont prioritaires sur les Français dans l'accès aux aides sociales. On peut faire ici l'hypothèse que ce n'est pas sous le prisme du devoir humanitaire que les Libéraux optimistes perçoivent la question de l'immigration, mais davantage sous le prisme de la liberté et de la responsabilité : un nouvel arrivant est d'abord un individu avec son identité propre, dont la présence est indissociable d'un monde ouvert. À contrario, leur sentiment que les migrants sont prioritaires dans l'accès aux aides sociales est sans doute moins perçu comme un problème qu'un constat, et qu'il faille réguler cet accès, parce qu'il s'agit d'aides sociales et non parce qu'il s'agit de migrants. D'où également la nécessité de contrôler les frontières, qui est perçue comme une gestion parcimonieuse des moyens financiers.

Stabilisateurs et Attentistes sont moins contradictoires que partagés : par exemple, 50 % d'entre eux pensent que la société ne facilite pas l'intégration des migrants ; 50 % que les nouveaux arrivants ne font pas d'effort pour s'intégrer. Les deux groupes se distinguent selon leur soutien aux politiques migratoires : les Stabilisateurs penchent majoritairement en faveur de l'hospitalité. Deux Stabilisateurs sur trois ne veulent pas fermer complètement nos frontières aux migrants– contre 49 % des Attentistes.

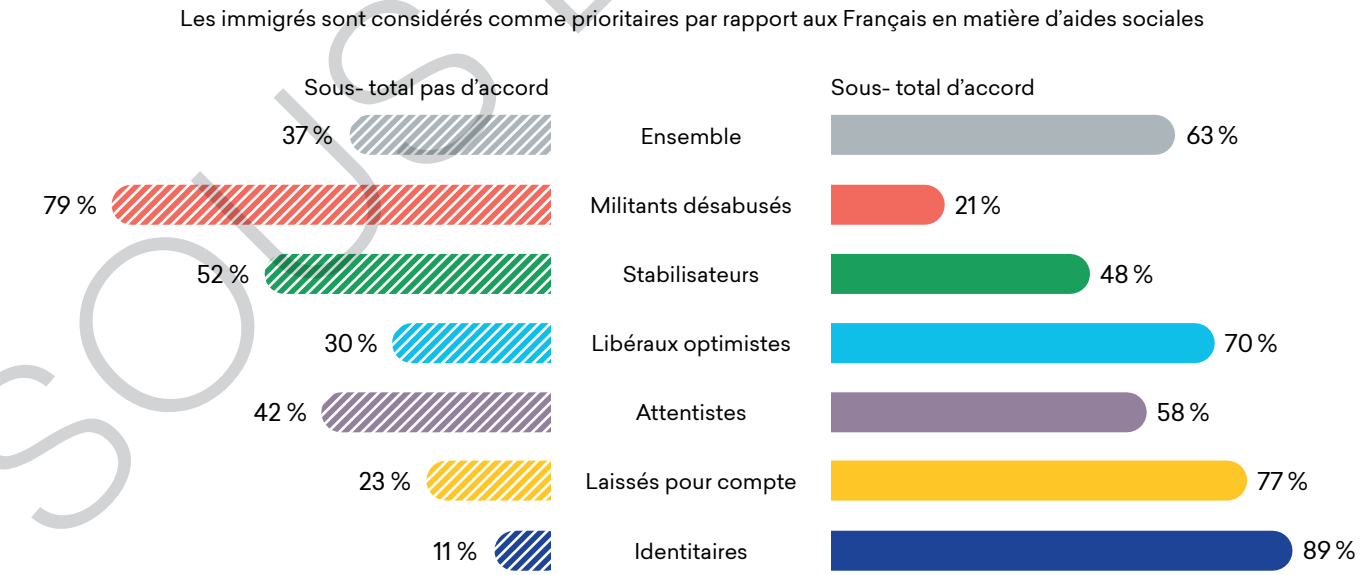
SOUS EMBARGO

FIGURE 8.6. **FAUT-IL FERMER LES FRONTIÈRES AUX NOUVEAUX ARRIVANTS ?**



Êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec l'affirmation suivante ?
Source : Destin Commun (2019)

FIGURE 8.7. **LES IMMIGRÉS, PRIORITAIRES DANS L'ACCÈS AUX AIDES SOCIALES ?**



Êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec l'affirmation suivante ?
Source : Destin Commun (2019)

SOUS EMBARGO

L'islam

Avec les débats sur l'immigration, les polémiques sur l'islam occupent régulièrement le devant de la scène médiatique, du port du burkini dans les piscines municipales aux mères de famille voilées qui accompagnent les sorties scolaires, en passant par les repas halal servis dans les cantines. Bien souvent, la conversation nationale oppose ceux qui disent percevoir une montée du « communautarisme » et un refus supposé des musulmans de respecter les règles républicaines, à commencer par la laïcité, à ceux qui considèrent cette inquiétude comme démesurée, la décrivent comme une forme de racisme culturel et la jugent contraire à l'esprit de la loi de la 1905, laquelle garantit la liberté de culte. Pris dans leur ensemble, les Français semblent profondément divisés par la place de l'islam en France : 48 % pensent que l'islam est incompatible avec la société française, quand 52 % pensent le contraire.

« Les religions, c'est un truc à dispute. »

IDENTITAIRES

Un modèle similaire aux positionnements des Français sur l'immigration se dégage.

Les Identitaires et les Laissés pour compte se rejoignent sur une perception négative de l'islam : 76 % des premiers et 68 % des seconds l'associent à la violence et ne la perçoivent pas comme une religion pacifique. 87 % Des Identitaires et 79 % des Laissés pour compte verraient un inconvénient à ce qu'une mosquée soit construite à proximité de chez eux. Ils sont respectivement 76 % et 69 % à éprouver des sentiments négatifs envers les musulmans. Si les Identitaires ont plutôt tendance à considérer islam et musulmans comme un bloc homogène, auxquels ils prêtent des intentions hostiles, les Laissés pour compte se situent dans la moyenne des Français sur la compatibilité de l'islam avec la société française.

À l'opposé, les Militants désabusés portent un regard nettement plus positif sur les musulmans. 62 % Déclarent que l'islam est une religion pacifique, 63 % ne verraient aucun inconvénient à ce qu'une mosquée soit construite près de chez eux et 70 % ne voient aucun problème d'incompatibilité entre islam et société française.

Les trois autres groupes sont plus ambivalents. **Les Libéraux optimistes présentent d'apparentes contradictions,** similaires à celles que nous avons soulignées précédemment : d'une part, 62 % d'entre eux pensent que l'islam est une religion pacifique et 60 % ne verraient pas d'inconvénient à ce qu'une mosquée soit construite à côté de chez eux. Mais d'autre part, ils sont 59 % à penser que l'islam est incompatible avec la société française.

« Le "foulard de décathlon" a fait une polémique énorme. En Grande-Bretagne il n'y aurait pas ça. Je sens une France fragmentée sur ce sujet. »

LIBÉRAUX OPTIMISTES

Stabilisateurs et Attentistes sont également partagés : 45 % des premiers et 42 % des seconds perçoivent l'islam comme une religion pacifique et 37 % de ces deux familles ne verraient aucun inconvénient à ce qu'une mosquée soit construite à proximité de chez eux – soit autant que les Français en moyenne. Ils se distinguent sur leurs rapports entre l'islam et la société française : les Stabilisateurs sont majoritairement convaincus qu'il y a compatibilité, tandis que les Attentistes semblent davantage indifférents à cette question. Dans l'ensemble, ces trois groupes ne présentent pas d'opinions très tranchées sur l'islam : en intensité, ils ont tendance à se dire plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord avec l'ensemble des items proposés.

SOUS EMBARGO

Si la perception de l'islam oppose les familles de Français, elles s'accordent néanmoins sur le fait **qu'un climat d'hostilité vis-à-vis des musulmans s'installe en France et à en exprimer de l'inquiétude.** Ce sentiment est majoritaire non seulement chez les Français (62 % partagent cette opinion), mais également dans toutes les familles – y compris celles qui éprouvent des sentiments négatifs à l'égard des musulmans. S'il y a un écart de 20 points entre Militants désabusés et Identitaires sur cette question, elle divise le groupe le plus fermé : 28 % se disent pas du tout d'accord avec la proposition, contre 17 % qui se disent tout à fait d'accord.

FIGURE 8.8. **L'ISLAM ET LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE : COMPATIBLE OU INCOMPATIBLE ?**

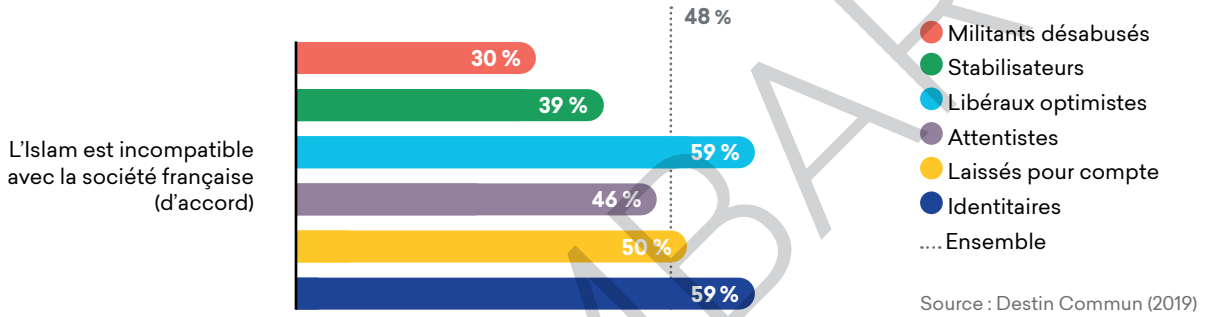
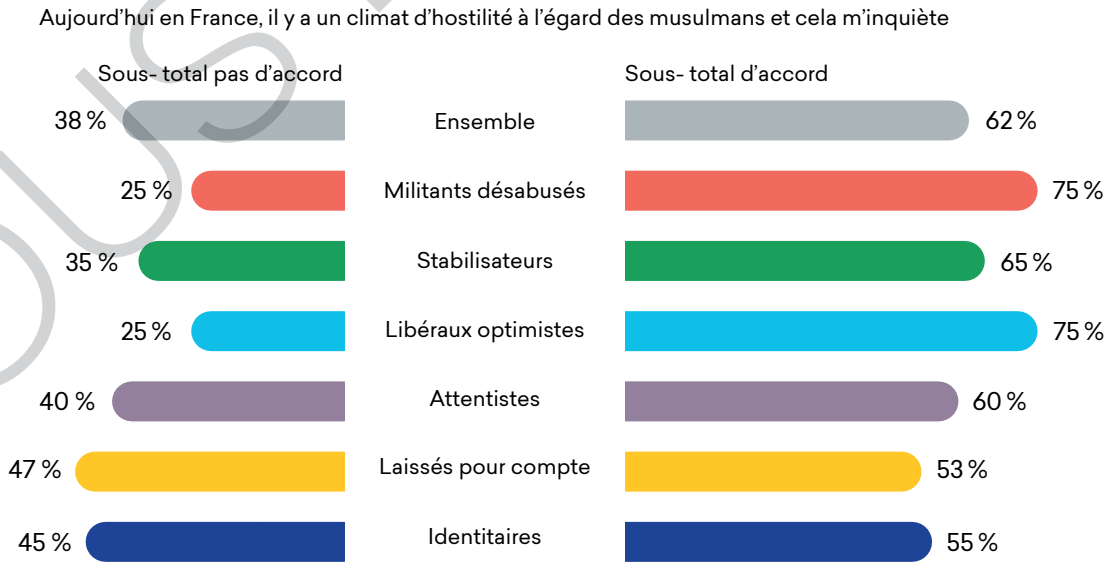


FIGURE 8.9. **PERCEPTIONS DE L'HOSTILITÉ ENVERS LES MUSULMANS**



Êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec l'affirmation suivante ?
Source : Destin Commun (2019)

SOUS EMBARGO

Pour résumer :

- **Les questions d'identité, liées par exemple à l'Islam, opposent clairement deux pôles aux convictions fortes :** les Militants désabusés d'une part et les Identitaires d'autre part.

- **Les questions sociales** sont toujours fortement présentes dans l'opinion publique, mais elles ne recoupent pas la société française de la même façon : aux Militants désabusés s'opposent cette fois les Libéraux optimistes, qui défendent une économie ouverte et un modèle de responsabilité individuelle plus marquée.

- **Ni le clivage des ouverts contre les fermés ni le clivage entre libéralisme et anti-libéralisme ne rendent compte de la complexité de la société française.** Les affrontements entre les groupes polarisés masquent l'ambivalence d'une majorité de la population sur les enjeux d'identité, et, avant tout, les points de convergence sur les questions sociales : un attachement majoritaire à la « valeur travail » et à un État protecteur et redistributeur.

SOUS EMBARGO

GUEST CE

9.

Qu’est-ce qu’être Français ?

« En France les gens sont fiers, mais ils n’oublient pas leurs origines, et c‘est ce qui construit l’identité d’un pays. Qui peut dire : « je suis 100 % Français ? » Personne. Moi je suis Français, je suis fier de mon pays, j’ai des origines belges et, j’en suis très fier. Aujourd’hui ce qui fait la richesse de la France, c’est d’avoir un peuple fier d’être français et de ses origines. Ça rajoute une valeur. »

— Un Libéral optimiste

SOUS EMBARGO

La France s'est longtemps défiée des appartenances : parce que la nation s'est construite comme la seule communauté légitime contre toutes les autres communautés, religieuses ou professionnelles, l'identité française demeure une clé de voûte de l'imaginaire collectif. Les Français sont 92 % à se sentir fiers d'être citoyens de leur pays[35]. Notre enquête confirme que parmi toutes les composantes de l'identité, la nationalité est la plus importante dans les affiliations de chacun. Si des écarts existent d'un groupe à l'autre, si tous n'en ont pas la même définition, cette appartenance constitue une base essentielle pour rebâtir un récit commun.

Se dire Français aujourd'hui : importance, supériorité et victimisation

La place qu'occupe l'appartenance française dans l'identité de chacun est centrale pour 76 % des répondants ; contrairement à un cliché répandu sur l'arrogance supposée des Français, ils n'expriment pas un sentiment de supériorité particulier, mais se sentent, pour une part, mal considérés par les autres parce qu'ils sont Français. Cette victimisation est à remettre en perspective dans un contexte plus large : celui d'une France qui, doutant d'elle-même et de ses capacités, a tendance à se représenter comme un pays qui n'est pas à la hauteur de ses aspirations et à être mal perçu des autres pour ce qu'ils sont. Un point de vue, nous le verrons, qui relève d'une certaine posture.
Au niveau des familles, **les Militants désabusés sont les seuls à ne pas partager cette importance accordée à la nationalité. Être Français n'est pas un élément central de leur identité.** En revanche, même les plus désengagés, Attentistes et Laissés pour compte, s'y réfèrent fortement, tandis que les Identitaires sont même quasiment unanimes dans leur appartenance à la nation.

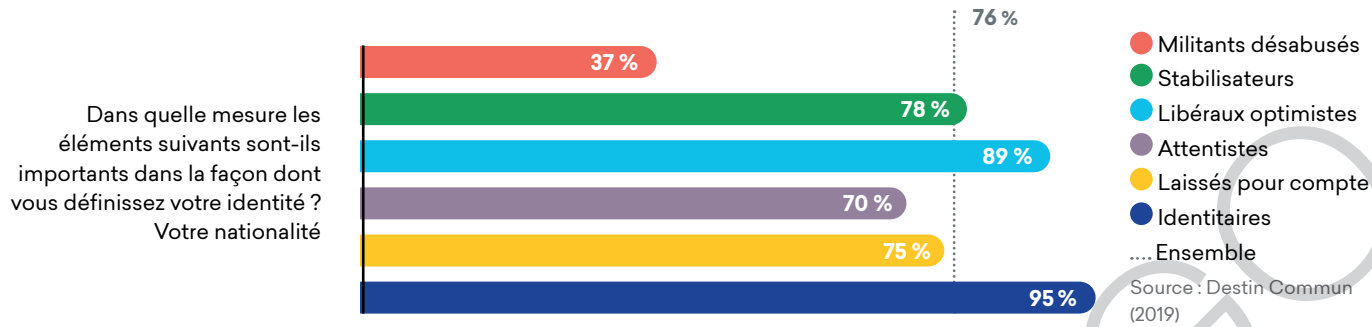
Se sentir Français : territoires d'appartenances

Depuis quelques années, l'attachement des Français à leur territoire fait l'objet de débats récurrents dans l'espace public : on oppose la France des grandes métropoles à celle de la France périphérique, une France nomade, ouverte au monde et peu attentive au reste de l'Hexagone, contre une France sédentaire, ancrée dans son territoire et tentée par la fermeture. Quelle relation les Français entretiennent-ils avec la France, comme territoire où ils vivent ? Se perçoivent-ils d'abord comme citoyen du monde, habitant de leur région ou de leur village ?

35. Pierre Bréchon, La France des valeurs. Quarante ans d'évolution, Grenoble, PUG, 2019, p. 54

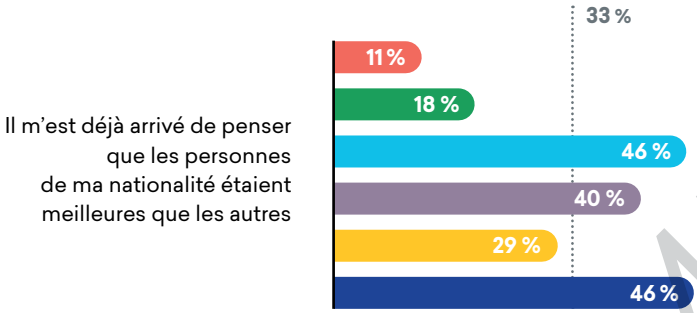
SOUS EMBARGO

FIGURE 9.1. IMPORTANCE DE LA NATIONALITÉ DANS L'IDENTITÉ INDIVIDUELLE



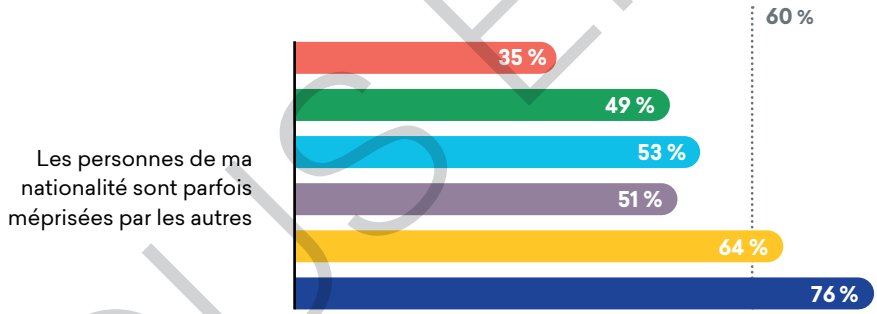
Source : Destin Commun (2019)

FIGURE 9.2. SENTIMENT DE SUPÉRIORITÉ



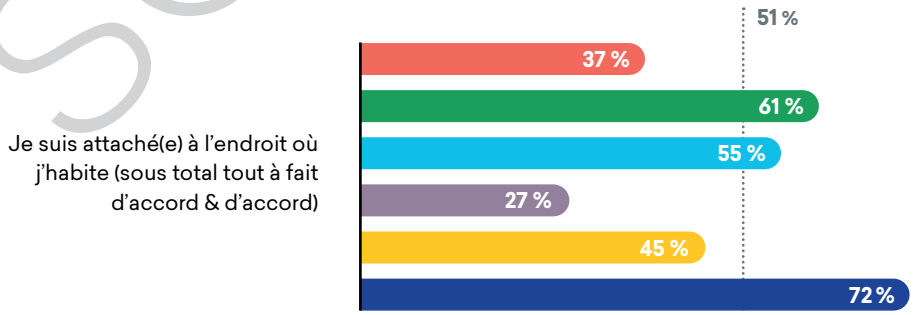
Êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec l'affirmation suivante ?
Source : Destin Commun (2019)

FIGURE 9.3. SENTIMENT DE VICTIMISATION



Êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec l'affirmation suivante ?
Source : Destin Commun (2019)

FIGURE 9.4. SENTIMENT D'ATTACHEMENT AU TERRITOIRE



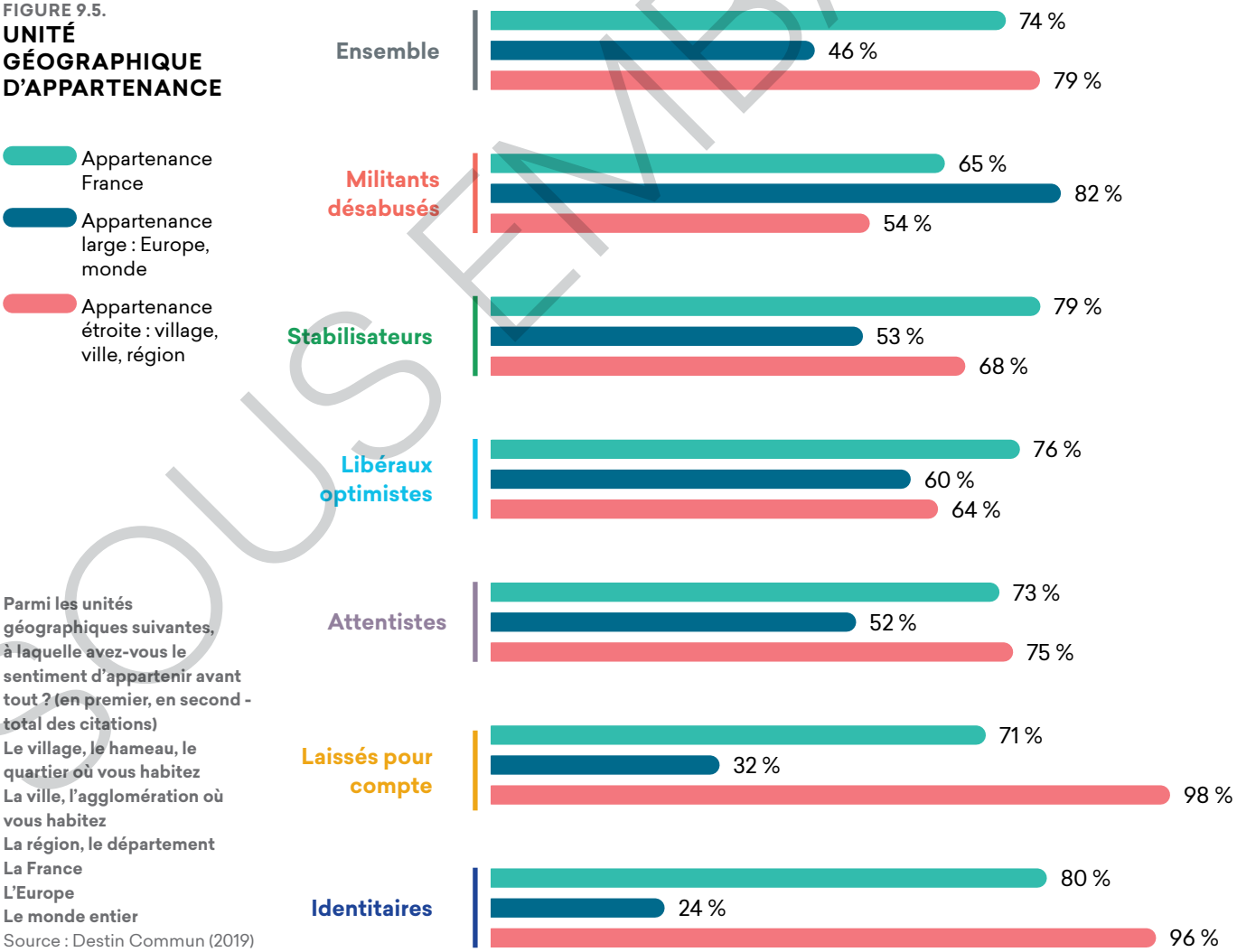
Êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec l'affirmation suivante ?
Source : Destin Commun (2019)

SOUS EMBARGO

Vu d'ensemble, les Français éprouvent un sentiment d'appartenance élevé au lieu où ils vivent : 76 % s'y déclarent attachés. Même s'il est plus fort en zone rurale (83 %), qu'en région parisienne (71 %), il ne varie pas de manière significative d'une région à l'autre. Selon l'âge, on retrouve un écart similaire : 70 % des 18-35 ans l'éprouvent contre 80 % des 50 ans et plus. Ce n'est donc pas d'abord une question de profil sociodémographique ou de lieu de vie. Les visions du monde de nos groupes nous en apprennent davantage, en particulier parmi ceux qui se déclarent tout à fait d'accord (6/6) et d'accord (5/6) avec cette affirmation.

Le sentiment d'attachement au territoire est très élevé chez les Stabilisateurs et les Identitaires, avec un écart de 10 à 21 points avec la moyenne. Leur environnement immédiat occupe une place centrale dans leur existence. Elle est à remettre en perspective avec le degré d'échange revendiqué avec leur voisinage.
À l'inverse, Militants désabusés et Attentistes ont moins d'attaches locales. Seuls 37 % et 27 % respectivement se sentent très attachés à l'endroit où ils habitent. La distance des Militants désabusés s'explique par une conception de l'identité plus large et plus ouverte. Les Attentistes sont davantage dans une situation de retrait global, comme nous l'avons noté dans les chapitres précédents. Le « cocon » central qu'ils évoquent est celui de leur intimité familiale ou de leurs amis, bien plus que le territoire où ils vivent.

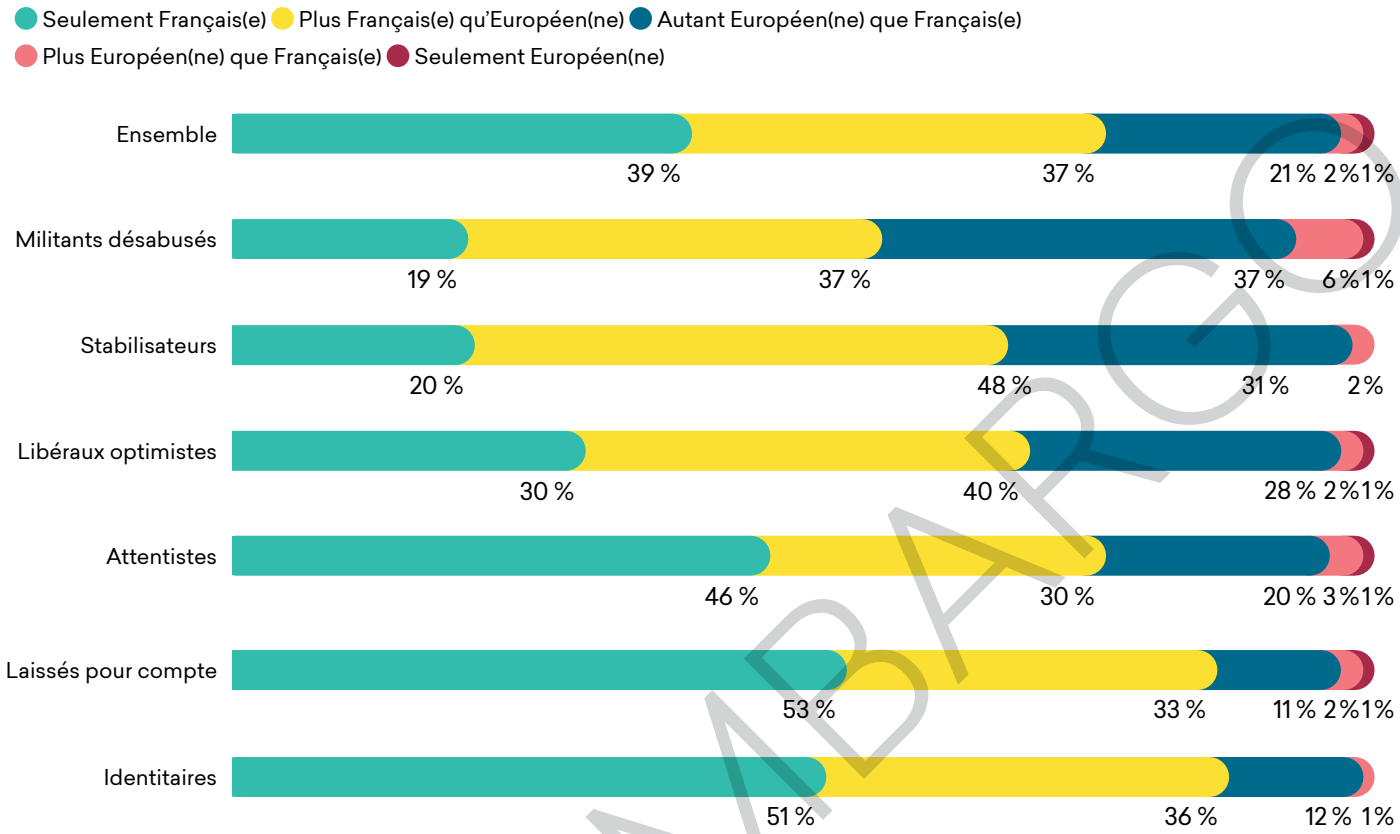
FIGURE 9.5.
UNITÉ GÉOGRAPHIQUE D'APPARTENANCE



Parmi les unités géographiques suivantes, à laquelle avez-vous le sentiment d'appartenir avant tout ? (en premier, en second - total des citations)
Le village, le hameau, le quartier où vous habitez
La ville, l'agglomération où vous habitez
La région, le département
La France
L'Europe
Le monde entier
Source : Destin Commun (2019)

SOUS EMBARGO

FIGURE 9.6. **IDENTITÉ FRANÇAISE ET IDENTITÉ EUROPÉENNE**



Vous personnellement, vous sentez-vous ?
Source : Destin Commun (2019)

Citoyen du monde, citoyen Français ou habitant de sa région ?

Les Militants désabusés se distinguent nettement des autres segments, en se sentant davantage appartenir au monde et à l'Europe (69 %) qu'à la France (65 %). Les relations avec des espaces et des cultures différents nourrissent leur identité bien plus que le fait d'être né quelque part.
Libéraux optimistes, Stabilisateurs et Attentistes témoignent à la fois de fortes attaches locales et d'appartenances plus larges : leurs identités s'enchâssent les unes dans les autres. À leurs yeux, on peut se sentir appartenir à son village autant qu'à la France ou à l'Europe. La France demeure néanmoins l'horizon de référence. Pour pouvoir s'ouvrir aux autres, il est nécessaire à leurs yeux d'avoir un ancrage stable et bien défini.
Identitaires et Laissés pour compte inscrivent davantage leurs appartenances dans le cadre local et national. Ils se sentent nettement plus éloignés du monde et de l'Europe.
L'affiliation à l'identité européenne procède des mêmes dynamiques. Identitaires et Laissés pour compte sont les seuls à se sentir seulement Français en majorité, avec un écart de 14 et 12 points respectivement avec la moyenne. À contrario, les Militants désabusés sont autant à se sentir « autant Européen que Français » qu'à se sentir « plus Français qu'Européen ». Stabilisateurs, Attentistes et Libéraux optimistes privilégient leurs appartenances françaises, mais dans une projection vers l'Europe : l'une et l'autre ne sont pas incompatibles.

SOUS EMBARGO

Trois visions de l'appartenance se dégagent donc du rapport au territoire :
_L'identité ouverte, portée par les Militants désabusés, relativement isolée dans sa vision des appartenances.
_L'identité « feuilletée » des Stabilisateurs, des Attentistes et des Libéraux optimistes, qui repose sur un ancrage, local et national, pour mieux s'ouvrir à l'Europe et au monde.
_L'identité française comme socle commun des Identitaires et des Laissés pour compte.

AVEC LEURS MOTS

« Je me sens Français encore plus quand on est à l'étranger. À l'étranger des communautés se font et j'ai l'impression d'être française. En France je suis toulousaine. Être Français on connait les codes, les langues, on sait comment fonctionner dans la société française. »

MILITANTS DÉSABUSÉS

« Je ne me sens pas Européenne. C'est trop abstrait. C'est quoi l'Europe en fin de compte ? Devenir une seule unité ? Mais on ne peut pas avoir la même chose partout, donc ça ne sert à rien pour le moment, ce n'est pas assez travaillé. »

IDENTITAIRES

« La place de la France au sein de l'Europe, c'est une fierté : elle essaie d'aller de l'avant et d'emporter les autres avec, pour montrer un bon chemin, pour une Europe telle qu'elle était souhaitée à l'origine. Une Europe forte. »

LIBÉRAUX OPTIMISTES

« Je pense qu'il y a moins de choses qui nous réunissent qu'avant, on avait un esprit plus patriotique et on l'a perdu avec l'ouverture au monde. C'est peut-être pour ça que les politiques ne nous intéressent plus : ils sont trop dans le global ».

ATTENTISTES

SOUS EMBARGO

Être Français : règles, héritage figé, ou patrimoine en mouvement ?

Délimiter un périmètre de référence est une chose ; définir le contenu d'une identité en est une autre. Elle ne va pas de soi : est-on capable de dire ce qu'est « être Français » ? Ou de définir « l'art d'être français » pour reprendre une expression employée par le président de la République en avril 2019, après le mouvement des Gilets jaunes et l'incendie de Notre-Dame de Paris ? Depuis 2007, il s'agit d'un débat récurrent, mettant en scène l'opposition entre ceux qui portent une conception plurielle de l'identité française, universaliste et ouverte, à ceux qui portent, au contraire une unification nécessaire de la nation autour d'un « roman national » et d'un mode de vie partagé.
Pour rendre compte de ce que nous pensons être cardinal dans le fait d'être Français, au-delà de l'affirmation de la devise nationale, qui fait largement consensus, une méthode consiste à interroger les répondants sur ce qu'ils attendent des nouveaux arrivants pour qu'ils s'intègrent à la société. Elle nous dit ce qui est essentiel à leurs yeux dans l'appartenance à la nation. Sur ce point, des différences émergent – mais surtout aussi des fondements communs.

Devenir Français

La langue française et la contribution au collectif : un socle commun

De tous les critères, celui qui arrive en tête dans tous les groupes est la langue : être Français, pour tous les groupes, c'est d'abord parler le Français. C'est le socle commun d'une identité partagée.
Les autres éléments qui font consensus sont liés à la contribution matérielle des nouveaux arrivants à l'effort collectif : travailler et payer ses impôts en France. Nous l'avons évoqué dans un chapitre précédent : l'autre, le nouvel arrivant, doit prouver qu'il apporte sa pierre matérielle à la communauté nationale.

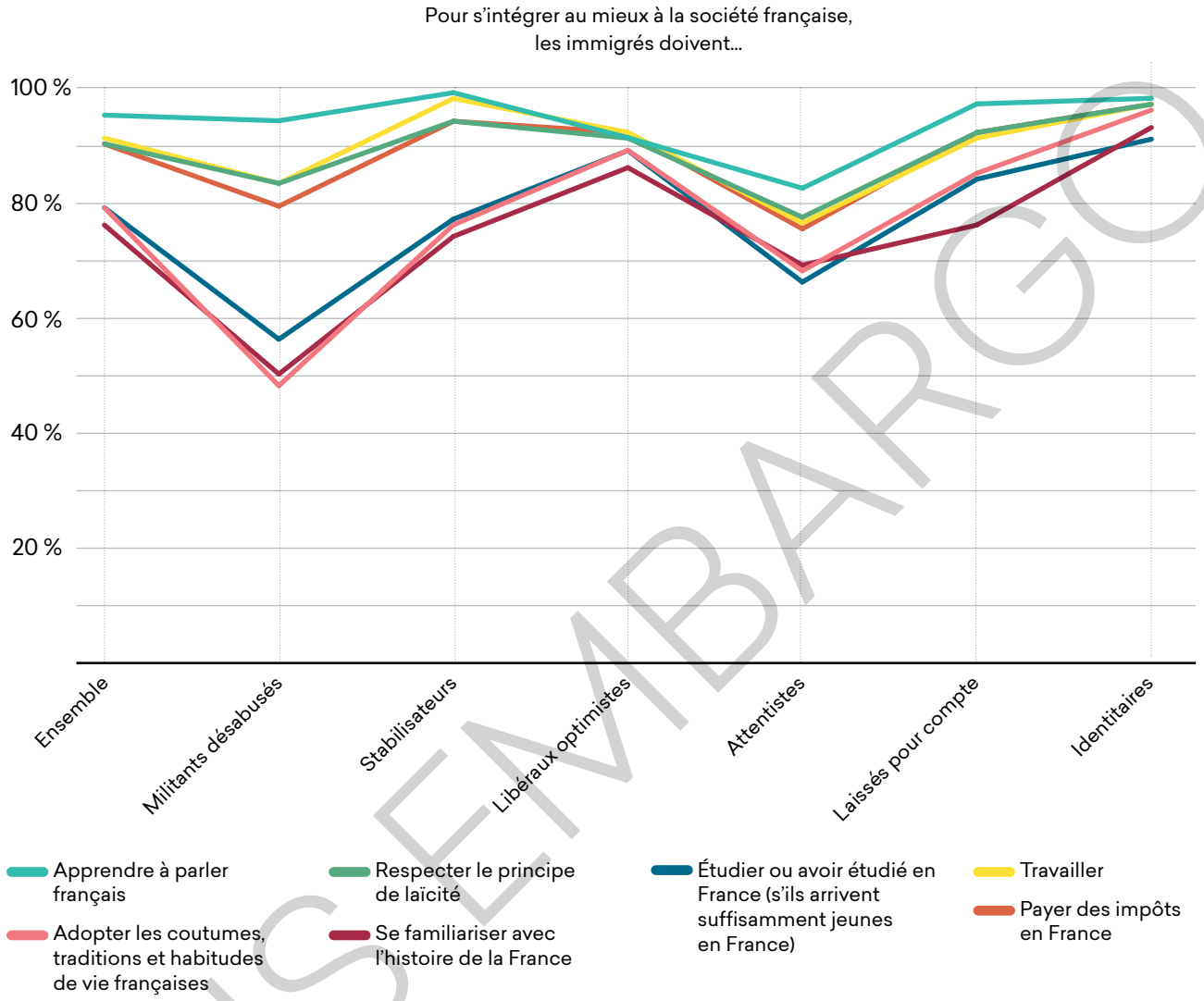
Coutumes et modes de vie, histoire de France : isolement des Militants désabusés

En revanche, ce qui fait l'unité des Français d'un point de vue culturel suscite des divisions. Un débat sous-tend ces questions : faut-il, pour vivre ensemble, des coutumes et un mode de vie partagée – en d'autres termes une certaine uniformité – ou des règles garantissant la coexistence entre individus sont-elles suffisantes ? Pour l'évaluer, nous avons proposé aux répondants cinq critères : laïcité, adoption des coutumes, traditions et modes de vie Français, familiarité avec l'histoire de France.
Les deux familles de la France polémique s'opposent nettement sur le rapport aux coutumes et modes de vie Français : seuls 49 % des Militants désabusés estiment que ce critère est important. Selon eux, on peut parfaitement, dans une société, coexister avec des modes de vie différents. À l'opposé, 96 % des Identitaires le jugent essentiel. Pour ces derniers, le ciment d'une société se trouve dans un mode de vie identique.
Le rapport à l'histoire de France procède d'une même logique : se familiariser avec l'histoire n'est central que pour un Militant désabusé sur deux, contre 93 % pour les Identitaires. La proportion de Militants désabusés fiers de l'histoire de leur pays se situe d'ailleurs à 20 points au-dessous de la moyenne des répondants. Pour eux, il n'est pas question de nier l'importance de l'histoire dans la fabrique de la nation, mais d'en accepter les zones d'ombre, ce qui ne peut se traduire par une réappropriation d'un bloc. Ils sont d'ailleurs 67 % à considérer que la France doit reconnaître les pages sombres de son histoire – et en particulier la colonisation – pour façonner une communauté de destin. À l'inverse, les Identitaires perçoivent l'histoire comme un socle parce qu'elle traduit une forme de « continuité » et 70 % jugent que la France ne doit pas s'excuser de son histoire pour avancer ensemble.

Les convictions des deux familles de la France polémique sont clairement identifiées dans le débat public. Le positionnement des autres groupes l'est beaucoup moins. Il est davantage nuancé.

SOUS EMBARGO

FIGURE 9.7. **CE QUI EST ATTENDU DES NOUVEAUX ARRIVANTS POUR ÊTRE FRANÇAIS**

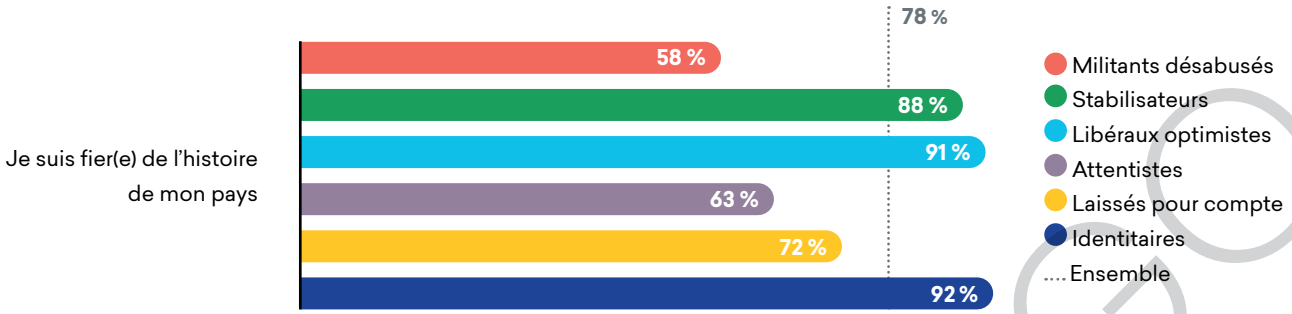


Êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec les affirmations suivantes ? Pour s'intégrer au mieux à la société française, les immigrés doivent... (sous-total d'accord)
Source : Destin Commun (2019)

SOUS EMBARGO

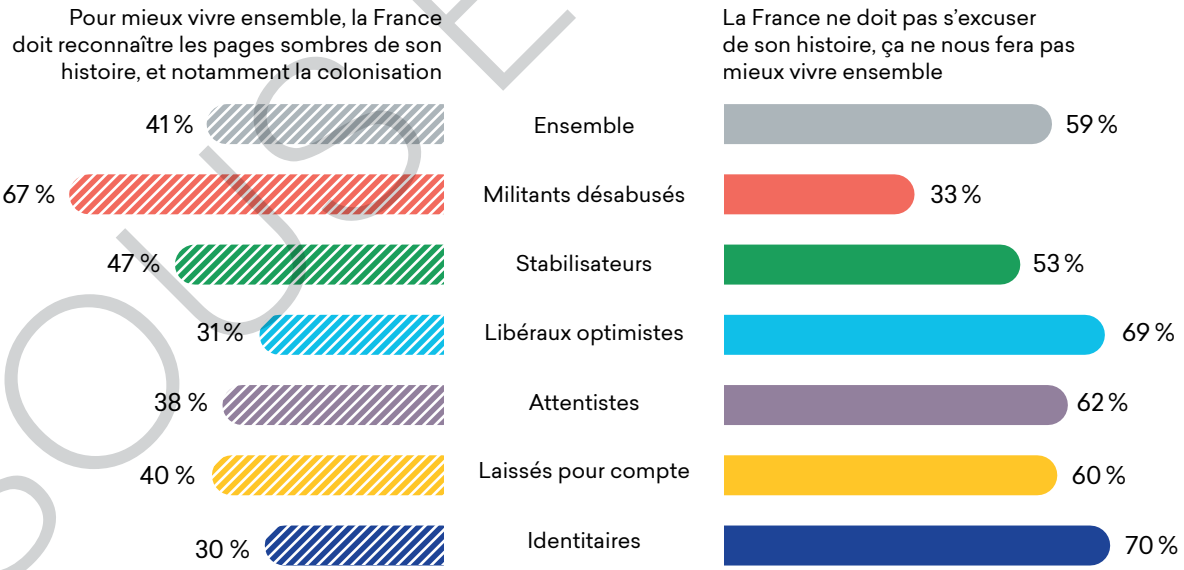
Les Laissés pour compte se distinguent des Identitaires parce qu'ils accordent moins d'importance à l'histoire, par rapport à l'adoption de coutumes et de modes de vie « Français », ce qui tend à montrer qu'ils sont davantage en recherche de codes partagés que d'ancrage historique : **leur identité française vient en creux, parce que leurs autres appartenances sont faibles. Elle est davantage un enjeu psychologique qu'idéologique.** Ils sont d'ailleurs moins enclins que les Libéraux optimistes à vouloir passer outre les zones d'ombre de l'histoire de France. Si les Attentistes, les Stabilisateurs et les Libéraux optimistes relativisent davantage cette dimension culturelle de l'identité nationale, elle n'en est pas moins absente. Notre enquête qualitative nous montre combien ces groupes sont partagés entre une culture dont ils se revendiquent, et un attachement à la maintenir ouverte. Chez les Libéraux optimistes, cette option est encore plus marquée : c'est parce qu'ils savent qui ils sont qu'ils se sentent prêts à s'ouvrir aux autres.

FIGURE 9.8. **RÉFÉRENCE À L'HISTOIRE – ISOLEMENT DES MILITANTS DÉSABUSÉS**



Êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec l'affirmation suivante ? (sous-total d'accord)
Source : Destin Commun (2019)

FIGURE 9.9. **RECONNAÎTRE LES PAGES SOMBRES DE L'HISTOIRE DE FRANCE ?**



Avec laquelle des affirmations suivantes êtes-vous le plus d'accord ?
Source : Destin Commun (2019)

SOUS EMBARGO

AVEC LEURS MOTS

« Pour ce qui est de l'appartenance, la nation française, j'ai une forte identité française quand celle-ci est remise en cause notamment par tous les communautarismes qui m'insupportent au plus haut point. Mais je ne me dis pas tous les jours : " je suis Français ". Pas plus que ça. »

STABILISATEURS

« Je suis fier de ce que je suis, mais pas d'être Français. Ça ne veut rien dire pour moi : beaucoup vont m'opposer ce qui a été mal fait par les Français. Je n'y suis pour rien je ne suis pas responsable. Fier d'être Français : qu'est-ce qu'on met derrière ? »

LAISSÉS POUR COMPTE

« C'est l'identité de nos parents, de nos grands-parents. C'est la continuité en fait. »

IDENTITAIRES

« Je reste chauvin. La France, c'est un pays de libertés et de droits »

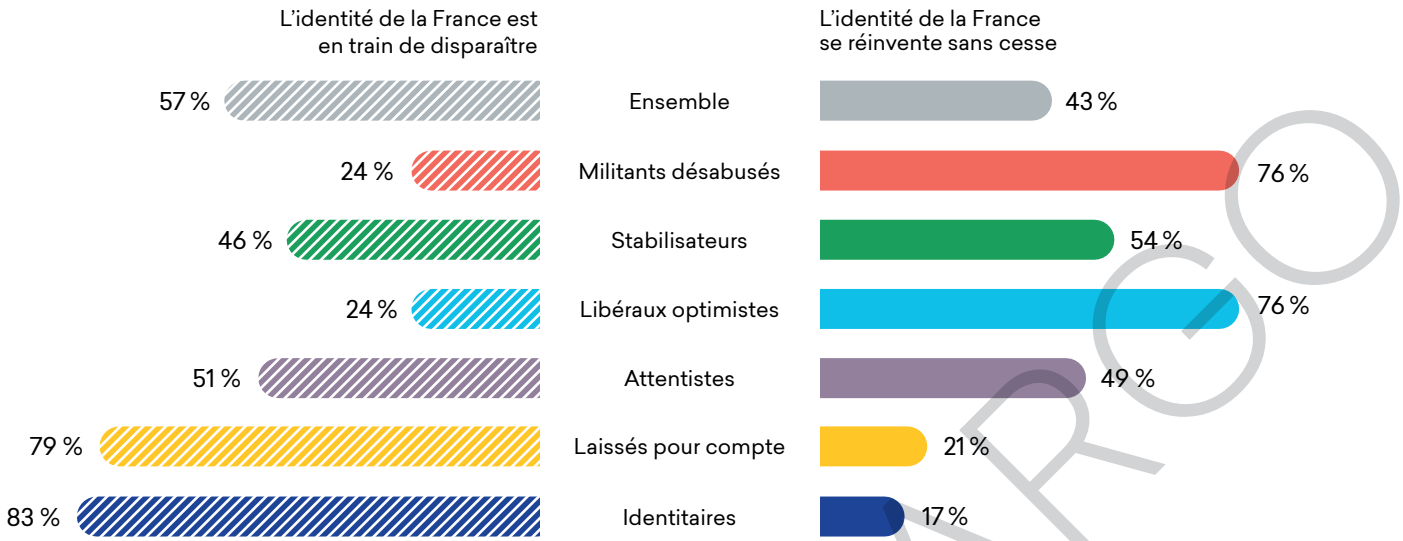
MILITANTS DÉSABUSÉS

Disparition ou transformation de l'identité française ?

L'idée même d'un déclin ou d'un effacement de l'identité française est un leitmotiv régulièrement employé par les populistes et les polémistes d'extrême droite. Qu'elle soit menacée de l'extérieur, par une mondialisation toujours plus étendue, ou de l'intérieur, par l'arrivée de nouvelles pratiques culturelles ou par la présence de populations immigrées – jusqu'à « la menace du grand remplacement » agitée par les complotistes – la disparition de l'identité est au cœur de la stratégie d'édification d'un « nous » contre un « eux ». Depuis quelques années, les commentateurs s'attachent à souligner que « l'identité de la France est en train de disparaître » est une opinion qui rassemble une majorité de Français. Sans pour autant les interroger sur l'opinion inverse : et si elle était en train de se réinventer ?

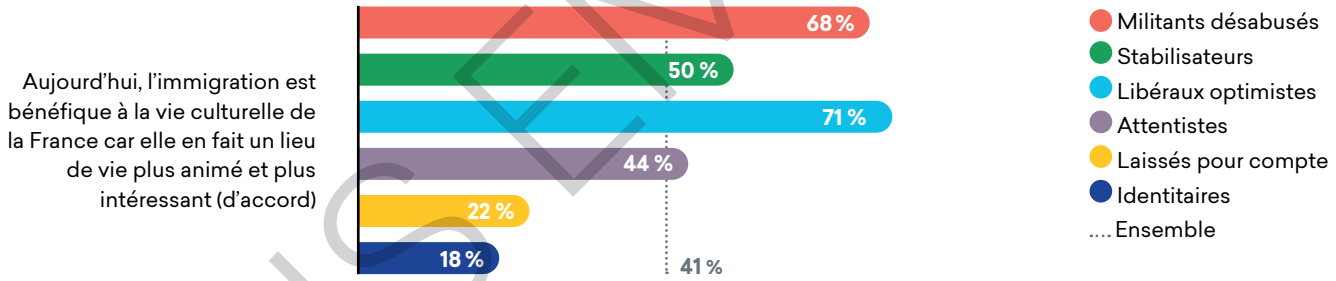
SOUS EMBARGO

FIGURE 9.10. **L'IDENTITÉ FRANÇAISE : RÉINVENTION OU DISPARITION ?**



Avec laquelle des affirmations suivantes êtes-vous le plus d'accord ?
Source : Destin Commun (2019)

FIGURE 9.11. **L'IMMIGRATION : ENRICHISSEMENT CULTUREL ?**



Êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec l'affirmation suivante ? (sous-total d'accord)
Source : Destin Commun (2019)

La conviction que l'identité de la France disparaît est certes majoritaire dans l'opinion prise dans son ensemble : 57 % le pensent. Mais elle doit réellement son poids aux Identitaires et aux Laissés pour compte.

Ce sont ces deux groupes qui, à une écrasante majorité, sont convaincus que cette identité nationale se dissout et nous échappe. L'enquête qualitative montre que ce sentiment est à la fois d'ordre économique et d'ordre culturel dans ces deux groupes. Il s'exprime sous la forme d'une *dépossession*, qui a à voir avec la mondialisation dans l'ensemble de ses dimensions.

À l'opposé, Militants désabusés et Libéraux optimistes sont 76 % à penser le contraire : à leurs yeux, il s'agit d'une réinvention permanente. Stabilisateurs et Attentistes se situent davantage à mi-chemin entre ces deux propositions : les échanges que nous avons eus avec eux témoignent à nouveau de leur sentiment que la question est complexe, et qu'elle suppose un certain équilibre entre son identité personnelle et les codes du pays – et une certaine prise de distance – ce n'est pas tant un enjeu.

SOUS EMBARGO

AVEC LEURS MOTS

« Avoir une diversité culturelle, c'est une vraie chance. »

MILITANTS DÉSABUSÉS

« Moi je suis heureuse de vivre en France. Je n'en fais pas un étendard, mais c'est important d'être fier d'être dans le pays dans lequel on vit ou dans le pays qui nous a adopté. Mon père était Espagnol et quand il a eu sa naturalisation française il était super heureux. On peut garder son identité, mais il faut aussi accepter de se dire je suis dans ce pays donc j'accepte les façons de vivre, les codes, les lois du pays. »

STABILISATEURS

« La culture de chacun, du peuple, les racines, ne pas oublier d'où on vient on apporte ça à la France, c'est une plus-value. »

LIBÉRAUX OPTIMISTES

« La mixité, je trouve que c'est une force, avoir autant de culture chez soi, pouvoir sortir dans la rue et apprendre avec des personnalités et des cultures aussi différentes. »

ATTENTISTES

« Nous on va dans leur pays on se met à leurs coutumes, et c'est à nous ici de nous mettre à leurs coutumes. »

LAISSÉS POUR COMPTE

« La France n'appartient plus aux Français : elle se fait racheter. »

IDENTITAIRES

SOUS EMBARGO

Pour résumer :

- Parmi toutes les appartenances des Français, **l'identité nationale reste structurante et déterminante,** en particulier dans les familles aux identités faibles comme les Laissés pour compte.

- Les deux familles de la France polémique s'opposent sur leur conception de l'identité française : les Militants désabusés lui accordent nettement moins d'importance que les Identitaires. Leur identité est ouverte et se nourrit de la relation aux autres et à d'autres espaces. Une culture partagée peut exister, mais elle est secondaire. Celle-ci est au contraire centrale pour les Identitaires : elle s'inscrit dans une continuité, dans des valeurs perpétuelles.

- **Les autres groupes présentent davantage des appartenances multiples.** Les Parce que les appartenances des Laissés pour compte sont nettement plus faibles que dans les autres familles, l'identité nationale devient une identité et un espace de solidarité par défaut. Alors même qu'ils ne promeuvent pas une France fière de ses racines et de ses traditions, la peur de voir cette identité disparaître est centrale, parce qu'elle interroge le collectif auquel ils se rattachent.

- Il y a une tendance à la recherche d'uniformité culturelle en France sur laquelle il faut être lucide : il existe un désir de partager un même mode de vie, ou au moins à masquer des attitudes et des comportements personnels jugés non majoritaires dans l'espace public. C'est notamment le cas du rapport au religieux. Mais l'enquête qualitative invite à nuancer son importance selon les groupes.

SOUS EMBARGO

10.
Quelle France voulons-nous pour demain ?

SOUS EMBARGO

« Ce qui nous manque, c'est un projet commun »

— Un Laissé pour compte

Au terme de ce parcours, il est évident que la société française présente des signes tangibles de fragmentation. Trois France, qui constituent autant de champs du débat, semblent vivre en parallèle, selon qu'elles se sentent intégrées au modèle d'aujourd'hui, ou selon leur sensibilité au changement culturel et aux transformations en cours. Mais l'Hexagone ne se résume pas à ce processus de division et de délitement trop souvent mis en avant. Bien au contraire : il y a, parmi les Français, une aspiration à dépasser les divisions à laquelle il faut répondre.

La société française ne présente pas que des signes de fracture : elle présente aussi des signes d'ambivalence. Derrière les affrontements qui dominent la conversation nationale – lesquelles impliquent, au premier chef, les Militants désabusés et les Identitaires de la France polémique – les opinions ne sont pas toujours constituées. Les tensions mises en scène dans l'espace public ne représentent ni la réalité ni la complexité de la société française. Nos divisions sont donc souvent hypertrophiées.
Elle présente également des signes de convergence. Si les Français sont réticents dès qu'il s'agit d'octroyer leur confiance, ils sont très majoritairement convaincus qu'il faut se serrer les coudes et affronter les problèmes ensemble. Il existe ainsi un écart entre leurs attitudes et leurs aspirations. Si les Français se sentent divisés, ils se fréquentent également par-delà leurs divisions. Il existe donc aussi un écart entre leurs relations et leurs représentations. S'ils se sentent séparés les uns des autres, ils demeurent unis par l'attachement profond qu'ils éprouvent à l'égard de l'État protecteur et de ses missions de service public. Dans un pays où l'État a fait la nation, il joue encore le rôle de colonne vertébrale de la société. Il s'agit donc de prendre au sérieux le désir d'unité que les Français expriment très majoritairement : convaincus d'être « dans le même bateau », mais profondément désorientés, ils sont en quête d'une communauté de destin.

Une communauté de destin, mais laquelle ? Deux options semblent possibles : la première est de la définir en réduisant son périmètre à ceux qui sont semblables à la majorité, au détriment des minorités. À cet égard, il existe une tentation d'unité par l'uniformité qui demeure forte en France. Elle ne débouche pas toujours sur un désir d'homogénéité culturelle ; elle peut cependant nourrir le récit d'un « nous » contre un « eux ». Mais il existe une deuxième option. Une communauté de destin ne se définit pas seulement par le passé : elle se définit aussi par l'avenir, c'est-à-dire par une capacité collective à se projeter dans un Destin Commun. Cette option appelle deux questions : sommes-nous capables de passer outre ce qui nous divise ? Et que voulons-nous faire ensemble ?

Sommes-nous capables d'avancer ensemble, par-delà nos divisions ?

Il existe une majorité en France, convaincue que nous pouvons aller au-delà de nos fractures. 61 % Des Français sont convaincus que nous pouvons surmonter nos divisions et avancer ensemble. Sans surprise, ce chiffre est plus élevé dans la France tranquille des Libéraux optimistes et des Stabilisateurs et chez les Militants désabusés. Il est un peu plus faible dans la France des Oubliés et

SOUS EMBARGO

chez les Identitaires. Mais il est majoritaire dans toutes les familles de Français – à l'exception des Laissés pour compte, ce qui constitue à nouveau un point d'alerte pour ce groupe.
On notera cependant que la proportion de Français convaincus qu'il est possible d'aller au-delà de ce qui nous divise est plus faible que dans d'autres pays où nous avons posé une question similaire : 70 % des Allemands considèrent qu'ils peuvent avancer ensemble malgré leurs différences, et 77 % des Américains que leurs divisions ne sont pas si grandes qu'ils ne peuvent avancer ensemble. Ce décalage mérite d'être souligné : il montre, une fois encore, que la France est à la croisée des chemins et que rendre au commun le goût de l'évidence doit être une priorité pour les années qui viennent.

Quelle France voulons-nous pour l'avenir ?

Si nous pensons majoritairement que nos divisions sont surmontables, où voulons-nous aller ensemble ? Il a souvent été souligné, au cours de ces pages, combien les Français étaient désorientés par le présent et manquaient d'un récit partagé pour l'avenir. Nos conversations avec eux nous ont montré que le sentiment de menace élevé, le profond pessimisme de la société, et les divisions réelles dominaient largement nos perceptions parce qu'il manquait des repères pour l'avenir et un objectif commun. Faute de savoir où nous allons, nous avons tendance à nous demander avec qui nous y allons : **faute d'objectif partagé, nous nous demandons avec qui nous partageons des valeurs.** Le fait est que nous évoquons assez rarement avec les autres l'image de la France à laquelle nous aspirons. Or c'est un préalable à l'élaboration d'un projet commun. C'est pourquoi nous avons demandé aux Français de choisir, parmi un ensemble de caractéristiques, celles qui correspondaient le mieux à leur France idéale, en premier, en second et en troisième. Le graphique ci-contre correspond au total des citations.

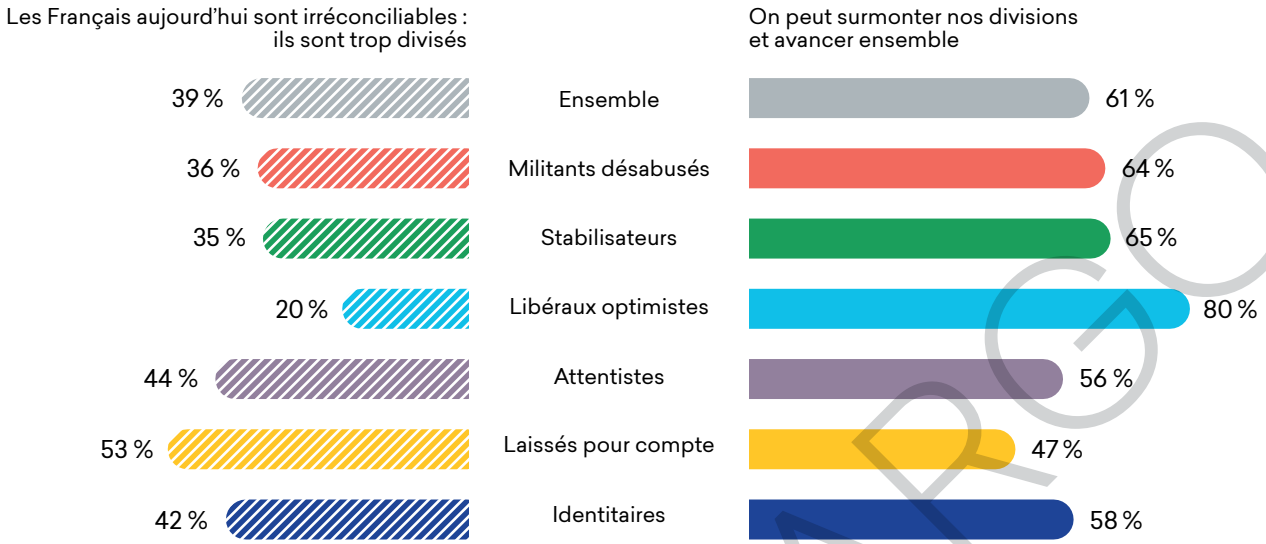
Si toutes les familles répondent avec une intensité différente à cette question, il existe un centre de gravité, sur lequel le plus grand nombre peut s'accorder. **Leur première réponse a justement trait à la nécessité de retrouver des relations apaisées : une France où les gens se respectent et s'écoutent les uns les autres vient en premier (49 % du total des citations).** Viennent ensuite une France où l'on se sent en sécurité (46 %) et une France avec moins d'inégalités (44 %). De la devise républicaine, les Français reprennent avant tout la fraternité et l'égalité. L'importance à la sécurité souligne, une fois encore, combien le sentiment de menace perçue est élevé, et combien il est nécessaire de le faire diminuer en intensité.

Dans un contexte où les divisions sont aiguës et les débats sont vifs, il est intéressant de souligner de quelle façon les familles de Français se distinguent les unes les autres dans leurs aspirations. Cela permet également d'expliciter à nouveau des différences entre des groupes aux opinions parfois voisines, mais dont les convictions profondes les distinguent.

C'est le cas en particulier des Laissés pour compte et des Identitaires. Leur désir de vivre dans un monde en sécurité les rapproche, à l'image du sentiment de menace – d'un degré équivalent - qu'ils éprouvent et de leur désir de limiter les flux migratoires. En revanche, si les Identitaires mettent clairement en avant leurs préférences pour une France fière de ses racines et de ses traditions (52 %) – et conçoivent de fait l'unité de la communauté sous le prisme des liens sédimentés par le passé – les Laissés pour compte aspirent à une France qui comporte moins d'inégalités. **En un mot, si les Identitaires veulent de l'ordre, les Laissés pour compte veulent de l'ordre juste.**
Les Attentistes, pour leur part, aspirent à une France en mouvement, innovante et confiante, ce qui les rapproche en partie des Libéraux optimistes, tandis que les Stabilisateurs accordent une place

SOUS EMBARGO

FIGURE 10.1 PEUT-ON SURMONTER NOS DIVISIONS ?



Avec laquelle des affirmations suivantes êtes-vous le plus d'accord ?
Source : Destin Commun (2019)

FIGURE 10.2. LEUR FRANCE IDÉALE

	Ensemble	Militants désabusés	Stabilisateurs	Libéraux optimistes	Attentistes	Laissés pour compte	Identitaires
Une France ouverte au monde et aux autres cultures	21 %	49 %	21 %	28 %	25 %	12 %	9 %
Une France fière de ses racines et de ses traditions	34 %	12 %	31 %	35 %	29 %	31 %	52 %
Une France en tête de la lutte contre le changement climatique	29 %	49 %	34 %	29 %	25 %	26 %	18 %
Une France plus confiante en elle-même	17 %	13 %	17 %	27 %	27 %	10 %	13 %
Une France avec moins d'inégalités	44 %	65 %	48 %	32 %	37 %	53 %	36 %
Une France où l'ordre est respecté	34 %	4 %	27 %	32 %	40 %	38 %	50 %
Une France où l'on se sent en sécurité	46 %	20 %	38 %	38 %	45 %	60 %	62 %
Une France où les gens se respectent et s'écoutent les uns les autres	49 %	65 %	56 %	47 %	39 %	53 %	39 %
Une France innovante et compétitive	24 %	22 %	27 %	31 %	30 %	16 %	20 %

Décrivez-nous votre France idéale : parmi les caractéristiques suivantes, lesquelles vous semblent correspondre le plus à vos aspirations ? En premier, en second, en troisième (total des citations)
Source : Destin Commun (2019)

SOUS EMBARGO

non négligeable à la lutte contre le changement climatique, ce qui les rapproche des Militants désabusés.

En revanche, l'idéal d'une France ouverte au monde et aux autres cultures est surtout en tête chez les Militants désabusés – et dans une moindre mesure chez les Libéraux optimistes. L'isolement du pôle le plus ouvert est patent sur ce sujet, de même que son rapport à l'ordre, qui n'est cité que par 4 % d'entre eux.

Tous ces éléments ne sont pas figés : de même que les préoccupations des groupes peuvent évoluer dans le temps, leurs aspirations peuvent également varier. Elles permettent cependant une meilleure compréhension des différentes visions du monde qui coexistent en France aujourd'hui. Elles forment également un préalable au dialogue : savoir ce que l'autre pense, comprendre dans quoi s'ancrent ses aspirations facilite le débat démocratique et la prise en compte des intérêts de chacun.

L'enquête qualitative nous a également montré à quel point les Français étaient sensibles à l'engagement individuel et célébraient la solidarité, qu'ils percevaient comme une façon de bâtir l'avenir. Dans un pays où le bénévolat et l'engagement associatif demeurent en dynamique, cette conviction est largement partagée par toutes les familles de Français.

Et si la transition écologique était la matrice d'un nouveau récit commun ?

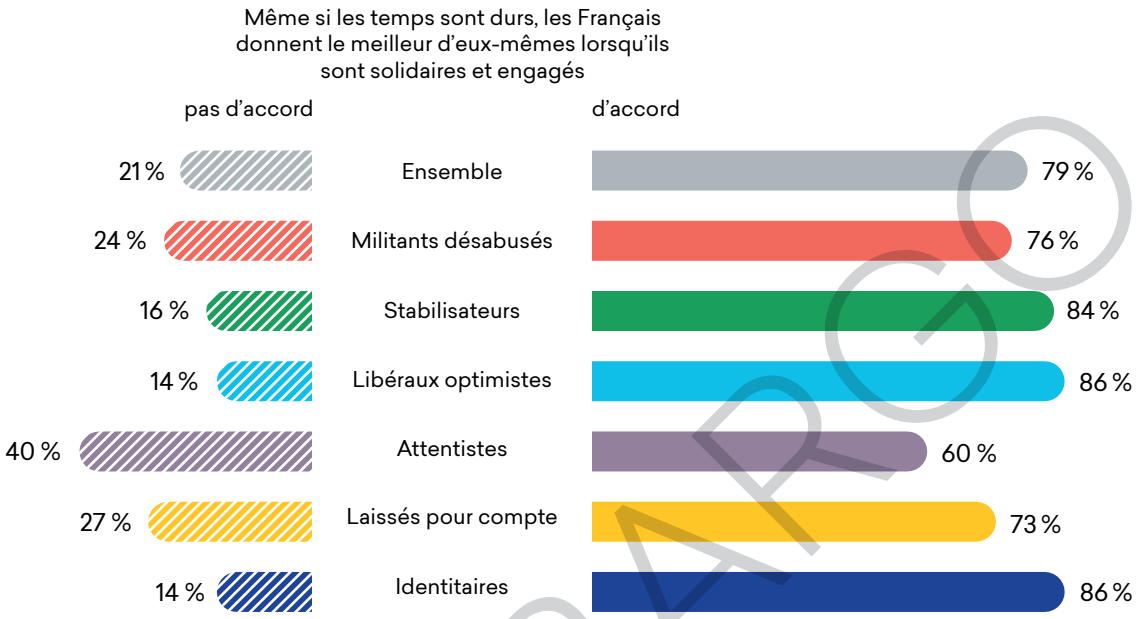
Le rapport à l'environnement est un bon exemple de la façon dont les Français peuvent à la fois évoluer dans leurs aspirations et trouver des points de convergence, en particulier lorsque le récit qui leur est proposé entre en résonnance avec leurs convictions profondes. C'est l'un des enseignements majeurs de nos travaux. Alors même qu'une France en tête de la lutte contre le changement climatique n'est évoquée, à titre de France idéale, que par 29 % des Français, alors même que les préoccupations en faveur de l'environnement culminent avant tout chez les Militants désabusés et les Stabilisateurs, **68 % des Français sont convaincus que la question écologique peut nous unir par-delà nos divisions.**

Plus fortement encore, **cette certitude est majoritaire dans toutes les familles de Français que nous avons identifiées.** La question écologique occupe également l'esprit d'une écrasante majorité d'entre eux : 78 % y pensent régulièrement, dont 15 % tous les jours ou presque. Deux Français sur trois s'y montrent en particulier très sensibles : 66 % pensent que les gens ne prennent pas assez au sérieux le changement climatique et la protection de l'environnement. Une écrasante majorité considère enfin que cette question est l'affaire de tous, dans tous les territoires : seuls 16 % pensent que se préoccuper d'environnement est d'abord une affaire de riches et de citadins. Cette proportion est de même intensité quel que soit le lieu d'habitation.

Il y a un an, le mouvement des Gilets jaunes naissait sur fonds de contestation d'une taxe sur le diésel, tandis que la campagne pour l'affaire du siècle réunissait deux millions de signataires pour assigner l'État en justice pour son inaction en faveur du changement climatique : ces mouvements orthogonaux auraient pu laisser croire qu'à nouveau la France se divisait sur la question écologique. Ces données montrent au contraire que des points de convergence se dessinent autour de cet enjeu. Il n'y a pas, en France aujourd'hui, de camp climatosceptique ou écosceptique comme il en existe dans d'autres pays – en particulier aux États-Unis.

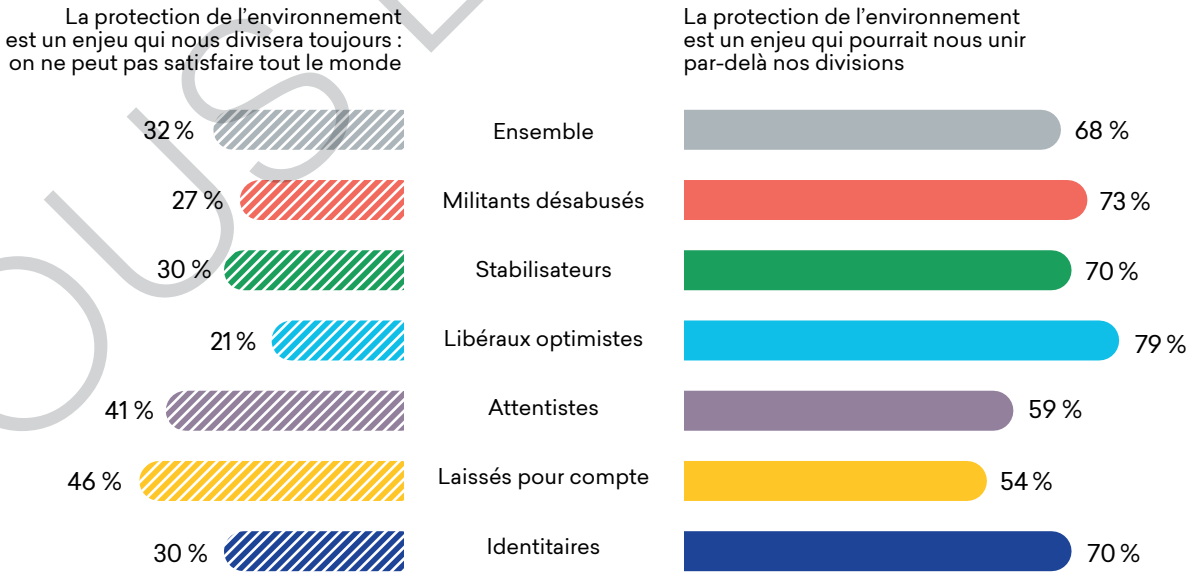
SOUS EMBARGO

FIGURE 10.3. **ENGAGEMENT ET SOLIDARITÉ : UN MOTIF DE FIERTÉ PARTAGÉE**



Êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec l'affirmation suivante ?
Source : Destin Commun (2019)

FIGURE 10.4. **LA QUESTION ÉCOLOGIQUE, UN ENJEU QUI POURRAIT NOUS UNIR PAR-DELÀ NOS DIVISIONS**



Avec laquelle des affirmations suivantes êtes-vous le plus d'accord ?
Source : Destin Commun (2019)

SOUS EMBARGO

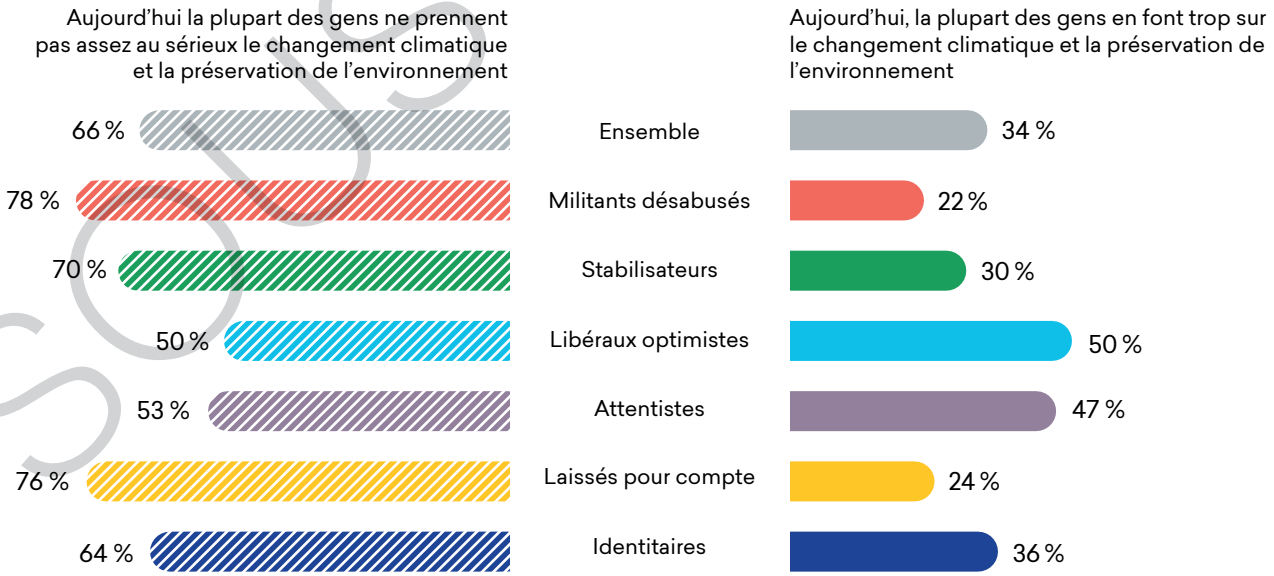
Est-ce à dire que la question climatique est perçue de la même façon par les familles de Français que nous avons identifiées ? L'examen des réponses par famille, tout en invitant à la nuance, montre que cet enjeu peut fournir la matrice d'un récit commun, à condition d'y associer chacun.

Soulignons d'une part que l'idée que la protection de l'environnement pourrait nous unir par-delà nos divisions n'est pas seulement l'apanage des groupes les plus ouverts. Cette conviction est d'intensité très élevée chez les Militants désabusés (27 % sont tout à fait d'accord) et chez les Libéraux optimistes (26 %) – mais également chez les Identitaires (25 %).

Elle est en revanche d'intensité moindre chez les Laissés pour compte et les Attentistes. À nouveau, la France des Oubliés se distingue. Ces deux familles sont également un peu plus nombreuses à penser que la protection de l'environnement est d'abord l'affaire des riches et des citadins – 36 % des Attentistes et 21 % des Laissés pour compte le croient – mais la nuance est légère. Ils sont également un tiers à s'inquiéter de l'impact de la transition écologique sur l'emploi en France – suivis de près sur ce point par les Identitaires. Pour être emportés, ils ont besoin d'être rassurés.

Attentistes et Laissés pour compte diffèrent, en revanche, quant à leur sensibilité à cet enjeu : à nouveau, les Attentistes semble davantage indifférents – leur sensibilité est plutôt modérée, au même titre que les Libéraux optimistes – tandis que les Laissés pour compte s'en préoccupent nettement : 76 % d'entre eux jugent que la plupart des gens ne prennent pas assez au sérieux la protection de l'environnement le changement climatique. D'une certaine façon, les Laissés pour compte y sont sensibles parce qu'il s'agit d'une menace. Leur crainte de passer après les autres, ou d'être les oubliés de la transition écologique explique sans doute en partie le fait qu'ils soient un peu moins convaincus que les autres familles que la protection de l'environnement soit un enjeu qui pourrait nous unir par-delà nos divisions.
Tous ces éléments forment un point de départ et des pistes de discussion auxquelles Destin Commun travaille avec d'autres partenaires. Il ne s'agit pas de rechercher le consensus : une démocratie vivante est une démocratie où peuvent s'exprimer les désaccords. Mais une ambition partagée peut contribuer à renforcer un sentiment d'appartenance à une communauté de destin.

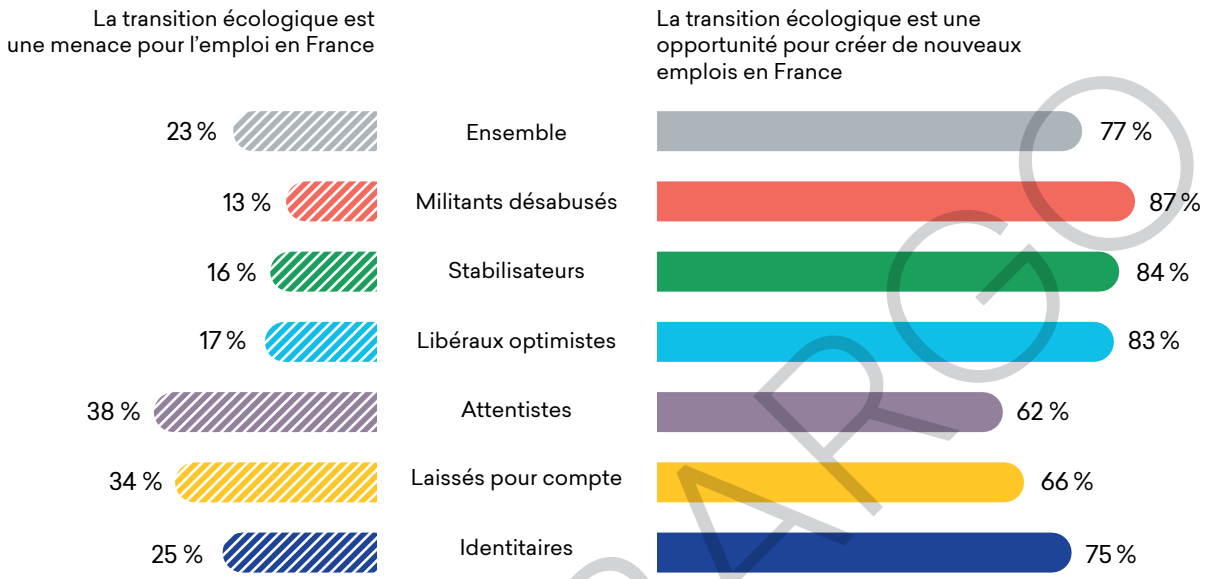
FIGURE 10.5. SENSIBILITÉ AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET À LA PRÉSERVATION DE L'ENVIRONNEMENT



Avec laquelle des affirmations suivantes êtes-vous le plus d'accord ?
Source : Destin Commun (2019)

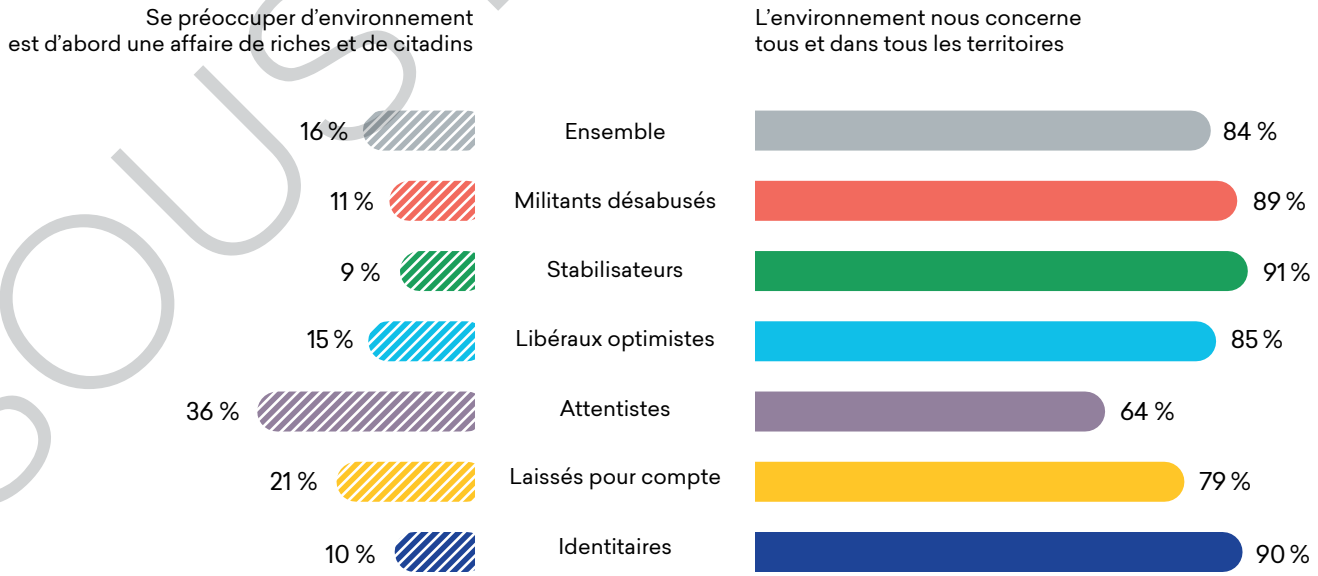
SOUS EMBARGO

FIGURE 10.6. **TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET EMPLOI : UNE OPPORTUNITÉ PLUTÔT QU'UNE MENACE**



Avec laquelle des affirmations suivantes êtes-vous le plus d'accord ?
Source : Destin Commun (2019)

FIGURE 10.7. **TRANSITION ÉCOLOGIQUE : UNE PRÉOCCUPATION POUR TOUS OU SEULEMENT POUR LES URBAINS ?**



Avec laquelle des affirmations suivantes êtes-vous le plus d'accord ?
Source : Destin Commun (2019)

SOUS EMBARGO

Redonner au commun le goût de l'évidence

Briser le cercle vicieux de la fragmentation n'a rien d'une évidence. Les processus dans lesquels elle s'enracine sont puissants et profonds, qu'ils soient structurels, politiques ou psychologiques. Le modèle économique des réseaux sociaux et de certains médias a tendance à en aggraver les effets, en jouant le rôle de chambre d'écho de divisions déjà vivaces dans la société. Parce qu'il devient de plus en plus agressif, le débat public y contribue également.

Ici comme ailleurs, nous avons tendance à percevoir le monde extérieur comme une menace et nous vivons une crise profonde de l'avenir. Ici aussi, nous sommes tentés de nous rassurer en nous repliant sur nos entre-soi et préférons échanger avec des gens qui nous ressemblent. Ici aussi, la défiance envers les médias, les institutions représentatives et les politiques est profondément ancrée dans l'opinion. Ici aussi, il devient difficile de trouver un endroit où la conversation peut avoir lieu de façon apaisée, où la voix de chacun peut être entendue, où l'on s'attache à ne pas parler à la place des autres. Ici aussi, les Français n'en sont plus à se demander si le politique est capable de faire : ils en sont arrivés à se demander s'il est capable d'entendre. Ici aussi, la tentation du populisme autoritaire, qui promeut une nation sur la base d'un « nous » étriqué, contre les minorités, constitue une menace sérieuse.

La France que nous avons dépeint au cours de ses lignes est à la croisée des chemins. Elle est encore plus sensible que d'autres nations que nous avons étudiés au sein du réseau More in Common à ses fractures. Elle est un peu plus sceptique que d'autres quant à sa capacité à les surmonter. Contrer ces divisions est une tâche immense – c'est peut-être celle d'une génération. Elle est nécessaire pour relever les défis de demain. Elle appelle à des milliers d'initiatives sur le terrain – elles existent déjà. Nous avons simplement voulu montrer qu'il était possible de le faire.

Derrière les points de divergence, il existe des points de convergence. Derrière des oppositions radicales, mises en scène de façon spectaculaire, il existe des opinions moins constituées, plus ambivalentes. Les divisions ont besoin d'être relativisées. Derrière des attitudes de repli, il existe des aspirations à l'unité. Derrière des représentations négatives de l'autre, nourries par des processus de victimisation, il existe des liens concrets, réels, solides, que nouent les Français les uns avec les autres, par-delà leurs différences. Derrière un regard pessimiste et derrière un sentiment de menace élevée, il existe des rêves et des enthousiasmes qu'il s'agit de prendre au sérieux.

Nous l'avons dit d'entrée de jeu : cette enquête est à la fois une contribution au débat et un point de départ. **Elle est une contribution au débat, parce qu'elle apporte un éclairage différent sur ce qui nous divise, en mettant au jour ses fondements psychologiques.** Les convictions profondes qui nous gouvernent ne sont pas les seuls facteurs de division. Les prendre en compte ne remplacera pas la nécessité de lutter contre les inégalités, d'accompagner les évolutions du marché du travail, de répondre à la crise économique ou de contrer les différentes menaces de notre environnement géopolitique. Mais quand les écarts entre les perceptions et le réel sont si puissants, mieux connaître les systèmes de valeurs et les systèmes de croyances qui sous-tendent nos opinions peut servir à contrer les forces qui nous divisent. Mieux : lorsque les groupes qui renforcent nos divisions ont tendance à exacerber ces écarts entre le réel et les perceptions, il importe de comprendre pourquoi ils entrent en résonance avec nos convictions profondes. Ces dernières années, la recherche a beaucoup progressé dans sa compréhension des ressorts de la psychologie humaine. Ce savoir, en particulier lorsqu'il est combiné avec la force des réseaux sociaux, peut être utilisé pour le meilleur comme pour le pire. Nous avons conduit cette enquête pour qu'il soit utilisé pour le meilleur.

SOUS EMBARGO

C'est pourquoi cette enquête est également un point de départ : elle a vocation à servir à celles et ceux – politiques, membres de la société civile, entreprises, citoyens – qui s'attachent à faire émerger un chemin commun. Nous n'avons pas ici la prétention, à travers ce rapport, de tracer ce chemin : nous avons voulu montrer combien il était nécessaire de le faire, et de le faire collectivement.

Nous recommandons en particulier :

_De s'adresser en priorité à la France des Oubliés, celle des Laissés pour compte et des Attentistes, qui sont aujourd'hui les plus éloignés de la conversation nationale et ne s'y sentent ni entendus ni pris en compte. L'indifférence des Attentistes et la colère, laissée aujourd'hui sans réponse, des Laissés pour compte les rendent tout particulièrement vulnérables aux récits qui promeuvent un « nous » contre un « eux ». Leur faible intégration sociale et citoyenne appelle à de nouvelles formes d'engagement : en s'appuyant sur leurs convictions profondes, il est possible de les associer différemment à l'espace public. Pour les Laissés pour compte, il s'agit d'entendre leur demande d'ordre juste. Pour les Attentistes, de solliciter en particulier leur responsabilité individuelle.

_Aux politiques, d'opter pour un discours qui mette l'accent sur les valeurs qui nous rassemblent et d'élargir le récit national à ceux qui, aujourd'hui, ne s'y retrouvent pas, plutôt que de mobiliser leur base en faisant le choix d'une polarisation qui risque d'aggraver des fractures déjà vivaces. Nous avons besoin d'un récit partagé qui nous associe collectivement dans l'avenir et nous donne le sentiment d'en avoir la maîtrise.

_Aux organisations de la société civile et aux corps intermédiaires de chercher à s'adresser au-delà de ceux qu'ils convainquent déjà, en entrant en résonance avec le système de valeurs de ces publics auxquels ils ne parviennent pas à s'adresser. Certains discours renforcent les divisions. D'autres au contraire peuvent contribuer à les surmonter et à rendre plus efficaces les stratégies de plaidoyer.

_Aux médias et aux entreprises de nouvelles technologies, de s'attacher non pas à renforcer les chambres d'écho et les bulles de filtres, mais de contribuer à élargir la conversation en mettant en valeur ce qui peut nous rassembler, et en facilitant l'expression des désaccords sans les changer en détestations.

Pour redonner au commun le goût de l'évidence et nous permettre de relever les défis du temps présent, nous sommes intimement convaincus que ces recommandations sont nécessaires, aussi petites soient-elles. Parmi toutes les organisations qui travaillent à retisser du lien dans la société française, Destin Commun est un effort modeste. Mais nous voulons contribuer à dynamiser les efforts d'un large ensemble d'acteurs qui luttent, sur le terrain, à l'échelle nationale comme à l'échelle locale, contre ces fractures.

La France a besoin d'un nouveau récit d'elle-même et de son avenir, pour qu'elle se perçoive à nouveau comme une communauté de destin. Les mots ne sont pas tout. Ils ne peuvent pas tout. Mais ils contribuent à rendre beaucoup de choses possibles.

SOUS EMBARGO

Pour résumer :

- **La France ne se résume pas à un processus de division** et de délitement trop souvent mis en avant. Bien au contraire : **il y a, parmi les Français, une forte aspiration à dépasser les fractures** à laquelle il faut répondre.

- Deux options semblent possibles : la première est de voir apparaître une communauté de destin réduite à ceux qui sont semblables à la majorité, au détriment des minorités. À cet égard, il existe une tentation d'unité par l'uniformité qui demeure forte en France. La seconde est de définir une communauté de destin en projetant la société dans l'avenir. Or une majorité est convaincue que nous pouvons aller au-delà de nos divisions – un sentiment partagé dans toutes les familles de Français, à l'exception des Laissés pour compte, ce qui constitue à nouveau un point d'alerte pour ce groupe.

- Quand ils décrivent leur France idéale, **les Français veulent avant tout une France où les gens se respectent et s'écoutent les uns les autres.** Viennent ensuite un désir de sécurité et de moins d'inégalités. De la devise républicaine, les Français reprennent avant tout la fraternité et l'égalité.

- **Le rapport à l'environnement** est un bon exemple de la façon dont les Français peuvent à la fois évoluer dans leurs aspirations et trouver des points de convergence. **68% des Français sont convaincus que la question écologique peut nous unir par-delà nos divisions.** Elle est majoritaire dans toutes les familles de Français que nous avons identifiées.

SOUS EMBARGO

Annexes 1

FIGURE 2.1.
PRÉOCCUPATIONS DES MILITANTS DÉSABUSÉS 33

FIGURE 2.2.
PRÉOCCUPATIONS DES STABILISATEURS 37

FIGURE 2.3.
PRÉOCCUPATIONS DES LIBÉRAUX OPTIMISTES 41

FIGURE 2.4.
PRÉOCCUPATIONS DES ATTENTISTES 45

FIGURE 2.5.
PRÉOCCUPATIONS DES LAISSÉS-POUR-COMPTE 49

FIGURE 2.6.
PRÉOCCUPATIONS DES IDENTITAIRES 53

FIGURE 2.7.
RÉPARTITION DES FRANÇAIS DANS CHAQUE GROUPE SELON L'ÂGE 55

FIGURE 2.8.
RÉPARTITION DES FRANÇAIS DANS CHAQUE GROUPE SELON LE REVENU DU FOYER 56

FIGURE 2.8.
RÉPARTITION DES FRANÇAIS DANS CHAQUE GROUPE SELON LE NIVEAU DE DIPLÔME 56

FIGURE 3.1.
POSITIONNEMENT DES FAMILLES DE FRANÇAIS SELON LEUR DEGRÉ D'INTÉGRATION SOCIALE ET CITOYENNE ET SELON LEUR PERCEPTION DU CHANGEMENT CULTUREL 60

FIGURE 3.2.
CONFIANCE DANS LA DÉMOCRATIE ET LES INSTITUTIONS 61

FIGURE 3.3.
MÉPRIS ET CONSIDÉRATION 61

FIGURE 3.4.
LE COMPROMIS PLUTÔT QUE LE CONFLIT 61

FIGURE 3.5.
AMIS ET ENNEMIS DANS LA FRANCE POLÉMIQUE 63

FIGURE 3.6.
RÉINVENTION OU DISPARITION DE L'IDENTITÉ DE LA FRANCE ? 63

FIGURE 3.7.
MAJORITÉ OU MINORITÉS ? 63

FIGURE 3.8.
INTÉRÊT POUR LA POLITIQUE 65

FIGURE 3.9.
PARTICIPATION AU DÉBAT PUBLIC 65

FIGURE 3.10.
PROPORTION D'ABSTENTIONNISTES PAR FAMILLE AUX ÉLECTIONS EUROPÉENNES 65

FIGURE 3.11.
ENGAGEMENT DANS LA VIE SOCIALE ET CITOYENNE 67

FIGURE 4.1.
OPTIMISME ET PESSIMISME – DIFFÉRENCES SELON LES GROUPES 70

FIGURE 4.2.
OPTIMISME ET PESSIMISME – RELATION AVEC DES POSITIONNEMENTS SOCIAUX ET CULTURELS 71

FIGURE 4.3.
PERCEPTION DE LA MENACE 72

FIGURE 4.4.
PERCEPTION DE LA MENACE ET OPINIONS SUR L'ISLAM ET L'IMMIGRATION 72

FIGURE 4.5.
RELATIONS ENTRE LES MODES DE PARENTALITÉ ET OPINIONS SUR L'IMMIGRATION ET L'IDENTITÉ 74

FIGURE 4.6.
PERSONNALITÉ AUTORITAIRE – DIFFÉRENCES ENTRE LES SIX FAMILLES (INDICE DE 0 À 1) 74

FIGURE 4.7.
CORRÉLATIONS ENTRE FONDEMENTS MORAUX ET OPINIONS 76

FIGURE 4.8.
HIATUS DANS LES FONDEMENTS MORAUX 77

FIGURE 4.9.
RESPONSABILITÉ INDIVIDUELLE ET LIBERTÉ ÉCONOMIQUE 79

FIGURE 4.10.
RESPONSABILITÉ INDIVIDUELLE – DIFFÉRENCES ENTRE LES FAMILLES DE FRANÇAIS 79

FIGURE 4.11.
IMPORTANCE DES IDENTITÉS DE GROUPE 82

FIGURE 4.12.
IMPORTANCE DE L'IDENTITÉ NATIONALE ET OPINIONS 84

FIGURE 5.1.
NIVEAU DE CONFIANCE ENVERS LES AUTRES 88

FIGURE 5.2.
RECONNAISSANCE 88

FIGURE 5.3.
PARTAGE DE VALEURS AVEC LES FRANÇAIS DEPUIS PLUSIEURS GÉNÉRATIONS, LES FRANÇAIS ISSUS DE L'IMMIGRATION ET LES MIGRANTS 91

FIGURE 5.4.
PERCEPTIONS DE LA POPULATION MUSULMANE EN FRANCE 92

FIGURE 5.5.
LES FRANÇAIS ET LES ÉLITES : PARTAGE DE VALEURS ET DEGRÉ D'INVESTISSEMENT RECONNU DANS LA SOCIÉTÉ 93

FIGURE 5.6.
LES FRANÇAIS ET LES BÉNÉFICIAIRES DU RSA : PARTAGE DE VALEURS ET DEGRÉ D'INVESTISSEMENT RECONNU DANS LA SOCIÉTÉ 95

FIGURE 5.7.
LES FRANÇAIS ET LES GROUPES PARTISANS : PARTAGE DE VALEURS 96

FIGURE 5.8.
THERMOMÈTRE DE SYMPATHIE SUR L'ENSEMBLE DES GROUPES 97

FIGURE 5.9.
VICTIMISATION ET PRIVILÈGES 98

FIGURE 5.10.
ASPIRATION À LA COHÉSION 99

FIGURE 5.11.
CONTACT AVEC DES PERSONNES APPARTENANT À D'AUTRES GROUPES 100

FIGURE 6.1.
SOMMES-NOUS ENTENDUS ? 106

FIGURE 6.2.
RENONÇONS-NOUS AU POLITIQUE ? 107

FIGURE 6.3.
PROXIMITÉ PARTISANE DES FRANÇAIS 109

FIGURE 6.4.
LA DÉMOCRATIE FONCTIONNE-T-ELLE ? 111

SOUS EMBARGO

FIGURE 6.5.
CONFIANCE DANS LES INSTITUTIONS REPRÉSENTATIVES 113

FIGURE 6.6.
LE SERVICE PUBLIC, CIMENT DU COMMUN ? 114

FIGURE 6.7.
VERTICALITÉ OU HORIZONTALITÉ DU POUVOIR ? ISOLEMENT DES MILITANTS DÉSABUSÉS 115

FIGURE 6.8.
QUI S'INVESTIT LE PLUS DANS LA SOCIÉTÉ ? LES GILETS JAUNES EN TÊTE DES GROUPES SOCIAUX 117

FIGURE 6.9.
GILETS JAUNES ET SYNDICALISTES : LE MATCH PAR SEGMENT 117

FIGURE 7.1.
QUI SE SENT PRÊT À PARTICIPER À LA CONVERSATION NATIONALE ? 124

FIGURE 7.2.
LE DÉBAT PUBLIC EST-IL DE PLUS EN PLUS AGRESSIF ? 124

FIGURE 7.3.
DÉBAT PUBLIC ET COMPROMIS : ATTITUDES ET ASPIRATIONS 127

FIGURE 7.4.
PLURALISME ET DÉBAT PUBLIC 127

FIGURE 7.5.
QUELS MÉDIATEURS CRÉDIBLES POUR L'INFORMATION ? 128

FIGURE 7.6.
COMPORTEMENT MÉDIATIQUE 129

FIGURE 7.7.
INTERNET : DE NOUVELLES OPPORTUNITÉS D'EXPRESSION, MAIS UNE AMPLIFICATION DES TENSIONS 132

FIGURE 7.8.
QUELLE INFLUENCE D'INTERNET SUR LA VIE PUBLIQUE ? 132

FIGURE 7.9.
ENGAGEMENT NUMÉRIQUE ET ENGAGEMENT POLITIQUE : EFFET D'AMPLIFICATION DES RÉSEAUX SOCIAUX 134

FIGURE 8.1.
PRÉOCCUPATION DES GROUPES 138

FIGURE 8.2.
JUSTICE SOCIALE OU INITIATIVE INDIVIDUELLE ? 141

FIGURE 8.3.
SITUATION DES SALARIÉS OU COMPÉTITIVITÉ ? 141

FIGURE 8.4.
CHÔMAGE ET RESPONSABILITÉ INDIVIDUELLE 142

FIGURE 8.5.
LA PERCEPTION DE L'IMMIGRATION, POSITIVE OU NÉGATIVE ? 143

FIGURE 8.6.
FAUT-IL FERMER LES FRONTIÈRES AUX NOUVEAUX ARRIVANTS ? 145

FIGURE 8.7.
LES IMMIGRÉS, PRIORITAIRES DANS L'ACCÈS AUX AIDES SOCIALES ? 145

FIGURE 8.8.
L'ISLAM ET LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE : COMPATIBLE OU INCOMPATIBLE ? 147

FIGURE 8.9.
PERCEPTIONS DE L'HOSTILITÉ ENVERS LES MUSULMANS 147

FIGURE 9.1.
IMPORTANCE DE LA NATIONALITÉ DANS L'IDENTITÉ INDIVIDUELLE 152

FIGURE 9.2.
SENTIMENT DE SUPÉRIORITÉ 152

FIGURE 9.3.
SENTIMENT DE VICTIMISATION 152

FIGURE 9.4.
SENTIMENT D'ATTACHEMENT AU TERRITOIRE 152

FIGURE 9.5.
UNITÉ GÉOGRAPHIQUE D'APPARTENANCE 153

FIGURE 9.6.
IDENTITÉ FRANÇAISE ET IDENTITÉ EUROPÉENNE 154

FIGURE 9.7.
CE QUI EST ATTENDU DES NOUVEAUX ARRIVANTS POUR ÊTRE FRANÇAIS 157

FIGURE 9.8.
RÉFÉRENCE À L'HISTOIRE – ISOLEMENT DES MILITANTS DÉSABUSÉS 158

FIGURE 9.9.
RECONNAÎTRE LES PAGES SOMBRES DE L'HISTOIRE DE FRANCE 158

FIGURE 9.10.
L'IDENTITÉ FRANÇAISE : RÉINVENTION OU DISPARITION ? 160

FIGURE 9.11.
L'IMMIGRATION : ENRICHISSEMENT CULTUREL ? 160

FIGURE 10.1.
PEUT-ON SURMONTER NOS DIVISIONS ? 167

FIGURE 10.2.
LEUR FRANCE IDÉALE 167

FIGURE 10.3.
ENGAGEMENT ET SOLIDARITÉ : UN MOTIF DE FIERTÉ PARTAGÉE 169

FIGURE 10.4.
LA QUESTION ÉCOLOGIQUE, UN ENJEU QUI POURRAIT NOUS UNIR PAR-DELÀ NOS DIVISIONS 169

FIGURE 10.5.
SENSIBILITÉ AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET À LA PRÉSERVATION DE L'ENVIRONNEMENT 170

FIGURE 10.6.
TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET EMPLOI : UNE OPPORTUNITÉ PLUTÔT QU'UNE MENACE 171

FIGURE 10.7.
TRANSITION ÉCOLOGIQUE : UNE PRÉOCCUPATION POUR TOUS OU SEULEMENT POUR LES URBAINS ? 171

SOUS EMBARGO

Annexes 2

Caractéristiques socio-démographiques
des six familles de français

	Ensemble	Militants désabusés	Stabilisateurs	Libéraux optimistes	Attentistes	Laissés pour compte	Identitaires
Homme	48 %	47 %	50 %	58 %	52 %	39 %	48 %
Femme	52 %	53 %	50 %	42 %	48 %	61 %	52 %
ÂGE							
18 à 24 ans	10 %	14 %	6 %	12 %	18 %	9 %	5 %
25 à 34 ans	15 %	16 %	10 %	25 %	26 %	16 %	5 %
35 à 49 ans	25 %	25 %	22 %	28 %	30 %	29 %	18 %
50 ans et plus	50 %	45 %	62 %	35 %	26 %	46 %	72 %
NIVEAU DE DIPLÔME							
Sans diplôme, CEP, BEPC	9 %	4 %	5 %	9 %	9 %	11 %	15 %
CAP, BEP	19 %	8 %	15 %	14 %	15 %	26 %	28 %
Baccalauréat	25 %	22 %	25 %	23 %	24 %	28 %	27 %
1er cycle du supérieur	25 %	28 %	28 %	27 %	26 %	23 %	19 %
2e et 3e cycles du supérieur	22 %	38 %	27 %	27 %	26 %	12 %	11 %
REVENUS DU FOYER							
Moins de 1 500 euros par mois	22 %	23 %	13 %	20 %	29 %	29 %	20 %
De 1 500 à moins de 3 000 euros par mois	41 %	40 %	41 %	35 %	40 %	42 %	44 %
De 3 000 à moins de 4 500 euros par mois	20 %	19 %	27 %	25 %	15 %	16 %	21 %
4 500 euros par mois et plus	10 %	12 %	14 %	15 %	7 %	4 %	8 %
Sans réponse	7 %	6 %	5 %	5 %	9 %	8 %	7 %

SOUS EMBARGO

	Ensemble	Militants désabusés	Stabilisateurs	Libéraux optimistes	Attentistes	Laissés pour compte	Identitaires
RÉGION							
Région Parisienne	17 %	21 %	15 %	24 %	19 %	15 %	14 %
Ouest	23 %	24 %	23 %	19 %	22 %	24 %	23 %
Nord et Est	24 %	19 %	23 %	22 %	22 %	26 %	26 %
Sud-Ouest	11 %	13 %	13 %	11 %	13 %	11 %	9 %
Sud-Est	25 %	23 %	26 %	24 %	24 %	24 %	28 %
CATÉGORIE D'AGGLOMÉRATION							
Rural	24 %	25 %	29 %	15 %	17 %	25 %	26 %
2 000 à 20 000 hab	17 %	14 %	18 %	14 %	16 %	18 %	18 %
20 000 à 100 000 hab	12 %	12 %	11 %	13 %	13 %	13 %	13 %
Plus de 100 000 hab	31 %	30 %	28 %	35 %	36 %	30 %	30 %
Agglo parisienne	16 %	19 %	14 %	23 %	18 %	14 %	13 %
RELIGION							
Catholique	50 %	21 %	56 %	52 %	40 %	51 %	67 %
Musulman	3 %	2 %	2 %	5 %	5 %	2 %	2 %
Autre religion chrétienne	3 %	2 %	2 %	6 %	4 %	2 %	3 %
Autre religion non chrétienne	1 %	1 %	1 %	2 %	2 %	1 %	1 %
Sans religion	43 %	74 %	39 %	35 %	49 %	44 %	27 %

SOUS EMBARGO

Annexes 3

Texte complet des questions utilisées dans les graphiques suivants

FIGURE 3.1

SENSIBILITÉ AU CHANGEMENT CULTUREL ET INTÉGRATION SOCIALE ET CITOYENNE

SENSIBILITÉ AU CHANGEMENT CULTUREL (ABSCISSE)

a) Avec laquelle des affirmations suivantes êtes-vous le plus d'accord ?

Glissez le curseur jusqu'au niveau que vous souhaitez.
Curseur de 1 à 6
1. L'identité de la France est en train de disparaître
6. L'identité de la France se réinvente sans cesse

b) Êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec l'affirmation suivante ?
_ Aujourd'hui, l'immigration est bénéfique à la vie culturelle de la France car elle en fait un lieu de vie plus animé et plus intéressant

Glissez le curseur jusqu'au niveau que vous souhaitez.
Curseur de 1 (pas du tout d'accord) à 6 (tout à fait d'accord)

c) Êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec les affirmations suivantes ?
_ Aujourd'hui, on se préoccupe davantage des migrants que des citoyens français
_ Aujourd'hui, on se préoccupe davantage des besoins des minorités que du bien-être de la majorité

Glissez le curseur jusqu'au niveau que vous souhaitez.
Curseur de 1 (pas du tout d'accord) à 6 (tout à fait d'accord)

d) Êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec l'affirmation suivante ?
_ L'Islam est incompatible avec la société française

Glissez le curseur jusqu'au niveau que vous souhaitez.
Curseur de 1 (pas du tout d'accord) à 6 (tout à fait d'accord)

INTÉGRATION SOCIALE ET CITOYENNE (ORDONNÉE)

a) Êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec les affirmations suivantes ?
_ La protection sociale des Français est juste et équitable

Glissez le curseur jusqu'au niveau que vous souhaitez.
Curseur de 1 (pas du tout d'accord) à 6 (tout à fait d'accord)

b) Êtes-vous d'accord avec l'affirmation suivante :
_ Aujourd'hui en France, la démocratie fonctionne bien

Glissez le curseur jusqu'au niveau que vous souhaitez.
Curseur de 1 (pas du tout d'accord) à 6 (tout à fait d'accord)

c) Êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec l'affirmation suivante ?
_ Aujourd'hui je me sens respecté(e) et reconnu(e) à ma juste valeur

Glissez le curseur jusqu'au niveau que vous souhaitez.
Curseur de 1 (pas du tout d'accord) à 6 (tout à fait d'accord)

d) Certaines personnes suivent régulièrement les actualités politiques et d'autres ne s'y intéressent pas du tout. Diriez-vous que vous vous intéressez à la politique...

Glissez le curseur jusqu'au niveau que vous souhaitez.
Curseur de 1 (jamais) à 6 (très régulièrement)

e) Avec laquelle des affirmations suivantes êtes-vous le plus d'accord ?

Glissez le curseur jusqu'au niveau que vous souhaitez.
Curseur de 1 à 6
1. J'essaye d'éviter le plus possible d'avoir à débattre avec d'autres personnes
6. J'aime bien débattre et confronter mon point de vue à celui des autres

f) Pour les questions suivantes, nous aimerions évaluer votre ressenti à l'aide de notre **'thermomètre des émotions'**. Il vous faudra indiquer votre ressenti à l'égard de certains groupes d'individus à l'aide d'une **échelle allant de 0 degré à 100 degrés**. Une note de **0 degré** signifie que vous avez un **sentiment froid et négatif** à l'égard du groupe, une note de **100 degrés** signifie que vous avez un sentiment chaud et positif à l'égard du groupe, et une note de **50 degrés** signifie que vous n'avez **pas d'émotions particulières à l'égard du groupe.**

Placez le curseur au niveau souhaité pour donner votre réponse :

Les élites

g) Voici une liste d'activités que certaines personnes font et d'autres non. Auxquelles de ces activités avez-vous participé au cours des 12 derniers mois ? *Plusieurs réponses possibles*

1. Participer à une manifestation
2. Donner de l'argent à un parti politique ou une association s'impliquant sur des sujets politiques
3. Participer à un meeting ou à une réunion politique
4. Participer à une réunion de quartier
5. Prendre contact avec un élu (en face-à-face, par téléphone, par mail, par courrier...)
6. Partager un contenu avec des revendications politiques sur un réseau social
7. Partager un mail avec un contenu politique à un ou plusieurs de vos contacts
8. Parler de politique avec vos proches ou vos collègues
9. Donner de l'argent à une association caritative
10. Boire un verre ou un café avec un voisin
11. Organiser un événement dans mon quartier
12. Aider un voisin
13. Aucune de celle-là

SOUS EMBARGO

Annexes 4

Échantillonnage et précision

FIGURES 4.5 ET 4.6

PRÉDISPOSITION AUTORITAIRE ET MODE DE PARENTALITÉ

Selon vous, parmi les traits de personnalité ci-dessous, lesquels sont essentiels chez un enfant ?
Une seule réponse possible par ligne

☐ Indépendance ☐ Respect des ainés
☐ Obéissance ☐ Autonomie
☐ Raisonnable ☐ Créatif
☐ Curiosité ☐ Politesse

FIGURES 4.7 ET 4.8

FONDEMENTS MORAUX

Veuillez lire les phrases ci-dessous et indiquer si vous êtes d'accord ou pas d'accord avec chacune d'entre elles :

Glissez le curseur jusqu'au niveau que vous souhaitez.
Curseur de 1 (pas du tout d'accord) à 6 (tout à fait d'accord)

[BIENVEILLANCE]
_ La compassion envers ceux qui souffrent est la vertu la plus importante
_ Une des pires choses qu'une personne puisse faire est de blesser un animal sans défense

[ÉQUITÉ]
_ Ce dont une société a le plus besoin, c'est de justice
_ Lorsque le gouvernement écrit des lois, il devrait avant toute chose s'assurer que tout le monde est traité de façon équitable

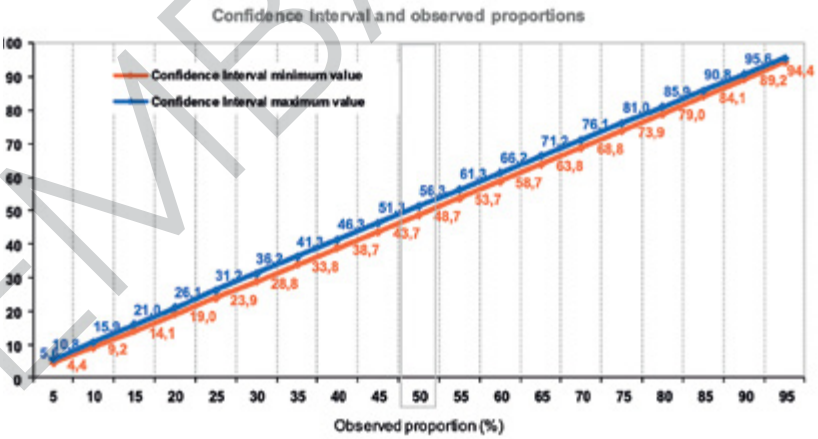
[AUTORITÉ]
_ Le respect de l'autorité est quelque chose que tous les enfants doivent apprendre
_ Les hommes et les femmes ont des rôles différents à jouer dans la société

[LOYAUTÉ]
_ Les gens devraient être loyaux envers les membres de leur famille même s'ils ont fait quelque chose de mal
_ Je suis fier(e) de l'histoire de mon pays

[PURETÉ]
_ Je considère certains actes comme mauvais, du simple fait qu'ils ne soient pas naturels
_ Les gens ne devraient pas faire des choses dégoûtantes, même si ça ne fait de mal à personne

Les résultats de cette étude sont soumis aux marges d'erreur, comme toute enquête quantitative réalisée par sondage.
Les marges d'erreurs données dans les sondages se basent sur l'hypothèse d'un échantillonnage aléatoire. Si les marges d'erreurs réelles dans les sondages dont l'échantillonnage est construit selon la méthode des quotas ne sont pas mesurables scientifiquement, on estime en pratique qu'elles sont proches de celles calculées dans le cas d'un échantillonnage aléatoire.

La marge d'erreur dépend de la taille de la population, ainsi que de la proportion à laquelle on l'applique.
Pour cette étude qui a été réalisée sur 4 000 individus : une répartition de 50 % / 50 % a une précision de ± 1,3 %. Autrement dit, il y a 90 % de chances que la proportion réelle dans l'ensemble de la population soit comprise entre 48,7 % et 51,3 %, la proportion la plus probable étant 50 %.
Pour cet échantillon de 4 000 individus, à 90 % de confiance, les intervalles de confiance selon les proportions observées sont :



SOUS EMBARGO

SOUS EMBARGO

Destin Commun
More in Common France

KANTAR